

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DES LETTRES

Etude sur l'Obligation Scolaire et l'Enseignement Primaire en France et en Chine

(Historique, comparaison et avenir)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

CHAI YU HENG

*Licencié en Pédagogie de l'Université Normale Nationale de Pékin
Ancien Directeur du 3^e Lycée et de la 1^{re} Ecole normale de Setchouen
Ancien Directeur de l'Instruction Publique du district Choung-Kiang*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DES LETTRES

Etude sur l'Obligation Scolaire et l'Enseignement Primaire en France et en Chine

(Historique, comparaison et avenir)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

CHAI YU HENG

*Licencié en Pédagogie de l'Université Normale Nationale de Pékin
Ancien Directeur du 3^e Lycée et de la 1^{re} Ecole normale de Setchouen
Ancien Directeur de l'Instruction Publique du district Choung-Kiang*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

—
1935



A MON MAITRE

Monsieur Paul FAUCONNET

Professeur à la Sorbonne

Toute l'expression de ma vive gratitude et de ma profonde reconnaissance pour la peine qu'il a prise de me diriger dans le travail.

AUX MEMBRES DU JURY

Monsieur Henri WALLON

Monsieur Paul GUILLAUME

Professeurs à la Sorbonne

Nos sincères remerciements et nos respectueux hommages.

A Monsieur Paul LANGEVIN

*Membre de l'Institut et
Professeur au Collège de France*

Auquel je tiens particulièrement à
exprimer ma vive reconnaissance
pour m'avoir donné une aide utile
avec son cœur généreux. Son abord
simple, son zèle sympathique et son
ton de grand maître suscitent en nous
une admiration profonde et un atta-
chement tout dévoué.

A LA MEMOIRE DE MA MÈRE

Morte lorsque j'étais étudiant à Pékin. Toute ma reconnaissance pour la peine qu'elle s'est donnée de m'élever avec soin.

A MON PÈRE

Qui me donne toujours des instructions précieuses, qui a encouragé mon travail et qui attend de me voir réussir avec tant de souci et d'espoir.

Témoignage d'affection filiale et de vive reconnaissance.

A MES FRÈRES

Qui ont bien voulu soutenir matériellement mes études, ce dont je me souviendrai à jamais.

A MA FEMME

Qui a bien voulu courir les risques
d'une périlleuse traversée pour me
rejoindre à Paris où elle est restée
près de moi pendant deux ans, qui a
regagné la Chine par souci maternel
pour élever nos enfants,

INTRODUCTION

L'obligation scolaire est un problème du xix^{e} siècle. Elle a été réalisée au cours de la seconde moitié du xix^{e} siècle par la plupart des pays avancés, aussi n'en parle-t-on que très rarement depuis le xx^{e} siècle. Ce n'est plus un problème du jour que nous venons traiter.

Le problème de l'obligation scolaire est-il vraiment résolu, et son application est-elle générale et complète ? Les enfants d'âge scolaire bénéficient-ils tous de l'enseignement primaire obligatoire ? D'autre part les programmes officiels de cette instruction fournissent-ils des connaissances suffisantes aux générations nouvelles pour les préparer aux luttes de la vie sociale ? Les maîtres chargés de cet enseignement sont-ils bien préparés pour cette tâche ? Les crédits sont-ils suffisants ? L'organisation administrative et scolaire, et le contrôle de la fréquentation bien efficaces ?

Enfin la durée de la scolarité obligatoire primaire adoptée par la plupart des pays doit-elle être prolongée ? et jusqu'à quel âge ? Un enseignement post-scolaire doit-il être organisé ? Lequel ? Et comment peut-on surmonter les difficultés qui existent dans l'application de l'obligation scolaire aux écoles rurales ? Ce sont là des questions urgentes et importantes qui restent à résoudre, surtout à l'époque actuelle où la crise économique aigüe, le chômage et la politique internationale rendent la lutte pour la vie toujours plus dure pour l'immense masse du peuple ignorant. C'est donc la mentalité humaine qui doit changer, c'est la grande masse du peuple ignorant qui doit être éveillée, par conséquent c'est la scolarité obligatoire, base commune à tous,

qui doit être réorganisée. Elle est, comme on l'a dit avec raison « l'éternel problème ». Ce sont toutes ces raisons qui nous ont déterminé à faire cette modeste étude forcément très limitée.

Pour ne pas surcharger cette tâche déjà lourde, nous avons pris comme base de notre étude la France et la Chine. Voici quel est le plan de notre étude.

Dans notre première partie, étude préliminaire, nous nous bornerons à faire un bref exposé de la place importante que l'obligation scolaire a tenu et tient encore dans le monde moderne. Ensuite en vue de réaliser cette instruction, nous examinerons les différents aspects dont cette obligation doit tenir compte. Enfin nous ferons l'historique de l'enseignement obligatoire en Allemagne, considérant ce pays comme l'initiateur du mouvement.

Nous consacrerons la seconde partie à l'étude historique de l'obligation scolaire en France et en Chine. Car avant d'entreprendre l'étude comparative de l'enseignement obligatoire existant, il nous paraît opportun d'examiner l'origine historique de cet enseignement. Le présent résulte toujours de l'évolution du passé, nous ne comprenons jamais au fond le présent si nous ne comprenons pas tout d'abord les faits dont il est issu. C'est pourquoi nous considérons cette étude historique comme nécessaire à l'exposé qui suit.

Après avoir fait l'historique de l'enseignement obligatoire, nous consacrons notre troisième partie à l'étude comparative de la législation en vigueur en France et en Chine. Bien entendu cette comparaison ne peut se justifier que si elle tient compte des différences de tradition nationale et de l'état social, politique et économique actuel. Il nous incombe donc, en cas de besoin, de rechercher les causes des

différences que nous relevons, et d'essayer de dire, selon notre jugement, si elles sont justifiées ou si l'un des pays gagnerait à appliquer les mesures particulières à l'autre.

Si l'étude historique a pour but de nous faire comprendre le présent, l'étude du présent doit servir pour les réformes de l'avenir.

Notre quatrième exposé, — la prolongation de la scolarité obligatoire, l'enseignement post-scolaire et l'école rurale — est, au moins sous nos yeux, consacré à la tendance nouvelle ou au problème récent de l'obligation scolaire. Ces problèmes qui se rattachent à l'enseignement obligatoire ne sont pas encore résolus dans les pays où pourtant l'obligation scolaire est déjà efficacement réalisée. Après l'étude du passé et celle du présent, nous essayerons donc de jeter un regard sur l'avenir.

Telle est l'unité de pensée qui préside à cette étude dont les quatre parties sont en apparence sans corrélation intime.

Nous ne prétendons pas inaugurer une méthode particulière pour ce travail. Dans l'étude historique nous employons la méthode chronologique et nous décrirons l'évolution historique de l'enseignement obligatoire pour en tirer ensuite quelques considérations que nous jugeons utiles. C'est, bien entendu, la méthode comparative que nous employons pour notre étude comparative. Nous exposons d'abord fidèlement, l'une après l'autre, la législation des deux pays étudiés, ensuite nous établissons les différences et les ressemblances et précisons leur valeur décisive. Enfin, c'est, pour ainsi dire, la méthode synthétique que nous employons dans notre quatrième partie, car nous prenons la question dans son ensemble ; la description, la

comparaison, le jugement et l'évolution sont combinés tout à la fois.

Quant aux sources auxquelles nous avons recouru ce sont les codes législatifs, les rapports officiels, les publications d'enquêtes et les traités spéciaux ; dans la mesure de nos possibilités nous avons rassemblé des faits, et sur ces faits nous portons un jugement et nous nous efforçons d'en tirer des conclusions utiles :

De quelle utilité ce travail peut-il être ? Il nous semble que pour la Chine où l'obligation scolaire est en voie d'application, il serait utile de connaître par une étude comparative, les lacunes ou les faiblesses de sa législation, quels points elle doit réformer et quelle voie elle doit suivre. En France où l'obligation scolaire, après des débats violents qui ont duré près de cent ans, a été réalisée depuis un demi-siècle, cet enseignement primaire obligatoire à l'heure actuelle n'a pas atteint complètement son but puisqu'on a constaté qu'il y a encore beaucoup d'illettrés à la campagne. C'est sur ce point qu'il serait bon d'attirer l'attention nécessaire de l'opinion et des pouvoirs publics. Nous n'avons pas d'ailleurs, une ambition si grande et nous ne pensons pas que notre étude doive être de quelque utilité au monde tout entier, mais nous efforçons à notre modeste rang de nous rendre utile en nous intéressant à une question qui au *xx^e* siècle mérite d'être étudiée.

Venons-en donc à notre exposé.

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE PRÉLIMINAIRE

CHAPITRE I

Importance du problème

Déjà dans l'antiquité, Socrate disait : « on ne sera jamais trop pénétré de cette importante vérité que la splendeur et la durée d'un Etat tiennent au plan bien combiné de l'éducation » (1).

A 22 siècles d'intervalle c'est aussi l'avis d'Helvetius qui écrivait : « Pour que les nations soient heureuses et puissantes, il ne s'agit que de perfectionner la science de l'éducation » (2).

L'illustre historien français, Michelet, formule ainsi la grande utilité sociale de l'éducation : « Quelle est la première partie de la politique ? — L'éducation. La seconde ? — L'éducation. Et la troisième ? — L'éducation » (3).

Ce qui démontre que pour un Etat et sa politique, l'éducation est d'une importance essentielle.

Après la Révolution française, le ministre de l'Instruction publique dans le Gouvernement de la défense nationale, Jules Simon, écrivait en tête de son bon livre « L'Ecole » cette sentence : « le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple ; s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain ».

(1) Lafargue : *Le mal et le remède*, Introduction, p. IX.

(2) *Ibid.*

(3) I. Poiry : *La Réforme de l'éducation*, p. 68.

Et dans une conférence populaire sur l'« Egalité de l'Education », faite le 10 avril 1870, au profit de la société pour l'instruction élémentaire, Jules Ferry disait : « Je me suis fait un serment : entre toutes les nécessités du temps présent, entre tous les problèmes, j'en choisirai un auquel je consacrerai tout ce que j'ai d'intelligence, tout ce que j'ai d'âme, de cœur, de puissance physique et morale ; c'est le problème de l'éducation du peuple (1).

Plus un peuple progresse en civilisation, plus il attache d'importance à l'éducation de la jeunesse, et plus il met en œuvre de moyens pour organiser les écoles publiques. Car, l'éducation n'est plus seulement une question d'individu, de famille, mais aussi et surtout celle de la Société, des nations, et même de l'humanité tout entière. Elle est non seulement une question d'ordre social, mais aussi de politique, d'économie. C'est que la lutte moderne n'est pas seulement une question de force, mais aussi d'intelligence. Il ne s'agit pas seulement de développer l'intelligence d'une petite partie du peuple, mais de développer l'intelligence de toutes les unités dont se compose un peuple. C'est ainsi qu'avec la lutte sociale qui s'exacerbe de plus en plus, l'éducation du peuple devient de plus en plus nécessaire. Comme l'a dit Jules Simon « l'instruction nécessaire en tous temps, l'est aujourd'hui plus que jamais ».

De ce qui précède, nous avons vu quel grand rôle joue l'éducation, et nous allons maintenant examiner de près son importance spécialement dans la question sociale, politique et économique.

(1) Cit. par Roustan : *Problèmes de l'éducation nationale*, p. 58.

I. *L'ordre social.*

L'importance de l'éducation sur l'ordre social remonte à l'antiquité. Socrate a déjà dit : « Un bien, c'est la science, un mal, c'est l'ignorance. L'ignorance quand elle n'est pas factieuse est prête à le devenir » (1). En 1870, date où l'enseignement obligatoire existe en Angleterre, le ministre, M. Foster, disait au Parlement : « Nous savons tous, d'après une expérience malheureuse, que la science n'est pas la vertu, que l'instruction élémentaire l'est bien moins encore, et que cette instruction seule ne donne pas la force de résister aux mauvais instincts. Mais, bien que le savoir ne soit pas la vertu, le manque de culture intellectuelle est une faiblesse ; or, dans les âpres luttes de la vie, qui dit faiblesse dit généralement infortune ; et l'infortune conduit souvent au vice... » (2). Le ministre anglais doit malgré tout avouer indirectement que « l'ignorance est la cause principale de crimes et de délits » (3).

En faveur de cette théorie, nous citons, d'après le rapport de Duruy en 1865, le fait qu'en Allemagne il y avait en 1854 1.426 prisonniers, tandis qu'en 1861 après l'introduction de l'obligation scolaire, il n'y en avait que 691. Dans la même période, le nombre des vols est descendu de 1.009 à 460. En outre, « depuis la réforme scolaire en Suisse, disait en 1865 M. Duruy, des prisons qui jadis étaient pleines, sont aujourd'hui à peu près vides ; à la fin de juillet dernier, il n'y avait personne dans la prison du canton de Vaud » ; il en était pour ainsi dire de même à

(1) Cit. Lafargue : *op. cit.*, p. 1.

(2) A. Rendu : *Code de l'enseignement primaire*, 3^e partie, chap. XIII, pp. 195-196.

(3) Ch. Clair : *Six mois d'enseignement obligatoire en France*, p. 18.

Zurich ; à Neufchâtel, deux détenus. Ce même résultat, d'après M. Duruy, a été obtenu en France. L'augmentation progressive de la population scolaire d'un million d'enfants depuis 1848, a diminué la criminalité de près de moitié de 1847 à 1860. « Dans le département des Hautes-Alpes, ajoute M. Duruy, la population a si bien pris l'habitude de donner l'instruction primaire à ses enfants que les écoles sont pleines ; mais la prison de Briançon a été vide plusieurs fois cette année » (1). D'autre part, « on constate que pour l'année 1861, sur 2.218 forçats, il y en a 1.330 qui sont complètement illettrés et 649 ne savaient qu'un peu lire et écrire... Et le rapport de 1865 démontre également que, sur 100 criminels en France, il n'y en a pas moins de 81 qui n'ont pas reçu le bienfait de la première instruction » (2).

Les faits que nous avons cités semblent démontrer que l'éducation contribue à diminuer la criminalité en général. De plus, Lafargue a dit « la question de l'éducation populaire domine la question sociale qui domine toutes les autres », « Fatale à l'individu, fatale à la famille, l'ignorance est aussi fatale aux sociétés et principalement aux sociétés démocratiques. Elle met en péril la liberté et l'ordre social, en même temps qu'elle arrête l'essor de la propriété nationale » (3).

II. *L'aspect politique.*

Plus un peuple est instruit, moins le gouvernement aura à intervenir. « Dès qu'un pays connaît ses droits, il

(1) Duruy : *Exposé de la situation de l'Empire*, 1863, p. 50.

(2) Lafargue : *op. cit.*, p. 30.

(3) Lafargue : *op. cit.*, p. 47 et p. 1.

n'y a plus qu'un moyen de le gouverner, c'est de l'instruire ». Tout cela postule la démocratie. Ou comme l'a dit, après la révolution, le ministre de l'éducation nationale espagnol au Congrès de Nice : « Si la monarchie avait besoin pour vivre de l'ignorance du peuple, la République ne peut pas vivre, elle serait étouffée par l'ignorance du peuple (1). Car dans une démocratie, le gouvernement doit être, selon la conception américaine, du peuple, par le peuple et pour le peuple. « Une démocratie ignorante est une démocratie condamnée ».

Dans un pays de suffrage universel, où tous les citoyens ont le droit de vote et de contrôle sur les affaires de la nation, l'instruction populaire est une nécessité sociale, un principe supérieur entre tous les principes. Le contraire serait, pour Lafargue, « commettre une grande imprudence, mettre autant de fusils chargés dans des mains inexpérimentées qu'on mit de bulletins de vote dans les mains d'hommes ignorants » (2). Puisqu'on a « donné au peuple le pouvoir politique, on ne peut plus attendre pour lui donner l'instruction. Il y a des questions qui réclament des réponses, des problèmes qui exigent des solutions. Est-ce de collèges électoraux plongés dans la nuit intellectuelle qu'on peut attendre ces réponses et ces solutions ? (3) Du suffrage universel, prématurément établi en France, dit Lafargue, sont sortis le coup d'Etat, l'empire, la dictature, etc. Si donc la démocratie et le suffrage universel sont si chers aux républicains du monde entier, l'instruction obligatoire doit par conséquent leur être au moins aussi chère.

(1) Llopis : *La Rénovation de l'école dans l'Espagne républicaine*, « pour l'Ere Nouvelle », N° 84, janv. 1932, p. 4.

(2) Lafargue : *op. cit.*, p. 78.

(3) Mr. Foster : discours prononcé devant la Chambre des Communes en Angleterre, V. Rendu, *op. cit.*, p. 196.

III. *Le point de vue économique.*

Depuis la révolution industrielle, en raison des progrès croissants et des transformations de l'industrie qui de plus en plus cesse d'employer les hommes comme forces matérielles pour les utiliser comme forces intellectuelles, « l'outil matériel ne suffit pas à l'ouvrier, il lui faut aussi l'outil intellectuel : l'instruction ». Avant les muscles, il y a l'intelligence. Il est évident qu'un homme qui possède de l'instruction est un meilleur agent de production, qu'il peut davantage pour son pays et pour la société qu'un autre qui n'a pas le même instrument à sa disposition. « L'ouvrier instruit en vaut deux et souvent davantage » (1). C'est que la richesse nationale d'un pays est en raison directe de l'instruction des citoyens de ce pays. C'est par là seulement qu'un pays agricole, industriel et commercial peut conserver tous ses avantages dans la lice internationale.

Sur ce point nous pouvons encore trouver une preuve dans les paroles du ministre anglais Mr. Forster, parlant de l'instruction obligatoire devant la Chambre des Communes : « Notre prospérité industrielle dépend de la rapidité avec laquelle nous saurons pourvoir à l'éducation élémentaire. Il est absolument inutile de donner une instruction technique à nos artisans, si l'instruction primaire leur fait défaut... si nous les laissons plus longtemps dans cet état d'ignorance, ils auront beau lutter avec toute la vigueur de leurs muscles et toute l'énergie de leur résolution, il n'en est pas moins vrai qu'ils seront vaincus dans la concurrence industrielle du monde entier » (2). Comme

(1) Lafargue : *op. cit.*, p. 71.

(2) A. Rendu : *op. cit.*, pp. 195-196.

le célèbre économiste français M. Chevalier, l'a bien dit en effet : « il n'y a aucune ressemblance, au point de vue de la puissance productive de la richesse, entre une population qui a reçu de l'instruction et celle qui en a été privée ; l'une produit peu, l'autre produit beaucoup. L'une quand elle a produit, peut faire et fait sur son salaire des économies, c'est-à-dire du capital : l'autre n'a pas les mêmes chances » (1).

Depuis que l'instruction a été rendue universelle en même temps qu'obligatoire en Allemagne, la prospérité matérielle du pays a pris un admirable essor. Les avertissements en matière d'impôt, d'après M. le docteur Dietz, ont diminué des deux tiers ; le chiffre des indigents d'un quart. Ces résultats remarquables de l'expérience allemande concordent d'ailleurs parfaitement avec ceux de tous les autres pays.

Nous avons vu que l'éducation a une grande influence sur les questions sociales, politiques et économiques, et par répercussion aussi sur la guerre et la paix. C'est ainsi qu'on a dit que la guerre franco-allemande de 1870-71 a été gagnée par le maître d'école prussienne. D'autre part, la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle préconise une éducation nouvelle pour obtenir et garantir la paix. C'est un truisme « que l'homme agit dans la vie suivant l'éducation qu'il a reçue et d'après l'influence que celle-ci a exercée sur son esprit » (2). Donc, le vrai sort du monde ne se décide pas sur les champs de bataille ni par des lois politiques ou des résolutions de congrès, mais dépend sur-

(1) Lafargue : *op. cit.*, p. 73.

(2) Altamira : *Problèmes modernes d'enseignement en vue de la conciliation entre les peuples et de la paix navale*, p. 5.

tout, et plus modestement de l'éducation populaire, qui transforme à fond la société » (1). Comme l'a dit M. Llopis : « une révolution qui ne serait que politique n'est pas une révolution véritable, elle doit avoir ses racines sociales. C'est ainsi qu'il ne suffit pas de renverser le pouvoir pour s'en emparer, il faut encore une révolution psychologique, la révolution de la conscience transformant la mentalité du peuple en citoyens conscients. Or, conclut-il, cette révolution de la mentalité, c'est surtout à l'école qu'on peut la réaliser » (2).

Voici une fervente plaidoirie pour l'instruction obligatoire et généralisée. Mais en dehors des citations sur l'importance de l'éducation du peuple que nous avons emprunté aux grands pédagogues et hommes d'Etat nous cherchons encore l'appui des statistiques.

(1) I. Poiry : *op. cit.*, p. 222.

(2) Llopis : *op. cit.*, p. 3.

Fréquence et durée de scolarité des grandes puissances

Extrait de « L'Organisation de l'Instruction Publique dans 53 Pays » et
(Annuaire international de l'Education, 1933 et 1934)

	<i>Pays</i>	<i>Population</i>	<i>Scolarité obligatoire</i>	<i>Nombre d'années</i>	<i>Pourcentage des fréquentations</i>
1932	Allemagne.....	63.200.000	Prusse et Bade 6 à 14 ans	8 années	100 %
			Bavière 6 à 16 ans	10 »	
1930	Etats-Unis.....	123.775.046	7 à 16 ans (1)	9 »	
1931	France.....	41.834.923	6 à 13 ans	7 »	93 %
1931	Grande-Bretagne.. (sans Irlande)	44.830.931	5 à 14 ans	9 »	91 %
1932	Italie.....	42.212.000	6 à 14 ans	8 »	90 %
1934	Japon.....	65.366.500	entre 6-14	6 »	99,54 %
1932	U. R. S. S.....	161.000.000	8 à 18 ans	10 »	90 %

(1) Suivant les tableaux dans l'ouvrage de Charles H. Judd : *Problems of education in the United States*, p. 24-25, la loi fixe l'âge scolaire dans 19 Etats (en 1931) de 7 à 16 ans, en 11 Etats de 8 à 16 ans, mais en réalité, l'âge scolaire effectif en 1933 est pour 11 Etats de 8 à 14 ans, pour 3 Etats de 7 à 16 ans, pour 1 Etat de 8 à 17, et pour la plupart des Etats-Unis — 20 Etats — l'âge scolaire obligatoire était seulement de 7 à 14 ans.

Des statistiques ci-dessus se dégagent trois faits caractéristiques, à savoir :

1. Tous les pays en cause ont au moins 40 millions d'habitants.

2. Dans tous ces pays existe une instruction primaire obligatoire d'une durée d'au moins 6 ans.

3. La proportion des enfants fréquentant les écoles est de 90 % au minimum.

Avant 1920, la fréquentation scolaire en Italie n'était que de 60 %, en 1920 de 78 % avec une durée scolaire de seulement 6 à 12 années. En Russie avant la Révolution il y avait 77 % d'illettrés, en 1926, 55 % des enfants fréquentaient les écoles, en 1932 la fréquentation est de 90 %, mais la durée scolaire est au minimum de 4 ans (de 8 à 12) pour le moment, cependant on est en train de l'étendre à 7 ans et même jusqu'à 10 ans selon les villes. On peut donc constater que ce n'est que depuis environ 10 ans que l'Italie et la Russie ont fait des progrès remarquables au point de vue de l'obligation scolaire, progrès suivis d'un accroissement de puissance nationale.

Mais si nous comparons les statistiques d'autres pays que ceux mentionnés nous verrons encore plus clairement l'importance de l'instruction obligatoire du peuple.

Des chiffres que nous donnons ci-dessous pour un nombre de peuples européens de moindre importance, nous verrons que la fréquentation aussi bien que la durée scolaire sont proportionnellement plus élevées dans les grands pays déjà mentionnés :

Pologne	7-14 ans (7 années)	96 % fréquentation
Autriche	6-14 ans (8 »)	100 % »
Tchécoslovaquie	6-14 ans (9 »)	101 % »
Suisse	7-15 ans (8 »)	99 % »
Suède	7-14 ans (7 »)	100 % »

Si d'autre part nous comparons le deuxième groupe de pays avec les 6 pays suivants : le Mexique avec 47 % de fréquentation scolaire, la Roumanie avec 56 %, le Brésil avec 60 %, la Yougoslavie avec 69 %, l'Espagne et la Grèce

avec chacun 75 %, nous verrons que ces derniers pays n'ont pas et de loin, la même importance économique et financière que les autres. De ces faits nous pouvons, nous semble-t-il, conclure que plus l'obligation et la fréquentation scolaires d'un pays sont généralisées et selon la durée de leur application effective, plus ce pays se distingue par un essor économique et financier dans la limite des possibilités matérielles du pays.

Si nous comparons les sept grandes puissances dont nous avons donné des statistiques avec deux des plus grands pays du globe, du point de vue de l'étendue et de la population, les Indes et la Chine, nous verrons justement que la faiblesse politique et économique de ces derniers pays coïncide avec une fréquentation scolaire actuelle très faible.

Enfin, le principe de l'instruction primaire et obligatoire, personne ne le discute plus. Cependant, "il existe un autre problème : c'est le fait qu'un certain nombre de pays ont déjà accepté le principe, voire même consacré par une loi, mais que son application effective est inexistante ou très imparfaitement exécutée. C'est cela qui nous préoccupe et c'est cela « l'Eternel Problème » dont parle le Manuel général du 17 oct. 1926.

En 1872, M. Guizot, dans un discours, disait : « Il peut arriver que l'état social et l'état des esprits rendent l'obligation légale en fait d'instruction primaire, légitime, salutaire et nécessaire. C'est là que nous en sommes aujourd'hui » (1).

Si cela valait pour la France en 1872, cela vaut encore davantage pour la Chine d'aujourd'hui. En Chine aujour-

(1) Cit. par A. Rendu : *Code de l'enseignement obligatoire et gratuit*, p. 204.

d'hui comme en France alors, la proportion agricole de la population prédomine ; en France environ $2/3$ habitait alors les campagnes, en Chine actuellement $4/5$. Il y a une certaine ressemblance entre les conditions sociales des deux pays en tenant compte du décalage du temps, et il est assez probable que la Chine rencontrera pour l'introduction de l'obligation scolaire des obstacles semblables, plus grands mêmes que ceux que la France a dû résoudre, mais nous devons profiter des expériences françaises pour dégager la voie à l'instruction obligatoire et effective en Chine. Cependant comme le problème de l'application efficace de l'instruction obligatoire n'a pas encore été résolu entièrement en France, nous devons en outre examiner les conditions scolaires dans d'autres pays. Nous prenons donc pour base principale de notre étude : la France et la Chine et après avoir parlé des quatre aspects de l'obligation scolaire et de son origine allemande, nous procéderons à l'étude historique et comparative, et, enfin nous expliquerons les problèmes actuels et leurs tendances.

CHAPITRE II

Les quatre aspects de l'obligation scolaire

L'obligation scolaire a quatre aspects selon qu'on vise :
1° les enfants, 2° les parents, 3° l'Etat, 4° les citoyens.

I. Les enfants et l'obligation.

On a dit, il nous semble à juste raison, que l'enfant n'appartient ni à Dieu, ni à l'Etat, ni exclusivement aux parents, mais à lui-même. Cela est peut-être une conception abstraite, mais il nous paraît, en effet, que d'une façon générale les hommes et les sociétés accordent de plus en plus aux enfants ce droit, et que peut-on demander de plus comme base d'un droit que le consentement général. La reconnaissance, ce droit implique pour l'enfant le respect de sa vie, l'accès à l'instruction primaire qui doit le rendre apte à soutenir plus tard la lutte pour l'existence. C'est pourquoi l'obligation scolaire n'est pas seulement un droit pour l'enfant, mais encore un devoir. Seulement comme l'enfant, étant mineur, n'est pas encore responsable, c'est aux parents qu'incombe l'accomplissement de ce devoir.

II. Les parents et l'obligation.

L'article 203 du code civil en France contient « l'obligation pour les époux « de nourrir, entretenir *et élever* leurs enfants ». Ces deux mots « obligation », « d'élever » signi-

fient, selon M. Demolombe, un des jurisconsultes les plus autorisés : « 1° former leur cœur, développer leur intelligence, régler leurs habitudes et leurs mœurs ; 2° leur donner le genre d'instruction et d'éducation convenable à leur fortune et à leur condition sociale » (1). Donc, selon le code civil, et il est à cet égard presque le même dans tous les pays, les parents ou, à leur défaut, les tuteurs, sont responsables de l'éducation de leurs enfants et sont tenus à les conduire à l'école. Mais cela n'est pas seulement un devoir des parents vis-à-vis de leurs enfants, c'est encore une obligation en face de l'Etat. C'est ainsi que l'Etat impose cette obligation aux parents négligents, voire leur inflige une punition. Avant d'établir l'obligation scolaire, il y avait en France de violentes discussions sur la liberté ou l'obligation scolaire, et à ce sujet, M. Bigot a dit : « Le père doit nourrir son enfant, la loi n'a point à s'occuper de savoir s'il le nourrit de biftecks et de gigots ou de légumes et de charcuterie ; mais elle ne lui permet pas de le laisser mourir de faim..., de même, que chaque père fasse donner à son enfant l'instruction qu'il voudra par le maître qu'il choisira, libre à lui. Mais qu'il ait le droit de refuser toute instruction à son enfant : non pas » (2).

III. *L'obligation et l'Etat.*

« Les sociétés sont responsables des catastrophes qui éclatent dans leur sein, comme les villés mal administrées où on laisse pourrir les charognes au soleil sont responsables de la peste » (3). C'est dire que sans instruction, sans

(1) Demolombe : *Cours du Code Napoléon*, t. IV, p. 7.

(2) Lafargue : *op. cit.*, p. 65.

(3) Chauning, cit. par Lafargue, *op. cit.*, p. 65.

instruction universelle, par conséquent obligatoire, l'ignorant a dans son ignorance une excuse qui l'innocente, au moins en apparence, de tout le mal qu'il fait. S'il est coupable, la société l'est encore bien plus que lui, ou, comme un grand éducateur américain, Horace Mann, l'a exprimé : « Dans une république, l'ignorance est un crime, et les fautes qu'elle engendre ne sont pas moins un opprobre pour l'Etat qu'une honte pour le coupable » (1). Ainsi l'Etat a non seulement le droit mais le devoir de rendre l'instruction obligatoire, d'organiser les écoles, de régler les statuts, de fixer les programmes et de surveiller l'application et l'observation de l'obligation et de la fréquentation scolaires.

IV. *L'obligation et les citoyens.*

Nous avons vu les devoirs qui pèsent sur les enfants, les parents et l'Etat quant à l'obligation scolaire. Mais la revendication de cette obligation aboutit toujours logiquement à la revendication conjointe de la gratuité scolaire. C'est pour cette raison que tous les citoyens, même ceux qui n'ont pas d'enfants, ont le devoir de contribuer par un impôt indirect ou direct à l'entretien des écoles. Car sans la contribution du peuple l'instruction obligatoire et gratuite ne serait point possible.

Plus l'organisation devient complète, plus l'Etat considère l'instruction de ces futurs citoyens non seulement comme un devoir mais aussi comme un droit. Et plus les parents seront instruits, plus ils seront conscients de leur devoir de réclamer ce droit pour leurs enfants ; plus les enfants recevront d'instruction, plus ils sauront travailler

(1) I. Poiry : *La réforme de l'éducation*, p. 97.

pour le bien de leurs parents, de l'Etat et d'eux-mêmes. Enfin, plus les citoyens soutiendront et s'intéresseront à l'instruction généralisée plus la société sera parfaite.

Depuis qu'au xviii^e siècle, l'Allemagne a inscrit dans sa constitution l'obligation scolaire, les autres pays ont suivi et parmi eux l'Angleterre et la France. Mais quoique sous différentes formes, tous ont envisagé l'obligation scolaire sous les 4 angles que nous venons de traiter, et nous comprenons facilement que ces quatre points ne peuvent pas être séparés si l'on veut rendre cette obligation efficace. En outre, nous avons vu quel est le rôle et la limite de chacun de ces quatre éléments. Venons maintenant étudier l'origine de l'obligation scolaire en Allemagne.

CHAPITRE III

L'origine de l'obligation scolaire en Allemagne

Le principe et la théorie de l'instruction obligatoire sont déjà anciens. L'origine de l'un remonte au Moyen-âge, au viii^e siècle sous Charlemagne, celle de l'autre à la Réforme de Luther, ou aux « Escolles dominicales » de Lille en France à la fin du xvi^e siècle, enfin, d'autres disent que ce fut Frédérick Guillaume I^{er} d'Allemagne, au début du xviii^e siècle qui l'introduisit. Bien que nous trouvions l'embryon d'une obligation scolaire à diverse époques depuis le Moyen-Age, ce ne fut qu'après 1803, comme l'a écrit V. Lafargue, que l'instruction obligatoire fut décrétée en principe en Allemagne et c'est là aussi qu'elle fut organisée en fait en 1834 (1). Ce n'est que depuis le 8 août 1870 que l'obligation scolaire existe en Angleterre. En France ce n'est que depuis 1882 qu'elle existe. Comme l'Allemagne fut le premier pays à instituer l'obligation scolaire, il est utile de suivre l'évolution pédagogique de ce pays.

En Allemagne, les païens se contentaient de faire l'éducation physique et morale de la jeunesse au moyen de la simple initiation.

L'introduction du Christianisme marqua un tournant dans le développement du peuple allemand. Ses écoles introduisirent une culture qui mit en action peu à peu, de

(1) Lafargue : *op. cit.*, p. 69.

façon croissante, les forces intellectuelles du peuple. Le peuple croyant envoya quelques-uns de ses fils aux écoles ecclésiastiques pour y acquérir les connaissances qui devaient leur permettre de servir l'église comme clercs, mais la grande masse du peuple demeura illettrée (1).

Du milieu du XII^e siècle jusqu'à la Réforme, quand les villes furent devenues prospères on ne vit naître que des universités et des écoles urbaines pour les riches et les nobles.

« Le premier mouvement vers l'éducation populaire a suivi de bien près la découverte de l'imprimerie. Il date de la Réforme ».

En 1524, dans sa lettre « aux bourgmestres et conseillers de villes de pays allemands » Luther écrit : « Magistrats ! rappelez-vous que Dieu commande formellement qu'on instruisse les enfants, c'est à vous, Magistrats, qu'il incombe de rappeler aux pères leur devoir, et d'empêcher le retour des maux dont nous souffrons aujourd'hui... ce qui fait la prospérité d'une ville, ce ne sont pas des trésors, des fortes murailles, de belles maisons, des armes brillantes : la richesse véritable d'une cité, son salut et sa force, c'est de compter beaucoup de citoyens instruits, honnêtes, bien élevés. L'ignorance, conclut-il, est plus dangereuse pour un peuple que les armes de l'ennemi » (2). Il exige que les gouvernements poussent la généralisation de l'éducation : tous les enfants, riches comme pauvres, filles comme garçons, doivent être instruits afin qu'ils puissent développer la « valeur de Dieu ». Il exige encore que les frais

(1) Buission : *Nouveau dictionnaire de pédagogie* art. Allemagne, p. 32.

(2) A. Schoeffer : *De l'influence de Luther sur l'éducation des peuples*, pp. 76-78.

en soient faits par le trésor national et que les parents aient la responsabilité de conscience d'envoyer leurs enfants à l'école. C'est ici que commence le mouvement en faveur du principe de l'obligation et dans toute l'Allemagne s'organisèrent les écoles populaires dont la Réforme avait si énergiquement sollicité la création. Mais le fait capital, ce fut la venue au jour, grâce à l'action de la Réforme, d'une école d'un genre nouveau, la Volksschule ou l'école du peuple. La chose ne se fit pas d'un seul coup. Il fallut du temps jusqu'à ce que tous les villages de l'Allemagne fussent également pourvus d'écoles et que la fréquentation obligatoire de ces écoles fut partout appliquée. Cependant la Réforme avait, on peut le dire, donné en principe la Volksschule à l'Allemagne.

Cette influence se fait surtout sentir à Weimar, où en 1619 l'obligation et la fréquentation scolaire sont décrétées pour tous les garçons et filles de l'âge de 6 à 12 ans.

En 1642, à Gotha, le règlement scolaire prescrit que les enfants de 5 ans accomplis doivent fréquenter l'école, pendant 10 mois de l'année. Excepté l'après-midi du mercredi et du samedi, il y a chaque jour 6 heures de classe. Les parents, dont les enfants ne fréquentent pas les écoles, sont punis. Les écoles sont gratuites. Les sujets enseignés sont : la lecture, l'écriture, la religion, les chants religieux, l'arithmétique, etc. C'est la première fois que le système de l'instruction obligatoire est élargi. Pour rendre ce principe universel, il n'y a guère que ce moyen qui soit vraiment efficace : l'obligation scolaire. Ce principe est appliqué depuis la Réforme dans presque tous les Etats protestants.

En 1717, Frédéric Guillaume I^{er}, « le père de l'école populaire prussienne » institua pour la première fois le code scolaire qui contenait tous les règlements concernant

la fréquentation scolaire dans toutes les communes, dans les campagnes et dans les villes. Comme auparavant les parents négligents étaient punis. L'école en ce temps-là n'était pas gratuite, mais les enfants pauvres pouvaient bénéficier de bourses municipales ; les élèves devaient apprendre le catéchisme, la Bible, l'histoire, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le chant, etc. Le 1^{er} août 1736 l'empereur promulgua « Principia Regulativa » dont l'art. 9 de la section 19 fixe de 5 à 12 ans l'âge scolaire. Son plan général d'organisation scolaire règle tout ce qui touche au bâtiment d'école, au statut du corps enseignant, aux frais d'enseignement, et aux programmes, etc. (1).

Son fils, Frédéric le Grand, poursuivit l'œuvre commencée. En 1763, il établit le règlement général des écoles. « Avant tout, dit l'art. 1^{er}, nous voulons que tous nos sujets, parents, tuteurs, maîtres, envoient à l'école les enfants dont ils sont responsables, garçons ou filles, depuis leur cinquième année, et les y maintiennent régulièrement jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans (2). Il décréta encore les « Régulations générales pour l'école rurale » qui fixent le calendrier scolaire et le programme dans tous ses détails ; en outre il nomme les pasteurs inspecteurs de l'administration scolaire. A ce moment, comme nous pouvons le voir, l'instruction obligatoire était en bonne voie d'organisation.

Le principe en fut confirmé par le Code prussien de 1794, dans lequel l'Etat obtient le droit suprême dans la direction de l'instruction publique, dorénavant incluse comme partie intégrante de l'administration nationale. Sans

(1) F. Guex : *Histoire de l'instruction et de l'éducation*, p. 280.

(2) Lafargne : *op. cit.*, p. 50.

distinction de cultes, tous les enfants sont soumis à l'obligation scolaire publique. Les parents qui n'observent pas le code paient la première fois une amende, et sont punis de prison en cas de récidive. L'école devient de plus en plus une affaire nationale. Malgré cela, l'état social reste presque le même qu'au Moyen-Age : la situation du paysan est presque celle d'un serf, les classes se superposent dans la société ; l'industrie, l'agriculture et le commerce ne sont pas encore très développés et l'Etat n'est pas encore assez fort pour renforcer ses lois scolaires. Le programme scolaire diffère peu de celui du Moyen-Age et la discipline est très sévère, il n'y a pas non plus un personnel d'enseignement qualifié ; il est constitué pour la plupart de petits commerçants, de vieux soldats et de sacristains. Pour toutes ces raisons le résultat ne pouvait être que médiocre.

Après la défaite de Iéna en 1806 et le Traité de Tilsitt en 1807 par lequel la Prusse perdit une grande partie de son territoire et de sa population, l'ardeur patriotique se réveilla. Dans ce pays ruiné, une voix puissante s'éleva. C'était Fichte qui entreprit de rendre à la Prusse le courage et l'espérance. « Qu'on se le dise bien, disait-il, l'éducation des générations futures est aujourd'hui le seul domaine où notre Etat puisse agir librement. C'est la seule chose qu'il puisse faire encore... résister, opposer la force à la force, nous ne le pouvons plus... notre existence est ruinée... il n'y a qu'une chose à laquelle le vainqueur n'ait pas pensé : c'est l'éducation. Elle seule peut nous sauver de tous les maux qui nous écrasent... » (1) Le roi de Prusse à son tour disait : « ... ma volonté expresse est que l'attention la plus

(1) A. Rendu : *Code de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit*, Introduction, p. II-IV.

grande soit donnée aux écoles » (1). D'après A. Rendu, de ces inspirations patriotiques sont nées les lois sur l'instruction obligatoire en Allemagne.

Le décret de 1807 qui émancipe les paysans du servage, la loi sur l'autonomie locale de 1808 qui livre à l'autorité locale les pouvoirs autrefois dans les mains de la noblesse, le code rural de 1811 qui réforme les impôts ruraux, etc., tous ont pour but d'améliorer la situation sociale. Mais en dehors de cela il y a de nombreuses réformes concernant l'éducation. D'abord, en 1807, un ministère de l'instruction publique est créé avec W. von Humboldt comme ministre. En 1810, l'Université de Berlin est créée, et Fichte en devient le recteur. En 1811, un décret donne la permission aux associations locales pour l'enseignement de diriger l'instruction publique de la conscription et en 1812 cette loi est étendue à la campagne. En même temps, la formation du personnel enseignant est améliorée, de même pour l'organisation administrative et financière de l'enseignement. L'instruction obligatoire doit à toutes ces mesures de s'être développée avec un grand succès.

En 1819, sur l'ordre du roi Frédéric Guillaume III, Mr. Suvern établit un plan général qui divisait l'enseignement en trois degrés : 1° l'école publique ; 2° l'école publique urbaine ; 3° les Gymnasium. Mais ceci se passe justement après le Congrès de Vienne où Metternich domine et le plan ne peut pas se réaliser. En 1854, trois nouvelles ordonnances scolaires se succèdent, mais toutes de contenu conservateur. Les programmes, les matériels, les méthodes dans un certain sens sont modernisés, par contre, les sujets d'enseignement pleins de dogmatisme sont considérable-

(1) A. Rendu : *op. cit.*, p. IV.

ment augmentés. C'est donc un recul au lieu d'un progrès.

Après la guerre austro-prussienne de 1866, et la guerre franco-allemande de 1870, Guillaume I^{er} devient empereur de la Fédération des Etats Allemands et Bismarck son premier ministre. A ce moment l'instruction obligatoire devient définitive. Pour comprendre le prix que l'Allemagne y attache, il suffit de se rappeler une déclaration faite par Bismarck : « Voulez-vous savoir ce qui a fait la Prusse ? Deux choses : l'obligation du service militaire, l'obligation du service scolaire. La Prusse ne renoncera pas plus à la seconde qu'elle n'a la pensée de renoncer à la première (1). Car, en Allemagne, a dit Mr. Saint-Marc Girardin, personne n'est libre d'être ignorant. Il n'est point permis de ne point savoir lire et écrire. L'instruction est le droit strict. L'Etat doit l'instruction à tout le monde, et tout le monde doit la recevoir. En Allemagne, explique-t-il, les enfants qui doivent aller à l'école sont désignés sous le nom de « Schulpflichtige » tenus à l'école. On est « schulpflichtig » comme on est « dienstpflichtig » tenu au service militaire, et « steuerpflichtig » tenu au paiement de l'impôt, contribuable. Les citoyens doivent à l'Etat de savoir lire, comme ils lui doivent de porter les armes et de payer l'impôt » (2). C'est pourquoi, après la guerre franco-allemande de 1870, le général de Moltke a pu dire que la guerre a été gagnée par les maîtres d'école.

Par le « Kulturkampf », Bismarck met l'église et les écoles professionnelles sous le contrôle de l'Etat. Le droit d'inspecter les écoles est retiré à l'église et remis entre les

(1) A. Rendu : *op. cit.*, p. 191.

(2) St-Marc-Girardin : *De l'instruction intermédiaire dans le midi de l'Allemagne*, p. 70.

maines des inspecteurs spéciaux de l'Etat. En 1872, le contenu dogmatique des programmes est diminué et l'organisation, l'installation et les méthodes scolaires améliorées. Ce règlement fut à peine retouché jusqu'après la Grande Guerre.

La Constitution du Reich datée du 11 novembre 1919 a attribué au Reich la détermination des principes de l'instruction publique. L'art. 145 dit : « L'obligation scolaire est générale. Il y est satisfait, en principe, par la fréquentation de l'école primaire, dont le cours d'études dure huit années au moins, et des écoles de perfectionnement y faisant suite jusqu'à dix-huit ans accomplis. L'enseignement et les fournitures scolaires dans ces écoles sont gratuits » (1). Le « Grundschulgesetz » de 1920 (Loi de l'école fondamentale) prescrit que tous les enfants sans exception doivent pendant 4 ans recevoir l'instruction commune dans l'école fondamentale. Les écoles et classes préparatoires, spéciales pour la classe bourgeoise sont abrogées. Le système de l'Ecole unique est donc réalisé.

* * *

Après avoir passé rapidement en revue l'évolution de l'obligation scolaire en Allemagne, nous pouvons la diviser en trois périodes distinctes :

1° La période qui va jusqu'à 1806, après la défaite d'Iéna, est une période durant laquelle les principes de l'instruction obligatoire sont décrétés, mais non pas réalisés.

2° La période entre le traité de Tilsitt en 1807 et la guerre franco-allemande en 1870 est la période pendant

(1) *L'éducation en Allemagne* (aperçu général pour les professeurs étrangers), p. 4.

laquelle l'enseignement obligatoire, par des réformes successives et pour des buts politiques bien déterminés se réalise petit à petit pour aboutir complètement avec la victoire en 1870.

3° Après 1871 l'instruction obligatoire a atteint un degré très élevé, mais à cause de son contenu hyper-militariste et de ses excès, la Grande Guerre avec ses suites devient inévitable.

Bien entendu, il y a entre les doctrines pédagogiques de la République de Weimar et le Troisième Reich de Hitler une grande différence, mais malgré cela nous pouvons toujours affirmer avec B. Parker et T. Alexander que « dans le monde il y a une race qui affirme sa conviction inaltérable de l'efficacité de l'éducation, ce sont les Allemands. Les philosophes allemands de tous temps estiment d'une grande importance la science pédagogique en vue d'instruire les générations futures ». C'est pourquoi, il est juste que nous parlions de l'Allemagne dans cette thèse, puisqu'elle est l'un des pays qui tiennent le plus résolument aux principes de l'instruction obligatoire.

DEUXIEME PARTIE

ETUDE HISTORIQUE
SUR L'OBLIGATION SCOLAIRE

DEUXIÈME PARTIE

ETUDE HISTORIQUE SUR L'OBLIGATION SCOLAIRE

Pourquoi cette étude historique ? D'abord pour faciliter la compréhension du présent, c'est-à-dire comprendre les causes du système actuel qui sort du passé ; ensuite, pour dégager des tendances possibles de l'avenir ; enfin, pour manifester notre reconnaissance aux fondateurs des systèmes des temps passés, pour élargir notre horizon et pour éclaircir les relations entre les systèmes éducatifs et les autres facteurs sociaux.

C'est en Allemagne, nous l'avons déjà vu, que commença le premier mouvement en faveur de l'enseignement obligatoire et c'est encore là, sauf exagération de notre part, qu'il fut réalisé pour la première fois d'une façon efficace. Maintenant, étudions l'historique de cette question en France et en Chine, ce qui est l'objet essentiel de notre thèse.

CHAPITRE IV

En France

I. *Aperçu général de l'éducation du peuple avant la Révolution*

Ce serait une erreur, comme le remarque si bien Herbert et Gouhier, de supposer que rien n'ait été fait en France pour l'éducation populaire avant la 3^e République. Déjà la Gaule romaine possédait des écoles nombreuses et florissantes. Mais ces écoles, privées ou municipales, ne donnaient qu'un enseignement correspondant à la fois à ce que nous appelons les études secondaires et supérieures. Quant à l'enseignement populaire, s'il ne fut pas entièrement négligé, il ne reçut pas non plus un développement considérable. Il y eut des écoles « régimentaires » destinées aux fils des soldats vétérans, et des écoles privées n'existaient que dans un certain nombre de bourgs (1).

Mais du IV^e au IX^e siècle, à cause de l'absence de livres, du manque de loisirs, de la rudesse des mœurs, de l'insécurité générale et permanente, s'étend une période effroyable d'ignorance marquée par une complète décédecence des études. Les louables intentions de l'empereur Charlemagne furent vaines. Il ouvrit la fameuse école du Palais, dont lui-même s'astreignait à suivre les cours et il provoqua la création de nouvelles écoles claustrales et épiscopales. De plus,

(1) V. Hubert et Gouhier : *Manuel élémentaire de pédagogie générale*, pp. 11-12.

il prescrivit aux prêtres, par les capitulaires de 789, l'obligation d'instruire tous les enfants, serfs et nobles (1) réalisant ainsi le premier essai d'introduction de l'obligation scolaire.

Comme l'œuvre commencée par Charlemagne fut en partie détruite au cours des troubles qui suivirent sa mort, les progrès furent peu importants aux X^e et XI^e siècles. L'Eglise exerça le monopole de fait sur l'enseignement primaire. A part quelques petites écoles çà et là dans les paroisses de campagne, on ne rencontre guère d'établissements scolaires organisés que dans les villes épiscopales et dans les monastères.

Bien que les Universités du Moyen-Âge recrutassent leurs étudiants dans toutes les classes de la population et qu'on y eût créé pour les étudiants pauvres des institutions charitables, où ils étaient soignés puis logés et nourris, les masses populaires pour lesquelles ne s'ouvraient que les petites et peu nombreuses écoles paroissiales des campagnes, restèrent complètement en dehors de leur action.

Au IV^e siècle, la multiplication des livres résultant de la découverte du papier et de celle de l'imprimerie, bouleversa pour toujours la physionomie de l'ancien enseignement et permit le développement de l'instruction.

Mais au temps de la Renaissance, où naquirent tant d'idées nouvelles, l'aspect général de l'éducation universitaire ne se modifia guère ; elle restait une éducation aristocratique et bourgeoise, limitée à une élite sociale. Quant aux gens des campagnes et des bourgs, ils devaient toujours

(1) Guex : *Histoire de l'instruction et de l'éducation* et Hubert et Gouhier, *op. cit.*, p. 13.

se contenter des quelques écoles paroissiales qui végétaient dans l'ombre des églises (1).

Mais le principe de l'obligation en matière scolaire était déjà connu sous l'ancien régime français. Aux Etats d'Orléans, en 1560, l'art. 12 du second cahier de la noblesse portait : « Levée d'une contribution sur les bénéfices ecclésiastiques pour raisonnablement stipendier des pédagogues et gens lettrés, en toutes villes et villages, pour l'instruction de la pauvre jeunesse du plat pays, et *soient tenus* les pères et mères, à peine d'amende, à envoyer les-dits enfants à l'école et, à ce faire, *soient contraints* par les seigneurs ou les juges ordinaires » (2).

En 1571, les Etats généraux de Navarre, sur la proposition de la reine Jeanne d'Albret, rendirent la première instruction obligatoire.

En 1584, au registre des bans de police à Lille nous trouvons cette obligation exprimée dans les termes suivants :

« L'on faict assavoir que pour commenchier à mestre
« sus et ériger l'une des *Escolles dominicales* en ceste ville
« de Lille que icelle se tiendra ès galleries de la porte Molinel dimenche prochain XXVI^e de ce présent mois par
« quoy l'on faict commendement à tous pères et mères,
« maistres et dames des paroisses de Saint-Sauveur et Saint-Maurice ayans enffans serviteurs et tabliers, tant fils que
« filles soulz leurs charges, depuis l'eage de huit ans jusques à icelluy de dix-huit ans, ne sachans leurs paternostres, créanches, lisre et escripre, que ils ayent à les envoier le dit jour de dimenche à huit heures du matin,
« entre les deux portes du Molinel la ou ils trouverons mais-

(1) Cf. Hubert et Gouhier, *op. cit.*, pp. 13-21.

(2) V. G. Lafargue : *Le mal et le remède*, p. 54.

« tres et maistresses députés de par Messieurs pour les en-
« seigner... et (les enfants) seront *tenus de continuer* du
« dit jour en avant toutes festes et dimenches sur peine de
« griesve pugnition arbitraire... » (1).

En 1585, à Lille encore, une ordonnance fixait les pénalités contre les parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école : « pour la première fois l'amende de X sols, pour la seconde fois l'amende de XX sols, le tout au profit de la dite escole dominicale et pour la troisième fois de pugnition corporelle à la discrétion des éschévins » (2). Quant à la fondation de l'école journalière gratuite, ce n'est qu'en 1595 qu'elle avait lieu dans la même ville (3).

En suite, on voit que la division des classes sociales, si marquée sous l'ancien régime, se retrouve toujours dans les institutions pédagogiques. Les petites écoles des artisans et paysans n'ont rien de commun avec celles des ordres religieux. Quant aux cours populaires, l'Eglise n'en établit que pour attirer vers eux les enfants des pauvres et ensuite elle s'en sert pour former ces âmes enfantines dans le moule chrétien : son but n'est pas de répandre les connaissances, mais uniquement d'inculquer au peuple les devoirs du chrétien. La fonction éducative qu'elle assure lui apparaît essentiellement comme une obligation de charité.

Ce n'est pas à dire que les petites écoles ne soient pas répandues. Primitivement, le plus souvent simples « maîtresses » formant des enfants de chœur et cultivant le chant dès la fin du XVI^e siècle, elles se multiplient autour des églises et monastères. A côté de ces petites écoles payantes, se développèrent également les écoles de charité qui, gra-

(1) V. Houdoy : *L'instruction gratuite et obligatoire*, pp. 29-30.

(2) Houdoy : *op. cit.*, p. 34.

(3) *Ibid.*, p. 37.

tuites, créées et entretenues par les paroisses, étaient à la portée du peuple (1).

Nous voyons donc, malgré les réserves que nous avons faites, que l'Eglise catholique ne s'est pas désintéressée de l'instruction populaire. En 1666, un prêtre lyonnais, Démia, fonde la Congrégation de St-Charles pour l'instruction des enfants pauvres, et il institue pour préparer les personnes qui veulent ouvrir une école, une sorte de séminaire ou école normale (2).

« Dans la seconde moitié du siècle de Louis XIV, Jean-Baptiste de la Salle (1651-1719) fonde l'Ordre des frères des écoles chrétiennes ou Frère Ignorantins... afin de servir fidèlement la cause de l'instruction du peuple et des pauvres... Il inaugure son œuvre en offrant l'hospitalité dans sa maison, à plusieurs instituteurs pauvres, puis il ouvre, à Reims, une école de garçons. Son action s'étend, et un grand nombre d'écoles chrétiennes sont créées sur le territoire français et même au-delà des frontières... En 1684, il ouvre, à Reims, un séminaire de maîtres d'école pour les campagnes, première réalisation en France de l'idée de l'école normale. Plus tard, il fonde à Paris un établissement du même genre et y annexe même une école d'application où les normaliens font leurs premières armes sous la direction d'un maître éprouvé » (3). Cependant, contre cette concurrence nouvelle, le chantre de Notre-Dame, les maîtres des écoles paroissiales, les maîtres écrivains jurés obtinrent qu'on obligeât les Frères à renvoyer les fils de « chirurgien, serrurier, traiteur, orfèvre, épicier, marchand de

(1) V. Hubert et Gouhier, *op. cit.*, pp. 24-25.

(2) Guex : *Histoire de l'instruction et de l'éducation*, p. 194.

(3) Guex : *op. cit.*, pp. 195-196.

vins », considérés comme étant en état de payer la rétribution scolaire. Malgré cela, les « Frères ignorantins » comptaient, en 1698, rien qu'à Paris, 1.000 élèves et 14 classes (1).

Selon les édits d'octobre 1685 et de janvier 1686, la fréquentation obligatoire de l'école fut employée comme un moyen de contraindre les enfants des « religionnaires » à recevoir l'enseignement catholique (2). Et, dans la déclaration des 15 avril 1695, 13 décembre 1698, et 14 mai 1724, les rois Louis XIV et Louis XV prescrivirent que les « hauts justiciers seraient tenus de dresser, chaque mois, l'état des enfants qui ne suivaient pas des écoles et, que les procureurs généraux devraient statuer à cet égard » (3).

A la fin du XVIII^e siècle, le budget des petites écoles, qui est destiné à l'enseignement populaire, ne dépasse pas 12 millions de livres, dont à Paris 120.000 livres environ, pour lesquels le clergé contribuait pour 60 %.

Dans cet état de choses, la proportion des illettrés, particulièrement dans les campagnes, atteignait de 50 à 75 %. Le traitement médiocre des maîtres n'est que de 100 à 150 livres par an. Le programme d'enseignement élémentaire des enfants restait limité exclusivement à la lecture, à l'écriture, au calcul et au catéchisme ce dernier tenant toujours la place la plus importante (4). Voilà l'état de l'enseignement populaire à la veille de la Grande Révolution.

De cet exposé sommaire de l'histoire de l'enseignement populaire en France pour cette longue période, résumons les traits les plus caractéristiques.

(1) V. Hubert et Gouhier, *op. cit.*, p. 25.

(2) V. Buisson : *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Art. obligation, p. 1458.

(3) Lafargue : *op. cit.*, p. 55.

(4) Hubert et Gouhier : *op. cit.*, pp. 30-40.

1° L'empereur Charlemagne, à la fin du VII^e siècle, établit le premier le principe de l'obligation scolaire, cependant la réalisation n'en dure pas longtemps et disparaît après sa mort.

2° Malheureusement, durant le Moyen-Age, cette longue période de plus de mille ans, que les Anglais appellent le « dark age », l'Eglise exerce une autorité quasi-suprême sur l'enseignement existant si rudimentaire et d'essence religieuse. Elle néglige d'une façon générale l'éducation du peuple, bien qu'il existe un tout petit nombre de petites écoles ou écoles de charité.

3° Ce n'est qu'après l'invention du papier et celle de l'imprimerie que dans la 2^e moitié du XVI^e siècle l'obligation scolaire est introduite par les Etats d'Orléans et par la ville de Lille. Mais cela se limite à des tentatives locales.

4° Cet état de choses n'est guère modifié par la Réforme. La Renaissance amène bien avec elle des idées nouvelles, cependant malgré les efforts de Rabelais, Montaigne, etc. pour la rénovation des méthodes et de l'esprit de l'éducation, l'humanisme et le naturalisme n'arrivent à éliminer ni l'autorité religieuse sur l'enseignement, ni l'influence due à l'existence des classes sociales. Par conséquent, ces deux facteurs empêchent toujours la réalisation d'une éducation vraiment démocratique et universelle.

5° C'est Jean-Jacques Rousseau, esprit révolutionnaire et mécontent de la Société, qui exige une éducation « naturelle », « progressive » et « sociale ». Sous son influence et celle des Encyclopédistes, la France arrive à la Grande Révolution, qui à son tour provoque un bouleversement dans l'instruction publique.

Ceci dit, nous arrivons à l'étude de l'obligation scolaire après la Révolution.

II. *Les projets d'obligation scolaire avant 1882.*

A) Sous la première République.

La Révolution ne songea pas d'abord à décréter l'obligation scolaire. Sa préoccupation était avant tout de mettre l'école à la disposition de tout le monde. Dans les cahiers dressés par les trois ordres, en vue de la réunion des Etats Généraux de 1789, la nécessité de pourvoir à l'enseignement populaire est unanimement proclamée. C'est ainsi que Danton s'écriait en 1791 : « Ne regardez pas à la dépense ; après le pain, l'instruction est le premier besoin du peuple » (1). Les théoriciens de la Constituante et de la Législative paraissent persuadés que tous les gens sont désireux, sans exception, de faire instruire leurs enfants ; ils prennent des mesures pour que l'accès de l'école ne soit refusé à personne, mais ils ne songent pas en prendre pour contraindre les élèves à y entrer. Les assemblées révolutionnaires abordèrent avec une généreuse ardeur la question de l'éducation nationale, et plus de vingt projets furent successivement mis sur pied. En 1791, dans son rapport sur l'instruction publique à l'Assemblée Constituante, Talleyrand inscrivit au titre 1^{er}, intitulé « dispositions fondamentales garanties par la Constitution... » « Il sera créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables à tous les hommes » (2). Le temps manquant à l'Assemblée Constituante pour réaliser ce projet, la Législative, qui lui succède, adopte en 1792 le projet Condorcet, selon lequel l'enseignement devait comporter quatre degrés : le 1^{er} degré comprend les écoles primaires, à raison d'une

(1) V. Soleil : *Le livre des instituteurs*, p. 60, § 71.

(2) V. la *Grande Encyclopédie*, Art. enseignement, vol. IX, p. 1112.

école dans chaque village de 400 habitants : gratuité, indépendance et liberté absolues de l'enseignement (1). Donc, ni le projet de Talleyrand, ni celui de Condorcet ne contiennent de dispositions rendant l'instruction obligatoire. Rien non plus dans le premier projet du Comité d'instruction publique de la Convention (déc. 1792), ni dans le décret présenté par le Comité de Salut public sur l'établissement des écoles primaires (30 mai 1793), ni dans le projet déposé par Lakanal (26 juin 1793), qui demande seulement une école primaire par mille habitants. Il en est de même dans la Constitution de 1793 où l'on se borne à une déclaration générale affirmant que : « L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens » (2). Même dans le fameux plan de Lepelletier qui demande à la Convention de décréter que « depuis l'âge de 5 ans jusqu'à 12 ans pour les garçons, onze ans pour les filles, tous les enfants sans distinction et sans exception, seront élevés en commun, aux dépens de la République... » (3) il n'est pas question d'obligation scolaire. car l'envoi des enfants aux maisons d'institutions publiques reste facultatif pour les parents.

Le principe de l'obligation scolaire se trouve pour la première fois exprimé, si nous ne nous trompons pas, dans le projet de décret élaboré par Robespierre et présenté à la Convention nationale à la séance du 29 juillet 1793. A l'art. 2 de l'éducation nationale, on peut lire : « Lorsque l'enfant aura atteint l'âge de cinq ans accomplis, ses père et mère, ou, s'il est orphelin, son tuteur, *seront tenus* de le

(1) V. S. Soleil : *op. cit.*, p. 61, § 73.

(2) *La grande Encyclopédie*, Art. cnseignement, voll VX, p. 1112.

(3) Soleil : *op. cit.*, p. 62, § 75.

conduire à la maison d'éducation nationale du canton... » et à l'article 3 : « Les pères et mères ou tuteurs qui négligeront de remplir ce devoir, perdront les droits de citoyen et seront soumis à une double imposition directe pendant tout le temps qu'ils soustrairont l'enfant à l'éducation commune. » L'art. 4 fixe même, que chaque femme qui envoie à l'école un enfant de 5 ans élevé par elle, recevra pour chacun des quatre premiers enfants la prime de cent livres (1).

Quelques mois après, le 1^{er} oct. 1793, dans le projet de décret présenté par Romme, on lit dans l'art. 4 : « tout individu, depuis l'âge de six ans, est *inscrit* dans les écoles nationales. » Mais, dans le décret rendu le 5 Brumaire, An II, après rapport de ce même Romme, cette disposition a été remplacée par celle-ci : « les enfants des deux sexes *sont admis* dans les écoles depuis l'âge de six ans (2) ». Ensuite, vient le décret du 19 déc. 1793 qui déclare l'instruction primaire obligatoire pour les familles (3).

Le décret du 29 frimaire An II, élaboré par le Jacobin Bouquier ne contenait tout d'abord pas le principe de l'obligation. Ce fut durant la discussion de l'article 6 du titre III qui disait : « Les pères, mères, tuteurs et curateurs pourront, à leur choix, envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles du 1^{er} degré d'instruction. » (c'est-à-dire pour une durée d'au moins 3 ans), les mots « *pourront envoyer* », à la demande de Charlier, furent remplacés par ceux-ci : « *sont tenus d'envoyer* » (4).

(1) V. *Archives Parlementaires*, T. LXIX, pp. 659-664; et P. Dufrenne : *L'école unique*, annexe, pp. 137-141.

(2) Buisson : *Dictionnaire de Pédagogie*, Art. obligation, p. 1458.

(3) Cournot : *Des institutions d'instruction publique en France*, 2^e partie, chap. IV, p. 299.

(4) Buisson : *op. cit.*; p. 1458.

Mais après la chute du parti montagnard, ce décret fut remplacé par celui du 27 brumaire An III, présenté par Lakanal, dans lequel l'obligation de la fréquentation scolaire disparaît de la loi et est remplacé par une disposition qui dit, qu'un examen sera imposé aux enfants que leurs parents n'auront pas envoyés aux écoles publiques. En outre, l'article 14 du chapitre IV dit : « s'il est reconnu qu'ils (les enfants) n'ont pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, ils seront écartés, jusqu'à ce qu'ils les aient acquises, de toutes les fonctions publiques » (1).

L'article 16 de la Constitution de l'An III prescrit que : « Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire et exercer une profession mécanique. Les opérations manuelles de l'agriculture appartiennent aux professions mécaniques » (2). Mais le législateur, en tenant compte des difficultés qu'offraient les circonstances du moment, ne demande l'exécution de cette disposition qu'à partir de l'An XII de la République.

La loi sur l'instruction publique du 3 brumaire An IV, que la Convention légua au Directoire, est une loi réactionnaire. Elle supprima la gratuité, elle supprima même jusqu'à l'obligation pour la commune d'entretenir une école. Sous le régime de cette loi, la situation des écoles primaires devint des plus fâcheuses.

B) Sous le premier Empire.

Sous le Consulat, l'Empire et la Restauration, il n'est plus question de l'enseignement obligatoire. Par le décret du 17 mars 1808, Napoléon 1^{er} pose le principe, suivant

(1) Buisson : *op. cit.*, p. 1459.

(2) *La Grande Encyclopédie*, Art. enseignement, vol. VX, p. 1112.

lequel l'enseignement public dans tout l'Empire est confié exclusivement à l'Université. « La Restauration a renoncé à considérer l'instruction primaire comme chose d'Etat. Elle n'a songé à proclamer ni son obligation, ni sa gratuité. » Elle crée seulement dans chaque canton « un comité de gratuité et de charité pour surveiller les écoles primaires et (qui) assigne un fonds de 50.000 francs sur le trésor royal, à titre d'encouragement pour l'instruction (1). Cependant, dans l'art. 17 de l'ordonnance du 29 janvier 1816, « le Maire fera dresser dans chaque commune et arrêtera le tableau des enfants qui, ne recevant point ou n'ayant point reçu à domicile l'instruction primaire, devront être appelés aux écoles publiques d'après la demande de leurs parents. » (2). Nous voyons par cela que le droit de la famille sur les enfants subsiste toujours.

A la suite de la Révolution de juillet, la loi du 28 juin 1833, œuvre de l'illustre M. Guizot, applique à l'instruction primaire le principe de la liberté de l'enseignement (3). Comme M. Guizot n'était pas favorable à l'obligation scolaire, il se contentait d'une obligation faite à chaque commune d'entretenir soit par elle-même, soit en s'associant à des communes voisines, au moins une école primaire élémentaire. Cependant, cette loi Guizot donna à l'enseignement primaire une impulsion sérieuse. » En 1848, il y avait en France 63.000 écoles, fréquentées par 3 millions et demi d'élèves, et le nombre de communes dépourvues d'écoles était tombé de 8.000 en 1833 à 2.000 (4). Cette loi n'établit ni l'obligation scolaire, ni la gratuité de l'enseignement.

(1) Cournot : *op. cit.*, p. 299.

(2) Buisson : *op. cit.*, p. 1459.

(3) Cournot : *op. cit.*, p. 301.

(4) Hubert et Gouhier : *op. cit.*, p. 44.

La Chambre des Députés, acquise aux théories de liberté absolue, ne voulut pas même concéder à l'autorité publique un modeste droit d'invitation aux parents pour les cas où leurs enfants ne fréquenteraient pas l'école.

C) Sous la seconde République.

La seconde République revient aux traditions de la première. Le ministre H. Carnot déposa en juin 1848 un projet de loi sur l'instruction primaire, où le principe de l'obligation retrouve sa place. Le projet proposait que tout père dont l'enfant ne fréquentait aucune école à dix ans accomplis *fût tenu* de le présenter à la commission d'examen scolaire ; s'il était constaté que l'enfant ne recevait aucune instruction, le père *était condamné* à la réprimande avec affichage, et l'année suivante, il pouvait être pour récidive condamné à une amende de 20 à 500 francs, et à la suspension de ses droits électoraux pendant un an au moins, pendant cinq ans au plus (1).

D) Sous le second empire.

Si la seconde République a ressuscité l'obligation scolaire, le second Empire l'enterre infailliblement. La loi du 15 mars 1850 rédigée par le comte de Falloux, abrogea en effet l'enseignement obligatoire. Malgré cela, à partir de cette même année, mais surtout depuis 1860, le mouvement de l'opinion publique tendait de plus en plus en faveur de l'obligation scolaire ; dans la presse, dans les livres, dans les congrès, les expositions internationales, partout on la réclamait. A trois reprises successives, en 1858, 1859 et 1860, le conseil général du Haut-Rhin émit un vœu favorable au rétablissement de l'enseignement obligatoire (2).

(1) Buisson : *op. cit.*, p. 1459.

(2) G. Lafargue : *Le mal et le remède*, éducation primaire obligatoire, p. 57.

Bientôt des pétitions nombreuses affluèrent de toutes parts. La première fut présentée, en 1861, à l'Empereur par un groupe important de manufacturiers de l'Est, notamment des industriels alsaciens. D'autres furent présentées au Sénat la même année par la Société Industrielle de Mulhouse, par un grand nombre de notables de Strasbourg et de Montbéliard, et par la Société pour l'Instruction Élémentaire de Paris. Mais la majorité du Sénat rejeta invariablement toutes ces suggestions. Malgré cette attitude dédaigneuse du monde officiel, l'opinion favorable à l'obligation gagnait de plus en plus du terrain. Les industriels mulhousiens prennent le parti d'établir eux-mêmes chez eux l'enseignement obligatoire. Au mois de novembre 1863, le comité des Cités ouvrières de Mulhouse décide : « Qu'on ne vendra et qu'on ne louera à l'avenir de maisons qu'à ceux qui prendront l'engagement d'envoyer leurs enfants à l'école » (1).

En 1865, Victor Duruy, ministre démocrate et « champion de l'école obligatoire », osa demander, malgré l'opposition violente qu'il rencontra dans le gouvernement et dans les sphères officielles, que l'instruction primaire fût rendue obligatoire et gratuite. » La participation, disait-il, de millions d'hommes aux affaires du pays, grâce au suffrage universel, a pour corollaire indispensable l'instruction primaire obligatoire, et cet enseignement est un devoir et un profit, il doit être payé par la communauté tout entière » (2). Victor Duruy voulait consacrer le principe de l'obligation et il avait même gagné l'empereur à ses vues, mais d'autres influences firent ajourner le projet (3). Il ob-

(1) G. Lafargue : *op. cit.*, p. 59.

(2) V. Soleil, *op. cit.*, p. 67, § 87.

(3) Weil : *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, p. 592.

tint seulement la promulgation de la loi du 10 avril 1867, qui d'ailleurs écartait l'obligation et la gratuité. Cette loi établit une école de filles dans toutes les communes de plus de 500 habitants et autorisa les communes à s'imposer extraordinairement de 4 centimes additionnels pour les dépenses scolaires. Elle institua aussi des caisses d'école en vue de faciliter la fréquentation de l'école aux enfants pauvres (1).

En 1867, au lendemain de Sadowa, M. Jules Simon s'écria devant la chambre impériale : « Non, Messieurs, ce n'est pas le fusil à aiguille tout seul qui a fait Sadowa ; c'est aussi, c'est surtout le maître d'école » (2). M. Rouland, de son côté, s'écrie : « Que les Prussiens restent avec leur bonheur d'un jour, leur triomphe sur l'Autriche, avec l'école obligatoire et le fusil à aiguille ! La France restera avec sa puissance, car sa puissance est en elle, et elle dépend de son génie et de ses mœurs et de ses instincts » (3). Nous voyons quelle lutte acharnée on soutient à propos de cette question.

En 1869, au moment où le Parlement résonnait de ces âpres discussions, le groupe havrais de la Ligue d'enseignement, le Cercle mulhousien, le Groupe de Colmar et le Cercle Rouennais avaient émis l'un après l'autre, un vœu accompagné d'un important mémoire en faveur de l'instruction obligatoire et l'avaient remis à leurs députés de circonscription. De l'est à l'ouest, partout le mouvement s'étend et se généralise. Le 21 février 1870, M. J. Simon qui n'avait cessé de réclamer en toutes circonstances l'enseignement obligatoire, déposa au corps législatif un projet de loi dans ce sens. Aussitôt un comité de propagande se forme à

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 68.

(2) Lafargue : *op. cit.*, introduction, p. IX.

(3) *Ibid.*, p. 59.

Strasbourg pour appuyer ce projet et organise une pétition qui réunit en quelques mois près de 300.000 signatures (1).

Sous la pression de ce grand mouvement, l'idée gagna du terrain même au sein du gouvernement. C'est ainsi que le Maréchal Niel avait prescrit un règlement pour rendre l'instruction obligatoire aux soldats illettrés. Et, le 25 mai 1870, l'Amiral Rigault de Grenouilly prit une mesure semblable par une ordonnance portant « l'obligation pour tout marin illettré de suivre... des cours élémentaires » (2). Mais la même année éclata la guerre franco-allemande, suivie de la Commune de Paris et de la proclamation de la 3^e République.

E) Sous la 3^e République.

La défaite française dans la guerre 1870-1871 amena l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Et ce fut par un arrêté allemand du 18 août 1871 que l'enseignement primaire obligatoire fut établi en Alsace-Lorraine, « ci-devant départements français annexés », et cela à partir de 6 ans jusqu'à 14 ans pour les garçons et jusqu'à 13 ans pour les filles.

Cette attitude du vainqueur vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine réveilla la France. Et le mouvement en faveur de l'obligation scolaire qui n'avait pas abouti sous le second Empire prit alors un essor irrésistible. La presse était presque unanime à réclamer l'enseignement* obligatoire auquel l'opinion publique associait la gratuité et la laïcité. Et maintenant les autorités étaient obligées de tenir davantage compte qu'auparavant de l'opinion des masses.

(1) Lafargue : *op. cit.*, p. 60.

(2) *Ibid.*, pp. 59-60.

Au lendemain de la République, il semble que la démocratie, qui venait de se libérer, ait voulu garantir son existence en assurant l'éducation du peuple entier en vue de la jouissance de cette liberté et de cette participation au pouvoir. C'est ainsi que Henri de Lacretelle présentait, le 5 août 1871, un projet de loi en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire. Quelques jours plus tard, le 29 août, MM. Vacheret, H. Martin et Jules Ferry déposèrent encore une proposition de loi tendant à rendre l'instruction obligatoire, mais pour les garçons seulement. Après cela vient, 15 décembre 1871, le projet de loi du ministre de l'instruction publique, M. Jules Simon. Aux termes de son projet, dans l'article premier, « l'enseignement était rendu obligatoire à tous enfants âgés de 6 à 13 ans révolus », mais le ministre n'acceptait ni la gratuité, ni la laïcité. Dans l'exposé des motifs de son projet de loi, il émettait le regret que l'état des finances ne lui permit pas de demander, en même temps que l'obligation, la gratuité de l'enseignement. La commission de l'assemblée à laquelle le projet de Jules Simon fut envoyé était présidée par l'évêque Mgr Dupanloup qui repoussa le principe de l'obligation et présenta un contre-projet (1).

Le 29 juin 1872, M. Beaussire proposait encore l'école obligatoire et, le 12 juin de la même année, M. Ferrouillet demandait que l'enseignement primaire fût obligatoire, gratuit et laïque dans toutes les écoles publiques. Bien que ces projets eussent été écartés pour faire place au projet de loi organique, le principe de l'enseignement obligatoire fut maintenu dans une série de nouvelles propositions qui vinrent le jour devant la Chambre des Députés après les élections.

(1) Cf. Al. Israël : *L'école de la République*, p. 2.

La proposition de Barni et Leblond du 23 mars 1877 a peu d'intérêt, par contre le projet sur l'instruction primaire que M. Barode déposait le 1^{er} décembre 1877 était très complet. Il réclamait notamment l'instruction primaire, gratuite, obligatoire et laïque avec une large extension des programmes, l'égalité de l'homme et de la femme dans l'instruction et dans l'éducation (1).

Le 24 janvier 1879, M. Bardoux, ministre de l'instruction publique avait déposé un projet plus restrictif qui ne visait que l'obligation scolaire. Dans l'exposé des motifs de son projet, il constatait qu'un septième des enfants compris dans la période scolaire — 624.900 sur 4.500.000 — ne paraissaient pas dans la classe de l'instituteur ou ne la fréquentaient que trop peu de temps (2).

Après la démission de Mac-Mahon, en janvier 1879, Jules Grévy lui succède comme président de la République et Jules Ferry devient ministre de l'instruction publique. C'est aux applaudissements des gauches, le 20 janvier 1880, que Jules Ferry exposa les deux projets de loi, l'un sur l'obligation scolaire, l'autre sur la gratuité. La gratuité de l'école primaire fut votée et consacrée par la loi du 16 juin 1881.

Devant la Chambre saisie du projet de l'obligation scolaire, Jules Ferry déclarait qu'« elle est une arme nécessaire pour vaincre dans les cas trop nombreux, l'apathie, la coupable indifférence, quelquefois les calculs de la cupidité » (3). La discussion en séance publique vint le 4 décembre 1880 et le projet fut voté par 324 voix contre 133, puis amendé par la commission parlementaire, qui y ajouta la

(1) Al. Israël : *op. cit.*, p. 3.

(2) *Ibid.*, p. 4.

(3) *Ibid.*, p. 47.

laïcité des programmes, ce fut la loi du 28 mars 1882, qui est toujours en vigueur. On voit qu'il a fallu 90 ans pour réaliser par une loi tout ce que les patriotes de la Convention avaient autrefois rêvé pour l'éducation du peuple.

III. *Considérations générales.*

S'il a fallu environ 90 ans, de 1793 à 1882 pour réaliser l'obligation scolaire, c'est que la France durant cette période était l'objet, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, de multiples secousses violentes et successives. A l'intérieur du pays, comme nous l'avons démontré, ce sont les changements violents du régime politique : depuis la proclamation de la 1^{re} République en 1792, en passant par le 1^{er} Empire (1804) la 2^e République (1848) le second Empire (1852) jusqu'à l'établissement de la 3^e République en 1870. A l'extérieur, ce sont les guerres napoléoniennes et la Guerre Franco-Allemande 1870-71. Cette période troublée de l'histoire de France explique toutes les vicissitudes des multiples projets sur l'obligation scolaire.

De ce qui précède se dégagent quatre faits instructifs et quatre raisons caractéristiques pour lesquels la France a poursuivi la réalisation de l'enseignement obligatoire. C'est cela que nous allons essayer d'expliquer ci-après :

A. Traits caractéristiques :

1. L'influence des régimes.

Nous pouvons constater que c'est toujours durant les périodes de régime républicain qu'on exige l'obligation scolaire et qu'on essaie de la réaliser. Dès la révolution, les idées sur l'enfant ont changé, et on commence d'envisager la nécessité de l'instruction du peuple dans l'intérêt même de la République. Comme l'a bien dit Danton en 1794 : « Il

est temps de rétablir ce grand principe qu'on semble méconnaître : que les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents. Nous avons assez fait pour les affections, devons-nous dire aux parents : nous ne vous les arrachons pas, vos enfants, mais vous ne pouvez les soustraire à l'influence nationale » (1). C'est sous la première République que commence le mouvement pour l'obligation scolaire. Ce mouvement s'amplifie durant la deuxième République pour enfin aboutir à sa réalisation sous la troisième. « Le principe de l'enseignement primaire obligatoire, dit Jules Ferry, a cessé d'être pour nous un sujet de contestation sérieuse », car, en effet, il était arrivé à maturité, à sa réalisation.

C'est la République qui réclame l'enseignement obligatoire, tandis que ce sont le premier Empire, la Restauration et même le second Empire qui résistent à sa réalisation. M. Genteur, au nom du gouvernement répondit, en 1861, à l'opposition : « Ne nous demandez pas l'instruction obligatoire ; elle n'est pas dans nos mœurs. Vous prétendez qu'elle a réussi dans d'autres pays ; je le nie, avec des chiffres et non avec des chiffres en l'air, avec des chiffres authentiques... Laissons de côté tout ce rêve d'imagination. Vraiment on ne devrait plus en parler » (2).

2. L'influence des partis politiques.

Si c'est durant les périodes républicaines qu'on demande l'obligation scolaire, cette demande vient des partis républicains, des partis de gauche. De même, si c'est toujours durant les périodes de l'Empire qu'on résiste à sa réalisation, cette résistance vient aussi naturellement des partis

(1) V. Buisson, *op. cit.*, p. 1458.

(2) Lafargue : *op. cit.*, p. 58.

réactionnaires, conservateurs, cléricaux, etc. Ce furent bien Jules Simon « à la tête de ses collègues de la Gauche », et Jules Ferry « aux applaudissements de la Gauche » qui au corps législatif ne cessèrent point de réclamer l'instruction obligatoire. Par contre, jusqu'en 1871, se manifesta la résistance des partis conservateurs. C'est ainsi que le projet de Jules Simon fut l'objet « des attaques les plus violentes de la part du clergé ». L'archevêque de Rouen, Mgr. de Bonnechose, y voyait « un mouvement d'oppression ; il fallait, d'après lui, écarter cette loi comme un malheur public, plus cruel que tous nos désastres »⁽¹⁾. C'est encore un ecclésiastique, Mgr. Dupanloup qui fit écarter le projet de loi sur l'école obligatoire de M. Beaussire en 1872.

3. Le point de vue régional.

Les régions qui participèrent au mouvement pour l'établissement de l'instruction obligatoire sont celles du Nord-Est de la France. Parmi les groupements les plus actifs nous trouvons : Le conseil général du Haut-Rhin, des groupements importants de Manufacturiers de l'Est, surtout l'Industrie Alsacienne, la Société industrielle de Mulhouse, le Comité des cités ouvrières de Mulhouse, un grand nombre de notables de Strasbourg, les associations du Doubs, le groupe de Colmar, etc... Viennent ensuite les régions du Nord-ouest : le groupe havrais, le cercle Rouennais, etc. Alors que l'Angleterre et l'Allemagne, surtout cette dernière, avaient établi l'obligation scolaire avant la France, il est assez caractéristique que ce furent justement les régions françaises les plus proches de ces deux pays qui prirent la part la plus active dans le mouvement en question.

(1) Buisson : *op. cit.*, p. 1459.

4. Du point de vue professionnel.

A part la Société pour l'instruction élémentaire de Paris, les cercles parisien et havrais de la ligue d'enseignement, ce furent presque exclusivement des groupements industriels qui réclamèrent l'obligation scolaire au début, et cela pour des raisons professionnelles. Nous voyons ensuite la marine et l'armée française préconiser la même mesure.

B. Les raisons du mouvement.

De l'historique que nous avons tracé et des faits que nous avons relatés, se dégagent les raisons pour lesquelles la France a poursuivi la réalisation de l'enseignement obligatoire, raisons que nous divisons en quatre groupes.

1. Raisons politiques.

Comme nous l'avons constaté, c'est la Révolution, à partir de la proclamation de la République qui commence à réclamer l'instruction obligatoire. C'est surtout après l'établissement du suffrage universel au commencement de la deuxième République, en 1848, que cette obligation est devenue encore plus nécessaire. Comme l'a bien dit J. Macé, président de la Ligue de l'Enseignement : « Ceux qui prennent le suffrage universel au sérieux, ceux qui veulent la République, ne peuvent pas se trouver divisés sur la question de l'instruction obligatoire. Entre le droit de vote donné à tous et l'instruction imposée à tous, il y a une corrélation indéniable. Le second terme est la conséquence forcée du premier » (1).

(1) Macé : Préface à l'ouvrage de Benoît-Lévy et Bogandé : *Manuel pratique pour l'application de la loi sur l'instruction obligatoire*, p. VI.

Même sous la troisième République, il semble que ce n'est qu'après la victoire électorale de la Gauche et après la démission de Mac-Mahon que l'obligation scolaire put se réaliser.

2. Raisons militaires.

« La valeur militaire d'un peuple dépend surtout de sa valeur intellectuelle et morale » et « ... neuf fois sur dix de grands désastres moraux ont précédé les grands désastres matériels » (1). Dans son rapport à l'empereur en 1868, M. le baron de Stoffel, envoyé militaire à Berlin, en énumérant les divers éléments de supériorité de l'armée prussienne, plaçait d'abord l'instruction obligatoire qui faisait de la Prusse « la nation la plus éclairée de l'Europe ». En comparant entre elles deux armées dont l'une serait toute composée d'hommes instruits et l'autre toute ou presque toute d'ignorants : il n'y a pas même à hésiter, s'écriait-il, l'une vaut dix fois l'autre (2). Par suite de la défaite d'Iéna, l'instruction obligatoire se développa en Prusse, et de même, c'est la défaite dans la guerre 1870-1871 qui accéléra l'établissement de l'obligation scolaire en France. C'est d'ailleurs pourquoi, le maréchal Niel et l'amiral Rigault de Genouilly en appliquèrent le principe dans l'armée et la marine française avant même qu'il fut consacré par la loi.

3. Raisons industrielles.

Depuis la révolution industrielle, comme nous l'avons démontré dans la première partie, l'instruction est devenue une nécessité, même pour les ouvriers. Cela est prouvé d'ailleurs par le fait, que la plupart des pétitions en faveur de l'introduction de l'enseignement obligatoire provient des manufacturiers, des sociétés industrielles et même du co-

(1) Lafargue : *op. cit.*, introduction, p. X.

(2) *Ibid.* pp. X-XI.

mité des cités ouvrières. Ce fait n'exige aucune explication, car il est évident, qu'une entreprise industrielle marchera mieux avec une équipe d'ouvriers instruits qu'avec des ouvriers illettrés et ignorants.

4. Raisons sociales ou pédagogiques.

En 1866, on a constaté que la proportion de gens ne sachant pas signer, était de 25,86 sur 100 époux et de 40,98 sur 100 épouses. Et parmi ceux qui savent signer, il y en a beaucoup qui ne savent que tracer leur nom et d'autres qui ne savent lire et écrire que péniblement (1). En 1867, il y a dans le département de la Gironde 33,25 % d'illettrés, et dans la Haute-Vienne 68,53 %. En ce qui concerne les enfants inscrits dans les écoles, Jules Simon disait : « Combien en y a-t-il dans les campagnes qui assistent à l'école toute l'année ? Dirai-je la moitié ? Ce serait trop. Le quart ? Ce serait peut-être trop encore » (2). Mais de quelle nature est l'instruction qu'ils reçoivent ? « Si l'on examine la valeur des connaissances acquises par les élèves qui en sortent, remarque M. Duruy, on verra que, lors même que nous ne laissons plus un seul enfant en dehors de l'école, nous n'aurions accompli que la moitié de notre tâche » (3). En d'autres termes, l'instruction était insuffisante. C'est pourquoi, en 1861, M. Laboulay écrivait que « ... la moitié des enfants inscrits n'y appartient que sur le papier... en France le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont appris à lire et à écrire ne doit pas dépasser de beaucoup la moitié de la population » (4). Vu cet état de choses, on pouvait donc prétendre que l'enseignement obligatoire et efficace était une nécessité sociale et pédagogique.

(1) J. Simon : *L'Ecole*, p. 212.

(2) Jules Simon, dans *Le Moniteur* du 20 mai 1864.

(3) Duruy : dans *Le Moniteur* du 6 mai 1865.

(4) E. Laboulay : *L'instruction publique et le suffrage universel*,

CHAPITRE V

En Chine

I. *Aperçu général de l'éducation du peuple avant la République*

La civilisation chinoise existe depuis plus de cinq mille ans. Les premiers signes d'une langue écrite en Chine furent inventés sous le règne de l'empereur Fou-Hi. Ensuite, le souverain Tchen-Nong, « enseigne les règles de l'agriculture » (1). L'empereur Houang-ti, 2699 av. J. C., enseigna comment faire les vêtements et les coiffes. C'est sous son règne que Ts'ang-hie créa les caractères proprement dits (2). Puis Ta-yao créa les caractères cycliques des années, Yung-tcheng les caractères des jours de l'almanach, Ti-cheou l'arithmétique et Lin-luen les notes de musique. Ces inventions constituent les éléments primitifs de la civilisation chinoise et en même temps la condition préalable de la possibilité d'une instruction. Mais ce qui nous intéresse c'est l'époque à laquelle commença l'éducation proprement dite du peuple. Mencius dit : « Les hommes ont en eux le principe de la raison ; mais si tout en satisfaisant leur appétit, en s'habillant chaudement, en se construisant des habitations commodés, ils manquent d'instruction, alors ils se

(1) Granet : *La civilisation chinoise*, p. 12.

(2) P. Léon Weiger : *caractères chinoises*, introduction, p. 5.

rapprochent beaucoup de la brute. Les saints hommes (Yao 2357 av. J. C. et Chouen 2255 av. J. C.) furent affligés de cet état de choses. Chouen ordonne à K'i de présider à l'éducation du peuple, et de lui enseigner les devoirs des hommes, afin que les pères et les enfants aient de la tendresse les uns pour les autres ; que le prince et ses ministres aient entre eux des rapports équitables ; que le mari et la femme sachent la différence de leurs devoirs mutuels ; que le vieillard et le jeune homme soient chacun à leur place ; que les amis et les compagnons aient de la fidélité les uns pour les autres » (1).

Selon le Wang-tze (le régime impérial), sous le souverain Chouen, il y a deux sortes d'écoles, la grande et la petite école, toutes les deux sont réservées à la noblesse et se trouvent dans la capitale. Pendant la dynastie de Hia (2205-1786) et de Chang (1787-1135) il est établi en outre une sorte d'école dans les campagnes, appelée respectivement Sia et Hiu, laquelle école est destinée spécialement au peuple.

Dans le grand commentaire des Chou-king on trouve une description détaillée de la façon dont se faisait l'enseignement à cette époque : « Les officiers du rang de Ta-fou (préfet) à 70 ans, quittent l'administration. Ils vieillissent dans leurs arrondissements et villages. Les préfets deviennent instructeurs du premier ordre (littéralement instructeurs pères). Les préposés du second ordre (du rang de Sze) deviennent petits instructeurs... Quand la charrue a été mise à couvert, quand les nouvelles récoltes sont rentrées et les opérations de l'année terminées, tous les jeunes gens non-mariés, entrent à l'école. A 15 ans, ils entrent dans la

(1) Meng-tseu, traduction de G. Panthier, p. 286.

petite école. Ils y voient les principes de la petite modération ; ils étudient les principes de la petite équité. A 18 ans, ils entrent dans la grande école, ils y voient les principes de la grande modération, ils étudient les principes de la grande équité... Au solstice d'hiver, on quitte l'école pendant 45 jours : on prépare les travaux de la culture. A l'aube, les vieillards supérieurs, c'est-à-dire les instructeurs pères ou de premier ordre, dès que le jour est levé, s'asseyent dans la salle latérale de droite, et les vieillards inférieurs, c'est-à-dire les petits instructeurs, s'asseyent dans la salle latérale de gauche pour surveiller la sortie des enfants ou leur rentrée le soir. On marche derrière ceux qui ont le même âge que le père, et à côté de ceux qui ont le même âge que les frères, même les amis les plus intimes doivent suivre cet ordre. Le travail facile est l'affaire d'un seul, on se partage les charges pénibles... » (1).

D'après le système adopté par la dynastie des Tcheou pour la division du peuple, comme l'historien Pan-Kou l'a remarqué, « 5 familles formaient un Liu ou voisinage ; 5 Liu (25 familles) formaient un village, Li. 4 Li (100 familles) formaient un Tso ou commune ; 5 Tso (500 familles) formaient un Tang ou canton ; 5 Tang (2500 familles) formaient un Tcheou ou arrondissement ; 5 Tcheou formaient un district, Hiang, c'est-à-dire un nombre total de 12.500 familles »(2). Quant aux établissements d'instruction existant dans l'antiquité, suivant le Livre Sacré, Li-Ki, « il existe par village (c'est-à-dire par 25 familles) une salle latérale Cho. Les maisons sont placées des deux côtés d'une même

(1) Chang-Chou-ta-tchouen, cf. Ed. Biot : *Essai sur l'histoire de l'instruction publique en Chine*, pp. 54-55.

(2) Pan-Kou : *L'histoire de la première dynastie Han* (section de vivres et du commerce), cf. Ed. Biot, *op. cit.*, p. 63.

rue. A l'entrée de la rue, était une porte, et de chaque côté de cette porte se trouvaient les salles latérales où les enfants recevaient le bon enseignement. Pour chaque commune, Tso (100 familles), il y avait une école, qui s'appelait Siu, et par district, Hiang, (12.500 familles), il y avait un College, Tsiang (1). L'âge scolaire pour la petite école était de 8 à 15 ans, on y enseignait l'écriture, les règles de conduite, la musique, la poésie et la danse, etc. (2). Bien que les programmes fussent encore très simples, on voit par le grand nombre d'écoles dans les campagnes où presque chaque village avait son école, que le principe de l'école généralisée était déjà connu du peuple chinois au temps antique.

A partir du VIII^e siècle av. J. C., depuis Tch'ouen Ts'ieou (770 av. J. C.) commence une longue période de décadence, comme l'a justement noté M. Ed. Biot : « ... la suprématie impériale n'est pas respectée : l'enseignement supérieur ainsi qu'inférieur est totalement négligé et les princes divisés par les guerres continuelles, ne s'occupaient plus de l'éducation du peuple... » (3) Cependant, si les écoles officielles diminuent, par contre, les écoles privées augmentent. Les lettrés et les philosophes, comme par exemple, Confucius et Mencius, fondent eux-mêmes des écoles pour leurs élèves.

Vers l'an 213 av. J. C., l'empereur Ts'in Cheu-houang fit brûler la plupart des livres d'un grand nombre de branches de l'enseignement (4) d'où il en résulta que l'instruction

(1) Chapitre Hio-Ki (mémoire sur les écoles), cf. éd. Biot : *op. cit.*, p. 44.

(2) Ko-Bin-Win : *L'histoire du système de l'éducation en Chine*, pp. 4-5.

(3) Ed. Biot : *op. cit.*, p. 553.

(4) M. Granet : *Civilisation chinoise*, p. 498.

du peuple fut négligée. Cependant c'est sous ce règne que le maréchal Mong-tien invente le pinceau d'écriture et que le premier ministre Li-seu simplifie l'ancienne écriture. Plus tard, Tsai-Luen fabrique du papier avec l'écorce des arbres. Ces inventions et améliorations sont d'une grande utilité pour la vulgarisation de l'enseignement.

C'est l'empereur Wou de la dynastie des Han, (140-88 av. J. C.) qui, 5 ans après son avènement au trône, décréta l'établissement des écoles dans tous les territoires sous son contrôle. Pour la répartition des écoles, on suivit le système des Tcheou, en prenant pour base la famille, pour monter ensuite aux communes, aux districts et aux départements. Mais plus tard, sous la dynastie des Wei, (220-264 ap. J. C.) et la dynastie des Tsin (265-419 ap. J. C.) les troubles et les guerres, tant intérieures qu'extérieures, amenèrent fatalement une diminution très sensible du nombre des écoles.

Sous la dynastie des T'ang (618-905) l'empereur Taitsong fonda de nouvelles écoles en si grand nombre que les historiens chinois en parlent dans les termes suivants : « Les écoles sont aussi nombreuses que les arbres d'une forêt. » On peut donc s'imaginer l'étendue de la généralisation de l'instruction populaire. Bien qu'il n'y ait pas obligation proprement dite, la vulgarisation de l'enseignement fut au moins aussi étendue que s'il y avait eu obligation de fréquentation scolaire.

De plus, l'instruction publique acquiert en ce temps une telle réputation, que de nombreux élèves des Etats voisins, comme le Japon, la Corée et tant d'autres, viennent s'instruire en Chine. A part la capitale où se trouvent six académies, et deux instituts pour les enfants de la noblesse, etc., tous les départements, districts et communes, qu'ils soient grands, moyens ou petits, sont obligés d'avoir des

établissements scolaires (1), bien que la fréquentation n'y soit pas obligatoire, ce qui d'ailleurs était superflu.

Sous la dynastie des Song (960-1068) le premier ministre Fong-tao, inventa l'impression des livres par des planchettes en bois gravées, ce qui constitue un progrès dans la vulgarisation de l'instruction. En 1102, est ordonné : « ... la création générale de petites écoles (Siao-hio) dans les communes de première et de deuxième classe... ; une note jointe au décret de l'an 1102, dit que ces petites écoles ne recevaient que des enfants âgés au moins de 10 ans... on examinait chaque année les enfants âgés de 8-14 ans, et on choisissait ceux pouvant être admis au collège des alliés de la famille impériale » (2).

Sous l'Empire Mongol (1260-1368) plus exactement en l'an 1270, « Koblai créa des collèges départementaux de race mongole. Il y appela les fils des officiers supérieurs et même les jeunes gens de la basse classe ». Mais ces derniers y furent seulement admis au nombre de 25-30 selon la population du district (3). Sous ce régime, nous sommes déjà loin de la vulgarisation de l'instruction que la Chine connut autrefois. Malgré cela, le nombre des écoles pendant ces 108 ans s'élève encore à 24.000, d'après le rapport du ministre de l'agriculture (4).

Sous l'Empire des Ming, 1368-1644, un décret impérial de 1375 ordonna aux préfets des chefs-lieu « de créer une école élémentaire pour chaque groupe de 25 maisons (che) dans les villes, bourgs ou villages, afin d'imiter la dynastie des Tcheou... il charge les officiers préposés aux

(1) Ko-Been-Winn : *L'histoire de l'éducation en Chine*, pp. 25-26.

(2) Ed. Biot : *op. cit.*, pp. 365-368.

(3) *Ibid.*, p. 406.

(4) Ko-Benn-Winn : *op. cit.*, p. 35.

communes de faire bâtir ces nouvelles écoles et d'y appeler des maîtres pour instruire les enfants du peuple : ces enfants doivent apprendre à lire couramment le recueil des grandes ordonnances impériales et le Code pénal de la dynastie régnante. Un édit de l'an 1357 stipule que les enfants des groupes de 25 maisons qui liront bien les ordonnances et le Code, seront envoyés à la cour et récompensés après un examen devant le comité du ministère des rites » (1). Tout ce qui concerne le programme, le régime de l'organisation, de l'administration, de l'examen, le nombre des élèves, les subventions, etc., est fixé par des ordonnances spéciales. La réputation de l'instruction parvient jusqu'au Japon, au Siam et dans l'île de Liou-Tcheou d'où arrivent des élèves (2).

Nous arrivons maintenant à la dynastie des Mandchous, 1644-1912. Durant cette époque furent fondés de nombreux instituts, officiels ou privés, dans les grandes villes et ailleurs, consacrés particulièrement aux enseignements secondaire et supérieur en vue du concours d'Etat pour les mandarins et fonctionnaires. Quant à l'enseignement pour le peuple, il existe des écoles primaires privées, appelées *Seu-chou* dans presque tous les villages. On peut diviser ces écoles en cinq différentes sortes :

1° Les écoles familiales des familles riches. La famille engage en général un lettré pour enseigner et instruire tous les enfants de la grande famille, même pour 3-4-5 enfants. Le professeur est logé, nourri et payé par elle.

2° La famille bourgeoise, en général, ne peut pas se permettre d'avoir un professeur à elle seule et pour cela,

(1) Ed. Biot : *op. cit.*, pp. 425-426.

(2) Ko-Benn-Winn : *op. cit.*, p. 36.

deux, trois ou plusieurs familles bourgeoises s'unissent pour engager un professeur en commun.

3° Il arrive aussi qu'un lettré ouvre une école dans sa maison en invitant les familles des classes modestes à y envoyer leurs enfants. Le paiement s'effectue tant en espèces qu'en nature et selon les moyens des familles.

4° Il y a des associations paternelles, fondées par les membres de la même origine familiale, riches et pauvres, qui installent des écoles spéciales pour les enfants des membres pauvres. Il y a en outre des associations de bienfaisance, qui sans considérations de parenté, ont établi des écoles pour les enfants des pauvres du même village. Ces deux genres d'écoles sont gratuits pour l'enseignement et pour le matériel scolaire.

5° Il existe aussi quelques écoles publiques et gratuites pour les enfants pauvres, fondées et entretenues par les autorités locales dans certaines villes, mais leur nombre est assez restreint.

Ce sont les trois premières catégories mentionnées qui forment la majorité des écoles populaires. Bien qu'il n'y ait pas d'obligation scolaire, on voit pourtant comment l'initiative privée remédie à ce défaut.

* * *

De ce que nous venons d'exposer plus haut concernant l'enseignement populaire en Chine depuis environ 2500 ans avant J. C. jusqu'à nos jours, on pourrait comme le fait M. Ed. Biot tirer trois conclusions.

1. « Selon les traditions recueillies à une époque voisine de notre ère dans le Li-ki, le Tcheou-li, la Chine colonisée des Tcheou, des Chang et même des Hia, possédait déjà un système complet d'instruction supérieure et d'instruction

populaire. Chaque famille avait une salle d'études ; chaque commune avait une école ; chaque district avait un collège ; enfin un collège supérieur existait dans chaque chef-lieu de principauté... » (1). Il nous semble qu'ainsi pour la première fois dans l'histoire le principe de généralisation de l'enseignement populaire a été réalisé officiellement, ce qui en pratique équivalait au moins aux résultats obtenus par l'obligation scolaire dans les autres pays.

2. Ce principe de généralisation de l'enseignement populaire a successivement été adopté par les principales dynasties des Han, Tang, Song et Ming, mais malheureusement il ne fut souvent qu'imparfaitement réalisé.

3. Après les Ming jusqu'à la République en passant par la dynastie des Mandchous, comme le remarque si bien M. Ed. Biot, « C'est un fait constant que les écoles primaires se sont multipliées dans une proportion étonnante sur toute la surface de la Chine. Il n'y a, littéralement, point de village sans école, et ainsi, quel que puisse être la difficulté de la langue, un nombre immense de Chinois devient capable de lire et d'écrire » (2). En regrettant que les décrets impériaux des Ming, ne fussent qu'imparfaitement appliqués, Mr. Biot ajoute : « Il est inutile, puisque les habitants de chaque localité sentaient si bien le besoin de l'instruction primaire qu'ils s'empressent de fonder des écoles et que chaque village a ainsi son école qui se soutient par elle-même » (3). C'est peut-être en pensant à 1847, quand l'instruction obligatoire fut l'objet de violentes discussions en France où elle n'était pas encore réalisée que Mr. Biot très modestement tira la conclusion de son ouvrage dans les

(1) Biot : *op. cit.*, p. 552.

(2) Biot : *op. cit.*, p. 494.

(3) *Ibid.* : p. 496.

termes suivants : « Reconnaissons seulement que les paysans chinois raisonnaient certainement mieux à cet égard que les cultivateurs de beaucoup de parties de la France »(1). Mais depuis ce temps-là il y a presque 90 ans, quels progrès ont été accomplis en France, tandis qu'en Chine, à l'heure actuelle, l'instruction obligatoire n'est pas encore complètement réalisée.

II. *Les projets depuis le commencement du siècle jusqu'en 1931*

A. Depuis le commencement du siècle jusqu'à l'avènement de la République.

Avant la chute de la dynastie mandchoue et à la veille de la Révolution, un mouvement de réformes scolaires se dessinait déjà. Au lieu de laisser à l'initiative privée l'établissement et l'entretien des écoles populaires comme ce fut le cas autrefois et comme nous l'avons déjà montré, les autorités impériales avaient déjà commencé une réorganisation complète de l'organisation scolaire publique. C'est ainsi qu'en 1902, l'Empire Mandchou publiait, d'après le projet de M. Chang Pei-hi, gouverneur général de l'instruction, pour la première fois un système d'instruction publique, suivant lequel il y avait dans l'enseignement primaire trois degrés, commençant par l'école maternelle de 4 ans, passant par l'école primaire élémentaire de trois ans, suivie par l'école primaire supérieure de 3 ans, pourtant sans stipuler d'obligation scolaire.

Un an après, en 1903, comme le premier projet n'était pas encore exécuté, M. Chang Sze-tong y apporta un amendement qui réduisait la durée totale de la scolarité primaire

(1) Biot : *op. cit.*, p. 496.

de 10 ans à 9 ans, sans exiger lui non plus, l'obligation scolaire. En même temps le gouvernement publia une brochure de ce même auteur, intitulée « Les règles générales de l'enseignement », qui en 56 paragraphes traitaient toutes les questions scolaires. Quant à l'enseignement primaire, on lit à l'article 2 : « ... l'éducation familiale, l'école maternelle et l'école primaire élémentaire ont pour but de procurer au peuple une bonne éducation, aux pauvres et aux riches, aux classes supérieures aussi bien qu'aux classes inférieures, de former leur caractère, de leur enseigner une conduite convenable et de créer de bons citoyens... » (1) C'est en septembre 1905 que fut créé pour la première fois en Chine un ministère de l'Instruction publique. Ce ministre appela en 1906 à Peking tous les gouverneurs de provinces afin de les entretenir de la question de l'instruction obligatoire. A cette occasion, le ministre disait, que le gouvernement avait préparé un décret établissant dans l'empire une constitution. Si l'on n'incorporait pas dans cette constitution la généralisation de l'obligation scolaire, il ne serait pas possible de créer des citoyens capables et utiles pour le pays. C'est dans ce but, que le gouvernement va maintenant publier un décret qui établit l'enseignement obligatoire dans toutes les provinces chinoises. Ce décret comprend les dix articles suivants :

1° Il faut créer partout dans les districts des bureaux d'organisation scolaire.

2° Dans toutes les provinces doivent être construites 100 écoles primaires provinciales pour un total de 5.000 élèves.

(1) Su-Chin-Tchen : *Les documents de l'histoire d'éducation moderne en Chine*, vol. II, p. 8.

3° Dans chaque district, préfecture et sous-préfecture doivent être construites 40 écoles pour un total de 2.000 élèves.

4° Dans chaque village doit être construite une école pour 40 élèves. Les petits villages et hameaux peuvent s'unir pour construire ensemble une école.

5° Tous les enfants de 7 ans sont obligés de fréquenter l'école.

6° Aux particuliers qui construisent une école, sera attribué un titre d'honneur.

7° Le père ou frère aîné, sous peine de punition, est responsable de la fréquentation scolaire des enfants.

8° Les organisateurs de bureaux scolaires qui obtiennent de bons résultats, peuvent selon le nombre d'écoles construites par eux être mentionnés en récompense en vue de promotion.

9° Les mandarins des districts qui ne se conforment pas aux stipulations du décret et qui n'exécutent pas les mesures envisagées pour la construction des écoles, etc., seront punis.

10° Tous les deux ans un inspecteur provincial ira contrôler les résultats obtenus dans toutes les écoles de sa province (1).

C'est la première fois que l'Empire décrète l'obligation scolaire. Mais il ne fixe pas la durée de la scolarité obligatoire ; il décide seulement que les enfants seront tenus d'entrer dans une école à partir de l'âge de 7 ans.

Par décret ministériel du 22 avril 1906, un bureau de l'instruction publique ayant pour chef un surintendant est établi dans chaque district. Il y a un inspecteur primaire

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. II, pp. 148-149.

pour chaque circonscription scolaire d'environ 3.000 ou 4.000 familles. Un recensement préalable des enfants d'âge scolaire décide du nombre d'écoles à établir dans chaque circonscription. L'inspecteur primaire doit de temps à autre visiter les différentes familles, leur expliquer la loi scolaire et les persuader d'envoyer leurs enfants à l'école. Tous les deux ans, sont examinés : la situation scolaire, le nombre d'enfants fréquentant l'école et leurs progrès afin de déterminer la récompense ou l'avancement à accorder à l'inspecteur primaire. Selon l'art. 39, l'école primaire élémentaire est gratuite (1).

Peu après un décret ministériel fixe « le règlement général de l'instruction locale » et « le règlement détaillé » suivant lesquels toutes les communes doivent avoir leur commissaire scolaire s'occupant spécialement de l'instruction publique. D'après le nombre d'enfants ayant atteint l'âge scolaire, ce commissaire décide du nombre d'écoles à construire et il choisit à cet effet les endroits convenables. Il veille à ce que les familles envoient leurs enfants à l'école. Au cas où la commune manquerait de fonds suffisants, il peut s'adresser aux familles riches en les priant de faire des legs ou de contribuer à l'entretien de l'école.

En 1911, une année avant l'avènement de la République, le ministre de l'Instruction avait convoqué un congrès central de l'instruction publique où fut élaboré un projet spécial en faveur de l'instruction obligatoire. On devait d'abord publier de nouveaux règlements spéciaux en ce sens, puis procéder ensuite à leur mise en vigueur à partir de l'année 1914. Mais la révolution éclata entretemps et ce projet ne peut être mis à exécution.

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. II, p. 49.

B. Décrets après l'établissement de la République mais avant Yuan Tchi-Kai.

Le 3 septembre 1912, quelques mois après l'avènement de la République, le ministre de l'Instruction nationale publie le nouveau système de l'instruction publique. D'après ce décret, l'enseignement primaire élémentaire et obligatoire a une durée de 4 ans, de 6 ans révolus à 10 ans. Mais ce nouveau système est le résultat des trois modifications successives du projet initial. Pour quelques-uns la durée de 4 ans de l'enseignement obligatoire était insuffisante pour préparer les futurs citoyens de la République : il fallait donc la prolonger jusqu'à 6 ans. Pour d'autres il fallait même réduire la durée à 3 ans étant données les difficultés économiques du peuple et du nouvel Etat. Enfin, par un compromis la durée de la scolarité obligatoire fut fixée à 4 ans. Pourtant il était bien entendu que plus tard, au moment propice, on ajouterait à la scolarité élémentaire obligatoire de 4 ans l'enseignement primaire supérieur obligatoire d'une durée de 2 ans, c'est-à-dire en tout 6 ans. Cependant jusqu'à aujourd'hui le gouvernement chinois a été tellement occupé par des affaires urgentes que l'enseignement élémentaire obligatoire n'est pas encore entièrement appliqué.

Le 22 janvier 1915, le président de la République, Yuan Tchi-kai, rend publiques les « directives générales pour l'instruction publique » dont l'article premier dit : « En instituant l'instruction obligatoire il faut prévoir plusieurs périodes transitoires nécessaires pour s'adapter successivement à la durée de scolarité obligatoire fixée dans le but de la généraliser entièrement ». « Car, explique-t-il, notre territoire est si vaste, la population si nombreuse, les moyens économiques du peuple si réduits, qu'il serait extrê-

mement difficile de vouloir d'un coup obtenir que tous les enfants d'âge scolaire fréquentassent les écoles sans un plan de mise en exécution progressive. D'une part une loi d'obligation immédiate, dans laquelle seraient prévues des peines et des amendes, serait vaine et impossible, d'autre part sans une certaine contrainte l'enseignement perd sa signification *d'obligatoire* et la loi ne serait qu'un chiffon de papier. Le seul moyen consiste à échelonner l'obligation progressive, d'année en année, et c'est le devoir du ministère de l'instruction de bien l'organiser et d'abord d'élaborer un projet de plan détaillé » (1).

Au mois d'avril de la même année, le ministre publie suivant les directives présidentielles un plan spécial pour l'instruction obligatoire. Il s'agit d'un plan de préparation divisé en 2 périodes. Durant la première période doivent être publiées toutes les lois concernant l'obligation scolaire et une inspection générale de l'état de l'instruction dans le pays doit être effectuée. La deuxième période comprend la préparation proprement dite, dans laquelle les devoirs des autorités locales et ceux de l'autorité centrale sont bien délimités. Les autorités locales ont le devoir de former de futurs instituteurs qualifiés d'accumuler des moyens financiers nécessaires, de construire des écoles, etc. L'autorité centrale, de son côté, surveille, contrôle l'activité des autorités locales et se tient au courant de leurs progrès (2).

D'ailleurs le nom d'école primaire élémentaire devient « école du citoyen ». Car on considère l'école comme l'endroit où le futur citoyen doit recevoir l'instruction obligatoire. Dans un décret concernant l'école du citoyen l'âge

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. I, p. 23.

(2) P. K. Chen : *L'enseignement obligatoire en Chine*, p. 53.

scolaire est fixé de 6 ans révolus à 13 ans, mais la scolarité obligatoire dans cette période fut limitée à 4 années. C'est ainsi qu'un enfant entré à l'école à 6 ans peut après 4 années d'études en sortir à 10 ans, mais si pour une raison quelconque, il n'a pas acquis les connaissances stipulées en 4 ans les autorités scolaires peuvent encore le garder une ou deux années. De même si pour une raison quelconque un enfant n'est pas entré à l'école à l'âge de 6 ans par exemple à 7 ou 8 ans, il doit d'abord terminer ses 4 années d'études. Les parents ou les tuteurs sont tenus pendant les 4 années de scolarité obligatoire d'y envoyer leurs enfants régulièrement du commencement jusqu'à la fin. Les enfants invalides peuvent en être dispensés et les enfants malades ou de parents pauvres peuvent retarder leur entrée à l'école. Dans le cas où les parents sont pauvres le commissaire scolaire doit demander au sous-préfet un sursis d'entrée d'une année au plus et pour le cas de maladie à la demande de sursis doit être joint un certificat de médecin. (1). Cependant, le coup d'Etat de Yuan Tchi-kai qui se fait proclamer Empereur puis tombe et meurt quelques jours après, empêche l'application du décret.

C. Les plans de l'instruction obligatoire sous le gouvernement siégeant à Pékin.

Après la chute de l'Empereur Yuan Tchi-kai, le gouvernement de Pékin abroge en septembre 1916 les « directives générales de l'instruction publique », les prétendant faites par un empereur. Cependant ces mêmes directives furent progressivement et partiellement réalisées dans les villes ou communes suivantes :

(1) Tchen-Chian-Fen : *l'administration éducative en Chine*, pp. 237-238.

En 1911, un plan d'obligation scolaire fut partiellement mis en exécution dans le district T'choung tchéou dans la province Hopei et dans le district Wou-H'i de la province Kiang-sou.

En 1912, la ville de Ti-tcheng, du district de Ting près de Pékin, avait commencé de pratiquer l'instruction obligatoire et devint par la suite le district réputé pour la bonne éducation des adultes (1).

A côté de ces expériences locales il faut noter l'initiative de la province de Chan-si. En 1918, les autorités provinciales ont élaboré un plan et fixé des règlements pour la réalisation de l'instruction obligatoire dans toute la province. Des « Ecoles normales pour l'instruction du citoyen » sont fondées en vue de préparer les futurs instituteurs. Dans tous les villages on établit des écoles primaires élémentaires on recherche les moyens nécessaires pour leur maintien. Sous l'effort énergique du gouverneur Yen Chi-chan la proportion de fréquentation des enfants de l'âge scolaire passe de 57 % en 1920 jusqu'à 76,8 % en 1930, ce qui porte Chan-si en tête de toutes les provinces au point de vue de la fréquentation.

Au 1^{er} congrès national des associations pour l'instruction publique à Tien-sin en 1915, auquel toutes les associations provinciales avaient envoyé leurs représentants, un plan en faveur de l'enseignement obligatoire fut voté et envoyé à la commission parlementaire avec la demande d'insérer cette obligation dans la constitution qu'elle était en train de rédiger. Puis, au premier congrès national du personnel de l'enseignement public en 1918 les délégués de

(1) Voir: Les rapports de l'instruction obligatoire publiés par le ministère en 1915.

toutes les provinces, tenant compte du résultat obtenu dans la province de Chan-si demandèrent au ministre de l'instruction publique d'établir par une loi un plan analogue en vue de réaliser l'instruction obligatoire dans toutes les autres provinces. De cette intervention résulta deux ans plus tard, en 1920, un projet qui étendit à toute la Chine dans l'espace de 8 ans un système d'enseignement primaire obligatoire comportant 4 années d'études, système qui devait être mis en application dans l'ordre suivant :

en 1921 : dans les capitales de provinces et les ports ouverts.

en 1922 : dans les centres provinciaux.

en 1923 : dans les villes de plus de 500 familles.

en 1924 : dans les villes de plus de 300 familles ;

en 1925-1926 : dans les villes de plus de 200 familles.

en 1927 : dans les villages de plus de 100 familles ;

en 1928 : dans les villages de moins de 100 familles (1).

Mais les troubles politiques, les guerres civiles, les inondations et les famines ont grandement entravé la mise à exécution de ce projet comme de tous les projets précédents. C'est ainsi qu'à Kiang-sou on avait élaboré un plan, selon lequel l'enseignement obligatoire devait commencer à fonctionner en 1922. Dans le Tché-kiang on espérait le réaliser de 1916 à 1926. Dans le Chan-toung, le Honan, etc. on pensait aussi y arriver et dans ce but des plans préparatoires furent établis, mais nulle part ils ne purent être mis à exécution.

Depuis 1920, une réforme du système de l'instruction publique est demandée de tous les côtés. Les uns proposent une scolarité obligatoire de 6 années, mais qui donne la

(1) Tchen-Pao-Kin : *op. cit.*, p. 157 et Langevin, etc : la réorganisation de l'enseignement public en Chine, p. 95.

possibilité aux enfants intelligents de sauter des classes par semestre et de finir ainsi leurs études en 4 ans. D'autres maintiennent la scolarité de 4 ans pour l'enseignement primaire élémentaire obligatoire, après lequel les enfants devraient suivre les cours d'enseignement post-scolaire. Après une discussion assez violente au 2^e congrès national des associations pour l'instruction publique en 1921, on vota un nouveau système qui fut admis en principe par le gouvernement et publié par ses soins. Ce système fut presque entièrement mis à exécution depuis cette date et subsiste encore aujourd'hui. Ce système divise l'enseignement primaire en 2 parties : l'école primaire élémentaire avec une scolarité obligatoire de 4 ans suivie de l'école primaire supérieure de 2 ans. Suivant les commentaires du système « la durée de l'instruction obligatoire est provisoirement fixée à 4 années, mais les autorités locales peuvent la prolonger à leur convenance » et l'âge de l'entrée à l'école obligatoire est fixé en principe à 6 ans, mais les autorités locales peuvent le modifier suivant l'état social local (1). Cette réforme concerne principalement le système des enseignements secondaire et supérieur, mais n'influence que très peu l'instruction obligatoire proprement dite.

D. Projets élaborés par le gouvernement siégeant à Nankin.

Après que le gouvernement national fut établi à Canton, M. Hu T'oung-tching, membre du comité central de l'éducation nationale et commissaire du département de l'instruction publique au gouvernement provincial de Kouang-toung présenta en 1926 un projet de directives concernant l'éducation des différents degrés, dont 4 con-

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. I, p. 23.

cernant l'enseignement primaire. Parmi ces directives mentionnons deux des plus importantes : « Il faut, dit-il, mettre en vigueur l'instruction obligatoire et une subvention de l'Etat doit être mise à la disposition des écoles dans ce but » (art. 2)... « Une assistance doit être donnée aux enfants des indigents afin qu'ils puissent fréquenter les écoles » (art. 7) (1).

Depuis que le gouvernement national a été transféré de Canton à Nanking et est devenu le gouvernement d'aujourd'hui, M. L. Y. Tchang, autre membre de comité central de l'éducation nationale et commissaire du département provincial de l'instruction publique dans la province de Kiang-sou a publié, en mai 1927, les dix principes directs pour la réforme de l'éducation du pays. Dans le premier article : la mise en application de l'enseignement obligatoire, il dit : « ... tout le monde avoue depuis longtemps l'importance de l'obligation scolaire et dans les pays avancés elle a atteint une efficacité admirable. Notre pays, bien que d'une étendue très vaste, d'une production naturelle si riche et si variée et d'une civilisation si ancienne, compte environ 70 % d'illettrés. Si notre peuple savait bien lire et écrire, il saurait s'acquérir les connaissances politiques, économiques et sociales nécessaires pour abolir les cruelles guerres civiles existantes, réformer les impôts accablants et arrêter l'invasion économique étrangère. Notre Kuomintang réclame la révolution du peuple afin d'émanciper notre race et de nous conduire dans un état social où il y aurait vraiment plus de liberté et plus d'égalité qu'actuellement. Mais atteindre ce but n'est point possible sans un plan concret qui donne au peuple la bienfaisance de l'instruction

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. IV, p. 8.

primaire et crée ainsi la condition préalable pour la réalisation et la réussite de notre Révolution » (1).

En juillet 1927, Wei Tcheou, un autre membre du Comité central de l'éducation nationale, propose un autre plan. Il demande la mise en vigueur à brève échéance de l'instruction primaire obligatoire. « A part l'éducation de la grande masse des adultes illettrés, dit-il, la question essentielle et la plus urgente de l'heure est l'enseignement obligatoire des enfants. Le principe de l'instruction primaire obligatoire ajoute-t-il, est déjà inscrit au programme politique du Kuomintang, il reste à faire un grand effort pour le réaliser dans le plus bref délai » (2). Comme les guerres civiles continuent toujours et que tant d'autres maux de différents ordres subsistent, l'unification du pouvoir politique n'a pas pu se réaliser et c'est ainsi que tous les beaux projets et plans en matière d'éducation n'ont pas été mis en pratique. Comme en 1930, le projet de Péking en 1920 n'avait pas encore été réalisé, on proposa un nouveau projet d'instruction universelle comportant 4 années d'instruction primaire ; ce système devait être étendu à toute la Chine en un délai de 20 années. Les 5 premières années devaient être consacrées surtout à l'établissement d'écoles normales ; ensuite 15 années seulement devaient suffire à organiser et à appliquer convenablement le système de 4 années d'études primaires (3).

Ce projet a été gravement critiqué par les membres de la mission d'experts éducateurs de la S. D. N. envoyés en Chine. D'abord il ne serait pas préférable de passer « plusieurs années à préparer en masse des instituteurs pour ne

(1) Su-Chin-Tchen : *op. cit.*, vol. IV, Annexes, pp. 27-28.

(2) *Ibid.*, pp. 12-13.

(3) Langevin etc., *op. cit.*, p. 95.

procéder qu'ultérieurement à la création, en masse également, des écoles primaires ». Ensuite « ce ne serait pas non plus une très bonne utilisation des fonds dispensables que de les employer d'une manière aussi unilatérale et de retarder pendant plusieurs années le développement des écoles primaires... » (1)

Le 29 avril 1931, le ministre de l'éducation nationale publiait deux décrets : l'un pour augmenter le nombre des enfants fréquentant les écoles rurales, l'autre en faveur du développement des écoles dans les grandes villes.

Dans la Constitution provisoire, votée par l'Assemblée des représentants du peuple et publiée par le Gouvernement le 1^{er} juin 1931, on consacre sous l'art. 50 un chapitre spécial à l'éducation du peuple. « Tous les enfants dans l'âge scolaire, est-il dit, doivent sans exception recevoir l'enseignement obligatoire primaire », et, « ceux qui ne l'ont pas reçu, sont tenus à assister à l'enseignement complémentaire des adultes. » (2).

C'est ainsi qu'en vue de sa réalisation, le ministre de l'éducation promulgua le 25 juin 1932 la loi prévoyant un plan d'action pour la première période de l'enseignement obligatoire et publia un décret sur l'instruction obligatoire de courte durée à établir. Selon ce dernier décret, les enfants de 10 à 16 ans qui n'ont pas passé par l'enseignement obligatoire régulier, sont tenus de fréquenter des écoles spéciales pendant une année afin d'acquérir les connaissances essentielles. L'enseignement obligatoire régulier dure 4 ans et reçoit les enfants de 6 ans révolus jusqu'à 10 ans.

La loi organique de l'école primaire fut publiée le 24

(1) Langevin, etc. : *op. cit.*, pp. 97-98.

(2) *Code de l'éducation nationale en Chine*, p. 63.

décembre 1932 et les règlements, publiés en mars 1933, fixent la scolarité à 4 ans pour l'école primaire élémentaire. Ces règlements sont encore aujourd'hui en vigueur.

III. *Considérations générales.*

De ce qui précède, résumons brièvement les considérations qui s'imposent.

1. Depuis la fin du siècle les différents gouvernements chinois ont à quatre reprises publié des lois et plans sur l'obligation scolaire, à savoir : 1° En 1906, après la guerre des Boxers, sous l'Empire des Mandchous. 2° En 1915, trois ans après la révolution, sous le président de la République, Yuan H'i-kai. 3° En 1920, après la chute de Yuan H'i-kai, et deux ans après la Grande Guerre. 4° En 1930, sous le Gouvernement national de Nanking. Il est significatif que de grands changements politiques, intérieurs ou extérieurs, d'une part précèdent chaque fois la proclamation des lois établissant l'obligation scolaire et d'autre part que ces proclamations ont lieu pendant une période de stabilité gouvernementale relative.

2. La cause de la non-réalisation de ces lois scolaires est à rechercher dans les troubles politiques et les changements de gouvernements. Le gouvernement central aussi bien que les gouvernements provinciaux dépensaient tant d'argent des fonds publics pour les guerres civiles qui les préoccupaient qu'ils n'avaient ni le temps ni les moyens financiers de mettre en vigueur l'obligation scolaire.

3. En Chine, depuis 1915, de longues années sont demandées pour la mise en vigueur des lois concernant l'obligation scolaire. C'est ainsi que le projet de 1920 prévoit une période de 8 ans pour sa réalisation, le projet de 1930 en demande 20. Ce dernier prévoit d'abord la réalisation dans

les capitales des différentes provinces, ensuite dans les villes et enfin dans les villages. On pense d'abord élaborer des règlements, puis former des instituteurs, enfin fonder les écoles. Cependant « le projet de réalisation de l'instruction publique devrait prendre les conditions actuelles comme point de départ et déterminer comment s'opérera leur transformation progressive ». En outre, « il est difficile de considérer comme équitable un système dans lequel brusquement, en une seule année, on institue l'instruction publique pour tous les enfants d'âge scolaire d'un certain groupe ou d'une certaine ville, et où l'on prévoit que ce système s'étendra d'année en année à des groupes de localités de plus en plus petites. Le fait qu'une ville ou une région est plus ou moins prête à voir appliquer un système d'instruction universelle dépend de conditions générales telles que : l'état actuel de l'enseignement, les moyens financiers dont on peut disposer, etc., et non pas uniquement du chiffre de la population » (1). De ce point de vue, ces projets, sont seulement des conceptions générales inachevées, et encore leur valeur en tant même que conception générale n'est-elle pas à l'abri du doute.

En comparant l'histoire législative l'enseignement obligatoire en France et en Chine certains points méritent d'être mentionnés.

1. Entre la révolution de 1789 où en France le mouvement pour l'instruction obligatoire commence, jusqu'en 1882 où elle fut instituée par une loi, il y a presque 100 ans. Mais une fois la loi acceptée et votée la réalisation en a été rapide. Donc en France dans cette matière, difficulté de faire accepter la loi, mais facilité pour la réaliser. Pour la

(1) Langevin etc., *op. cit.*, p. 97.

Chine c'est tout à fait le contraire. Depuis 1906 jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire, en moins de 30 ans, des lois instituant l'obligation scolaire ont été promulguées quatre fois successivement, mais elles ne sont pas encore mises en vigueur.

2. En ce qui concerne le principe de l'obligation scolaire, malgré « un siècle et demi d'expérience dans tous les Etats d'Allemagne (1) il a fallu à la France presque un siècle de discussions acharnées dans les assemblées législatives, cercles gouvernementaux et politiques pour faire admettre ce principe. Par contre, en Chine, depuis 1906 où un décret impérial établit l'obligation scolaire jusqu'en 1930 où une nouvelle loi est promulguée, le principe est admis sans aucune difficulté. Comment expliquer ces différentes attitudes ? D'abord parce qu'au moment où la Chine établissait l'obligation scolaire, celle-ci ne constituait plus une question dans le monde, le principe en était admis dans tous les pays. Ensuite, en Chine il n'a jamais existé une église, qui, comme en France, s'opposait par tous les moyens à la réalisation de ce principe. En Chine les sectes religieuses ne s'occupèrent pas de l'éducation des enfants. Enfin, et ceci est peut-être essentiel, l'attitude différente s'explique par le caractère différent de ces deux peuples. Les Français discutent et critiquent les lois tandis que les Chinois d'autrefois les observent sans discussion.

3. En France, l'enseignement obligatoire fut réclamé par des pétitions et soutenu avec enthousiasme par la majorité du peuple, par les associations industrielles et les autorités militaires, tandis qu'en Chine il n'y avait pour la ré-

(1) A. Rendu : *Code de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit*, p. 192.

clamer que quelques intellectuels éducateurs, quelques associations éducatives. En France c'est le peuple pour des raisons multiples qui la réclame, en Chine ce n'est que par des éducateurs et pour des motifs purement éducatifs qu'elle est réclamée. En France, une fois la loi promulguée, le gouvernement la met en vigueur et le peuple s'empresse de la suivre. Si en Chine, les paysans d'après les traditions qui datent de plus de 2.000 ans, acceptent volontiers d'envoyer leurs enfants à l'école, par contre ils ne trouvent le plus souvent pas d'écoles publiques et gratuites près de leur domicile, car bien que le gouvernement chinois ait établi l'obligation scolaire par une loi, trop souvent il néglige de fournir les moyens nécessaires à sa réalisation.

TROISIÈME PARTIE

ETUDE COMPARATIVE

TROISIEME PARTIE

ETUDE COMPARATIVE

Après l'étude historique de l'instruction obligatoire en France et en Chine, nous allons étudier comparativement la législation en vigueur dans ces deux pays. Au sens strict, l'obligation scolaire n'est qu'une question de contrôle de la fréquentation ; mais au sens large, elle se complique également des questions d'organisation administrative, pédagogique, et de celles des programmes et du personnel enseignant. Car aucune obligation scolaire ne peut être parfaitement réalisée sans le secours de ces dernières.

En comparaison de la France, l'instruction obligatoire actuelle en Chine est en retard. La différence des conditions sociales, politiques et économiques ainsi que celle de l'étendue de leurs territoires et des commodités de communications rendent très difficile une comparaison de ce genre. Au point de vue exclusivement pédagogique, nous chercherons des points communs dans les lois organiques, les règlements, les décrets et la législation de l'enseignement primaire comme base de comparaison. Là où des points de comparaison nous manqueront, nous essaierons d'en trouver la raison et d'examiner si ces lacunes sont raisonnables. Il pourra nous arriver dans le cas où nous n'en trouverons pas la raison de faire des incursions dans la législation des autres pays, tels que l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis ou l'U. R. S. S. En ce sens, nous faisons notre étude suivante.

CHAPITRE VI

Organisation de l'administration de l'obligation scolaire

I. — ADMINISTRATION

A. EN FRANCE.

L'administration générale de l'enseignement primaire comporte 4 ordres : central, académique, départemental et municipal.

1. *Administration centrale.*

Le ministre de l'instruction publique est secondé dans ses multiples attributions par les 5 directions (1). Pour l'enseignement primaire, il est secondé par la direction de l'enseignement primaire et assisté par le conseil supérieur et le comité consultatif (section de l'enseignement primaire). Ses attributions sont très étendues : constitutionnelles, administratives, contentieuses et disciplinaires ; il contresigne des décrets, exécute des lois, prépare le budget, et fixe les programmes et les méthodes d'enseignement (2).

La direction de l'enseignement primaire comprend elle-même 5 bureaux dont le 4^e bureau concerne spécialement le personnel des écoles primaires élémentaires. Elle comprend également un certain nombre de commissions chargées de l'étude de questions administratives ou pédagogiques déterminées (3).

(1) Richard : *L'enseignement en France*, p. 4.

(2) Soleil : *Le livre des instituteurs*, 3^e partie, chap. I, p. 76.

(3) Briard : *Abrégé de législation*, p. 5.

Le comité consultatif de l'enseignement public est divisé en 3 sections correspondant aux 3 ordres de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire. La section de l'enseignement primaire se compose du directeur de l'enseignement primaire, des inspecteurs généraux, des recteurs et de diverses notabilités administratives. Elle donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre (avancement des fonctionnaires, compositions d'examens, etc...) (1).

Le conseil supérieur de l'instruction publique se compose des membres nommés par le président de la République et des délégués des 3 ordres d'enseignement, élus pour 4 ans par leurs collègues (2). Une réforme récente vient de porter de 6 à 12 le nombre des représentants de l'enseignement primaire (3). Il a deux sortes d'attributions : administratives et pédagogiques d'une part, contentieuses et disciplinaires d'autre part. C'est ainsi qu'il donne son avis sur les programmes, méthodes d'enseignement, examens, règlements administratifs, etc. Une section permanente est constituée au moment où le conseil a fini ses réunions qu'il tient deux fois par an (4).

2. *Administration académique.*

Au point de vue universitaire, la France est divisée en 17 circonscriptions territoriales dites « Académies ». Chacune comprend plusieurs départements (5). A la tête de chaque académie est placé un recteur dont les attributions

(1) Briard : *op. cit.*, pp. 5-6.

(2) Soleil : *op. cit.*, p. 82.

(3) Briard : *op. cit.*, p. 6.

(4) Soleil : *op. cit.*, pp. 84-85.

(5) Richard : *op. cit.*, p. 5.

se rapportent plutôt à l'enseignement supérieur et secondaire. Pour l'enseignement primaire, il s'occupe exclusivement des questions pédagogiques, par exemple, des méthodes d'enseignement dans les écoles élémentaires et du contrôle des examens, etc... (1)

3. *Administration départementale.*

Les lois du 14 juin 1854 et du 30 octobre 1886 ont centralisé entre les mains du préfet et de l'inspecteur d'académie l'enseignement primaire dans chaque département(2).

a) Le Préfet. — Il joue un rôle très important dans la vie des écoles publiques. C'est lui qui nomme et révoque les instituteurs titulaires ; il préside et convoque le conseil départemental, il instruit les affaires concernant les création et suppression d'écoles. Les sous-préfets ont le droit d'entrée dans les écoles de l'arrondissement, mais n'ont point à intervenir dans les questions d'administration et de direction des établissements primaires (3).

b) L'inspecteur d'académie. — Nommé par décret sur la proposition du ministre, il doit posséder un doctorat (lettres ou sciences) ou une agrégation ; avoir rempli les fonctions de professeur dans une faculté (lettres ou sciences) ou proviseur, directeur de l'école normale ou inspecteur primaire ; être inscrit sur une liste d'aptitude annuelle, dressée par le comité des recteurs et inspecteurs généraux et arrêtée par le Ministre. Il est d'abord délégué par le ministre ; au bout de 2 ans de délégation, il peut être nommé, s'il est à nouveau proposé par le même comité (4).

(1) Briard : *op. cit.*, p. 7.

(2) Soleil : *op. cit.*, p. 88.

(3) Briard : *op. cit.*, p. 7.

(4) Soleil : *op. cit.*, 89.

Il a des attributions relatives aux 3 ordres d'enseignement, mais ses attributions les plus importantes se rapportent à l'enseignement primaire. Chef du service de cet enseignement, il a le droit d'inspecter toutes les écoles publiques ou privées du département. Il nomme ou révoque les instituteurs stagiaires ; sur sa proposition, le préfet nomme et déplace les instituteurs titulaires, il exerce une surveillance incessante sur l'application des programmes et règlements, c'est à lui que les inspecteurs primaires adressent directement leurs rapports (1).

c) Conseil départemental. — Il existe, dans chaque département, un conseil d'enseignement primaire. Il est composé : de membres de droit (préfet, inspecteur d'académie, directeur et directrice de l'école normale) de membres élus (4 conseillers généraux élus par leurs collègues, 2 instituteurs et 2 institutrices élus respectivement par les instituteurs et institutrices publics titulaires du département, 2 membres de l'enseignement privé pour les affaires intéressant cet enseignement) et 2 inspecteurs primaires désignés par le ministre. Il a quatre sortes d'attributions : pédagogiquement, il arrête le règlement scolaire départemental, veille à l'application des méthodes, programmes et règlements. Administrativement, il fixe le nombre, la nature et le siège des écoles publiques, le nombre des maîtres de ces écoles et la liste de titularisation des maîtres. Au contentieux, il peut s'opposer à l'ouverture des écoles privées. Enfin disciplinairement, il prononce l'interdiction à temps et absolue contre les membres de l'enseignement public, la censure ou l'interdiction contre le personnel des écoles privées, punit les fraudes dans les examens (2).

(1) Briard : *op. cit.*, p. 7.

(2) Loi de 1886, modifiée par la loi du 14 juillet 1901, titre IV, chap. I (Schwartz : nouveau code de l'instruction primaire, pp. 32-35).

Inspecteurs primaires. — Leur rôle se rapporte plutôt à l'inspection de l'enseignement primaire qu'à l'administration donc nous en parlerons plus tard.

d) Délégation cantonale. — Les délégués cantonaux sont désignés pour trois ans par le conseil départemental à raison d'un ou de plusieurs par canton. Ils doivent être français, âgés de 25 ans, résider dans le canton et être dévoués à la cause de l'enseignement public. Mais aucun chef d'un établissement quelconque d'enseignement primaire ne peut être délégué cantonal. Les délégués se réunissent au moins tous les 3 mois au chef lieu de canton et délibèrent sur tout ce qui concerne leur mission de surveillance des écoles. Ils peuvent être consultés sur la convenance des locaux scolaires, sur la fixation du nombre des écoles communales ou la création d'écoles de hameaux. L'avis de la délégation cantonale est obligatoire pour le préfet, lorsqu'il s'agit de la création ou de la suppression d'une école ou d'une classe, en cas d'avis défavorable ou en l'absence d'avis du conseil municipal. Individuellement, le délégué cantonal a pour mission d'inspecter les écoles publiques et privées du canton. Il doit s'employer à faire entretenir les locaux scolaires, favoriser le développement des caisses des écoles, cantines scolaires, etc... (1)

4. Administration municipale.

a) Le maire. — Il n'est pas un supérieur hiérarchique des instituteurs ; ses attributions en matière d'enseignement primaire sont nombreuses : projet de construction ou d'aménagement des écoles, inspection matérielle de toutes les écoles publiques ou privées de la commune, exécution de la loi sur les obligations scolaires, opposition à l'ouver-

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 93-97.

ture d'écoles privées, installations officielles des instituteurs. Il convoque et préside la commission scolaire (1).

b) Conseil municipal. — Il pourvoit à l'installation et à l'entretien des écoles publiques et vote les dépenses nécessaires à cet effet. Il donne son avis sur le nombre, la nature et le siège des écoles communales et sur le nombre des maîtres qui y sont attachés. Il désigne également un certain nombre de membres de la commission scolaire (2).

B. EN CHINE.

L'organisation administrative de l'enseignement primaire en Chine comporte, comme l'administration générale, trois ordres : central, provincial et de district.

1. *Administration centrale.*

Le ministre de l'instruction publique, secondé par deux sous-secrétaires d'Etat et 5 sections, est le haut fonctionnaire de l'éducation nationale. La direction de l'enseignement général se compose de deux bureaux dont le premier s'occupe de l'enseignement secondaire et des écoles normales et le second de l'enseignement primaire et de l'obligation scolaire. Un Comité universitaire, composé de 11 à 19 membres nommés parmi les recteurs et les spécialistes pédagogiques, délibère sur la politique de l'éducation et le système scolaire. A l'intérieur du Ministère est institué un conseil qui est assisté par le ministre, les sous-secrétaires d'Etat, les directeurs ou les chefs de bureaux intéressés. Il est présidé par le ministre et a pour mission de

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 102.

(2) *Ibid.*, p. 103.

délibérer sur tous les problèmes importants soumis par le ministre ou proposés par chaque direction (1). Pour les écoles primaires et secondaires, il existe 3 commissions : l'une pour les programmes et les installations scolaires, l'autre pour les projets de l'éducation physique et la troisième pour l'entraînement des élèves. Il y a encore un comité spécialement chargé des manuels d'enseignement primaire (2).

2. *Administration provinciale* .

Sous le gouvernement provincial, il y a quatre départements dont un s'occupe de l'enseignement public de province. Ce département de l'instruction publique est dirigé par un commissaire, membre de droit du dit gouvernement; il comprend 3 ou 4 bureaux dont le second s'occupe de l'enseignement général. Dans ce bureau, une section est instituée pour l'enseignement primaire et l'obligation scolaire. D'après la loi de 1917 encore en vigueur, un comité provincial de l'instruction publique devrait être établi, mais elle n'est pas en application. A l'intérieur du département est institué un conseil composé du commissaire de l'instruction publique, des secrétaires et des chefs des bureaux. Il délibère sur toutes les affaires concernant le département. Pour les affaires importantes qui se rattachent à l'administration générale, par exemple la fixation de tels ou tels districts ou villes comme circonscriptions expérimentales de l'enseignement obligatoire, le commissaire de l'instruction publique doit demander la délibération du conseil du gouvernement provincial qui est présidé par le chef du gouvernement.

(1) La loi du 6 juillet 1931, modifiée par la loi du 22 juillet 1932.

(2) Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine, pp. 30-38.

3. *Administration du district.*

L'administration du district de l'instruction publique a comme chef un surintendant de bureau, sous le contrôle du gouverneur du district. Il doit posséder l'un des titres suivants :

1. licence en pédagogie ou le diplôme de l'université normale ou de l'école normale supérieure ;
2. le diplôme de l'école normale et faire partie de l'enseignement depuis une année ;
3. le diplôme universitaire et être depuis 2 ans dans l'enseignement ;
4. le diplôme de l'école secondaire senior et être depuis 3 ans dans l'enseignement avec de bonnes notes ;
5. le certificat d'aptitude pédagogique et avoir 5 ans d'enseignement avec de bonnes notes ;
6. enfin des connaissances pédagogiques et 10 ans d'enseignement avec de bonnes notes (1).

Le gouverneur du district choisit trois personnes dignes et les présente au commissaire provincial de l'instruction publique qui soumet ce choix au conseil du gouvernement provincial. Après approbation de ce conseil, le surintendant est nommé par le commissaire.

Le surintendant a des attributions très étendues sur l'enseignement primaire et l'obligation scolaire. Il a des attributions administratives, pédagogiques, contentieuses et disciplinaires à la fois. Il organise, dirige, inspecte et surveille toutes les écoles primaires. Il dirige et contrôle les fonctionnaires soumis à ses ordres.

Sous la direction du surintendant, l'inspecteur du district joue un rôle d'inspection très important de l'enseigne-

(1) Les règlements de l'organisation du bureau de l'instruction publique de district en Kiangsi, publiés en 1932.

ment obligatoire dont nous parlerons plus loin. Dans chaque sous-district (Ch'u) un commissaire de l'enseignement primaire est créé pour recruter les fonds et contrôler les installations des écoles primaires élémentaires. Il a également le devoir de développer l'enseignement obligatoire dans sa circonscription : création d'écoles et contrôle de la fréquentation. Il est choisi parmi les personnes de la circonscription dévouées à l'enseignement public. Il est nommé par le surintendant (1).

Un conseil de l'instruction publique du district composé de 5 à 9 membres est rattaché au bureau du surintendant ; plusieurs de ces membres sont élus parmi les membres du conseil général, un ou deux sont nommés parmi les directeurs d'école et un est désigné parmi les inspecteurs du district. Ce conseil délibère surtout sur le budget de l'instruction publique du district et étudie les importants problèmes de l'enseignement primaire. En outre, un conseil de commissaire de l'enseignement primaire, présidé et convoqué par le surintendant et composé de tous les commissaires de l'enseignement primaire du district, se réunit une fois à la fin de chaque année scolaire. Il délibère sur les affaires concernant le développement de l'enseignement primaire élémentaire dans le district (2).

C. COMPARAISON.

Lorsque les recteurs d'académie ne s'occupent guère de l'enseignement primaire obligatoire, les autorités administratives en France comme en Chine sont toujours de trois ordres : Central, départemental ou provincial, et com-

(1) S. F. Tchen : L'administration de l'instruction publique en Chine, pp. 85-94.

(2) *Ibid.*, pp. 141-153.

munal et du district. Mais si l'on compare la superficie et la population d'un département français et d'une province chinoise, on voit que la province, Setchouen par exemple, possède une superficie d'environ 764.624 km² et 72.190.000 habitants (1) qui dépassent respectivement celles de la France tout entière. Pour le petit district Ting de la province Hopei, par exemple, sa superficie est de 480 mille carrés et la population de 397.000 âmes (2). Ces chiffres sont déjà plus proches de ceux des départements de Seine-et-Marne (5.888 km² et 406.100 habitants) et de la Haute-Saône (5.374 km² et 222.315 habitants) (3).

Au point de vue de l'administration de l'enseignement primaire, le ministère de l'instruction publique français a déjà établi une direction de l'enseignement primaire, qui s'occupe des écoles élémentaires en même temps que des écoles primaires supérieures et des écoles normales. Au contraire l'administration centrale et même l'administration provinciale de l'instruction publique en Chine ne possèdent pas une direction spécialement destinée à l'enseignement primaire. Ce dernier, cependant est une des bases de l'éducation nationale, il joue un rôle dominant pour l'unification et l'identification de la conception et de l'idéal national ; par conséquent, il ne doit jamais être laissé à l'initiative de la province encore moins du district. Pour l'avenir de la Chine, il devrait donc, comme l'on a proposé « être créé au ministère une direction spéciale de l'enseignement primaire » (4). Tout au moins il faudrait établir un bureau

(1) Nouvelles cartes de géographie en Chine, publiées en 1933, Art. Setchouen.

(2) Langevin, etc. : La réorganisation de l'enseignement public en Chine, p. 230.

(3) Larousse du xx^e siècle, articles respectifs.

(4) Langevin, etc., op. cit., p. 237.

spécial pour l'enseignement primaire obligatoire dans le département provincial de l'instruction publique aussitôt que possible afin de développer cet enseignement qui est d'ailleurs tellement en retard à l'heure présente.

En ce qui concerne l'obligation scolaire, le ministère français s'occupe simplement de la législation et de l'exécution des lois ; on a centralisé l'enseignement primaire entre les mains des autorités départementales tandis que l'autorité municipale se préoccupe de la fréquentation et de l'installation scolaires. En Chine, si la législation générale de l'enseignement obligatoire devait dépendre du ministère de l'instruction publique, et la législation détaillée et le contrôle appartenir au département provincial, il serait raisonnable de centraliser l'enseignement primaire obligatoire entre les mains de l'autorité du district. Une commune française possède très souvent une population inférieure à 500 âmes (21.000 sur 37.972 communes), quelquefois même moins de 400 âmes (18.391 communes) (1) dans laquelle il n'existe qu'une petite école rurale mixte avec une dizaine d'élèves. Mais selon la législation, l'administration de cet enseignement est assurée par le maire, le conseil municipal et par une commission scolaire chargée uniquement de cette fonction.

En Chine, au-dessous de l'administration du district, on ne trouve qu'un bureau autonome de sous-district qui a, d'ailleurs, une population de quelque 30 à 50 milles âmes, le chef de ce bureau lui-même n'a aucun droit de regard sur cet enseignement. Une commune, un village en Chine a très souvent 400 à 500 âmes ; les chefs de ces cir-

(1) Le rapport de M. Maurice Robert sur les écoles rurales géminées à la Chambre, en 1933.

conscriptions ne s'occupent jamais de la fréquentation scolaire. En raison de l'étendue du territoire, le surintendant de district ne peut efficacement diriger et contrôler l'enseignement primaire dans les communes et les villages.

2) Pour donner aux autorités de l'instruction publique des différents ordres l'appui des représentants des diverses parties de la population intéressée au développement de l'enseignement primaire, le ministère français a institué un conseil supérieur, un comité consultatif (section de l'enseignement primaire). A l'administration départementale, il existe un conseil départemental et une délégation cantonale ; la commune possède un conseil municipal et une commission scolaire. En Chine, d'autre part, le comité universitaire et le conseil du ministère ne s'occupent guère de l'enseignement primaire, et les autres commissions ne s'occupent que de problèmes déterminés. D'autre part, le comité provincial de l'instruction publique n'est pas encore organisé, et les conseils du département et du gouvernement provincial ne comprennent pas de membres des diverses parties. Donc les deux autorités centrales et provinciales de l'Instruction publique manquent d'appuis suffisants et dignes pour son fonctionnement et son développement. Quant au conseil de l'Instruction publique du district, ses attributions sont surtout financières ; elles sont du reste très limitées à côté de celles du conseil départemental de France. Dans le sous-district, les communes, les villages où l'obligation scolaire et sa fréquentation sont très importantes, on ne confie cette tâche suprême qu'à un seul commissaire de l'enseignement primaire. L'absence d'un organe d'appui empêche le développement de l'enseignement obligatoire. Ainsi on a proposé qu'à tous les degrés de l'administration scolaire soient

constituées des commissions consultatives pour coopérer avec les fonctionnaires d'Etat de l'Instruction publique ; ces commissions devraient comprendre des délégués du corps enseignant et des représentants des intérêts généraux. Outre les commissions supérieures, commissions provinciales et de district, « il faudrait organiser dans les communes des commissions communales de l'enseignement et dans chaque école une commission de parents » (1).

3) Il est très significatif de noter que les attributions de l'enseignement primaire en France sont divisées en 2 catégories bien distinctes. D'une part, le préfet, le maire jouent un rôle important dans l'administration générale, l'inspecteur d'académie et l'inspecteur primaire ont leurs attributions sur l'administration et l'organisation pédagogiques. De même, le ministre et l'inspecteur d'académie doivent d'une part demander la décision des conseils supérieur et départemental sur les questions de programmes et des règlements scolaires, et d'autre part pour les questions financières, c'est toujours le parlement, le conseil général et le conseil municipal qui doivent délibérer. Cela nous montre suffisamment qu'à chaque fonction correspond des spécialistes ou des représentants spéciaux. Sur ce point, la législation chinoise, comme nous l'avons démontré, ne fixe pas nettement les attributions respectives, les droits et les devoirs des organes supérieurs envers les organes inférieurs ne sont eux-mêmes pas nettement définis. Ce sont là des questions importantes au point de vue de l'administration de l'instruction publique à régler dans un avenir prochain.

(1) Langevin, etc., *op. cit.*, p. 45.

II. — INSPECTION

A. EN FRANCE.

Pour assurer, surveiller et contrôler l'exécution des lois scolaires, l'inspection est très importante. On distingue en France deux catégories d'inspecteurs primaires :

1° Inspection à tous les points de vue : (1)

1) administrateurs comme inspecteurs :

a) les recteurs inspectent les écoles de leur académie.

b) les inspecteurs d'académie inspectent les écoles de leurs départements.

2° Inspecteurs spéciaux :

a) 1/4 inspecteurs généraux pour les écoles élémentaires inspectent les écoles d'une région qui leur est assignée par le ministre au début de chaque année scolaire ;

b) les inspecteurs primaires inspectent les écoles de leur circonscription.

En plus, des inspectrices primaires peuvent être nommées pour inspecter les écoles mixtes ou de filles de leur circonscription. Les directeurs et les directrices d'école normale peuvent être chargés par le ministre d'une circonscription d'inspection, au même titre et avec les mêmes attributions que les inspecteurs primaires (circulaire du 14 mars 1927).

1° Inspection à certains points de vue (2).

a) membres du Conseil départemental. Le conseil départemental peut déléguer au tiers de ses membres le droit d'entrer dans tous les établissements d'instruction primaire

(1) Loi organique de 1886, Schwartz, nouveau code de l'instruction primaire, pp. 14-15.

(2) Ibid. et Soleil, *op. cit.*, pp. 104-107.

publics et privés. L'inspection porte exclusivement dans les écoles publiques, sur l'état des locaux et du matériel, sur le chauffage et l'éclairage et sur l'hygiène. Elle ne peut jamais porter sur l'enseignement.

b) délégués cantonaux. Ils inspectent les écoles qui sont particulièrement soumises par le conseil départemental à leur charge. Leur inspection, comme celle des membres du conseil départemental, est limitée à l'installation, mais porte de plus sur la fréquentation scolaire, sur l'assiduité et la tenue des écoles. Ils n'ont pas par contre à formuler d'appréciation sur la méthode, ni sur les résultats de l'enseignement, pas plus que sur l'organisation pédagogique.

c) le maire. — L'inspection du maire ne s'exerce que dans les communes. Elle est limitée aux mêmes objets que celle des deux membres mentionnés plus haut.

En outre, on trouve aussi des médecins inspecteurs chargés du point de vue médical ; des dames déléguées à l'inspection des internats féminins. Les préfets et sous-préfets ont entrée dans les écoles publiques de leur département et de leur arrondissement respectifs.

En dehors des autorités énumérées précédemment, nul ne peut inspecter ni surveiller aucun établissement d'instruction primaire. L'entrée des écoles publiques est formellement interdite à toute autre personne à moins d'autorisation spéciale. Sauf les membres chargés de l'inspection à certains points de vue, les recteurs et les inspecteurs d'académie à qui incombent les fonctions d'administration et les 4 inspecteurs généraux n'ont pas des moyens suffisants pour surveiller toutes les écoles élémentaires obligatoires. C'est donc aux inspecteurs primaires qu'incombe cette tâche. Nous en parlerons plus loin.

Nul ne peut être nommé inspecteur primaire, s'il n'est pourvu du certificat d'aptitude à l'inspection (1), et s'il n'a accompli un stage de deux ans comme délégué inspecteur. L'article 20 de la loi du 15 mars 1850 ne prévoyait qu'un inspecteur par arrondissement. Il en fut créé 10 en 1876 ; 23 en 1878, 10 en 1879, 25 en 1880 (2). En 1887, le nombre des inspecteurs primaires était de 456, soit 1 par 1159 km² pour 146 écoles primaires publiques, 211 classes et 213 maîtres de ces écoles, ou pour 189 écoles de toute nature, 286 classes et 319 maîtres et maîtresses. Les inspections les plus fortes sont celles de Marseille (860 à 579 classes) Lille (826 à 701 classes). Les moins fortes sont celles de Loudun (118 classes) de Castellane (120 classes) et de Sisteron (127 classes) (3).

Les inspecteurs primaires sont nommés par le Ministre. A la fin du stage, les délégués sont, ou titularisés s'ils sont proposés par le recteur et la section permanente du Comité consultatif ou autorisés à accomplir un nouveau stage d'un an, ou réintégrés dans leur cadre d'origine. Ils sont placés sous l'autorité immédiate de l'inspecteur d'académie. Ils ont pour attributions d'assurer l'exécution des lois scolaires et des arrêtés préfectoraux. Ils inspectent les écoles primaires publiques et privées de leur circonscription. Ils donnent leur avis sur les récompenses à accorder et les peines disciplinaires à infliger. Ils contrôlent chaque année, à la rentrée, la répartition des élèves des diverses classes des trois cours de l'école publique, ils approuvent

(1) V. Programme des conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection primaire.

(2) Ministère de l'instruction publique : l'inspection de l'enseignement primaire, p. 90.

(3) La grande encyclopédie, Art. l'enseignement primaire.

l'emploi du temps donné par le directeur de l'école publique. Ils instruisent toutes les affaires relatives à la création ou à la construction d'écoles publiques, à l'ouverture d'écoles privées. Ils visitent, avant l'ouverture d'une école publique, le local que la commune est tenue de fournir. Ils font partie de la commission chargée d'arrêter le catalogue des livres de classe pour les écoles du département, et président les conférences cantonales d'instituteurs et d'institutrices, et la commission d'examen du certificat d'études primaires élémentaires. Enfin ils ont d'importantes attributions en ce qui concerne l'exécution de la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation scolaire (1).

B. EN CHINE.

On distingue trois ordres dans le régime de l'inspection de l'enseignement primaire.

1° Inspecteurs ministériels. — Au nombre de 4 à 6, ils sont placés immédiatement sous la direction du Ministre de l'instruction publique. Ils doivent inspecter la circonscription qui leur est assignée par le Ministre, deux fois chaque année; cette inspection peut s'étendre à l'enseignement primaire, mais porte plutôt sur l'enseignement supérieur (2).

2° Inspecteurs provinciaux. — Au nombre de 4 à 10, selon l'étendue de la province, ils sont placés sous la direction du Commissaire du département provincial de l'Instruction publique, ils inspectent surtout l'enseignement secondaire, normal et professionnel et s'occupent rarement de l'enseignement primaire obligatoire (3).

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 90-92.

(2) Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine, pp. 17-19.

(3) S. F. Tchen : *op. cit.*, p. 116.

3° Inspecteurs du district. — Selon les règlements, le surintendant doit inspecter les écoles au moins une fois par année, mais il est chargé comme l'inspecteur d'académie en France des fonctions administratives, il lui est presque impossible d'accomplir cette tâche.

Les inspecteurs primaires du district sont au nombre de 1 à 2 selon l'étendue du district. Ils doivent posséder l'un des titres suivants :

1. un des titres de surintendant de l'Instruction publique mentionné plus haut ;
2. le diplôme de l'école secondaire junior et 3 ans dans l'enseignement avec de bonnes notes ;
3. posséder de bonnes connaissances pédagogiques et 4 ans au moins dans l'enseignement des écoles primaires supérieures et être bien noté.

Le chef du gouvernement du district ou le surintendant de l'Instruction publique (selon le cas de la province) choisit au moins 2 à 3 personnes qualifiées et les présente au Commissaire de l'Instruction publique du gouvernement provincial qui les nomme. Ils inspectent toutes les écoles primaires publiques et privées de leur circonscription au moins deux fois par an. Leurs attributions sont nombreuses, ils sont chargés notamment :

- 1° de la surveillance et de l'encouragement de l'enseignement obligatoire ;
- 2° de l'inscription des enfants d'âge scolaire et des dépenses de leur fréquentation ;
- 3° de la direction de l'organisation pédagogique ,
- 4° de l'application des programmes, des règlements et des méthodes d'enseignement.

Les commissaires de l'enseignement primaire de sous-district, comme les délégués cantonaux en France, peuvent

inspecter les écoles de leur circonscription au point de vue financier et matériel, ils ne s'occupent pas de l'organisation pédagogique, ni de l'enseignement.

C. COMPARAISON.

1° Ce que nous devons tout d'abord noter, c'est que les inspecteurs généraux en France sont spécialisés. Sauf que l'inspection générale de l'enseignement supérieur a disparu en fait, pour les lycées, les écoles normales et les écoles primaires supérieures, on compte un ou plusieurs inspecteurs pour chaque discipline. Il y a même des inspecteurs pour les services administratifs et pour l'enseignement post-scolaire, etc. Sauf les 4 inspecteurs généraux pour les écoles élémentaires, on confie aux inspectrices primaires l'inspection des écoles de filles, mixtes et maternelles, aux médecins inspecteurs l'inspection médicale et à des inspecteurs et sous-inspecteurs celle des enfants assistés, etc. Sous ce rapport, nous ne trouvons pas en Chine d'inspecteurs ministériels ou provinciaux spécialement destinés à l'enseignement primaire, pas plus que pour les différentes disciplines d'enseignement secondaire et supérieur.

2° Ce qui nous frappe encore, c'est que le nombre des inspecteurs français même pour les écoles élémentaires est important. En dehors des 4 inspecteurs généraux, des recteurs, des inspecteurs d'académie, des directeurs et directrices et d'un inspecteur primaire pour une centaine d'écoles élémentaires publiques, il y a encore les membres du conseil départemental, les délégués cantonaux, les maires, etc., qui sont chargés de l'inspection des installations matérielles et de la surveillance de la fréquentation scolaire. Par contre, la législation chinoise ne confie pas ces doubles

fonctions importantes qu'à 1 ou 2 inspecteurs primaires et à quelques commissaires de l'enseignement élémentaire dans chaque district où, comme nous l'avons montré, la superficie et la population sont à peu près semblables à celles d'un département français (1). Il n'est donc pas étonnant que l'obligation scolaire en Chine ne soit pas généralisée.

3° Si l'on compare la préparation de l'inspecteur primaire en France et l'inspecteur du district en Chine, on trouve une grande différence. La préparation française est assez élevée et spécialisée, tandis que la législation chinoise pour s'adapter aux circonstances actuelles sur son grand territoire, ne demande qu'une préparation plus faible et très variable. L'inspecteur français, d'autre part, n'est nommé qu'à la fin d'un stage de deux ans et sur la proposition du recteur et de la section permanente du Comité consultatif. Par contre, on ne demande à l'inspecteur du district en Chine qu'une expérience de l'enseignement et il est choisi directement par l'autorité du district. Sur ce point nous devons constater que la préparation d'un inspecteur chinois est insuffisante et sa nomination imprudente.

4° La législation française distingue nettement les fonctions de chaque sorte d'inspecteur, ceux qui sont chargés de l'inspection d'un certain point de vue, ne peuvent jamais intervenir dans l'organisation pédagogique. Nulle personne étrangère n'est admise à pénétrer à l'école sans une autorisation spéciale, afin d'éviter le désordre. Cela présente peut-être un danger, l'école est fermée et éloignée du grand pu-

(1) D'après la statistique du Bureau Central de l'éducation aux Etats-Unis, il y avait en 1912-1913 un inspecteur primaire pour un nombre moyen de 359 élèves. En 1916, un inspecteur primaire inspectait environ 13 instituteurs avec 475 élèves.

blic, elle risque de manquer parfois d'aide morale et de renseignements utiles. Dans les écoles américaines tout le monde peut entrer et même présenter des critiques, c'est ce que l'on appelle le « centre intellectuel » ou le « foyer de la vie sociale ». Ainsi, R. Dottrens a bien marqué cette différence de régime. « En France, en Belgique, en Italie, écrit-il, seuls les pouvoirs publics interviennent dans la vie scolaire. En d'autres pays, par exemple, en Allemagne, en Autriche, et en Suisse, on a tenté d'organiser une collaboration des divers groupes, éducateurs, Etat, d'une part, familles et instituteurs d'autre part, en faisant participer les parents et les maîtres à la surveillance de l'école » (1).

(1) R. Dottrens : *Le problème de l'inspection et l'école nouvelle*, p. 25-26.

CHAPITRE VII

Organisation scolaire

1. — *AGE DE L'OBLIGATION SCOLAIRE*

A. EN FRANCE.

L'article 4 de la loi du 28 mars 1882 prescrit que « l'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de 6 ans révolus à 13 ans révolus ». Le projet de loi sur la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans adopté par le Sénat et modifié par la Chambre en 1933, n'est pas encore mise en vigueur.

Pour être admis dans une école primaire élémentaire, les enfants doivent avoir plus de 6 ans et moins de 13 ans. Dans les communes qui n'ont ni école maternelle, ni classe enfantine, l'âge d'admission est abaissé à 5 ans (1). En dehors des limites fixées précédemment, les enfants ne pourraient être reçus dans les écoles élémentaires sans une autorisation spéciale de l'inspecteur primaire. D'autre part, les enfants qui atteignent 13 ans au cours de l'année scolaire peuvent rester à l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire (circulaire du 24 avril 1914).

Il est institué un certificat d'études primaires élémentaires ; il est décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants ayant atteint au moins l'âge de 12 ans révolus avant le premier jour du mois où ils subiront l'examen. Toutefois les enfants inscrits sur les registres de l'inscription maritime pourront être mis en pos-

(1) Plan d'études et programmes des écoles primaires élémentaires, pp. 3-4.

session du certificat d'études primaires élémentaires, dès l'âge de 11 ans révolus. Ceux qui, à partir de cet âge, auront obtenu le certificat d'études primaires seront dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur restait à passer(1).

B. EN CHINE.

Quant à l'âge de l'obligation scolaire en Chine on envisage 3 cas.

1° L'âge scolaire est officiellement fixé de 6 ans révolus à 12 ans correspondant à la scolarité de l'école primaire à laquelle s'applique le principe de l'enseignement obligatoire (2).

2° Mais les règlements de l'école primaire publiés en 1933 prévoient que tant que l'instruction obligatoire n'est pas universalisée, les enfants qui ont étudié dans les écoles primaires élémentaires pendant 4 ans, sont considérés comme ayant achevé le temps de scolarité obligatoire (3).

3° Pour faciliter la généralisation de l'instruction obligatoire, un décret sur l'enseignement obligatoire de courte durée a été publié en 1933 selon lequel une année d'études d'au moins 270 jours à raison de 2 heures par jour est destinée aux enfants de 10 à 16 ans révolus qui n'ont bénéficié précédemment d'aucune instruction (4).

L'âge d'entrée à l'école est fixé principalement à 6 ans révolus. Dans les circonscriptions expérimentales pour l'application de l'instruction obligatoire, on peut surseoir l'âge

(1) Loi du 28 mars 1882, Art. 6 (Nouveau Code de l'instruction primaire, pp. 4-5).

(2) Loi de l'enseignement primaire de 1932.

(3) Les règlements de l'enseignement primaire, Art. 3.

(4) Le plan d'action pour l'enseignement obligatoire de courte durée, Art. 49.

d'entrée jusqu'à 7 ans révolus, ou même jusqu'à 9 ans (1). Il en résulte que l'âge de sortie de l'école pourra être de 10, 11 ans ou même 13 ans.

Il est institué un certificat d'études primaires élémentaires pour les enfants qui ont réussi leur examen à la sortie de l'école élémentaire. A ceux qui ont reçu pendant une année l'enseignement obligatoire de courte durée, on donne un certificat spécial.

C. COMPARAISON.

1. La durée de la scolarité obligatoire adoptée en Chine est inférieure de 3 années à celle de la France (7 ans contre 4 ans). Si la Chine réalise à l'avenir une scolarité obligatoire de 6 ans, et que la France mette en vigueur une loi de la prolongation scolaire à 8 ans, il existera encore une différence de 2 ans. La plupart des pays d'Europe ont, pour les études premières, une durée de 7 à 8 ans (dans 16 pays, 7 ans, dans 14 autres, 8 ans) (2). L'Angleterre en a 9. La Russie soviétique est en train de mettre en application un système qui comporte seulement 4 années d'instruction primaire et 7 ans dans certains cas ; mais on a l'intention de passer dans un avenir rapproché à un système dans lequel la règle générale serait de 7 années d'études primaires et de 9 ans dans certains cas (3).

Ainsi les chiffres adoptés en Chine quant à la durée de base de la scolarité obligatoire se rapprochent seulement de

(1) Le plan d'action pour l'enseignement obligatoire de la première période, Art. 18.

(2) On verra le détail dans le tableau du chapitre XII.

(3) Langevin, etc.: *la réorganisation de l'enseignement public en Chine*, p. 85.

ceux adoptés par les soviets et sont considérablement inférieurs à ceux généralement acceptés en Europe. Pour y remédier rapidement, remarque M. Langevin « si l'état actuel des choses ne permet pas de réaliser dès le début et dans toutes les écoles un programme de six années d'étude, il serait préférable, pour sauvegarder l'avenir, de laisser coexister deux catégories d'écoles primaires dont l'une serait de 4 années d'études et l'autre de 6 années, étant entendu que dans les écoles à 4 classes la fréquentation serait obligatoire pendant les 4 années et que dans les écoles à 6 classes, la fréquentation serait obligatoire pendant les années complètes » (1).

2. L'âge obligatoire d'entrée à l'école dans 47 pays étudiés par le Bureau International d'Education varie entre 5 et 10 ans. Le mode, c'est-à-dire le chiffre qui revient le plus souvent est de 7 ans (21 fois) vient ensuite 6 ans (18 fois). Pour certains pays, tels que la Grande-Bretagne et le Paraguay, l'âge d'entrée à l'école est 5 ans. Par contre, en Norvège, en Finlande, en Esthonie, en U. R. S. S. (c'est-à-dire les pays du Nord de l'Europe) les enfants ne commencent à fréquenter l'école qu'à l'âge de 8 ans. Tandis que l'âge obligatoire de sortie dans 47 pays varie entre 10 et 18 ans. L'âge qui revient le plus fréquemment est de 14 ans (33 fois) puis 15 ans (7 fois) et 13 ans (5 fois).

La France et la Chine ont adopté l'âge de 6 ans révolus comme l'âge obligatoire d'entrée à l'école, par conséquent, il en résulte que l'âge obligatoire de sortie doit être 13 et 10 ans respectivement. On a constaté d'ailleurs que l'enfant de 10 ans et même de 13 ans ne peut s'adonner aux travaux industriels, et les textes des conventions internationales re-

(1) Langevin, etc. : *op. cit.*, p. 101.

latives à l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux demandent l'âge de 14 ans. Ainsi en Chine, peut-être y aurait-il avantage à élever cette limite à l'âge obligatoire d'entrée à l'école d'au moins une année, c'est-à-dire à attendre que les enfants eussent au moins sept ans accomplis, on pourrait même fixer cet âge à 8 ans comme l'a fait la Russie. Il faut en effet compter qu'à la campagne l'enfant doit parcourir souvent une longue distance pour aller à l'école, que les enfants termineront leurs études trop jeunes et que l'on s'expose au grand danger de les voir redevenir illettres en interrompant l'instruction à un âge trop précoce.

II. — LIEUX DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

A. EN FRANCE.

L'instruction primaire obligatoire en France peut être donnée :

1. soit dans les classes dites primaires des lycées ou collèges ;
2. soit dans les écoles primaires communales ;
3. soit dans les établissements privés d'instruction primaire ou secondaire ;
4. soit dans les familles, par le père de famille lui-même, ou par toute autre personne qu'il aura choisie (1).

En dehors des écoles privées et des classes primaires des lycées, on peut distinguer trois catégories d'écoles obligatoires publiques. L'école obligatoire est entendue dans le sens qu'elle doit être créée ou maintenue malgré l'avis con-

(1) Loi du 28 mars 1882, Art. 4.

traire du conseil municipal et qu'elle ne peut être supprimée malgré l'avis du dit conseil.

1. Ecoles élémentaires de chef-lieu.

En principe, toute commune doit être pourvue d'au moins une école publique.

Toutefois le Conseil départemental peut, sous réserve de l'approbation du ministre, autoriser une commune à se réunir à une ou plusieurs communes voisines, pour l'établissement et l'entretien d'une école, si toutes les communes intéressées y consentent. En outre, un ou plusieurs hameaux dépendant d'une commune peuvent être également rattachés à l'école d'une commune voisine (loi organique, art. 11).

2. Ecoles élémentaires de filles.

Lorsque la commune ou la réunion de communes compte 500 habitants et au-dessus, elle doit avoir au moins une école spéciale pour les filles, à moins d'être autorisée par le Conseil départemental à remplacer cette école par une école mixte.

3. Ecoles élémentaires de hameau.

Toute commune est tenue de pourvoir à l'établissement d'une maison d'école, dans les hameaux ou centres de population éloignés du chef-lieu ou distants les uns des autres de trois kilomètres, et réunissant un effectif d'au moins 20 enfants d'âge scolaire (1).

B. EN CHINE.

On peut distinguer en Chine trois sortes d'enseignement obligatoire donné dans des établissements de types différents.

(1) Soleil: *op. cit.*, pp. 116-117.

1. Pour l'enseignement obligatoire de 4 ans, les enfants fréquentent les établissements publics ou privés suivants :

a) soit les classes dites élémentaires pendant 4 ans dans les écoles primaires de 6 ans.

b) soit les écoles primaires élémentaires de 4 ans.

2. Pour l'enseignement obligatoire court, les enfants de 10 à 16 ans qui n'ont bénéficié précédemment d'aucune instruction fréquentent :

a) les écoles ou classes de l'enseignement obligatoire de courte durée pendant une année.

b) les écoles de demi-journée destinées aux enfants qui ne peuvent fréquenter les écoles que pendant la matinée ou le soir.

c) les cours spéciaux destinés aux enfants qui ne peuvent régulièrement fréquenter les écoles, et dans ces cours l'enseignement est donné à raison de 2 heures chaque fois jusqu'au total de 2.800 heures.

3) Il y a, d'ailleurs de très nombreuses salles d'études élémentaires dues à l'initiative privée, où les lettrés enseignent les enfants d'une manière tout à fait conservatrice.

Il est très regrettable que les réseaux scolaires en Chine ne soient encore pas établis. Dans le plan pour le développement des écoles dans les grandes villes, publié en 1931, on prescrit seulement que ceux qui bâtissent de grandes maisons, prévoient une école élémentaire d'une salle de classe par 50 familles. A la campagne, on demande seulement que les enfants d'âge scolaire habitant dans un rayon d'un kilomètre de l'école soient tenus de la fréquenter. Si l'effectif de l'école rurale publique n'est pas suffisant, aucune école privée d'ancien type ne peut être créée dans le rayon d'un kilomètre.

C. COMPARAISON.

De ce qui précède, nous dégageons une différence très nette quant aux lieux où est donné l'enseignement obligatoire dans les deux pays en question. La France, sauf le cas de l'enseignement dans la famille, possède un système très régulier. Parce que la Chine commence seulement à généraliser l'enseignement obligatoire, elle a dû organiser des écoles de types différents afin de les adapter aux besoins régionaux. Il va de soi que cet état de choses ne peut être que temporaire. Cependant, la question se pose ici de savoir s'il doit exister un enseignement obligatoire commun à tous les enfants des différentes classes sociales. En France, on peut citer en faveur du mouvement de l'Ecole Unique la circulaire du 29 septembre 1924 par laquelle les inspecteurs primaires ont eu accès dans les classes primaires et élémentaires des lycées et collèges, puis l'arrêté du 11 février 1926 prescrivant que les programmes des sections préparatoires de cours élémentaire et cours moyen des écoles primaires élémentaires publiques sont applicables dans les classes enfantines primaires et élémentaires des lycées et collèges de garçons et de jeunes filles. On demande maintenant de supprimer les classes primaires dans des établissements secondaires et que les enfants qui se trouveront ensemble plus tard appelés sous le même drapeau, se rencontrent d'abord sur les mêmes bancs de l'école primaire. Ainsi, depuis la révolution républicaine, les écoles préparatoires privées en Allemagne ont été supprimées, de sorte qu'il n'existe à présent qu'un enseignement de base, unique et obligatoire, pour tous les enfants et pour tous les genres et degrés d'études (1).

(1) L'éducation en Allemagne, p. 9.

D'autre part, l'obligation scolaire est au premier rang le problème de la création d'écoles. Puisque dans les campagnes, la Chine ne possède pas encore un nombre d'écoles suffisant il est très difficile d'obliger les petits enfants à fréquenter une école éloignée de leur domicile. C'est là une obligation primordiale du gouvernement qui ne s'en est pas acquitté.

III. — ADMINISTRATION SCOLAIRE

A. EN FRANCE.

Dans toute école comportant au moins deux classes, l'un des maîtres prend le titre de directeur. Nul ne peut diriger une école avant l'âge de 21 ans (1). Le directeur a la responsabilité de la bonne organisation pédagogique de l'école ; il a par conséquent le devoir et le droit de guider les maîtres. Il assure les relations entre l'école et les autorités locales, municipales et académiques, les rapports avec les familles ; toutes les questions touchant à l'entretien des bâtiments, à l'hygiène scolaire, à l'ordre général dans l'école, sont de son ressort (2).

Il est constitué dans les écoles élémentaires à plusieurs classes un conseil des maîtres qui se réunit au début de l'année scolaire, puis à la fin de chaque trimestre et dont les attributions se rapportent à la pédagogie et aux questions disciplinaires (3).

Tout enfant dont l'admission est demandée doit présenter à l'instituteur un bulletin de naissance et un certifi-

(1) Loi organique, Art. 7.

(2) Briard : *op. cit.*, pp. 32-33.

(3) *Ibid.* : p. 33.

cat médical constatant qu'il a été vacciné ou qu'il n'est pas atteint de maladies ou d'infirmité, de nature à nuire à la santé des autres élèves. Lorsqu'il a atteint sa dixième année il doit être revacciné. En outre, un médecin communal ou départemental doit être nommé pour inspecter la santé des enfants et l'hygiène scolaire (1).

Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont les mauvais points, la réprimande, la punition partielle de la récréation, la retenue après la classe sous la surveillance de l'instituteur, et l'exclusion temporaire pour 3 jours au plus. Une exclusion de plus longue durée ne pourra être prononcée que par l'inspecteur primaire. Il est absolument interdit aux instituteurs d'infliger aucun châtiment corporel (2).

Les vacances des écoles primaires élémentaires sont fixées ainsi qu'il suit :

Les jours légalement fériés (les jours qui ne tombent pas forcément un dimanche ou un jeudi sont : 1^{er} janvier, lundi de Pâques, lundi de Pentecôte, 14 juillet, 15 août, 1^{er} novembre, 11 novembre, 25 décembre) ; le matin du 2 novembre, du 24 décembre au soir au 2 janvier inclusive-ment ; les 2 jours qui précèdent Pâques et la semaine suivante ; 2 mois à la fin de l'année scolaire ; 2 jours à des dates fixées pour chaque commune par l'inspecteur primaire, après avis du conseil municipal. Aucun autre jour de congé ne peut être accordé. La date d'ouverture des grandes vacances et la date de la rentrée sont fixées par le Préfet (3).

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 141.

(2) *Ibid* : p. 158.

(3) Briard : *op. cit.*, p. 34.

B. EN CHINE.

Dans les écoles à plusieurs classes, il y a un directeur qui dirige toute l'administration scolaire. Un maître d'études est spécialement chargé de l'organisation pédagogique et un autre porte le titre de surveillant général. Un conseil scolaire composé des maîtres titulaires a mission de délibérer sur toutes les affaires scolaires importantes. Dans toute école ayant cinq maîtres, une société d'étude pédagogique de l'enseignement primaire doit être organisée. Ainsi cette société peut s'étendre à une commune, à un district, à une province et rassembler tous les maîtres de cette commune, de ce district ou de cette province (1).

L'école doit avoir, soit pour elle seule, soit pour plusieurs écoles en réunion, un médecin, ou une infirmerie scolaire en vue de surveiller la santé des élèves (2).

Les organisations scolaires et pédagogiques, la liste du personnel enseignant et les registres d'élèves, etc., doivent être présentés à l'administration supérieure (3).

On entraîne les élèves au moyen du « self-government » des activités collectives ou du « motorial system ». Tous les maîtres sont chargés de cette fonction. On peut organiser des réunions de familles pour délibérer sur les moyens applicables à cet effet. Les châtimens corporels sont absolument interdits (4).

L'année scolaire se divise en semestres, (du 1^{er} août au 31 janvier, et du 1^{er} février au 31 juillet). En dehors des

(1) Les règlements de l'enseignement primaire, Art. 71, 74 et 95, 100.

(2) *Ibid.*, Art. 72.

(3) *Ibid.*, Art. 15.

(4) Les règlements de l'enseignement primaire, chap. VI, article 33-40.

jours de congé, le premier semestre doit avoir 146 jours de classe et le second 145. Les vacances ordinaires sont :

- 1) les vacances d'été (du 13 juillet au 21 août) ;
- 2) les vacances du nouvel an (du 1^{er} au 3 janvier) ;
- 3) les vacances d'hiver (du 18 au 28 février) ;
- 4) les vacances de printemps (du 1^{er} au 7 avril).

Les jours légalement fériés sont au nombre de 8 et 2 jours sont pour la fête scolaire de chaque école, dont le choix est libre. Aucun autre jour de congé ne peut être accordé que par autorisation spéciale de l'autorité provinciale.

Toutefois des congés de vers-à-soie, de moissons de blé ou de riz peuvent être accordés à la condition que les vacances d'été soient abrégées et que leur durée totale ne dépasse pas 50 jours. Dans les provinces où la température est froide, on peut également prolonger les vacances d'hiver et abréger celles d'été (1).

C. COMPARAISON.

1. Si le directeur d'école a les mêmes fonctions dans les deux pays étudiés, le maître d'étude et le surveillant général sont hors de cadre français. De même si les deux pays ont un conseil scolaire, une conférence pédagogique en France prend comme unité les instituteurs du canton, tandis qu'en Chine cette organisation commence aux écoles de cinq maîtres.

2. Si les règlements scolaires des deux pays prévoient également le médecin scolaire, un certificat médical pour l'admission à l'école n'existe pas en Chine.

(1) Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine, pp. 166-169.

3. Les châtiments corporels sont officiellement interdits dans les écoles chinoises et françaises, mais la première ne fixe pas les disciplines applicables aux enfants et se borne à recommander quelques mesures positives.

4. Le total des jours de vacances est pour les écoles françaises d'environ 90, pour les chinoises de 82. Le décret chinois fixe que le total des jours de classe dans les deux semestres doivent être de 291 jours (en réalité 283). En France, les jeudis sont jours de congé, par conséquent c'est 231 jours environ seulement dans une année que les enfants vont à l'école. Les enfants chinois fréquentent donc les écoles environ 2 mois de plus que les écoliers français.

Si l'on compare séparément les périodes de congé, on compte 50 jours de vacances d'été en Chine contre 62 jours de grandes vacances en France ; 14 jours de vacances d'hiver contre 10 à Noël ; 7 jours de vacances de printemps contre les 10 jours de Pâques et 8 jours légalement fériés dans les deux pays, les jours laissés à la disposition de l'autorité locale étant de deux dans l'un et l'autre cas. Il y a encore un point commun qui doit être noté, c'est que l'on a laissé une grande liberté aux autorités départementale ou provinciale en vue de mieux adapter les vacances aux besoins régionaux et surtout aux travaux agricoles.

CHAPITRE VIII

Organisation pédagogique

I. — PROGRAMMES

La scolarité obligatoire en France est de 7 ans. Celle de la Chine est variable. En principe, elle est de 4 ans, mais on est en train de réaliser une durée scolaire de 6 ans. Il existe également un enseignement obligatoire de courte durée qui donne aux enfants de 10 à 16 ans les connaissances les plus nécessaires à la vie individuelle, sociale et nationale. Ce n'est pas un programme complet et idéal de l'enseignement primaire obligatoire. Les écoles primaires en Chine se subdivisent en deux groupes qui peuvent exister ensemble ou séparément. Dans le premier cas, elle porte seulement le nom d'école primaire (6 ans), dans le second, celui d'école primaire élémentaire (4 ans) ou d'école primaire supérieure (2 ans) (1). Lorsque l'enseignement primaire élémentaire n'est qu'un passage du degré supérieur, nous ferons ci-dessous une étude comparative portant exclusivement sur les programmes d'écoles primaires élémentaires en France (7 ans) et ceux d'écoles primaires en Chine (6 ans).

(1) L'école primaire supérieure en Chine est tout à fait différente de l'école française qui porte le même titre. En Chine, elle comporte une instruction générale, est une partie de l'enseignement primaire obligatoire.

A. EN FRANCE.

Aux termes de la loi du 28 mars 1882 et du décret du 18 janvier 1887, l'instruction primaire élémentaire comprend :

l'enseignement moral et civique ;

la lecture et l'écriture ;

la langue française ;

le calcul et le système métrique ;

l'histoire et la géographie, spécialement de la France

les leçons de choses et les premières notions scientifiques ;

les éléments de dessin, de chant et de travail manuel principalement dans leurs applications à l'agriculture (travaux d'aiguille dans les écoles de filles) ;

Les exercices gymnastiques et militaires.

B. EN CHINE.

L'article 26 du Règlement de l'école primaire prescrit les programmes suivants :

l'instruction civique,

la langue chinoise

l'arithmétique

la « société »	{	dans les écoles primaires élémentaires, ces
la « nature »		trois cours peuvent faire l'objet d'un seul
l'hygiène		cours et porteront le nom de connaissances usuelles.

le travail manuel (1)	}	dans le cours élémentaire de
les beaux arts		l'école primaire élémentaire,
	}	ces deux cours peuvent être réunis.
le chant et la musique,		
l'exercice physique.		

C. COMPARAISON

Entre les deux programmes précédents, nous trouvons quelques petites différences :

1. Dans les programmes chinois, l'histoire et la géographie sont remplacées par « la société » dont le contenu est un peu différent.

2. « Les leçons de choses » et « les premières notions scientifiques » des programmes français sont remplacées par « la nature » dans les programmes chinois.

3. Les programmes chinois comportent seulement « la langue chinoise » tandis que les programmes français divisent l'étude de la langue en trois sujets.

4. L'hygiène est ajoutée dans les programmes chinois.

5. L'exercice militaire et le tir figurent dans les programmes français.

Bien entendu, ces observations ne peuvent être exactes que si l'on examine plus attentivement les programmes des cours d'études pour juger de ce que ces programmes contiennent, mais d'un premier coup d'œil, nous pouvons noter que les programmes français soulignent quelques

(1) Selon les besoins régionaux le travail manuel peut comporter seulement soit le travail agricole, soit le travail industriel. Dans l'école de filles, il est remplacé par les travaux à l'aiguille.

connaissances élémentaires, pratiques, et de nécessité nationale, tandis que les programmes chinois sont grandement influencés par ceux de Russie qui se répartissent en trois grandes colonnes : la nature, la société et le travail.

II. — EMPLOI DU TEMPS

A. EN FRANCE.

Les heures de classe dans les écoles primaires élémentaires françaises sont de 30 heures par semaine (non compris le temps que les élèves peuvent consacrer soit à domicile, soit dans les études surveillées, à la préparation des devoirs et leçons) qui doivent être répartis de la manière suivante (1) :

	Cours préparatoire	Cours élémentaire	Cours moyen	Cours supérieur
	heures	heures	heures	heures
Instruction morale et civique	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/2
Lecture courante et expressive	10	7 (filles 6 1/2)	3	2 1/2
Ecriture	5	2 1/2	1 1/2	3/4
Langue française	2 1/2	5	7 1/2 (filles 7)	7 1/2 (filles 7)
Histoire et Géographie	"	2 1/2	3	3
Calcul, arithmétique géométrie	2 1/2	3 1/2	4 1/2	5

(1) *Plan d'études et programmes des écoles primaires élémentaires*,
p. 9.

	Cours préparatoire	Cours élémentaire	Cours moyen	Cours supérieur
	heures	heures	heures	heures
Sciences physiques et naturelles	1 1/4	1 1/2	2 1/2 (filles 2)	2 1/2
Dessin	1	1	1	1
Travail manuel	1 1/2	1 (filles 1 1/2)	1 (filles 2)	1 (filles 2)
Chant et musique	1 1/4	1	1	1
Exercices physiques	1 3/4	2	2	2
Récréation	2	1 3/4	1 3/4	1 3/4
Total. . . .	30	30	30	30

Les classes dureront 3 heures le matin et 3 heures le soir (généralement de 8 à 11 h., 13 à 16 h.), le dimanche et le jeudi exceptés. Toutefois, suivant les besoins des localités, les heures d'entrée et de sortie pourront être modifiées sur la demande des autorités locales par l'inspecteur primaire. Mais la division en 4 heures matin et 2 heures le soir est interdite. Au commencement de chaque année scolaire, le tableau de l'emploi du temps, par jour et par heure, est dressé par le directeur de l'école. Après approbation de l'inspecteur primaire il est affiché dans les classes.

Chaque séance est partagée en plusieurs exercices différents et coupés par des récréations réglementaires. Les exercices qui demandent le plus grand effort d'attention (arithmétique, grammaire, rédaction) sont placés de préférence le matin, ou au commencement de la classe. Toute leçon, toute lecture, tout devoir sera accompagné d'explications orales et

d'interrogatoires. La correction des devoirs et la récitation des leçons ont lieu pendant les heures de classes. Les devoirs sont corrigés au tableau noir en même temps que se fait la visite des cahiers ; la rédaction est corrigée par les maîtres en dehors de la classe (1).

B. EN CHINE

Les programmes chinois sont répartis par semaine dans l'école primaire de la manière suivante (2) :

	<i>Cours élémentaire</i>		<i>Cours moyen</i>		<i>Cours supérieur</i>	
	1 ^{re} année	2 ^e	3 ^e année	4 ^e	5 ^e année	6 ^e
	heures		heures		heures	
Instruction civique	1		1		1	
Hygiène	1		1		1	
Exercices physiques	2 1/2		2 1/2		3	
Langue chinoise	1	2 1/2	3	4	3 1/2	
« La société »	1 1/2		2		3	
« La nature »	1 1/2		2		2 1/2	
Travail manuel	1 1/2		2		2 1/2	
Beaux arts	1 1/2		1 1/2		1 1/2	
Chant et musique	1 1/2		1 1/2		1 1/2	
Total. . .	19 1/2	21	23	24	26	

Le nombre total des heures d'enseignement, en égard aux circonstances peut être augmenté ou réduit de 1 h. 1/2

(1) *Plan d'études et programmes des écoles primaires élémentaires*, p. 8.

(2) *Programmes officiels des écoles primaires*, p. 34.

par semaine. L'horaire est en principe, divisé en séances de 30 minutes chacune ; mais, selon la matière étudiée, ces séances peuvent être de 45 ou 60 minutes. Les heures d'activité en groupe ou d'activités hors de classe etc... sont dans les cours élémentaires de 3 heures, dans le cours moyen de 4 h. $1/2$, et dans le cours supérieur de 6 heures par semaine (1).

La répartition hebdomadaire des diverses matières de l'enseignement doit être organisée de manière à tenir compte de leur nature, en vue de varier les matières les plus difficiles avec les plus faciles et d'harmoniser les exercices mentaux avec les exercices physiques. On doit surtout s'appliquer à les répartir également afin de faciliter l'association d'enseignement (2).

C. COMPARAISON.

1) En France, le nombre total des heures de classe par semaine est fixé à 30 heures. Si l'on en déduit la récréation de $1\ 3/4$ heure, il reste encore $28\ 1/4$ heures. Dans l'école primaire en Chine, il n'est que de $19\ 1/2$ heures la première année, 21, 23, 24 les 2^e, 3^e, 4^e années, et 26 dans le cours supérieur. Donc, même si on augmente cet enseignement de 1 h. $1/2$ comme on l'a permis, le chiffre est encore inférieur à celui de la France. Bien entendu, si l'on suit la recommandation de l'Académie française de médecine qui considère, comme horaire optimum, 2 heures d'études pour les enfants de 6 à 7 ans ; 3 heures pour ceux de 8 à 9 ans, 4 heu-

(1) *Programmes officiels des écoles primaires*, pp. 35-36.

(2) *Ibid.*, pp. 36-38.

res pour ceux de 10 à 11 ans, et 5 heures pour ceux de 12 à 14 ans (1), l'horaire d'étude en Chine est encore très lourd. Mais en tenant compte de la difficulté de la langue chinoise et de la courte durée de la scolarité obligatoire, nous trouvons que les heures de classes des cours moyens et supérieur seront en effet un peu insuffisantes.

2) Tous les cours français, élémentaire, moyen, supérieur, ont le même nombre d'heures de classe. Tandis qu'en Chine, il existe une grande différence entre eux (6 heures $1/2$ entre le cours élémentaire et le cours supérieur). En raison de leur développement intellectuel plus faible, nous souhaitons que les jeunes enfants portent une charge moins lourde.

3) La petite différence entre l'emploi du temps des écoles des garçons et celui des écoles de filles françaises n'existe pas en Chine. C'est qu'en Chine l'école primaire est toujours en principe mixte, et sous le régime de co-instruction, tandis qu'en France, elle est séparée. Cependant la question se pose de savoir si les matières de l'enseignement doivent être communes aux deux sexes. Si le tempérament, le caractère et la préparation des carrières les différencient l'un de l'autre de jour en jour, nous ne croyons pas qu'il soit injuste que l'enseignement primaire, bien que base unique obligatoire pour tout le monde, les différencie d'année en année.

4) En ce qui concerne la répartition des matières d'enseignement, nous trouvons les différences suivantes entre les 2 pays :

a) A la langue chinoise qui comprend la lecture, l'écriture et la rédaction, on n'accorde qu'un total de 6 h. $1/2$

(1) Mr. Roger: *Une révolution nécessaire à l'école rurale, pour l'ère nouvelle*, décembre 1932, N° 83, p. 325.

par semaine. D'autre part si l'on compte les heures que les élèves français consacrent à la lecture courante, à l'écriture et à la langue française, il y a déjà à la section préparatoire 17 1/2 heures, au cours élémentaire 14 1/2, au cours moyen 12 heures et au cours supérieur 10 h. 3/4. En raison de la difficulté de l'écriture et de la langue chinoise, nous affirmons que les heures consacrées à cet objet par les élèves chinois ne sont pas suffisantes.

b) Pour l'arithmétique, les écoles françaises y consacrent 3 1/2, 4 et 5 heures dans les cours élémentaires, moyen et supérieur. Les écoles chinoises n'y consacrent que 2 1/2, 3, 4 heures, dans les 2^e, 3^e, 4^e années et seulement 3 h. 1/2 au cours supérieur. C'est encore un horaire que nous trouvons insuffisant.

c) Par contre, pour l'exercice physique, l'emploi du temps en France ne prévoit que 2 heures, mais les élèves chinois y consacrent 2 1/2 à 3 heures. Cela ne peut s'expliquer que par le désir de la Chine de fortifier les jeunes générations.

5) Sauf le dimanche et quelquefois l'après-midi du samedi, les élèves chinois en ville sont tenus à l'école de 8 à 12 heures du matin et de 1 à 3 heures du soir. Cette répartition de l'emploi du temps est différente de celle des écoles françaises qui le divisent en deux séances égales de 3 heures le matin et le soir. Les Chinois prétendent que les heures de la matinée sont plus favorables au travail, tandis que les Français ne veulent pas surcharger les jeunes élèves d'une séance de 4 heures de classes.

III. — ORGANISATION PEDAGOGIQUE

A. EN FRANCE.

1) Durée d'études.

L'enseignement dans les écoles primaires élémentaires est partagé en 3 cours : cours élémentaire, cours moyen, cours supérieur. La constitution de ces trois cours est obligatoire dans toutes les écoles quel que soit le nombre des classes et des élèves.

La durée des études se divise comme il suit : section préparatoire : un an, de 6 à 7 ; cours élémentaire : deux ans, de 7 à 9 ans, cours moyen : deux ans de 9 à 11 ans ; cours supérieur : deux ans de 11 à 13 ans. On peut également organiser des classes d'entraînement pour les élèves en retard dans leurs études (1).

2) Répartition des classes.

Chaque année, à la rentrée, les élèves suivant leur degré d'instruction, sont répartis par le directeur dans les divers cours, sous le contrôle de l'inspecteur primaire. La répartition des classes au point de vue du nombre de maîtres est réglée d'après le tableau suivant (2) :

Section préparatoire	1 maître	2 maîtres	3 maîtres	4 maîtres	5 maîtres	6 maîtres
Cours élémentaire	1 ou 2 divisions	1 cl.	1 cl.	2 cl.	2 cl.	2 cl.
Cours moyen	1 division	1 cl.	1 cl.	1 cl.	2 cl.	2 cl.
Cours supérieur			1 cl.	1 cl.	1 cl.	2 cl.

(1) *Plan d'études et programmes des écoles primaires élémentaires*, p. 5.

(2) Soleil : *op. cit.*, p. 134.

3) Surveillance :

Chacun des maîtres attachés à l'école est tenu, à tour de rôle, de surveiller les récréations et de garder les élèves qui ne sont pas rendus à leur famille dans l'intervalle des classes.

Des études surveillées peuvent être organisées après la récréation de la classe du soir, sur la proposition de l'inspecteur primaire, par décision de l'inspecteur d'académie (1).

4) Manuels scolaires.

Dans les écoles primaires élémentaires, tout élève doit être pourvu au minimum des livres classiques déterminés. La liste des livres reconnus propres à être mis en usage dans les écoles élémentaires publiques de chaque département est révisée annuellement par les instituteurs et institutrices de chaque canton réunis en conférence, sous la présidence de l'inspecteur primaire (2).

5) Examens.

Une session d'examen pour le certificat d'études élémentaires pour les enfants de 12 ans révolus est ouverte à la fin de chaque année scolaire. Chaque instituteur dresse la liste des candidats au maire qui la transmet à l'inspecteur primaire. Chaque chef-lieu de canton est le siège d'une commission d'examen nommée par l'inspecteur d'académie sur la proposition de l'inspecteur primaire. Les épreuves comprennent deux séries. Chacune des épreuves orales est publique. Ne peuvent être admis que ceux qui n'ont pas de notes éliminatoires et qui ont obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves orales et pratiques (3).

(1) Soleil: *op. cit.*, pp. 152-156.

(2) *Ibid.*, pp. 169-171.

(3) *Ibid.*, pp. 248-250.

B. EN CHINE.

La répartition des élèves doit avoir lieu à la rentrée de chaque semestre suivant leur âge et leur degré d'instruction. Chaque classe a en principe 40 élèves et au moins 25 élèves.

L'enseignement dans les écoles primaires groupe en principe par classe les enfants d'un même âge scolaire. Dans l'application, une classe peut grouper des enfants de différents âges scolaires. Dans les écoles primaires élémentaires, on peut simplement réunir tous les élèves en deux groupes, ou même en un seul (1).

Dans les grandes villes, les cours élémentaires de l'école primaire peuvent adopter « le système d'études par demi-journée » afin de pouvoir recevoir davantage d'élèves en deux séances séparées. Là où l'obligation scolaire est en vigueur, on peut, en dehors de « système d'études à journée entière » et du « système d'études en demi-journée », diviser également les enfants en classes et leur donner des leçons à raison de 2 heures à la fois. Dans les écoles où existent des classes de l'enseignement obligatoire de courte durée, c'est toujours ce dernier système qui est recommandé (2).

En principe, un maître titulaire est chargé d'une classe ; au cours supérieur, des maîtres spéciaux chargés de leçons particulières peuvent être nommés, mais le nombre total de maîtres titulaires et spéciaux ne doit pas dépasser 3 maîtres pour 2 classes. Dans les écoles élémentaires où il y

(1) *Règlements des écoles primaires*, chap. IV, art. 24-25, p. 10.

(2) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 456, art. 7-9.

a plus de 50 enfants un maître supplémentaire peut être adjoint (1).

Les manuels scolaires doivent être choisis parmi ceux qui sont composés ou reconnus par le Ministère. Leurs matières doivent être adaptées aux besoins régionaux (2).

En dehors des notes de classe, on distingue trois sortes d'examen :

- 1) examen provisoire à la fin de chaque mois, au moins trois fois par semestre ;
- 2) examen de semestre à la fin du semestre ;
- 3) examen de fin d'études à la sortie de l'école.

Les notes de classe, la note de conduite ainsi que la note d'exercice physique entrent également en ligne de compte. Ceux qui ont satisfait à ces examens, reçoivent le certificat d'études élémentaires ou le certificat d'études primaires (3).

C. COMPARAISON.

1) L'enseignement français est divisé en cours qui comprennent chacun deux années scolaires. « Ces deux classes suivront le même programme, mais les leçons sont graduées de telle sorte que les élèves puissent, dans la seconde année, revoir, approfondir et compléter les études de la première ». Tandis qu'en Chine on divise directement l'enseignement en années, au cours desquelles les enfants de la même année d'études composent une classe, et suivent des leçons différentes de celles de l'année qui précède et de celle qui suit.

(1) *Règlements des écoles primaires*, chap. XII, art. 71, p. 18.

(2) *Loi organique de 1932*, art. 9, p. 2.

(3) *Les règlements des écoles primaires*, chap. VIII, art. 49-53, p. 15.

2) En France, la répartition de classes d'après le nombre de maîtres est officiellement déterminée par le règlement. Dans les écoles qui n'ont qu'un maître et qu'une classe, on est obligé de ne pas établir plus de deux sections pour les enfants au-dessous de 9 ans. En Chine, il y a pas de règles fixes pour cette répartition, le directeur d'école pourrait, sous certaines conditions, diviser les sections à son gré.

3) Tous les maîtres doivent surveiller les enfants dont ils ont la charge. En dehors d'eux il y a, en Chine, dans les écoles à plusieurs classes deux maîtres spéciaux : l'un porte le nom de « maître d'études », l'autre « surveillant général ». Bien entendu le système français selon lequel les maîtres surveillent les enfants à tour de rôle est préférable au point de vue économique.

4) En Chine, les manuels scolaires sont, après avis du directeur d'école ou maître d'études, choisis par les maîtres eux-mêmes, sans décision formelle d'une conférence de maîtres cantonaux comme cela se fait en France. Par conséquent, il arrive très souvent que dans les écoles chinoises d'un même canton les textes diffèrent d'une école à l'autre. Quand un maître en remplace un autre, il peut changer les manuels selon son goût, sous un prétexte quelconque.

5) A l'examen du certificat d'études primaires élémentaires en Chine ne peuvent participer que les élèves ayant achevé les années scolaires fixées, les élèves de classes inférieures et les enfants hors des écoles n'y sont pas admis. En France, au contraire, il n'y a qu'une condition d'âge, c'est-à-dire que tous les enfants de 12 ans révolus peuvent s'y présenter comme candidats.

CHAPITRE IX

Organisation financière

I. — EN FRANCE

A. *Des voies et moyens.*

Les 4 centimes communaux et les 4 centimes départementaux affectés aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire par les lois du 10 avril 1867, du 19 juillet 1875 et du 16 juin 1881, ont été supprimés par les lois des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893. Il est par conséquent perçu, depuis le 1^{er} janvier 1890, 8 centimes additionnels généraux portant sur les quatre contributions directes et dont le produit est inscrit au budget de l'Etat. Il est également perçu, depuis la même date, en addition au principal des quatre contributions directes, 12 centièmes de centime, représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes (1). Pour les fonctionnaires de l'enseignement primaire dans les conditions fixées pour les communes de moins de 150.000 habitants, les villes de Paris, Bordeaux, Lyon et Marseille, versent annuellement au budget de l'Etat une contribution spéciale (2).

Il est pourvu aux dépenses incombant à l'Etat au moyen des crédits annuels inscrits au budget du Ministère

(1) Schwartz : *Nouveau code de l'instruction primaire*, pp. 197-198.

(2) Loi de finance du 29 mars 1919 ; Schwartz, pp. 208-213.

de l'instruction publique. Il est également pourvu aux dépenses incombant aux départements et aux communes au moyen de crédits ouverts annuellement à leurs budgets à titre de dépenses obligatoires.

B. Répartition des dépenses.

Selon les règles édictées par les lois des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893, les dépenses ordinaires de l'enseignement primaire public sont ainsi réparties entre l'Etat, les départements et les communes.

1) Les traitements du personnel des écoles de tout degré, (y compris les écoles élémentaires publiques régulièrement créées, les traitements du personnel de l'administration et de l'inspection, les frais d'entretien des élèves dans les écoles normales et l'indemnité de résidence à tous les membres de l'enseignement primaire, etc.), sont à la charge de l'Etat (1).

2) L'entretien et la location des bâtiments des écoles normales, les frais de bureau de l'inspecteur d'académie, les imprimés à l'usage des délégations cantonales et de l'administration académique sont à la charge des départements (2).

3) Enfin les communes sont chargées de l'entretien, et de la location des bâtiments des écoles primaires, du logement des instituteurs et institutrices, des frais de chauffage, d'éclairage, de balayage et de nettoyage des classes et des locaux scolaires dans les communes, de l'entretien du mobilier scolaire et du matériel d'enseignement, etc. (3).

(1) Schwartz: op. cit., p. 184 (Loi des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893, ch. I, art. 2).

(2) *Ibid.*, p. 185 (art. 3).

(3) *Ibid.*, (art. 4).

Pour les dépenses extraordinaires, l'Etat peut subventionner les communes pour la construction des établissements publics de l'enseignement primaire.

En dehors de cela, toutes les autres dépenses sont facultatives. L'Etat peut notamment concéder des livres, du matériel d'enseignement, subventionner les caisses des écoles et accorder des bourses. Le département peut accorder des allocations diverses, des prix, et des bourses départementales. Les communes accorder des allocations pour fournitures scolaires, des subventions aux caisses des écoles, inspection médicale, et pour la création de bourses communales, etc. (1).

C. Créations et suppressions d'écoles.

Le Conseil départemental, après avoir pris l'avis des conseils municipaux, détermine, sous réserve de l'approbation du Ministre, le nombre, la nature c'est-à-dire la dénomination et la catégorie, et le siège des écoles primaires publiques, qu'il y a lieu d'établir ou de maintenir dans chaque commune, ainsi que le nombre des maîtres qui y sont attachés. Si l'école (ou la classe) est facultative, on ne peut passer outre le refus du conseil municipal. Si le préfet, sur la proposition de l'inspecteur d'académie, reconnaît qu'il est nécessaire de créer une école ou une classe donnant lieu à une dépense obligatoire pour la commune, il invite le maire à saisir le conseil municipal dans le délai de un mois, et si, passé ce délai, le conseil a repoussé la création ou n'a pas délibéré, le préfet saisit d'office le conseil départemental après avoir consulté la délégation cantonale (2).

Quand une école ou une classe, même facultative, a été légalement établie, la dépense en est obligatoire pour la

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 112.

(2) *Ibid.*, pp. 113-114.

commune jusqu'au jour où elle est légalement supprimée. Par contre, le Préfet peut inscrire d'office au budget communal les dépenses d'une école obligatoire, ou conventionnellement obligatoire, tant que la convention n'a pas pris fin, malgré l'avis contraire du conseil municipal (1).

D. *Constructions et acquisitions.*

Le préfet notifie au maire la décision du Conseil départemental, approuvée par le ministre et ordonnant la création d'une école ou d'une classe. Il provoque en même temps la réunion du Conseil municipal pour qu'il ait à délibérer dans le plus bref délai sur les moyens de pourvoir à l'installation de l'école ou de la classe et au logement des maîtres.

A défaut par une commune de pourvoir à une installation convenable, le préfet poursuit, après avis du conseil départemental, les mesures d'exécution en choisissant un emplacement, désignant un architecte et inscrivant d'office la dépense au budget communal, si une construction est jugée nécessaire (2).

E. *Installation des écoles publiques.*

Toute commune est obligée de fournir aux instituteurs et institutrices un local convenable, tant pour leur habitation que pour la tenue de l'école, le mobilier de classe et le mobilier scolaire. Ce local doit être visité avant l'ouverture de l'école par l'inspecteur primaire (3).

L'installation convenable pour l'école élémentaire est ainsi définie par les instructions du 18 janvier 1887. Il faut

(1) Soleil, *op. cit.*, p. 115.

(2) *Ibid.*, pp. 126-129.

(3) Décret de 1887, section II, *nouveau code de l'instruction primaire*, pp. 43-44.

avoir un terrain de 10 mètres par élève, sain, aéré, d'accès facile, éloigné de tout établissement bruyant, insalubre ou dangereux. L'école et ses annexes seront entourées d'une clôture. Le nombre maximum de places par classe est de 50, avec une surface de 1 mètre carré 25 par élève et 4 mètres sous plafond. Dans l'école mixte, les filles et les garçons seront groupés séparément, mais sans cloison. Toute école, de garçons ou de filles, doit posséder un atelier, des vestiaires, une cour, etc. A défaut de chauffage central, des poêles entourés d'une grille doivent être installés (1).

D'après le décret du 29 juin 1890, le matériel obligatoire d'enseignement pour l'école élémentaire est le suivant : un tableau noir, une armoire bibliothèque, un tableau de système métrique, une carte murale de France, et de l'étoffe pour l'enseignement de la couture dans les écoles de filles.

Les registres scolaires obligatoires sont le registre des délibérations pour la commission scolaire, le registre matricule d'inscription des élèves, le registre d'appel, le registre d'inventaire du mobilier de l'école et du matériel d'enseignement, le catalogue de la bibliothèque, le registre des entrées et sorties de livre. Tous ces registres sont visés par les inspecteurs à chacune de leurs visites (2).

La garde de l'école est commise à l'instituteur. Il ne permettra pas qu'on la fasse servir à aucun usage étranger à sa destination, sans une autorisation spéciale.

F. Subventions de l'Etat.

En dehors des réparations d'entretien qui ne peuvent donner lieu à subvention, la loi du 20 juin 1885, a accordé

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 121-122.

(2) *Ibid.*, pp. 123-124.

des subventions d'Etat aux départements ou communes pour l'acquisition, la reconstruction ou l'agrandissement de leurs établissements d'enseignement public. D'après le décret du 17 mars 1931, sont compris dans la dépense à subvention pour les écoles élémentaires les classes, logements, préaux, privés, cours et clôtures, ateliers, salles de travaux manuels ou ménagers ; les installations d'hygiène, d'eau, de chauffage central ; un champ d'expériences agricoles, un terrain de jeux, une salle commune, un cabinet de consultations médicales et un réfectoire avec cantine.

La subvention est attribuée après approbation du projet par le ministre. Elle ne peut excéder 90 % de la dépense subventionnelle et elle n'est définitivement accordée que si la commune prend l'engagement d'inscrire à son budget, pendant trente ans, au nombre des dépenses obligatoires, un crédit pour l'entretien de l'immeuble, égal au moins à 1 % du montant de la dépense sur lequel la subvention aura été calculée (1).

II. — EN CHINE

A. *Voies et moyens.*

Les voies et les moyens de leurs dépenses sont très variables :

1) Les revenus des « propriétés scolaires » qui sont les héritages d'avant la Révolution républicaine.

2) Les revenus des propriétés boudahistes ou tasistes qui ont été partiellement ou entièrement transmises à l'autorité scolaire après la Révolution.

(1) Schwartz : *op. cit.*, pp. 471-472 et Soleil, *op. cit.*, pp. 129-132.

3) A défaut ou dans l'insuffisance de ceux-ci il est perçu des taux quelconques, soit additionnels portant sur les contributions directes, soit constituant une nouvelle contribution.

4) Quant aux écoles privées, elles sont très souvent constituées grâce à des fondations spéciales ou à des legs des familles riches.

En 1931, le Ministère a publié un Plan pour le développement des écoles primaires dans les grandes villes. Selon l'article 6 de ce plan, on a prescrit les moyens suivants pour procurer les crédits de l'enseignement primaire :

1) réorganiser les contributions scolaires existantes et qui ne sont pas temporellement nécessaires ;

2) réduire les dépenses de l'administration de l'instruction publique ;

3) supprimer les écoles ou les classes secondaires qui ne sont pas absolument nécessaires ;

4) demander des subventions à l'autorité supérieure ;

5) percevoir en cas de besoin des rétributions scolaires des familles riches, etc... (1).

En dehors de ce qui est énuméré, l'article 6 du décret relevant l'exécution de l'enseignement obligatoire pour la première période publiée en 1932 décide que les crédits de cet enseignement obligatoire doivent être en principe obtenus par des moyens locaux, notamment :

1) réorganisation des contributions existantes et répartition d'une moitié au moins à cet effet de ce que l'on a gagné sur cette réformation ;

(1) *Recueil de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 455-456.

2) répartition d'une certaine somme parmi les contributions de commerce ;

3) fixation d'une certaine proportion parmi les fonds publics locaux ;

4) mise à contribution des familles riches (1).

Cependant, les municipalités, les districts qui auront parfaitement réalisé l'enseignement obligatoire, peuvent demander une subvention à l'autorité provinciale (2). Pour l'enseignement obligatoire de courte durée, cette subvention ne peut pas dépasser la moitié des crédits totaux (3).

B. *La répartition des dépenses.*

D'après l'article 20 et l'article 21 des règlements de l'enseignement primaire, les dépenses de l'école primaire sont ainsi réglées :

1) Quand on va créer une école, les dépenses pour la construction des bâtiments scolaires et celles prévues pour l'installation doivent être dans la proportion de 6 contre 4 ou de 7 contre 3.

2) Le pourcentage des dépenses ordinaires est fixé comme suit : a) les traitements du personnel enseignant 70 %.

b) les matériels d'enseignement, d'exercice physique et les livres 15 %.

c) l'entretien journalier 9 %.

d) les dépenses extraordinaires telles que voyages d'étude ou assurance, 3 % et enfin les dépenses préparatoires 3 % (4).

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 469.

(2) *Ibid.*, p. 469 (art. 7).

(3) *Ibid.*, p. 464 (art. 6).

(4) *Ibid.*, p. 441 (chap. II, articles 20-21).

C. *Création d'écoles.*

D'après la loi de l'enseignement primaire de 1932, les écoles primaires sont créées soit par les municipalités, soit par les districts, soit par les sous-districts ou des *communes*, et dans des cas particuliers, par les provinces. Une seule personne ou des associations privées peuvent également établir des écoles. (Art. 3 et 4).

De 1932 à 1935, toutes les autorités des municipalités et des districts doivent désigner un arrondissement ou une commune comme circonscriptions expérimentales de l'enseignement obligatoire. Toutefois le département provincial de l'instruction publique doit à titre d'exemple, choisir au moins un village et une ville pour réaliser cette initiative aux frais du budget provincial (1).

La mise en application de cet enseignement obligatoire de courte durée est rendue obligatoire pour les communes. Des autorités des provinces, des municipalités, des districts et des sous-districts doivent également, à titre d'exemple, désigner un certain endroit pour cette réalisation (2).

D. *Maisons d'écoles.*

Pour développer l'enseignement primaire dans les grandes villes les autorités municipales de l'instruction publique peuvent après approbation de leur gouvernement supérieur, utiliser les locaux publics ou acheter des terrains privés pour y bâtir des maisons d'écoles, ou bien, elles peuvent persuader ceux qui vont construire des grands établis-

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 467-468, (art. 1-2).

(2) *Ibid.*, p. 464 (art. 2).

sements, de construire quelques pièces spéciales qu'elles pourraient louer comme maisons d'écoles. Au cas où les maisons d'écoles ne sont pas suffisantes ou si elles ne peuvent pas être construites, en temps voulu, on peut louer les pièces libres des temples, des établissements publics, ou des maisons destinées aux sacrifices pour tous les membres d'une grande famille (1).

Dans les circonscriptions expérimentales d'enseignement obligatoire, en dehors des établissements nouvellement bâtis, et les pièces libres utilisées comme nous l'avons mentionné précédemment, on peut, pendant la belle saison, utiliser chaque fois qu'il est possible les terrains de plein air. Pour l'enseignement obligatoire de courte durée, on peut louer les pièces libres d'usines, de magasins, ou même de maisons privées (2).

E. *Installations des écoles.*

Le chapitre de l'installation dans les Règlements de l'enseignement primaire prescrit les articles suivants :

1) « Les locaux scolaires doivent être organisés au centre des familles afin de faciliter aux enfants la fréquentation de l'école ; ils doivent également avoir des environs beaux et sains.

2) « Les maisons d'école doivent être simples et solides afin de convenir à l'enseignement, au contrôle et à l'hygiène. Elles doivent également être de style chinois et construites en matériaux du pays.

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 455-456 (Art. 3, 4, 5).

(2) *Ibid.*, p. 470 (art. 9 et 10) et p. 465 (art. 8).

3) « L'école doit posséder un atelier, un terrain de jeux, un terrain d'expérimentation agricole ou un jardin scolaire d'une surface suffisante à cet effet.

4) « Le mobilier doit être proportionné à la taille des enfants.

5) « L'école doit se soumettre au plan de l'hygiène scolaire en réalisant parfaitement toutes les installations prévues pour l'hygiène scolaire et l'exercice physique.

6) « Les bibliothèques scolaires, les matériaux des sciences physiques et naturelles doivent être en quantité suffisante.

7) « L'école doit posséder tous les registres importants concernant l'enseignement et l'entraînement des élèves »(2).

III. — COMPARAISON

1) D'abord pour les voies et les moyens de crédits de l'enseignement primaire, la France a un système plus ou moins uniforme c'est-à-dire une perception de 8 centimes et de 12 centimes additionnels portant sur les quatre contributions directes, tandis qu'en Chine, ils sont très variables, il existe des perceptions de toute nature et de tous côtés. La commune et le village surtout si leur population est pauvre, sont de trop petites unités pour permettre une taxation pour leur école propre. Par conséquent il est très difficile d'obtenir un développement partout égal et une politique générale convenable de l'instruction obligatoire. C'est le district qui devrait, à l'avenir, centraliser toutes les recettes et tous les débours pour l'enseignement primaire, de manière à faire disparaître la perception par les villages des contribu-

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 444-445 chap. VII, art. 41-47).

tions afférentes à l'entretien de leurs propres écoles ; les taxes communales pour l'instruction publique ne devraient représenter qu'un supplément aux fonds fournis par le district pour les écoles.

2) La répartition des dépenses est prévue en France d'une manière très nette. L'Etat se charge des traitements du personnel enseignant, le département des frais de l'administration de l'inspecteur d'académie, et la commune de l'entretien des écoles. En Chine, les gouvernements central et provincial ne participent pas, le district rarement, aux dépenses de l'enseignement obligatoire. Celles-ci sont laissées à la charge des villages, des communes, c'est ainsi que les gouvernements central, provincial, et même de district ne jouent pas sur l'enseignement primaire le rôle qu'il serait si important de leur voir prendre pour l'unification de la Chine.

D'après une évaluation approximative, en Chine le coût annuel de l'éducation d'un élève monte à 3.50 ou 4 dollars mexicains dans les écoles primaires, à 17 dollars mexicains dans les écoles primaires supérieures, à 60 dollars mexicains environ dans les écoles secondaires, à environ 120 dollars mexicains dans les écoles secondaires senior, les écoles normales et les écoles professionnelles, et 600 à 800 dollars mexicains dans les établissements d'enseignement supérieur. Ainsi la proportion entre les frais de l'enseignement primaire et de l'enseignement supérieur (par élève) atteint en Chine le chiffre inouï de 1 à 200, tandis qu'elle ne dépasse pas 1 à 8 ou 1 à 10 dans les pays européens (1). En 1933, le crédit central de l'enseignement supérieur était en France de 216.674.630 fr., pour l'enseignement primaire il

(1) Langevin, etc., *op. cit.*, p. 49.

était de 2, 428, 312, 562 (1), c'est-à-dire une proportion de 1 à 11. Bien entendu pour que ces chiffres soient tout à fait probants, il faudrait tenir compte que l'enseignement primaire en France comprend l'enseignement primaire supérieur et l'école normale, etc., mais ils suffisent à faire ressortir la manière extraordinaire dont l'autorité chinoise néglige l'enseignement primaire qui s'adresse aux masses, par comparaison avec l'enseignement secondaire et surtout avec l'enseignement supérieur.

Pour réduire des différences aussi excessives, on a proposé d'affecter une partie des crédits du budget central à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire, au lieu de les réserver exclusivement à l'enseignement supérieur, et d'employer également une partie des crédits des budgets provinciaux pour l'enseignement primaire. Les variations entre les frais moyens par élève dans les différentes écoles sont en rapport étroit avec les différences qui existent entre les échelles de traitement des professeurs (2).

3) En dehors des écoles privées, les écoles primaires publiques sont en France toujours communales. En Chine, les écoles primaires élémentaires publiques peuvent être provinciales, municipales, de district, de sous-district, de commune ou même de village. L'état de chose est peu favorable à une bonne administration. Si la création des établissements d'enseignement supérieur doit être directement sous le contrôle du gouvernement central, et celui des écoles secondaires sous le contrôle du gouvernement provincial et soumis à l'approbation de l'autorité centrale, les écoles pri-

(1) B. I. E. : *Annuaire international de l'éducation et de l'enseignement* 1934, section, la France.

(2) Langevin : *op. cit.*, p. 49.

maires publiques obligatoires doivent être créées directement par l'autorité du district et sous l'approbation de son organe supérieur. De plus on doit distinguer, comme on le fait en France, les écoles légalement obligatoires des écoles facultatives dont la création et la suppression doivent être soumises à certaines mesures légales.

4) En France, les maisons d'écoles rurales sont très souvent communes avec les mairies, avec une séparation distincte, tandis qu'en ville, elles ont généralement un bâtiment particulier. Depuis ces dernières années, le parlement a voté des crédits assez importants pour la reconstruction des écoles publiques. Dans beaucoup de régions en Chine, les écoles sont très nombreusement installées dans d'anciens temples ou dans une maison quelconque, c'est-à-dire dans les endroits peu appropriés à leur haute destination. Pour remédier à cet état de choses, une subvention des gouvernements central et provincial pour l'acquisition, la construction, la reconstruction ou l'agrandissement des maisons d'écoles primaires de district serait nécessaire. Puis les bâtiments doivent être utilisés de la manière la plus économique, il ne faut pas réserver un grand nombre de salles à des fins qui ne sont pas parmi les plus essentielles, par exemple, pour des réceptions, des fêtes, pour de petites occupations accessoires, etc.

5) Nous ne trouvons pas d'après la législation de grandes différences entre les installations de l'école dans les deux pays étudiés. Ce qui nous frappe c'est qu'en dehors de la construction scolaire, l'Etat français accorde des concessions de matériel d'enseignement ou alloue des subventions aux écoles primaires, tandis qu'en Chine les autorités centrales provinciales ou même de district sont indifférentes à tout cela.

6) Il est prouvé par l'expérience que le contrôle d'un organe supérieur sur l'organe inférieur serait difficile si le premier ne dispose pas d'influence économique sur le second. C'est pour cette raison que les gouvernements centraux de l'Angleterre et des Etats-Unis ont pris en main par le moyen de subventions l'inspection, la surveillance des écoles de tous les degrés qui étaient auparavant entre les mains des gouvernements locaux ou d'associations privées. Pour rendre l'enseignement primaire obligatoire plus efficace, la France a depuis 1889 et 1893 supprimé les 4 centimes communaux et les 4 centimes départementaux affectés aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire et les a remplacées par le produit des 8 centimes au budget de l'Etat ; dès lors, les traitements des instituteurs et institutrices sont à sa charge et ceux-ci sont nommés par le préfet, mais sous l'autorité du ministre de l'instruction publique. En outre, une subvention pour la construction de maisons scolaires, de subventions aux caisses des écoles, des concessions de livres, de matériel d'enseignement, de bourses, de secours peuvent être accordées par l'Etat aux écoles primaires communales, tout cela donne une double assurance à l'autorité centrale sur l'enseignement primaire obligatoire. Par contre, en Chine, il n'existe presque pas de subventions de l'autorité supérieure à l'autorité inférieure et les villages, les communes, les sous-districts et les districts luttent eux-mêmes en faveur du développement de l'enseignement obligatoire. Nous croyons que ce soit là une grande lacune dans l'organisation financière de l'enseignement public en Chine, et par conséquent il empêche la réalisation de l'obligation scolaire.

CHAPITRE X

Le personnel enseignant

I. — EN FRANCE

A. *Formation du personnel enseignant.*

En France, la formation d'une grande partie du personnel de l'enseignement primaire public est assurée par les écoles normales. En règle générale, il existe une école normale d'instituteurs et une école normale d'institutrices dans chaque département. Toutefois, quelques écoles normales sont communes à deux départements (1). Tandis que les traitements du personnel et les frais d'entretien des élèves dans les écoles normales sont à la charge de l'Etat, l'entretien des bâtiments, le renouvellement du mobilier et du matériel d'enseignement, etc. sont à la charge des départements. Les élèves maîtres et les élèves maîtresses dont le nombre est fixé chaque année par le Ministre, sont recrutés au concours. Ils doivent avoir 15 ans au moins, 19 ans au plus et s'être engagés à servir dans l'enseignement public pendant dix ans après la sortie de l'école normale (2).

Des institutrices et des instituteurs suppléants et stagiaires âgés de moins de trente ans peuvent être autorisés

(1) Richard : *op. cit.*, p. 86.

(2) V. Programme des conditions d'admission aux écoles normales primaires.

par l'inspecteur d'académie à suivre les cours de troisième année.

Les candidats inscrits sur la liste supplémentaire d'admission peuvent être également autorisés à suivre à leurs frais, en qualité d'élèves libres, les cours de ces écoles (1).

Les écoles normales admettent à titre également gratuit des élèves internes et externes. La durée des études est de trois ans. Après avoir achevé l'étude des matières portées sur les programmes fixés (2), les élèves doivent participer pendant chacune de leurs trois années d'études, à 50 demi-journées de classes dites d'application. Cette double préparation permet aux élèves maîtres d'acquérir le brevet supérieur et s'ils ont atteint l'âge requis par les règlements, le certificat d'aptitude pédagogique (3).

Les instituteurs sont groupés en deux catégories : stagiaires et titulaires. Nul ne peut exercer les fonctions d'enseignement dans les écoles primaires s'il n'est de nationalité française, avoir atteint l'âge de 18 ans, posséder au moins le brevet élémentaire et produire un certificat médical attestant son aptitude physique aux fonctions d'enseignement. Les lois du 3 août 1926 et le décret du 2 octobre 1929 ont admis pour l'enseignement primaire ceux qui possèdent soit la première partie du baccalauréat, soit le diplôme de fin d'études secondaires de jeunes filles, soit le diplôme complémentaire d'études secondaires (4).

(1) Décret de 1887, chap. V, section III (Schwartz, *op. cit.*, pp. 59-63).

(2) V. Plan d'étude et programmes des écoles normales d'institutions et d'institutrices.

(3) Richard : *op. cit.*, pp. 86-87.

(4) Soleil : *op. cit.*, 6^e partie, chap. I, pp. 172-174.

Le brevet élémentaire est accessible aux candidats de l'un et l'autre sexes qui sont âgés d'au moins 15 ans. Les épreuves correspondent aux programmes de la section générale des écoles primaires supérieures (1). Le brevet supérieur est accessible aux candidats et aux candidates âgés d'au moins 17 ans et qui possèdent déjà, soit le brevet élémentaire, soit le brevet d'enseignement primaire supérieur, soit la première partie du baccalauréat, etc. L'examen comprend des épreuves écrites, orales et pratiques (2). Le certificat d'aptitude pédagogique est destiné aux candidats qui sont âgés de 20 ans révolus et pourvus du brevet élémentaire ou du brevet supérieur (ou du baccalauréat ou du diplôme de fin d'études secondaires) et qui justifient de deux années de stage dans une école primaire. L'examen comprend une épreuve pratique (une classe de trois heures) et une épreuve orale d'au moins une demi-heure portant sur l'administration scolaire et la pédagogie pratique (3).

B. *Nomination et mouvement du personnel.*

Les instituteurs et institutrices stagiaires enseignent en vertu d'une délégation conférée par l'inspecteur d'académie. Cette délégation peut être retirée par l'inspecteur d'académie sur avis motivé par l'inspecteur primaire (4).

Nul ne peut être nommé instituteur titulaire, s'il n'a satisfait aux conditions suivantes :

- 1) être pourvu du brevet supérieur ;
- 2) du certificat d'aptitude pédagogique ;

(1) V. *Programme des examens du brevet élémentaire*, pp. 4-6.

(2) V. *Programme des examens du brevet supérieur*, pp. 3-7.

(3) Soleil : *op. cit.*, pp. 259-260.

(4) Art. 26 de la loi de 1886, (Schwartz, p. 24).

3) avoir accompli un stage de 2 ans au moins dans une école publique.

4) être pourvu d'une délégation de stagiaire.

5) avoir été sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'instituteurs dressée chaque année par le conseil départemental (1).

La nomination des instituteurs titulaires est faite par le préfet, sous l'autorité du ministre et sur la proposition de l'inspecteur d'académie. La proposition de l'inspecteur d'académie doit être écrite et motivée. (Loi de 1886, art. 27).

Chaque année, au mois d'août, le préfet, sur la proposition de l'inspecteur d'académie, effectue le mouvement du personnel. L'inspecteur d'académie doit réunir le conseil des inspecteurs primaires et les consulter en vue de l'établissement de la liste qu'il lui incombe de dresser. De ce conseil, font partie le directeur et la directrice de l'école normale chargés de l'inspection auxquels sont adjoints les conseillers départementaux élus par les instituteurs et institutrices. Les intéressés peuvent demander n'importe quel poste, même non vacant, tout poste sollicité et accordé doit être accepté. Pour qu'un fonctionnaire soit déplacé sans son consentement, il faut, hors le cas de disgrâce, une nécessité de service (2).

D'autre part, il y a un ordre de priorité pour le rapprochement des conjoints, 25 % des postes vacants au cours de l'année dans chaque département sont réservés aux fonctionnaires qui, étrangers au département, sont mariés à un

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 179-180.

(2) Soleil : *op. cit.*, p. 188-199.

fonctionnaire du département ou à une personne qui y a fixé depuis un an sa résidence (1).

C. *Service.*

Le conseil départemental détermine, après avis du conseil municipal et sous réserve de l'approbation du ministre, le nombre des maîtres attachés à chaque école. Le nombre des heures de service des maîtres dans les écoles élémentaires est de 30 heures par semaine, c'est-à-dire qu'on compte un maître par classe. Si besoin est, des intérimaires, des suppléants sont désignés par l'inspecteur d'académie (2). En principe, un maître est chargé de 40 élèves environ. Le Conseil départemental est toujours autorisé à supprimer d'office un emploi d'instituteur, dans les écoles qui, ayant deux classes, reçoivent moins de 50 élèves, trois classes moins de 80 élèves, quatre classes moins de 120, cinq classes moins de 160, six classes moins de 200 (3).

D. *Classement et avancement.*

Les instituteurs sont, d'après la nature de leurs titres, répartis en deux cadres. Chaque cadre comprend plusieurs catégories : les catégories sont divisées en classes. Lorsqu'un instituteur débute dans l'enseignement il est rangé dans la dernière classe de la catégorie à laquelle il est affecté, avec une ancienneté égale à zéro. Les titulaires sont promus de droit à la classe supérieure après 4 ans en 6^e ou 5^e classe ; 5 ans en 4^e ou 3^e classe. Dans chaque classe, 30 % des maî-

(1) Soleil, *op cit.*, pp. 189-191.

(2) *Ibid.*, p. 175.

(3) Loi du 30 mai 1899.

tres non promus à l'ancienneté et après avoir accompli un stage minimum de 3 ans, ils peuvent être promus au choix. Les promotions à la 1^{re} classe ont lieu exclusivement au choix. Elles sont acquises de droit aux fonctionnaires qui n'ont plus que trois ans à accomplir avant l'âge de la retraite (1).

E. Traitements et indemnités.

Les traitements et indemnités ont été révisés, en application de l'article 185 de la loi du 13 juillet 1925, par des décrets successifs. Une indemnité de résidence est attribuée au personnel civil de l'Etat, y compris les instituteurs et institutrices, titulaires, stagiaires, intérimaires et suppléants. En outre, il y a encore des indemnités de logement, des indemnités pour titres spéciaux, des indemnités de déplacement et des indemnités pour charge de famille. Des bourses pour suivre les cours des universités peuvent être allouées par le Ministre sur proposition du recteur. Des avantages accessoires, tels que secours, gratuité thermale, demi-tarif en chemin de fer, franchise postale et remise des droits universitaires, etc., peuvent être accordés ou dispensés au personnel de l'enseignement primaire (2).

F. Congés et retraites.

Le personnel en congé de maladie reste titulaire de son poste. Il a droit à son traitement intégral pendant un temps qui ne peut excéder trois mois, à la moitié ou au tiers de ce traitement pendant trois autres mois. Ensuite il n'a plus

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 191-195.

(2) *Ibid.*, pp. 195-205.

droit à aucun traitement. Toutefois il peut être procédé, à la mise en congé avec traitement intégral pendant 3 ans et avec demi-traitement pendant 2 ans d'instituteurs ou institutrices (stagiaires et titulaires) atteints de tuberculose ouverte ou de maladie mentale.

Pour les institutrices, en congé de maternité de 2 mois, moitié avant, moitié après les couches, le traitement entier est accordé. Une prolongation leur est accordée, aux mêmes conditions, jusqu'à concurrence de 2 autres mois (1).

Le droit à pension de retraite est constitué par une retenue de 6 % sur le traitement brut. Ce droit à pension d'ancienneté est acquis à 60 ans d'âge et 30 ans de services effectifs. Il suffit de 55 ans d'âge et 25 ans de services pour les fonctionnaires qui ont passé 15 ans de service actif (2).

G. Discipline.

Les mesures disciplinaires applicables aux instituteurs sont le retard d'avancement, le déplacement d'office et la suspension provisoire.

Les peines disciplinaires applicables aux instituteurs sont :

1) la réprimande, prononcée par l'inspecteur d'académie ;

2) la censure, prononcée par l'inspecteur d'académie après avis du conseil départemental ;

3) la révocation, prononcée par le préfet sur la proposition de l'inspecteur d'académie après avis motivé par le conseil départemental.

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 205-211.

(2) *Ibid.*, pp. 211-219.

4) l'interdiction absolue prononcée par jugement du Conseil départemental. Les instituteurs révoqués ou interdits peuvent, dans le délai de 20 jours, interjeter appel respectivement devant le ministre, ou devant le conseil supérieur. La délégation d'instituteur stagiaire peut être retirée par l'inspecteur d'académie, sur l'avis motivé de l'inspecteur primaire. Sauf la révocation les stagiaires sont passibles des mêmes peines que les titulaires (1).

II. — EN CHINE

A. *Formation du personnel enseignant.*

En Chine les établissements dans lesquels on forme les futurs instituteurs appartiennent aux trois catégories suivantes :

1) *Ecoles normales.*

Les écoles normales reçoivent pour une durée de 3 ans d'études des élèves âgés de 15 à 22 ans, ayant le diplôme de fin d'études secondaires junior. Elles peuvent être créées et entretenues par les autorités provinciales, ou municipales ou par un seul district ou par plusieurs districts. On distingue les écoles normales d'instituteurs, d'institutrices ou même les écoles normales spécialement destinées aux instituteurs ruraux. Les écoles normales sont gratuites, il y a, selon l'état budgétaire de la province ou du district, des internes de pension ou de demi-pension. Les élèves maîtres doivent s'engager à servir dans l'enseignement public, pendant six ans après leur sortie de l'école (2).

(1) Soleil : *op. cit.*, pp. 225-230.

(2) Les règlements des écoles normales (Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine, pp. 370-394).

2) *Instituts de préparation à l'enseignement.*

Annexés aux écoles normales, aux écoles secondaires, ils sont destinés aux élèves ayant le diplôme de fin d'études secondaires senior qui reçoivent une préparation spécialement pédagogique pendant 1 an.

3) *Ecoles ou instituts de préparation à l'enseignement dans les écoles primaires élémentaires.*

Les écoles de ce genre sont réservées aux élèves ayant leur diplôme de fin d'études primaires supérieures et avec un enseignement pendant quatre ans. Les instituts sont réservés aux élèves ayant le diplôme de fin d'études secondaires junior et avec une préparation pendant un an (1).

Ces deux sortes d'établissements sont, en principe, créés et entretenus par les districts pour assurer une préparation urgente d'instituteurs et d'institutrices dans l'enseignement élémentaire obligatoire ou l'enseignement obligatoire de courte durée. Ils doivent être supprimés lorsque le nombre des instituteurs est suffisant.

Le personnel de l'enseignement primaire est en nombre très variable. Il varie selon la nature de l'école.

1) Dans l'école primaire, c'est-à-dire l'école comprenant les cours élémentaire, moyen et supérieur, on peut distinguer trois catégories d'instituteurs (ou institutrices) titulaires.

a) Les élèves ayant achevé leurs études dans les écoles normales ou dans les instituts de préparation à l'enseignement peuvent être nommés instituteurs (ou institutrices) titulaires ou spéciaux.

(1) Règlements des écoles normales, p. 102-105.

b) Les candidats qui remplissent l'une des conditions suivantes peuvent être inscrits sans examen sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'instituteur titulaire :

1° Avoir fini leurs études dans les écoles secondaires senior, et avoir enseigné pendant plus d'un an ou avoir fréquenté les cours de vacances de pédagogie pendant deux été.

2° Avoir fini leurs études dans une école ou un institut normal quelconque, mais dont la durée d'étude est de plus de 2 ans et avoir enseigné pendant plus de 2 ans ou avoir fréquenté trois fois les dits cours de vacance.

3° Avoir enseigné plus de 3 ans et avec de bonnes mentions ou avoir fréquenté quatre fois les dits cours de vacances, ou avoir publié des articles pédagogiques dont la valeur est reconnue (1).

c) Ceux qui remplissent l'une des conditions suivantes peuvent être inscrits sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'instituteurs titulaires, s'ils ont subi avec succès l'examen spécial organisé à cet effet.

1° Avoir fait leurs études dans une école secondaire senior.

2° Avoir étudié pendant un an dans les écoles normales ou les écoles secondaires senior et avoir été instituteur pendant au moins 1 an.

3° Avoir fini leurs études dans une école ou un institut normal quelconque.

4° Avoir été instituteur pendant plus de 3 ans.

Là où l'on ne trouve pas d'instituteurs possédant les titres énumérés, les candidats ayant un des titres de la caté-

(1) *Règlements des écoles primaires*, art. 75, p. 19.

gorie c mais n'ayant pas subi l'examen spécial peuvent être nommés instituteurs stagiaires (1).

2) Dans la circonscription expérimentale de l'enseignement obligatoire, en dehors des instituteurs officiellement reconnus, les élèves maîtres d'écoles normales qui sont déjà en période de stage à l'école annexe, ou les bons maîtres des écoles privées d'ancien type, peuvent être nommés instituteurs provisoires (2).

3) Pour l'enseignement obligatoire de courte durée, en dehors des instituteurs titulaires, ou des élèves maîtres et des maîtres d'ancien type mentionnés plus haut, on peut utiliser le personnel suivant :

- a) des fonctionnaires locaux
- b) le personnel indigène ayant des connaissances suffisantes,
- c) des volontaires (3).

B. *Nomination.*

D'après la loi régissant les écoles primaires, publiée en 1932, l'autorité locale de l'instruction publique nomme le directeur d'école qui engage à son tour, selon le règlement et un mois avant la rentrée, les instituteurs dont la liste doit, après engagement, être communiquée à son supérieur. Au cas où l'instituteur ne remplit pas les conditions demandées, l'autorité locale peut ordonner au directeur d'annuler l'engagement.

(1) *Règlements des écoles primaires*, art. 76-80 (p. 19-20).

(2) Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine (art. 86), p. 450 et (art. 8), p. 471.

(3) *Ibid.* (art. 12 et 13), pp. 465-466.

Dans les écoles élémentaires où il n'y a qu'un instituteur, celui-ci est engagé, sur la proposition du commissaire local de l'enseignement primaire, par le surintendant de l'instruction publique du district.

Ces engagements sont, l'un et l'autre, renouvelés chaque année au mois d'août. Sauf dans les cas énumérés ci-après les instituteurs ne doivent pas être déplacés. D'après l'article 91 des règlements de l'école primaire publiés en 1933, les règlements spéciaux concernant la nomination et sa garantie doivent être fixés par décrets particuliers (règlements des écoles primaires, art. 82, 91, et 92), cependant, jusqu'ici ces décrets n'ont pas encore paru.

C. Service.

Le nombre des heures de service des maîtres des écoles élémentaires est de 7 heures par jour, c'est-à-dire 42 heures par semaine. L'enseignement hebdomadaire de classe est d'au moins de 21 heures, mais ne doit pas dépasser 300 minutes par jour (1).

En principe, un maître est chargé d'une classe. En cas de besoin, des maîtres peuvent être chargés des disciplines spéciales. Mais le nombre total des maîtres ne peut jamais dépasser 3 maîtres pour deux classes. D'après la statistique de 1929, il y a en Chine 8.882.077 élèves d'écoles élémentaires enseignés par 407.144 maîtres, c'est-à-dire, un maître par 19 $\frac{1}{2}$ élèves (2).

(1) *Recueil complet de la législative de l'enseignement public en Chine* (art. 14), p. 471.

(2) Statistiques des écoles primaires en Chine.

D. *Traitements et indemnités.*

D'après le règlement de 1928, le traitement des instituteurs et des institutrices est fixé de la manière suivante :

1) Le traitement minimum doit être évalué à deux fois le coût minimum de vie confortable dans la localité où il travaille.

2) Une indemnité spéciale peut être accordée aux titulaires qui ont des titres supérieurs à ceux ordinairement demandés.

3) Une indemnité d'ancienneté peut s'ajouter au traitement qui se trouve augmenté en même temps que l'expérience du maître s'accroît.

Les règlements détaillés doivent être fixés par les autorités provinciales.

Les institutrices auront droit à un congé de maternité de 6 semaines avec traitement intégral.

Les instituteurs et institutrices qui ont accompli 12 ans de service ininterrompu dans une même école, auront droit à un congé d'une année avec traitement intégral à condition qu'ils ne reçoivent aucune autre rétribution et qu'ils fassent des recherches personnelles ou des voyages d'études dont les résultats doivent être présentés à la direction de leur école qui les transmet à l'autorité administrative (1).

E. *Retraites.*

D'après le règlement de 1926, les membres du personnel enseignant, y compris les instituteurs et institutrices,

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 450-451 (art. 87-90).

âgés de plus de 60 ans et ayant accompli sans interruption leur service pendant au moins 15 ans, auront droit à une pension de retraite. Ceux qui ont accompli 15 ans de service et n'atteignent pas 60 ans, auront droit également à une pension si leur santé ne leur permet pas de continuer leur service et à condition qu'ils n'occupent plus aucun poste payé.

Au cas où un membre du personnel enseignant contracte une infirmité en service, il a droit à une pension avant l'âge fixé plus haut. Cet article n'est applicable qu'à ceux qui n'occuperont aucun poste payé. D'autre part, une indemnité est accordée à la famille de tout membre du personnel enseignant mort après plus de 10 ans de service ininterrompu ou mort d'accident ou de maladie survenus du fait du service (2).

F. *Discipline.*

D'après l'article 91 du règlement de l'école primaire, les instituteurs seront révocables dans l'un des cas suivants:

- 1) s'ils ont commis un crime de droit commun,
- 2) si leur conduite est gravement répréhensible,
- 3) s'ils négligent gravement leur service,
- 4) si leurs notes de service sont très mauvaises,
- 5) s'ils deviennent infirmes ou invalides et par conséquent incapables d'accomplir leur service (1).

III. — COMPARAISON

1) La France ne possède qu'une sorte d'établissement pour la formation du personnel enseignant d'école primaire:

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 116-123.

(2) *Règlements des écoles primaires*; art. 97, p. 22.

les écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, tandis que la Chine en a plusieurs. C'est, bien entendu, un phénomène temporaire et expérimental ; dès que le nombre des instituteurs d'enseignement obligatoire sera suffisant et que la valeur d'une des sortes d'école normale sera décisive, un régime unique sera établi. En dehors des instituteurs et des institutrices sortis des écoles normales, l'autorité française a ouvert, depuis 1926, cette fonction à ceux qui ont passé avec succès l'examen du brevet élémentaire et fini leurs études dans les lycées. Pour unifier la profession, on a établi un brevet supérieur et un certificat d'aptitude pédagogique pour tous ceux qui doivent être nommés instituteurs titulaires. La Chine, quoique les titres qu'elle requiert de ses instituteurs soient très variés, a institué elle aussi un groupe de deux examens pour unifier cette préparation.

Ici la question se pose de savoir quel niveau d'instruction on exigera de l'instituteur. Placera-t-on ses études, pour la durée comme pour la qualité, au même niveau que l'éducation secondaire ou bien lui demandera-t-on de terminer d'abord ses études secondaires avant d'aborder la préparation technique à son futur métier ? En principe, en France comme en Chine, les normaliens, avant d'entrer à l'école normale, ne possèdent pas une instruction d'école primaire supérieure ou d'école secondaire junior, ce n'est pas alors le meilleur système comme on l'a demandé, c'est-à-dire les futurs maîtres doivent, après avoir obtenu le certificat d'études du second degré, recevoir obligatoirement un complément de formation générale, technique et professionnelle⁽¹⁾.

(1) Langeron, etc. : *op. cit.*, p. 145 et Weber : *la formation actuelle maîtres en France*, pour *l'Éré Nouvelle*, février 1933, N° 85, p. 36.

La seconde question qui se pose est de savoir si la future école normale doit être indépendante ou annexée à d'autres institutions d'enseignement secondaire ou supérieur ? Cette question a été très discutée dans les cercles pédagogiques de Chine, et les écoles normales françaises auraient la tendance à constituer une section des lycées et collèges. Il est évident qu'une école dont la seule mission est de former des instituteurs peut mieux se consacrer à cette tâche et se mettre plus complètement dans l'esprit voulu ; mais dans une école normale indépendante, le danger est d'entraîner exclusivement les élèves à leur futur métier de pédagogues, et il est alors à craindre que l'on n'aboutisse plutôt à leur donner une technique qu'à faire leur éducation.

L'idéal serait de faire passer le futur instituteur par l'enseignement secondaire avant de lui donner l'instruction professionnelle dans les écoles normales indépendantes.

2) Pour la nomination des instituteurs, il y a de grandes différences entre les systèmes français et chinois. D'abord, la France nomme les instituteurs comme fonctionnaires d'Etat, tandis qu'en Chine on nomme le directeur, mais on engage les instituteurs, c'est-à-dire on les « invite » comme ses « hôtes supérieurs ».

Ensuite la nomination des instituteurs titulaires français est faite par le préfet, sur la proposition motivée de l'inspecteur d'académie et cette proposition doit être établie après consultation d'une commission des inspecteurs primaires. En Chine, là où un directeur d'école est nommé, c'est toujours lui qui engage les instituteurs, ce système prétend-on, assure au directeur des collaborateurs plus intimes et à la profession d'instituteur une dignité plus grande. Néanmoins il arrive très souvent que lorsque le directeur est révoqué, les instituteurs sont déplacés.

Le mouvement du personnel enseignant en France est déterminé par des propositions et subordonné à des consultations, c'est-à-dire soumis à des conditions plus sérieuses. On ne peut pas dire que le directeur chinois peut engager des instituteurs tout à fait d'après son avis ; le surintendant n'engage les instituteurs dans l'école d'un seul maître qu'après la proposition du commissaire de l'enseignement primaire qui, à cause de manquer une consultation préalable, établit très souvent sa liste sans grande prudence. De plus, la révocation en France doit être motivée et l'instituteur révoqué par une autorité inférieure a le droit de faire appel à une autorité supérieure. En Chine, en raison même de la nature de l'engagement, la révocation est rarement motivée et l'instituteur n'a pas le droit de faire appel quand le directeur ne veut pas renouveler son engagement, ou que le directeur en fonctions annule l'engagement de son prédécesseur. Ce système aboutit à des résultats déplorables dans l'état actuel du monde chinois.

3) Pour le service de maîtres, un instituteur chinois doit assurer dans l'école une présence de 7 heures par jour et 6 jours par semaine, tandis qu'un maître français assure 30 heures d'enseignement par semaine qui ne se répartissent que sur 5 jours. Sur ce point, il semble que le travail des maîtres chinois est plus dur que celui de leurs collègues français. Mais si l'on examine de plus près la question, les premiers n'ont que 21 heures par semaine (rarement plus de 24 heures) de classe d'enseignement. Par contre, le maître français a par semaine 30 heures de classes, (sauf 2 heures de récréation il reste encore 28 heures), nous trouvons alors que la répartition du temps de service des instituteurs chinois est mal assurée.

4) Les systèmes de classement, d'avancement, d'ancienneté, de retraite ne sont pas encore mis en vigueur dans l'école primaire chinoise. Un instituteur d'école élémentaire de village reçoit quelquefois un traitement de 50 à 60 dollars mexicains par an, en général de 10 à 15 dollars par mois et en ville il gagne généralement de 20 à 30 dollars par mois, rarement davantage, tandis qu'un professeur d'école secondaire junior reçoit en général de 80 à 120 dollars mexicains par mois, un professeur d'école secondaire senior de 150 à 200 dollars et un professeur universitaire de 300 à 400 dollars mexicains par mois. La différence de traitement entre l'instituteur et le professeur de l'enseignement supérieur atteint une proportion de 1 à 20. En France ainsi qu'en autres pays d'Europe, cette différence n'est pas de plus de 1 à 3, ou de 1 à 4 (1). L'augmentation des traitements des instituteurs chinois est donc une condition essentielle à l'extension de l'enseignement obligatoire.

En dehors du congé de maternité accordé aux institutrices, les chinois ne prévoient pas d'autres congés légaux pour les instituteurs ni d'indemnités ou avantages accessoires. Mais pour obtenir une retraite les instituteurs français doivent avoir 60 ans d'âge et 30 ans de services effectifs, tandis que les instituteurs chinois peuvent l'obtenir à 60 ans avec 15 ans seulement de service ininterrompu dans une école.

Pour la discipline, l'autorité ou le directeur chinois ne peut pas, en raison de ce qu'ils « invitent », l'instituteur comme « hôte supérieur », lui infliger d'autre sanction que de ne pas lui renouveler son engagement ou de l'inviter à se retirer pour un cas grave. Ce système est donc très critiqué.

(1) Langevin, etc.: *op. cit.*, pp. 49-50.

CHAPITRE XI

Contrôle de la fréquentation scolaire

I. — EN FRANCE

A. *Inscription des enfants.*

D'après la loi du 28 mars 1882 relative à l'obligation de l'enseignement primaire, chaque année, le maire dresse, d'accord avec la commission scolaire la liste de tous les enfants âgés de 6 à 13 ans, et avise individuellement les personnes qui ont la charge de ces enfants, de l'époque de la rentrée des classes. (Art. 8).

Le père, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, le patron chez qui l'enfant est placé, devra, 15 jours au moins avant l'époque de la rentrée des classes remplir une formule imprimée envoyée à cet effet par le maire de la commune et lui faire savoir s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille ou dans une école publique ou privée, et dans ces deux derniers cas, il indiquera l'école choisie. (Art. 7).

Les familles domiciliées à proximité de deux ou plusieurs écoles publiques ont la faculté de faire inscrire leur enfant à l'une ou à l'autre de ces écoles qu'elle soit ou non sur le territoire de leur commune, à moins qu'elle ne compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par les règlements (art. 7).

En cas de non déclaration 15 jours avant l'époque de la rentrée de la part des parents et des autres personnes responsables, le maire inscrit d'office l'enfant à l'une des écoles publiques et en avertit la personne responsable (art. 8).

Huit jours avant la rentrée des classes le maire remet aux directeurs d'école publique et privée la liste des enfants qui doivent suivre leur école. Un double de ces listes est adressé par lui à l'inspecteur primaire (art. 8).

B. Pendant l'école.

Les directeurs et directrices doivent tenir un registre d'appel qui constate pour chaque classe, l'absence des élèves inscrits. A la fin de chaque mois ils adressent au maire et à l'inspecteur primaire un extrait de ce registre avec l'indication du nombre des absences et les motifs invoqués (art. 10).

L'inspecteur primaire doit adresser à son tour à l'inspecteur d'académie chaque mois, un rapport et chaque trimestre un graphique indiquant les variations de la fréquentation scolaire.

L'inspecteur d'académie en rend compte au ministre (circulaires des 19 janvier et 23 février 1926).

Lorsqu'un enfant manque momentanément l'école, les parents ou les personnes responsables doivent faire connaître au directeur ou à la directrice les motifs de son absence (art. 10).

Lorsqu'un enfant quitte l'école, les parents ou les personnes responsables doivent en donner immédiatement avis au maire et indiquer de quelle façon l'enfant recevra l'instruction à l'avenir (art. 9).

C. — *Sanction à l'égard des parents.*

Les motifs réputés légitimes sont : (1) la maladie de l'enfant ; (2) le décès d'un membre de la famille ; (3) l'empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications ; (4) les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront également appréciées par la commission scolaire (Loi du 28 mars 1882, art. 10).

Les sanctions sont appliquées de la façon successive suivante :

Lorsqu'un enfant se sera absenté de l'école quatre fois dans le mois, pendant au moins une demi-journée, sans justification admise par la commission scolaire, le père ou la personne responsable sera invité, trois jours au moins à l'avance, à comparaître personnellement à la mairie devant la dite commission qui lui rappellera le texte de la loi et lui expliquera son devoir (art. 12).

Lorsque les personnes responsables sont empêchées, elles peuvent présenter leurs explications par écrit, ou solliciter la remise de l'affaire (Décret organique de 1887, art. 157).

En cas de non comparution sans motif admis, ou en cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première infraction, la commission ordonnera à l'inscription, pendant 15 jours ou un mois à la porte de la mairie, des noms, prénoms et qualité de la personne responsable avec indication du fait relevé contre elle. La même peine sera appliquée aux personnes responsables qui n'auront pas avisé le maire de la façon dont l'enfant recevra l'instruction lorsqu'il quitte l'école (Loi du 28 mars 1882, art. 13).

En cas de nouvelle récidive, la commission ou, à son défaut l'inspecteur primaire devra adresser une plainte au

juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation à une amende de 11 à 15 francs (la loi du 27 décembre 1927, augmente de 65 décimes de cette amende, c'est-à-dire 7.50 pour 1) ou à l'emprisonnement pendant 5 jours au plus sauf admission de circonstances atténuantes. Dans ce cas l'amende est substituée à la prison. L'emprisonnement pendant cinq jours aura toujours lieu en cas de récidive (Loi du 28 mars 1882, art. 14) et Code Pénal, art. 479-480 et 463).

D. Mesures à l'égard des enfants vagabonds.

Une jurisprudence constante reconnaît au maire le droit en vertu des pouvoirs de police qui lui sont conférés par la loi du 5 avril 1884, de faire conduire à l'école qu'il doit fréquenter tout enfant d'âge scolaire qui, pendant les heures de classe, est rencontré vagabondant sur la voie publique (circulaire 19 janvier 1924).

D'autre part les gendarmes, après entente avec l'inspecteur d'académie, doivent interpellier, au cours de leurs tournées, les enfants d'âge scolaire rencontrés pendant les heures de classe, ou signalés par l'instituteur comme fréquentant irrégulièrement. Après s'être assurés que ces enfants ne sont pas légalement dispensés ou que l'absence n'est pas due à un cas de force majeure, ils dressent procès-verbal et en adressent expédition au préfet et à l'inspecteur d'académie (Circulaires 6 octobre et 23 octobre 1930).

E. — Dispenses.

La commission scolaire peut accorder aux enfants demeurant chez leurs parents ou tuteur, lorsque ceux-ci en

font la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire, ne pouvant dépasser trois mois par année, en dehors des vacances. Ces dispenses doivent, si elles excèdent 15 jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire (Loi du 28 mars 1882, art. 15).

Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants qui suivront leurs parents ou tuteurs, lorsque ces derniers s'absenteront temporairement de la commune. Dans ce cas, un avis donné verbalement ou par écrit au maire ou à l'instituteur suffira. Mais ils doivent se conformer à la loi sur l'obligation scolaire dans leur nouvelle résidence (art. 15).

La commission peut, avec l'approbation du conseil départemental dispenser d'une des deux classes de la journée. les enfants employés hors de leur famille, dans l'agriculture. Mais il ne peut être question de dispense pour les enfants employés dans l'industrie puisque la loi du 2 novembre 1892 ne permet d'employer les enfants dans l'industrie qu'à partir de 13 ans révolus, ou de 12 ans s'ils sont munis du certificat d'études primaires élémentaires (1).

F. *Commission scolaire.*

Pour surveiller et encourager la fréquentation des enfants, la commission scolaire instituée dans chaque commune par l'article 54 de la loi organique de 1886, joue un rôle très important. C'est pourquoi nous en traitons ici.

1. Sa composition

La commission scolaire se compose des membres suivants :

- a) Le maire ou un adjoint délégué par lui, président.

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 246, § 445.

b) Un délégué cantonal, désigné par l'inspecteur d'académie (dans les communes comprenant plusieurs cantons, autant de délégués que de cantons).

c) Des membres désignés par le conseil municipal, en nombre égal au plus au tiers des membres de ce conseil. Dans le cas où le conseil municipal refuserait de procéder à la nomination de ces membres, le préfet les désignerait en son lieu et place.

d) L'inspecteur primaire fait partie de droit de toutes les commissions scolaires de sa circonscription. Il ne peut se faire remplacer. (Loi de 1886, art. 54-55).

2. Son fonctionnement.

Le mandat des membres désignés par l'inspecteur d'académie ne prend fin que par démission ou révocation par lui. Par contre le mandat des membres de la commission scolaire désignés par le conseil municipal dure jusqu'à l'élection du nouveau conseil municipal. Il est renouvelable. (Art. 56-57).

La commission scolaire se réunit au moins tous les trois mois, sur convocation de son président, ou à défaut de l'inspecteur primaire. Passé trois mois sans convocation, l'inspecteur primaire en avise l'inspecteur d'académie qui en réfère au préfet. Celui-ci met en demeure le maire et lui fixe un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai l'inspecteur le convoque d'office (art. 58).

Tout membre qui, sans motif reconnu légitime par la commission, aura manqué à trois séances consécutives, pourra, après avoir été admis à fournir des explications devant le conseil départemental, être déclaré démissionnaire par ce conseil. Il ne pourra être réélu pendant la durée de pouvoir de la commission (art. 58).

Les délibérations ne sont valables que si la majorité des membres est présente. Dans le cas où, après deux convocations, la commission ne se trouverait pas en majorité, elle pourrait néanmoins délibérer valablement sur les affaires pour lesquelles elle a été convoquée, si le maire, l'inspecteur primaire et le délégué cantonal sont présents (art. 58).

Une expédition des délibérations de la commission est adressée dans les trois jours par son président, à l'inspecteur primaire (art. 58).

3. Ses attributions.

Les attributions de la commission scolaire sont strictement limitées à la surveillance de la fréquentation scolaire. A cet effet, elle concourt avec le maire, à la confection annuelle de la liste des enfants de 6 à 13 ans, elle apprécie les motifs d'absence, elle prononce certaines pénalités ou saisit d'une plainte le juge de paix ; enfin elle accorde des dispenses dans les conditions fixées (1).

Par contre elle ne peut s'immiscer dans l'appréciation des matières et des méthodes d'enseignement. Ses membres n'ont pas l'entrée des écoles ; ils n'ont aucun droit d'inspection ou de contrôle ni sur les établissements, ni sur les maîtres (2).

L'inspecteur primaire ou les parents peuvent faire appel des décisions de la commission scolaire devant le conseil départemental, statuant en dernier ressort. Cet appel est formé dans le délai de 10 jours par simple lettre adressée au préfet et aux personnes intéressées. Il est suspensif. Les parents peuvent se faire assister ou représenter devant le conseil départemental (Loi de 1886, art. 49).

(1) Circulaire du 13 juin 1882, (Schwartz, *op. cit.*, pp. 523-524).

(2) Décret de 1887, chap. III, art. 154 (Schwartz, *op. cit.*, p. 87).

G. Caisse des écoles (1).

Si la commission scolaire est une organisation pour la surveillance de la fréquentation scolaire, la caisse des écoles est « destinée à encourager et à faciliter la fréquentation de l'école par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indifférents » (2). Elle a été instituée par la loi du 10 avril 1867 dans toutes les communes sous la délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet. Elle est administrée par un conseil d'administration, présidé par le maire. Sa composition est facultative, déterminée par les statuts. Les membres de la commission scolaire doivent en faire partie, tandis que les instituteurs n'y sont pas obligés. Son service est fait gratuitement par le percepteur et le préfet approuve ses statuts, surveille et contrôle son fonctionnement.

Les revenus de la caisse des écoles se composent de cotisations et des subventions de la commune et du département. L'Etat la subventionne en proportion des sacrifices consentis par la commune. La caisse des écoles peut aussi recevoir, avec l'autorisation du préfet, des dons et les legs. En outre, les communes peuvent exiger pour elle des notaires une redevance, à l'occasion des adjudications qui ont lieu à l'école. Le produit de la location des locaux scolaires inoccupés doit être versé à la caisse des écoles.

La répartition des secours est faite par la commission scolaire sous des formes multiples : distributions de récompenses, de livrets de caisses d'épargne, de prix, de fourni-

(1) V. Modèle de statuts d'une caisse des écoles, annexé à la circulaire du 29 mars 1882 (Schwartz, *op. cit.*, pp. 515-516).

(2) Loi du 10 avril 1866. *Nouveau code de l'instruction primaire*, p. 514.

tures scolaires, de secours de vêtements aux élèves indigents, d'aliments chauds (cantines scolaires) et organisation des colonies de vacances. La caisse des écoles peut également allouer des subsides aux élèves indigents pour la fréquentation des études surveillées, mais elle ne peut l'entretenir sur son budget.

La caisse des écoles ne peut subventionner des écoles privées ni attribuer des secours aux élèves de ces écoles. Par conséquent elles n'ont pas qualité pour recevoir des dons ou legs en faveur des enfants des écoles privées.

H. *L'enseignement dans la famille.*

Puisque la loi du 28 mars 1882 admet que l'instruction primaire obligatoire peut être donnée aux enfants dans les familles par le père de famille lui-même, ou par toute personne qu'il aura choisie, il est nécessaire par conséquent d'organiser un contrôle pour juger si les parents ont négligé leurs obligations.

L'article 16 de la dite loi dit : « Les enfants qui reçoivent l'instruction dans les familles doivent chaque année, à partir de la fin de la 2^e année de l'instruction obligatoire subir un examen qui porte sur les matières de l'enseignement correspondant à leur âge dans les écoles publiques, dans des formes et suivant des programmes qui seront déterminés par arrêtés ministériels rendus au Conseil supérieur » (1).

Le jury d'examen sera composé de l'inspecteur primaire ou son délégué, président, un délégué cantonal, d'une personne (femme pour les filles) munie d'un diplôme universitaire ou d'un brevet de capacité, qui est désigné par l'inspecteur d'académie.

(1) Schwartz : *op. cit.*, pp. 7-8.

L'examen est subi à la mairie ou dans une salle d'école, la liste des enfants dressée par le maire est envoyée à l'inspecteur d'académie, la date est fixée et la convocation est faite au moins 15 jours à l'avance par l'inspecteur d'académie. (1).

Si l'examen de l'enfant est jugé insuffisant et qu'aucune excuse ne soit admise par le jury, les parents sont mis en demeure d'envoyer leur enfant dans une école publique ou privée dans la huitaine de la notification, et de faire savoir au maire quelle école ils ont choisie. En cas de non déclaration, l'inscription aura lieu d'office dans une école publique. (Loi de 1882, art. 16).

II. — EN CHINE

A. *Obligation.*

Selon les règlements détaillés de l'enseignement publiés en 1916 l'inscription des enfants d'âge scolaire est réglée par les articles suivants :

« Art. 40. Chaque année, le commissaire de l'enseignement primaire doit faire un recensement des enfants d'âge scolaire. Ceux qui devraient fréquenter l'école au mois d'août doivent être inscrits sur la liste du commissaire au mois de mai ; pour ceux qui doivent fréquenter l'école au mois de février la liste doit être établie au mois de novembre.

« Art. 42. D'après la dite liste, le commissaire avise individuellement les parents ou tuteurs de la date de la rentrée des classes et leur indique le nom de l'école que leur enfant doit fréquenter.

(1) Soleil : *op. cit.*, p. 247, § 447.

Art. 43. D'autre part, le commissaire dresse la liste des enfants et fixe la date de la rentrée des classes au directeur à qui les enfants sont confiés.

« Art. 51. Si les enfants inscrits sur la liste ne se sont pas présentés à l'école 7 jours après la date de la rentrée, le directeur doit adresser un rapport au commissaire de l'enseignement primaire.

« Art. 52. Après avoir reçu le rapport, le commissaire doit immédiatement inviter les parents à envoyer leurs enfants à l'école. S'il n'y a aucune excuse admise il adresse une plainte au gouverneur de district.

« Art. 53. Si les élèves manquent pendant 7 jours de classe et sans motif admis, le directeur doit inviter les parents à les envoyer à l'école. En cas de récidive, il doit adresser un rapport au commissaire qui invite immédiatement les parents à les envoyer. Quand une seconde invitation est restée vaine, il adresse une plainte au gouverneur de district.

« Art. 54. Le gouverneur de district agit en dernier ressort et prend les mesures nécessaires à cet effet.

Ces règlements quoi qu'ils ne soient pas officiellement abrogés, n'existent en réalité que sur le papier. Dans le plan d'action pour la première période de l'enseignement obligatoire promulgué en 1932 ne figure aucune règle concernant ces points. L'art. 3 prescrit seulement que « Dans la circonscription expérimentale de l'enseignement obligatoire, l'autorité de l'instruction publique doit désigner des fonctionnaires qui ont obtenu de bons résultats dans l'administration de l'enseignement primaire, pour s'occuper spécialement des affaires suivantes : 1) dresser le plan détaillé d'action de l'enseignement obligatoire dans cette circonscription ; 2) faire connaître au public la signification

et l'importance de l'enseignement obligatoire ; 3) prendre les mesures nécessaires en vue de créer des écoles élémentaires ; 4) préparer le budget ; 5) recenser avec le concours du bureau du service civil les enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas encore l'école, et ensuite les y envoyer, etc.» Plus loin l'article 19 dit : « Le gouverneur du district et le chef du bureau du service civil ont également l'obligation d'aider à la mise en application de cet enseignement. Au cas où ils empêcheraient au lieu d'aider cette exécution, le gouverneur de la province à la demande du commissaire provincial de l'instruction publique peut prendre des mesures contre eux » (1).

D'autre part, on présente dans le « plan d'action pour l'enseignement obligatoire de courte durée », (promulgué également en 1932) que « le bureau local d'autonomie et le bureau du service civil doivent ensemble faire un recensement deux mois avant l'époque de la rentrée de chaque semestre, de tous les enfants de 10 à 16 ans qui n'ont fréquentés précédemment aucune école, et adresser la liste de ces enfants à l'autorité supérieure de l'instruction publique » (art. 19).

Ensuite prescrit l'art. 20 « les fonctionnaires des dits bureaux, sont chargés avec les personalities locales d'inviter ces enfants à fréquenter l'école » (2).

Dans le plan pour le développement de l'enseignement élémentaire à la campagne, promulguée en 1931, on prévoit les mesures suivantes : 1) le directeur ou l'instituteur de l'école rurale doit persuader aux habitants des environs

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, pp. 368 et 471.

(2) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 464.

d'envoyer leurs enfants d'âge scolaire à l'école ; 2) Si les circonstances spéciales le demandent le directeur peut inviter, sous le titre de « fonctionnaire recruteur des élèves », les personnes dévouées à l'enseignement public à inscrire les enfants d'âge scolaire, habitant un rayon d'un kilomètre de l'école et à les forcer d'y venir ; 3) Au cas où le nombre d'enfants n'est pas suffisant dans l'école, il ne sera pas permis d'installer dans le rayon d'un kilomètre une école privée d'ancien type prenant les enfants âgés de plus de 9 ans (1).

B. *Dispenses.*

Les articles suivants de la loi de l'enseignement élémentaire de 1916 concernent les dispenses de fréquentation scolaire :

Art. 23. Les parents ou les tuteurs ont l'obligation d'envoyer leur enfant d'âge scolaire à l'école dès la date où leur enfant doit fréquenter l'école jusqu'à l'âge où la scolarité obligatoire de leur enfant est accomplie.

Art. 25, n° 1. Cependant les enfants invalides ou infirmes peuvent être dispensés de cette obligation.

N° 2. Au cas où les enfants sont malades et ne peuvent fréquenter l'école ou lorsque leurs parents sont si pauvres qu'ils ne peuvent les y envoyer, le commissaire de l'enseignement primaire doit demander une dispense au gouverneur de district, mais cette dispense ne peut en aucun cas dépasser un an ; et pour la dispense de maladie un certificat de médecin doit être fourni.

Art. 26. Si les enfants sont enseignés dans la famille, les parents doivent demander la permission au commissaire de l'enseignement primaire et les manuels scolaires reconnus

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 454.

officiellement et correspondants à ceux de l'école élémentaire ; s'il est nécessaire, les enfants peuvent être examinés par le dit commissaire (1).

En 1932, tenant compte de la différence de l'état social dans les immenses territoires du pays, le plan d'action pour la première période de l'enseignement obligatoire et celui pour l'enseignement obligatoire de courte durée s'écartant sur ce point de la législation précédente, laissent une grande liberté à l'autorité provinciale. Ils prescrivent que les enfants de l'âge fixé sont tenus de fréquenter les écoles. Mais ceux dont la santé est mauvaise, peuvent être dispensés de la fréquentation ou obtenir un sursis. Les mesures concernant cette obligation, cette dispense ou le sursis de fréquentation, doivent être fixés par le département provincial de l'instruction publique et soumis à l'approbation du ministre (2).

C. Rétribution scolaire.

L'art. 16 de la loi de l'enseignement primaire en 1932 dit que les écoles primaires ne perçoivent pas de rétribution scolaire. Mais selon les lieux, une certaine somme peut être perçue. Dans les écoles primaires publiques, l'élève des classes élémentaires paye au maximum 1 yen par semestre et celui des classes supérieures 2 yen. Dans les écoles privées la rétribution scolaire ne doit pas dépasser 3 yen par semestre pour les classes élémentaires, et 6 yen pour les classes supérieures. En outre, les directeurs d'école doivent dispen-

(1) S. F. Tehen : *L'administration de l'instruction publique en Chi-*

(2) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 238.

Chine, p. 471 (art. 17) et p. 466 (art. 18).

ser partiellement, ou totalement de la **rétribution scolaire** les élèves dont la famille est nécessiteuse (1).

Les règlements de l'enseignement primaire promulgués en 1933 complètent la loi précédente comme il suit (2) :

Art. 65. Dans les circonstances expérimentales de l'enseignement obligatoire, aucune rétribution scolaire n'est demandée dans l'école élémentaire.

Art. 66. En dehors du cas mentionné ci-dessus, là où les écoles primaires perçoivent une rétribution scolaire, elles doivent réserver aux enfants indigents des places gratuites qui s'élèvent au moins à un tiers des places totales.

Art. 68. Aucun supplément ne sera demandé aux enfants dans l'école primaire.

Art. 69. Les livres et matériels scolaires peuvent être distribués aux enfants ou vendus au prix le plus bas par une coopérative scolaire organisée par l'école ou l'administration locale de l'enseignement.

Quant aux écoles ou classes de l'enseignement obligatoire de courte durée, la rétribution scolaire, est absolument interdite. Les manuels et matériels scolaires même sont en principe fournis aux élèves par l'école (3).

III. — COMPARAISON

Il serait très difficile d'établir une comparaison semblable sur cette partie entre les deux pays que nous étudions. Par contre, nous relèverons quelques différences dans la législation.

1. D'abord, la législation française prévoit très en détail

(1) *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine*, p. 437 (art. 16).

(2) *Ibid.*, p. 447.

(3) *Ibid.*, p. 465 (art. 6).

le contrôle de la fréquentation. En raison de l'étendue du territoire et de la différence de l'état social, la législation en Chine s'en remet à l'autorité provinciale. Il y a sur ce point même une grande différence entre la législation chinoise de 1916 et celle de 1932.

2. Les sanctions en cas de non observation de la loi sont en France de la comparution, l'affichage et l'amende jusqu'à la prison en y ajoutant l'interpellation de police et de gendarmes. Parce qu'en Chine on commence seulement à appliquer le principe de l'obligation, les mesures prises sont beaucoup moins sérieuses et ne vont pas plus loin que la persuasion et l'invitation du commissaire de l'enseignement primaire.

3. L'obligation scolaire est liée à la gratuité. Tant que l'école est payante il est absolument impossible de rendre l'enseignement primaire obligatoire. La gratuité scolaire en France (Loi du 16 juin 1881) fut établie un an avant l'obligation. La législation chinoise a encore permis dans certains cas la rétribution scolaire. C'est un obstacle qui s'oppose à l'établissement de cette obligation.

4 Pour le contrôle de la fréquentation, la France a spécialement constitué une commission scolaire où sont représentées les diverses autorités et personnalités locales, et qui par conséquent, donne un encouragement et une surveillance moralement nécessaires. La législation en Chine laisse cette tâche importante aux fonctionnaires des bureaux du service civil ou d'autonomie locale, ou à la campagne à une personne quelconque. Lorsqu'une organisation n'est pas spécialisée et bien constituée, il est impossible qu'elle atteigne le but proposé.

5. En dehors de la gratuité scolaire, la loi française a constitué dès 1867 des caisses des écoles dans toutes les com-

munes pour répartir des secours aux élèves nécessiteux. La législation en Chine, voulant donner du matériel scolaire aux enfants indigents, n'indique aucune source de fonds à cet effet, par conséquent, la constitution de ces caisses n'a aucune valeur décisive.

QUATRIÈME PARTIE

PROBLEMES ACTUELS
DE L'OBLIGATION SCOLAIRE

CHAPITRE XII

La prolongation de la scolarité obligatoire

Une fois le système de l'obligation scolaire adopté par tous les pays et réalisé en gros, se posent alors de nouveaux problèmes : la prolongation de la scolarité obligatoire, l'obligation de l'enseignement post-scolaire et le problème spécial de l'école rurale obligatoire. C'est à ces problèmes que nous consacrerons la dernière partie de notre travail.

La prolongation de la scolarité obligatoire est un des problèmes les plus actuels et les plus discutés dans la littérature pédagogique. Pourquoi veut-on la prolongation ? Jusqu'à quel âge ? Quel doit être le programme ? Quelles sont les difficultés de réalisation et quels en sont les remèdes ? Voilà les questions que nous aborderons ici.

I. Etat actuel de la prolongation scolaire dans les divers pays

La première chose à connaître c'est l'état actuel de la scolarité obligatoire dans les différents pays, car c'est sur elle qu'a été greffée la prolongation.

D'après les données fournies par les différents ministères de l'Instruction publique au Bureau international de l'Education à Genève le problème de la prolongation scolaire a été soulevé dans 13 pays. Dans cinq d'entre eux on procède actuellement à la mettre en vigueur ; dans cinq autres un projet de loi a été présenté à l'Assemblée législative, et dans trois pays le problème est encore discuté dans les cercles pédagogiques. D'après les mêmes informations, par-

mi 18 nations, il y en a trois dans lesquelles la question ne se pose pas pour le moment ; trois autres où l'on n'est pas favorable à la prolongation, et enfin 12 où l'on ne demande actuellement qu'à appliquer et exécuter la loi sur la scolarité primaire prescrite ou qu'à la maintenir si elle a déjà été établie (1).

A) Pays dans lesquels la question de prolongation se pose :

(1) B. I. E. : *La scolarité obligatoire et sa prolongation*, 1934, Genève.

1) Partiellement mise en exécution :

Pays	ETAT ACTUEL			PROLONGATION			OBSERVATIONS	
	Limite d'âge	Durée de la scolarité	% de fréquentation	Durée	Scolarité totale		Législation	Raison de prolongation
					ans	âge		
Allemagne.....	6-14	8	100 % (1)	9 ^e ou 10 ^e année dans les grandes villes ou bien 1 année dans « Foyer de campagne ».	9-10	jusqu'à 15-16	décret 1934	Chômage.
Etats-Unis.....	7-14	7		2 ans.	9	jusqu'à 16 ans	loi 1931	Raisons politiques.
Hongrie.....	6-12	6	95 %	2 ans.	8	16 ans	facultatif	Chômage.
Luxembourg....	6-13	7	100 %	8 ^e année.	8	14 ans	conseil municipal	Pédagogiques.
U. R. S. S.....	8-12	4	90 %	3 et 6 ans.	7-10	15-18		Pédagogiques.
								Pédagogique social-écon.

(1) Les pourcentages de la fréquentation sont d'après « L'organisation de l'instruction publique dans 53 pays » par B. I. E., 1931, Genève.

2) Projet de loi en faveur de la prolongation.

Pays	ETAT ACTUEL			PROLONGATION			OBSERVATIONS	
	Limite d'âge	Durée de la scolarité	% de fréquentation	Durée	Scolarité totale		Législation	Raison de prolongation
Belgique.....	6-14	8		2 ans pour jeunes filles.	10 ans	jusqu'à 16 ans	projet de loi 1933	Préparation insuffisante des futures mères et ménagères.
Estonie.....	8-14	6		2 ans.	8	16 ans	proposition gouvernementale	Pédagogique, sociale économique.
Danemark.....	7-14	7	90 %	8 ^e année.	8	15 ans	circulaire ministr. p. d. loi	Pour la vie pratique.
France.....	6-13	7	93 %	1 an.	8	14 ans	projet de loi 1933	Pédagogiques.
Angleterre-Ecosse	5-14	9	91 %	1 an.	10	15 ans	projet de loi 1929	Uniquement pédagogique.

B) Pays où le problème ne se pose pas actuellement.

Pays	Limite d'âge		Durée de la scolarité	% de fréquentation	RAISONS
	avant	actuel			
Finlande.....		8-14	6	80 %	Crise économique.
Italie.....	3 ans aux hameaux 5 et 6 p. les villes	6-14	8	90 %	Suffisance du système actuel.
Japon.....	avant 1907 4 ans	entre 6-14	6	99 %	Crise économique.

(1) Pays non-favorables à la prolongation.

Pays	Limite d'âge		Durée de la scolarité	% de fréquentation	RAISONS
	avant	actuel			
Norvège.....		8-15	7	100 %	Raisons sociales et économiques.
Pays-Bas.....	7-13	7-14	7	80 %	Grande partie de l'opinion publique défavorable, mais les socialistes la réclament.
Suisse					
Berne.....		7-16	9	99 %	Régime actuel donne pleine satisfaction.
Genève.....		6-15	9	99 %	Durée actuelle paraît suffisante.

D) Pays au stade d'application de la scolarité obligatoire primaire.

<i>Pays</i>	<i>Limite d'âge</i>		<i>Durée de la scolarité</i>	<i>% de fréquentation</i>	<i>OBSERVATIONS</i>
	avant	actuel			
Brésil.....		7-12 7-14	5 à 7	60 %	Mise en vigueur de la loi.
Chine.....		6-10	4	varie de 20-78 %	Mise en exécution de la loi.
Egypte.....	inexistant avant 1933	7-12	5	18 %	Mise en exécution de la loi.
Equateur.....		7-13	6		Le problème de fréquentation prime celui de la prolongation.
Espagne.....	à la camp. 6-12	6-14	8	75 %	Son premier souci est de rendre effectif l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans à la campagne.
Indes.....	inexistant avant 1933	6-10 5-11	4 à 6		Mise en exécution de la loi.
A suivre.					

Grèce.....	6-12	6	75 %	Ibid.
Mexique.....	6-14	8	47 %	Problème de la fréquentation prime celui de la prolongation.
Pologne.....	7-14	7	96 %	Difficile même de maintenir le programme de la scolarité actuelle.
Roumanie.....	7-14	7	56 %	Problème de la fréquentation effective prime tout.
Siam.....	7-10 7-12	3 à 5		Mise en exécution de la loi.
Turquie.....	7-12	5	33 %	Problème de la fréquentation prime tout.
Yougo-Slavie....	avant 1929 4,5 ou 6 ans	8	69 %	Exécution de la nouvelle loi de 1929.

E) *Observations* : 1) L'âge de sortie de l'école est de 14 ans dans tous les pays mentionnés dans les tableaux A 1, 2, 3 excepté la France, Luxembourg, Hongrie et l'U. R. S. S. La prolongation scolaire porte, d'une façon générale, l'âge de sortie de l'école jusqu'à un minimum de 15/16 ans pour tous les pays mentionnés dans les tableaux A 1, 2, 3, sauf la France et le Luxembourg, et pour tous ces pays sans exception la durée scolaire après la prolongation est au moins de 8, 9 et 10 ans.

2) En examinant les pays figurant au tableau A/1 nous verrons que, en Hongrie, Luxembourg et U. R. S. S. où la sortie de l'école actuellement se fait à 12/13 ans, le besoin d'une prolongation s'y fait naturellement sentir. Pour l'Allemagne et les Etats-Unis c'est surtout le chômage et les troubles sociaux et économiques avec leurs répercussions politiques qui ont fait de la prolongation une nécessité.

Pour les pays mentionnés dans le tableau A/2 à savoir : Belgique, Esthonie, Danemark et France, le chômage et les conditions économiques n'ont pas atteint la gravité qu'ils ont en Allemagne et aux E. U. ; cela est, selon notre avis, une des raisons pour lesquelles ces pays-là ne se pressent pas de mettre en exécution la prolongation scolaire. Pour l'Angleterre la durée scolaire est déjà de 9 ans, durée déjà considérable, et malgré le chômage qui y existe, à cause de l'esprit conservateur anglais bien connu, on peut peut-être trouver là une explication du retard de la réalisation de la promulgation scolaire en Angleterre.

Pays du tableau A/3, la durée scolaire en Autriche est de 8 ans. Mais, la situation économique depuis la fin de la Guerre ayant été très mauvaise, beaucoup de familles pour boucler leur budget se virent contraintes de faire travailler leurs enfants aussitôt sortis de l'école. Pour la Suède il n'y

a pas si longtemps qu'elle a prolongé la durée scolaire de 6 à 7 ans, et la Tchéco-Slovaquie n'a porté la durée scolaire de 6 à 8 ans en Slovaquie que récemment, c'est pourquoi malgré la fréquentation très élevée de ces pays, le problème de prolongation scolaire reste encore suspendu par des discussions dans les cercles pédagogiques.

3) Pour les pays du tableau B le problème de prolongation ne se pose pas actuellement. Pour la Finlande, la fréquentation scolaire n'est pas encore assez élevée et son état économique ne permet pas tout de suite la prolongation scolaire. En ce qui concerne l'Italie, la scolarité y était en principe avant 1920 de 5 ans. En pratique, on donnait l'enseignement pendant 6 ans dans les villes et seulement 3 ans dans les communes de moins de 4.000 âmes. Avant 1920, la proportion des enfants fréquentant l'école était de 60 %, en 1920 elle était montée à 78 % et c'est seulement en 1932 qu'elle a atteint 90 %. Donc le fascisme n'a pas encore réalisé complètement la scolarité de 8 ans prescrite actuellement, voilà pourquoi la prolongation scolaire ne s'y pose pas encore. Quant au Japon il est de toute évidence trop préoccupé de son expansion militaire et industrielle ; de plus, sa situation financière est mauvaise ; ces soucis accaparent son attention ; il ne pense pas à la prolongation scolaire.

4) Pour les pays du tableau C, la durée de la scolarité en Suisse atteint déjà 9 ans. On quitte l'école à 15/16 ans comme dans les pays qui ont adopté la prolongation scolaire. En Norvège la sortie de l'école s'effectue aussi à 15 ans, et la Hollande n'a que récemment prolongé la scolarité de 6 à 7 ans. Ces pays trouvent par conséquent que la scolarité actuelle leur suffit.

5) Enfin, si l'on examine les pays du tableau D, l'on verra qu'il s'agit en grande partie de pays où l'obligation scolaire a été récemment et incomplètement établie et où la fréquentation n'est pas encore importante. Pour ces pays l'augmentation de la fréquentation et l'exécution efficace de la loi scolaire sont plus importantes et urgentes que le problème de la prolongation. Pourtant la scolarité y est en général trop courte, les enfants doivent sortir de l'école à 12 ans pour aller travailler, quelquefois même à 10 ans. En Espagne, les enfants des campagnes sortent de l'école à 12 ans après 6 années d'étude. En Yougoslavie, avant 1929, les raisons sont de quatre ordres : physiologique, pédagogique, et culturel.

II. *Raisons en faveur de la prolongation*

Nous connaissons maintenant l'état actuel de la prolongation scolaire de plusieurs pays. Voici les raisons qui militent en faveur de la prolongation. Il nous paraît que ces raisons sont de quatre ordres : physiologique, pédagogique, social.

A) Raisons physiologiques.

Comme nous le savons l'enseignement obligatoire dans la plupart des pays tient l'enfant à l'école jusqu'à 14 ans. C'est donc cet âge qui marque une date pour la majorité des enfants : celle de leur entrée dans la vie. Et l'entrée dans la vie cela veut dire pour la plupart le commencement du travail, la lutte pour l'existence. Or, suivant de nombreux pédagogues, la phase d'évolution physiologique et intellectuelle que traverse l'enfant vers la quatorzième année n'offre pas un moment favorable à l'entrée dans une profession,

car l'adolescent à 14 ans n'est pas assez robuste pour résister aux fatigues du travail surtout dans les usines, les mines, etc. ; en plus de la fatigue, la spécialisation avec sa monotonie, l'abrutissement dû au travail mécanique, les mauvaises conditions hygiéniques et l'insuffisance de nourriture substantielle due aux bas salaires, tout cela est désastreux au développement physique et mental de l'enfant. Si nous consultons les tableaux établis par les médecins concernant la croissance en poids et en taille des garçons, nous verrons que c'est justement dans la période entre 14 et 16 ans que cette croissance est la plus importante, même dans la période de 16 à 18 ans bien qu'à un moindre degré la croissance continue assez pour attirer l'attention des pédagogues et les a amené à envisager la prolongation scolaire, voire même l'enseignement post scolaire.

B) Raisons économiques.

« 25 millions de chômeurs dans la civilisation la plus riche que l'univers ait connue » (1). D'après les recensements les plus récents, parmi les 170 millions d'ouvriers du monde, il y en a 1/6 qui chôment, soit 8,2 % de la population totale des Etats-Unis, 6,1 % de celle de l'Autriche, 4,6 % de celle de la Grande Bretagne. Mais l'âge d'admission des enfants au travail salarié pour la plupart des pays est au-dessous de 14 ans ; en France, à 12 ou 13 ans ; dans 38 Etats des Etats-Unis à 14 ans (2) ; la convention internationale relative à l'âge minimum d'admission des enfants au travail est de 14 ans. Donc la concurrence entre les en-

(1) H. Rugg : *L'œuvre de reconstruction sociale par l'éducation, pour l'ère nouvelle*, mars 1933, N° 86, p. 59.

(2) Ch. Judd : *Problems of education in the United States*, pp. 12-25.

fants employés et les ouvriers adultes constitue un encombrement du marché du travail. C'est pourquoi la Fédération internationale des associations d'instituteurs estimait au Congrès de Santander en 1933, que « la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 15 ans et 16 ans est le remède le plus rationnel à la crise du chômage » (1). De même la Fédération universelle des associations pédagogiques proteste avec force au Congrès international de Dublin en août 1933 contre la folie d'essayer de conjurer la crise économique en opérant des restrictions dans les services sociaux et pédagogiques essentiels et par contre, elle insiste sur une « prolongation de la scolarité afin que les élèves restent durant les années d'adolescence soumis à une surveillance et reçoivent l'instruction » (2).

C. Raison culturelle.

L'instruction de l'écolé élémentaire ne doit pas être restreinte à un programme d'écriture, de lecture afin que les enfants puissent plus tard simplement remplir les bulletins de vote ou lire sans un jugement juste des affiches de propagande des partis politiques. Elle ne doit pas non plus d'être limitée aux quelques premières notions scientifiques, à des éléments de dessin ou de calcul. De plus, l'histoire, la géographie s'occupent souvent du pays natal, et l'instruction morale et civique vise exclusivement les principales vertus individuelles envers la famille, la patrie (3), par conséquent,

(1) B. I. E. : *Les économies dans le domaine de l'instruction publique*, p. 122.

(2) *Ibid.*, p. 123.

(3) Cf. *Plan d'étude et programmes des écoles primaires élémentaire* 1933, pp. 32, 38, 39.

il serait très difficile, comme la ligue internationale pour l'Education nouvelle l'a demandé, « de mettre l'enfant en mesure de saisir les complexités de la vie sociale et économique de notre temps... » c'est-à-dire de lui faire « apprécier son propre héritage national » sans chauvinisme et de lui apprendre « à accueillir avec joie la contribution originale de toute autre nation à la culture humaine universelle » (1). Donc, en vertu de l'élévation du niveau social d'instruction et de l'augmentation de la morale humaine, il serait raisonnable de retenir les enfants plus longtemps à l'école en leur permettant d'accroître leur savoir. « A temps nouveau, besoins nouveaux, remarque avec raison M. Rouston, il est dangereux aujourd'hui plus qu'hier d'abandonner l'adolescent à lui-même avec des connaissances restreintes et mal assises. La prolongation scolaire, l'organisation sérieuse de l'enseignement post scolaire sont des problèmes sur lesquels tout le monde est d'accord » (2).

III. . . *Problèmes de la prolongation scolaire.*

Si tout le monde s'accorde pour demander une prolongation de la scolarité obligatoire, des problèmes se posent : jusqu'à quel âge faut-il qu'elle soit prolongée et par quels procédés la réaliser ? Ici nous ne voulons pas nous préoccuper des différenciations nationales, nous nous bornerons seulement à remarquer ce que nous estimons utile pour tous les pays.

1) D'une façon générale et exclusivement au point de vue pédagogique, une scolarité obligatoire prolongée jus-

(1) Pour l'ère nouvelle, dos de couverture, N° 83, 1932.

(2) Rouston : *Problèmes de l'éducation nationale*, pp. 65-66.

qu'à 15 ou 16 ans avec un enseignement post-scolaire obligatoire jusqu'à 18 ans même pour les adultes, serait préférable. Car, comme nous l'avons montré, les enfants de cet âge, par suite d'une croissance plus développée et d'une force plus apte aux travaux industriels, acquerraient avec une scolarité plus longue, un caractère plus ferme, des connaissances plus complètes et mieux adaptées à la vie sociale.

2) Dès tableaux précédents, on voit que la prolongation de la scolarité obligatoire dans un certain pays est souvent progressive. Aux Etats-Unis en 1907 par exemple, il y avait encore 9 états qui ne demandaient pas une scolarité obligatoire, trois Etats seulement la demandaient pour 3 ans, 2 pour 5 ans, 15 pour 6 ans, 15 pour 7 ans et 4 Etats pour 8 ans. En 1915, il ne restait que 4 Etats qui ne réclamaient pas une scolarité obligatoire, 3 Etats la demandaient pour 4 ans, 1 pour 5 ans, 14 pour 6 ans, 20 pour 7 ans et 6 pour 8 ans. En 1933, on ne trouvait plus aucun Etat où la scolarité ne soit obligatoire, 2 seulement pendant 4 ans, 11 pendant 6 ans, 22 pendant 7 ans, 12 pendant 8 ans ; enfin 1 Etat demandait la scolarité obligatoire pendant 9 ans (1). Donc pour un pays en retard cette prolongation progressive sans arrêt mène sûrement à la solution demandée.

Dans cette question plusieurs facteurs sont à envisager, le temps, l'état des finances du pays, la richesse du peuple, l'état social et politique ainsi que culturel. Par exemple la France est en voie de prolonger sa scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans avec une durée de 8 ans, tandis que l'Angleterre a essayé de voter une scolarité obligatoire jusqu'à 15 ans avec une durée de 10 ans. De même la Chine et la Tur-

(1) Ch. Judd : *Problems of education in the United States*, pp. 24-25.

quie ne pensent qu'à réaliser une durée d'obligation scolaire de 4 et 5 ans respectivement.

3) Pour un pays auquel la situation économique, l'état éducatif ne permettent pas d'un seul bond de réaliser une pareille réforme, il est donc juste que l'on fixe d'abord comme en U. R. S. S. une durée scolaire de 4 ans en principe, quitte à la prolonger jusqu'à 7 ans en certains cas. Ensuite on fixera une durée de 7 ans en principe et on s'acheminera vers la durée de 10 ans pour certains cas. Ou bien on peut suivre le plan de Laurin : prolongation de la scolarité obligatoire pour les jeunes élèves, avec un congé pendant le travail agricole pour les enfants plus âgés. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis en raison du genre de travail, on a songé à prolonger la scolarité des enfants et des adolescents pendant l'hiver.

D'autre part, une différence au sujet de la prolongation scolaire peut exister entre les villes et les campagnes ; entre les jeunes gens et les jeunes filles. C'est un fait qu'en Italie et en Espagne, la durée de la scolarité obligatoire est plus longue à la ville qu'à la campagne. En U. R. S. S. l'enseignement à l'école secondaire n'est obligatoire que « dans les centres industriels, les rayons de fabriques et d'usines, les cités ouvrières, dans certaines régions et territoires, etc. (1). La Belgique prolonge l'enseignement obligatoire seulement pour les jeunes filles jusqu'à 16 ans. Nous ne croyons pas que cette différence soit juste, c'est enfin une chose inévitable pendant le temps où l'on est en train de réaliser une prolongation.

4) Ici un fait intéressant à noter, c'est que l'organisation de cette scolarité obligatoire primaire prolongée reste

(1) B. I. E. : *La scolarité obligatoire et sa prolongation*, p. 196.

d'abord toujours facultative ; la fréquentation par les enfants n'est pas non plus obligatoire. Au Luxembourg, par exemple, cette prolongation n'a été considérée que comme une tentative des conseils communaux, ils peuvent étendre la scolarité obligatoire à 8 ans (1). L'organisation d'une 8^e année au Danemark fut d'abord essayée dans plusieurs communes et le ministre a invité ensuite par une circulaire toutes les municipalités à mettre cette question à l'étude (2). En Allemagne, les enfants qui prolongent la fréquentation pendant les 9^e et 10^e années scolaires ne sont à Röttscher que dans la proportion de 33 %, mais le pourcentage va en augmentant (3).

5. Quel enseignement est donné pendant la prolongation ? En Allemagne on donne aux jeunes gens « une plus grande culture générale et un préapprentissage » et pendant l'année à passer à la campagne, les enfants doivent apprendre à connaître les ressources de la terre. L'enseignement porte sur l'étude de la race, l'histoire, l'étude du folklore, etc... Au Danemark l'enseignement pendant la scolarité prolongée vise surtout à préparer les enfants à la vie pratique. En Angleterre, l'enseignement donné aux enfants qui restent à l'école primaire jusqu'à l'âge de 15 ans, a pour but de « leur fournir d'une part une bonne instruction générale et un programme suffisamment varié pour répondre aux goûts et aux aptitudes des élèves, et d'autre part une préparation à leurs occupations futures dans le commerce, l'industrie et l'agriculture » (4).

(1) B. I. E. : *La scolarité obligatoire et sa prolongation*, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 88.

(3) *Ibid.*, p. 50.

(4) *Ibid.*, p. 162.

IV. — *Difficultés et remèdes*

Pour réaliser la prolongation de la scolarité obligatoire, une seule difficulté d'ordre économique s'y oppose, puisque les autres en réalité n'en sont qu'une conséquence. Ainsi l'insuffisance du nombre d'instituteurs spécialisés et aussi celle des bâtiments scolaires provient du manque de fonds. Quant aux difficultés sociales, c'est-à-dire le besoin de jeunes ouvriers pour la main-d'œuvre agricole et la pléthore de jeunes gens désireux de trouver un emploi dans les villes, nous ne craignons pas, comme on le craint ailleurs, que les travaux agricoles et industriels soient paralysés, lorsque les enfants sont retenus à l'école.

Ces difficultés d'ordre économique doivent être envisagées sous deux aspects. D'abord elles ressortissent à l'autorité gouvernementale, puisque cette prolongation augmentera le nombre des élèves et par conséquent des maîtres, des bâtiments scolaires, des traitements, des frais de construction scolaire et d'entretien etc., c'est donc à un accroissement du budget national et aussi communal qu'il faudra songer. Ensuite, un autre obstacle vient de l'opposition des parents peu aisés qui désirent bénéficier de l'apport pécuniaire de leurs enfants le plus tôt possible. Lorsque l'enseignement n'est pas gratuit, les parents hésitent à faire des frais pour l'éducation de leurs enfants.

Depuis la crise économique, le budget de l'instruction publique a été dans presque tous les pays, contrairement à ce que l'on a réclamé, le premier et non le dernier à subir des réductions. D'après l'enquête du Bureau international de l'éducation, ces économies les plus fréquentes frappent le traitement du personnel enseignant, les constructions scolaires, le nombre d'écoles et de classes et l'augmentation

de la contribution financière demandée aux parents etc. (1). La répercussion des difficultés financières des Etats-Unis sur la situation scolaire est lamentable. En 1934, 800 écoles étaient fermées, 180.000 enfants sont hors d'état de recevoir l'instruction ; 1500 classes sont destinées à disparaître ; au cours du trimestre de cette année, 11.000 autres classes doivent subir le même sort dans un délai de 6 mois (2). Donc, c'est un fait bien intéressant à noter que, d'une part, on demande de prolonger la scolarité obligatoire qui amènera une augmentation de bâtiments scolaires et une surcharge financière aux parents, et que d'autre part, on supprime même des écoles existantes. Il en résultera qu'un grand nombre d'enfants seront privés de toute instruction. Tandis que le personnel enseignant, les partis de gauche, réclament cette prolongation, ce sont toujours les parents nécessiteux et les parties de droite qui s'y opposent. Les mesures prises pour surmonter toutes les difficultés économiques ne seront efficaces que si on arrive à effacer les tendances qui sont au sein du Gouvernement.

On a observé que le rapport du montant du budget de l'instruction publique au budget général de l'Etat dans les pays européens n'est que de 6 % en France, 5 % en Italie, et 3 % en U. R. S. S. (3). La guerre de 1870 a coûté chaque jour aux Français et aux Allemands 135 millions. « Gardons le chiffre de 1870, note M. Roger, ainsi on ne nous taxera pas d'exagération, la dernière guerre a duré plus de 1.400 jours. Si chaque pays avait dépensé 1.400 fois 135 millions pour l'enfance, on aurait fait beaucoup mieux

(1) B. I. E.: *Les économies dans le domaine de l'instruction publique* 1934, p. 11

(2) *School review*, mars 1934.

(3) Pour l'Ere nouvelle, janvier 1934, N° 94, p. 21.

encore que ce que nous demandons » (1). Donc, nous voyons que nulle difficulté économique n'existe véritablement pour une réalisation de cette prolongation scolaire.

Si l'on veut se contenter de petits remèdes, on peut mentionner les moyens suivants: par exemple, en Ecosse, on accorde des indemnités d'études aux élèves de 14 et 15 ans. En Russie, des fonds spéciaux, des allocations budgétaires sont destinées spécialement pour la construction scolaire, pour les secours matériels aux enfants d'ouvriers peu aisés ou nécessiteux, sous forme de bourses, ou de vêtements, de chaussures et de produits alimentaires. En ce qui concerne les difficultés économiques des municipalités, la plupart des pays espèrent les surmonter grâce à une participation financière de l'Etat. Pour le personnel enseignant, on pense élever le niveau des études des maîtres futurs: on leur demandera l'examen de maturité des écoles secondaires. D'ailleurs il est presque paradoxal de constater que, dans quelques pays, c'est à cause de la crise que les difficultés économiques peuvent être surmontées. On prétend que l'époque difficile actuelle est très favorable à la prolongation de la scolarité; d'une part, parce qu'elle permet d'utiliser la surabondance présente d'instituteurs, et d'autre part parce que la réduction apportée au traitement des instituteurs permet d'occuper à la tâche, découlant de cette prolongation, beaucoup d'instituteurs sans un grand surcroît de dépenses (2).

V. — *La prolongation scolaire en France*

Le problème de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans en France était ancien. En 1910 M.

(1) M. Roger: *Une révolution nécessaire à l'école rurale*, pour l'ère nouvelle, décembre 1932, N° 83, p. 329.

(2) B. I. E.: *La scolarité obligatoire et sa prolongation*, pp. 35-36.

Briand, alors ministre de l'Instruction publique avait déposé un projet ; un autre a été déposé quelques années plus tard à la Chambre par M. Buisson. En 1913 M. Goy avait fait sur ces deux projets un rapport très documenté qui a servi à établir le projet de 1921 (1).

En 1919, après la Grande guerre, les Compagnons de l'Université Nouvelle avaient réclamé nettement la prolongation. « Nous voulons, disaient-ils, non seulement l'école primaire unique, mais l'école primaire prolongée.., en principe nous voulons prolonger l'Ecole Unique jusqu'à 14 ans. » Plus loin, il « faut donc que l'Ecole Unique soit obligatoire et prolongée » (2).

En conséquence, un projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire, le projet Honnorat, a été présenté au Sénat, à la séance du 24 novembre 1921 et adopté le 28 décembre 1922. Ce projet a été soumis à la Chambre en 1924 par M. F. Albert, alors ministre de l'Instruction publique, en 1925 par M. Daladier et repris sous la législation suivante par M. Ed. Herriot, ministre de l'Instruction publique. Le 28 mai 1928, M. Marius Bieyre fut chargé du rapport par la Commission de l'Enseignement de la Chambre. Il déposa ce rapport le 18 décembre 1930, puis en raison de certaines modifications apportées aux textes du livre II du Code du travail et pour mettre ce texte en harmonie avec celui de la Commission, M. Pieyre déposa le 7 mars 1931, un rapport supplémentaire sur cette importante question. Selon l'article 36 du règlement, ces textes ont été renvoyés dès l'ouverture de la nouvelle législation, le 7 juillet 1932, à la commission de

(1) Journal officiel (Sénat) séance 10 nov. 1921, p. 1852.

(2) Les compagnons : *L'université nouvelle*, T. II, p. 31 et p. 36.

l'enseignement et en mai 1933 M. Raymond Férin a été désigné comme rapporteur ; les textes furent votés le 31 mai 1933 (1).

Comme raison de cette prolongation en France, on peut d'abord citer l'exemple de l'Allemagne. En séance du 10 novembre 1921, M. Jossot, rapporteur du projet de loi de cette prolongation, a cité une parole d'un officier français qui a passé en Allemagne six mois à ses risques et périls : « Dans ce pays, dit-il, on va à l'école jusqu'à 14 ans, mais en France, pays de République, où l'instruction est obligatoire, à partir de 11 ans et parfois même plus tôt, personne ne va plus à l'école. Là-bas, dans certaines communes, même après 14 ans, il a été créé des obligations supplémentaires, alors qu'en France il n'y a rien. Si nous continuons avec ce régime, dans vingt ans, les français seront tous des ignorants, tandis que les allemands seront tous des ouvriers instruits » (2).

En second lieu, la prolongation scolaire pourrait résulter d'une convention d'ordre international. Dans le rapport de la Chambre sur le projet de loi de cette prolongation, M. Raymond Férin a dit à la séance de 1932 : « M. de Monzie (alors ministre de l'Instruction publique) s'étant mis d'accord avec les ministres du travail et de la marine marchande, a estimé que l'occasion était bonne pour ajuster le projet de loi aux textes des conventions internationales relatives à l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, maritimes et agricoles. Ces conventions ratifiées par un grand nombre de nations, supposent l'obliga-

(1) Journal officiel, séance 30 mai 1933, p. 2715.

(2) Journal officiel, séance 10 nov. 1921, p. 1852.

tion scolaire prolongée jusqu'à 14 ans, à peu près sans dispense » (1).

Enfin, l'Alsace-Lorraine a fait demander un ajustement de la question. « Dans les trois départements de l'Est, qui, remarque M. Jossot au Parlement, ont retrouvé la mère patrie, l'obligation existe depuis 1873, jusqu'à 14 ans pour les garçons et 13 ans pour les filles. Si vous ne votiez pas le projet qui vous est soumis, mettrions-nous l'Alsace à notre niveau ? Nous serions en effet obligés dans quelque temps, lorsque les lois françaises seront toutes appliquées en Alsace et en Lorraine, d'abaisser le niveau de l'âge scolaire à 13 ans, puisqu'il est de 13 ans en France » (2).

M. Desgranges donne à ces mesures des raisons culturelles et sociales : « C'est un avantage, dit-il, pour les petits français de poursuivre leurs études jusqu'à 14 ans révolus. Le niveau de l'instruction en France ne manquera pas d'en être élevé, ce qui nous paraît être un grand bien ; non seulement les petits français iront à l'école plus longtemps, mais ils iront beaucoup moins vite faire concurrence aux ouvriers dans les usines, en cette période de surproduction et de chômage » (3). Le premier point envisage l'avenir, le second porte sur les faits actuels.

Pour M. de Monzie, « depuis 1886, dit-il, l'expérience avait apporté assez de leçons et les mœurs assez évolué pour qu'il devint nécessaire de réviser notre système scolaire, ou plutôt d'adapter les organismes actuels aux besoins du présent sans entraver les progrès de l'avenir » (4).

(1) F. Vial : *Vues sur l'école unique*, p. 120.

(2) Journal officiel, 10 nov. 1921, p. 1853.

(3) Journal officiel, 30 mai 1933, p. 2717.

(4) F. Vial : *op. cit.*, p. 119.

Pour M. F. Vial, il estime que cette prolongation est établie et fonctionne parfaitement dans 21 nations : « Chez plusieurs même d'entre elles, écrit-il, l'obligation scolaire est étendue jusqu'à 15 et même 16 ans, nous n'arrivons, à ce point de vue, qu'au 22^e rang, après la Suisse, la Suède, la Lettonie, etc. » Ensuite il considère que la fréquentation de l'école jusqu'à 14 ans est un fait, car il y a « à l'heure actuelle, plus de 90.000 garçons et 75.000 filles de 13 à 14 ans fréquentant une école primaire publique ou privée. » Il juge enfin que cette réforme est si peu utopique qu'elle a déjà été votée par l'Assemblée législative (1).

Pour cette prolongation, il y a deux points importants. Il s'agit d'abord d'assurer par des mesures plus rigoureuses la fréquentation scolaire. L'article 14 du projet de loi dit : « tous les français candidats à des fonctions de l'Etat, des départements et des communes devront justifier, par la production d'un certificat d'études primaires scolaire ou post-scolaire, ou d'un livret ou certificat d'assiduité scolaire, qu'ils ont satisfait à la loi sur la fréquentation scolaire. » Ensuite l'autorité publique peut venir au secours des familles peu fortunées que la nécessité de se priver de l'aide de leurs enfants met dans une situation difficile. C'est pourquoi l'article premier du projet a prescrit que « la gratuité de l'instruction comporte pour l'Etat, le département, la commune, l'obligation de fournir aux enfants les moyens matériels de fréquenter l'école dans tous les cas d'absence ou d'indigence partielle ou totale des parents », car comme l'a bien remarqué M. l'abbé S. Desgranges : « vous ne voulez pas que, pour obéir aux lois, de pauvres gens aient à souffrir de la faim » (1).

(1) F. Vial, *op. cit.*, p. 121.

(2) Journal officiel, 30 mai 1933, p. 2717.

C'est justement sur ces deux faits importants que le projet de loi sur la fréquentation scolaire et la prolongation de la scolarité obligatoire a été votée en 1933 en France et qu'il se différencie de la loi de l'obligation scolaire de 1882. Nous espérons donc le mettre en vigueur.

CHAPITRE XIII

L'enseignement obligatoire et l'enseignement post-scolaire

1. — *Définition et nature de l'enseignement post-scolaire.*

Après l'enseignement primaire obligatoire, nous nous occuperons du problème de l'enseignement post-scolaire. Sous le nom d'enseignement post-scolaire, on désigne « tout enseignement reçu par quiconque après l'école élémentaire..., ne suit pas, pendant la journée entière, un cours régulier d'études » (1). D'une façon générale, les élèves sont en apprentissage, ils ne consacrent que peu de temps aux études. Dans les cours dits de préapprentissage, les élèves reçoivent un enseignement post-scolaire en même temps qu'ils s'exercent à divers travaux manuels. Il se différencie de l'enseignement professionnel ou technique proprement dit dans lequel on s'attache plutôt à une étude théorique et pratique qu'à l'apprentissage et aussi la scolarité y est plus longue. L'enseignement post-scolaire se donne dans des cours ou des classes annexés à une école quelconque ; sa durée scolaire est toujours plus courte. Il est également différent de l'éducation sociale telle qu'on la conçoit dans les cercles populaires et les conférences, ou que l'on peut acquérir en fréquentant les bibliothèques. Cette éducation sociale n'a pas de maîtres, ni d'élèves fixes.

(1) Richard : *L'enseignement en France*, p. 91.

Ainsi on entend souvent sous le nom d'enseignement post-scolaire les cours d'apprentis, les cours complémentaires (1) ou les « continuation-courses ». Il y a encore des écoles saisonnières, fixées ou ambulantes, des cours d'adultes ou même des cours d'illettrés. Les uns ou les autres s'accordent aux besoins régionaux, leur durée est variable. Plus souvent, il a doubles tâches : d'une part, on fait repasser les connaissances acquises à l'école primaire, pour les approfondir ; c'est une sorte d'instruction générale. Mais pour acquérir un poste dans la vie, il faut en plus d'une instruction générale, un enseignement technique qui spécialise dans un métier qu'il soit d'ordre industriel, commercial, agricole ou ménager. C'est là un enseignement professionnel qui s'oppose à l'instruction générale. Tandis que l'instruction générale a une valeur sociale, l'enseignement professionnel a une valeur plutôt économique. L'enseignement post-scolaire combine les deux valeurs importantes dans la société moderne.

On a remarqué que les adolescents avant 18 ans ont un caractère très plastique, c'est « l'âge critique où il est dangereux de les abandonner à eux-mêmes. » Un enseignement primaire prolongé jusqu'à 14 ou 15 ans ne suffit plus, il faut encore un enseignement post-scolaire jusqu'à 18 ans et l'adulte s'y adonnera mieux, voyant réellement les profits qu'il peut en tirer. Le jeune homme ou l'adulte dont l'éducation a été dirigée peut plus aisément comprendre leur égoïsme, leur amour de soi, et ainsi y remédier (2).

(1) Le nom de « cours complémentaire » en France est destiné aux classes d'enseignement supérieur qui sont annexées aux écoles élémentaires.

(2) J. Poiry : *La réforme de l'éducation*, chap. XII, p. 155.

Economiquement, les enfants doivent tôt ou tard travailler pour gagner leur existence, ils doivent posséder un métier. Plus une société est modernisée, plus il est nécessaire d'avoir une technique bien spécialisée. Donc pour ceux qui ne peuvent fréquenter une école secondaire ou professionnelle, un enseignement post-scolaire professionnel est nécessaire plus que jamais. Sinon, les jeunes travailleurs entravent sûrement les progrès industriels et seront vaincus dans la lutte économique internationale. C'est pourquoi pendant la crise économique, une rééducation professionnelle a été organisée en Angleterre pour les jeunes chômeurs ; on y donne un enseignement spécialisé afin qu'ils puissent travailler encore mieux et soient adaptés à la lutte économique. Parmi ceux qui ont reçu cet enseignement, on compte une forte proportion d'élèves (environ 90 % pour les hommes, et 80 % pour les femmes) qui ont retrouvé du travail et pu obtenir des emplois satisfaits.

Ainsi nous pouvons conclure avec M. Kitpatrick : « Sous les conditions variables dans la Société contemporaine, l'étude sociale continue devient la conséquence inévitable de problèmes sociaux qui surgissent continuellement. L'enseignement, soit public, soit privé ne doit pas cesser lorsque les enfants sont arrivés à l'âge adulte. L'éducation nouvelle destinée aux adultes, de quelque section qu'elle soit, est un élément nécessaire d'un plan social et éducatif. Notre devoir immédiat est de reconnaître les besoins et les possibilités de cette éducation nouvelle pour adultes » (1), car cette éducation peut « aider quiconque la reçoit, jeune ou vieux, à étudier les opinions rivales qui luttent pour les idées nouvelles. Le progrès en pensée ou en action les met-

(1) Kilpatrick, etc. : *The educational frontier*, p. 131.

tra sûrement dans la bonne voie, tandis que l'individu lui-même pourrait dans cette évolution mieux étudier et aider à l'avancement de ce progrès » (1).

II. — Enseignement post-scolaire de divers pays

L'enseignement post-scolaire est une question qui s'est posée beaucoup plus tard que l'enseignement primaire obligatoire. Ces institutions n'ont augmenté dans de fortes proportions que pendant ces trente dernières années. Les systèmes se différencient les uns des autres, nous pouvons en nous basant sur l'enquête récente du Bureau international de l'Education, établir les tableaux suivants (2).

A. Pays de l'enseignement post-scolaire obligatoire

a) Obligatoire pour tous.

Pays	Nombre d'années ou âge d'élèves	Nombre d'heures	Observations	Programmes	Fondateurs
Allemagne..	3 à 4 ans (14-18 ans)	6 à 10 par sem.	Obligatoire pour tous	professionnel et civique.	Etat, municipalités, communes, associations publiques, privées.
Autriche....	jusqu'à 3 ans (14-18 ans)	variable selon genre et but de l'école	Idem.	variable selon campagne, villes ou méti- ers.	idem. à suivre

(1) Kilpatrick, etc., *op cit.*, p. 147.

(2) B. I. E. : *La scolarité obligatoire et sa prolongation* 1934, Genève, pp. 214-215 et d'autres.

Etats-Unis...	2-4 années	4 à 8 par semaine	plupart d'Etats	classique jusqu'à technique.	municipalités, communes
Finlande....	2 années	75 à 150 h. l'an	Oblig. pour tous		municipalités et communes subventionnées par Etat.
Hongrie....	3 années	158 - 172 h. l'an	Idem.	général et professionnel	
Luxembourg	2 années	106 par an (l'hiver)	Idem.	général et métiers spéc.	communes avec l'approbation et sous la surveillance de l'Etat.
Pologne....	15-18 ans	pas définies	Idem.	général et professionnel	Etat assisté des municipalités et communes.
Suède.....	2-3 années jusqu'à 18 ans	360-540 l'an	Idem.	idem.	municipalités et communes rurales soutenues par l'Etat
Suisse..... Genève	14-18 ans	$\frac{1}{2}$ journée p. semaine	excepté enfants habitant campagne	professionnel	Etat.
Tchéco-Slovaquie...	2-3 années	8 h. par semaine pendant 4-5 semestres.	Oblig. pour tous	métiers.	communes, comités scolaires spéciaux.
U. R. S. S..	$\frac{1}{2}$ ans maximum	72 h. par mois	Idem.	général et professionnel	soviets de villes et des villages, et organisation économiques.

b) Obligatoire pour un certain métier.

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'années ou âge d'élèves</i>	<i>Nombre d'heures</i>	<i>Observations</i>	<i>Programmes</i>	<i>Fondateur</i>
Australie....	2-3 années 14-18 ans	252 l'an minimum	Oblig. pour apprentis de commerce		Etat.
France.....	3 années 13-18 ans	4 p. semaine 100 l'an minimum; 8 p. semaine 200 l'an maxim.	Oblig. aux jeunes gens moins de 18 ans dans le commerce et industrie	professionnel	Communes, ou les chefs d'entreprises.
Norvège.....	14-16 ans	8-24 par semaine, 1-6 mois l'an	Oblig. pour apprentis artisans	général et professionnel	municipalités et communes.
Danemarck..	14-18 ans	6-8 par semaine.	Oblig pour apprentis	général et pratique.	communes, initiatives privées, subventionnées par Etat.

c) Obligatoire dans certaines conditions.

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'années ou âge d'élèves</i>	<i>Nombre d'heures</i>	<i>Observations</i>	<i>Programmes</i>	<i>Fondateur</i>
Allemagne Prusse.....	14-18 ans	6-10 p. semaine	Oblig. en communes qui en possèdent	Profess. et civique	ibid. au tableau a.
Italie.....		pas de minimum légal	oblig. si existent	général et professionnel	Etat, communes ass. culturelles.
Yougoslavie.	15-30 ans	360-720 240-480 en tout	Oblig. pour ceux qui s'y sont inscrits		

d) Obligatoire selon sexe.

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'années ou âge d'élèves</i>	<i>Nombre d'heures</i>	<i>Observations</i>	<i>Programmes</i>	<i>Fondateur</i>
Allemagne Prusse.....	14-18 ans	6- 10 p. semaine	Oblig. moins stricte pour filles	Profess. et civique	ibid. au tableau a
Autriche....	14-18 ans jusqu'à 3 années	variable	moins nombreux pour filles	variable	Ibid.
Suisse Vaud.	3-4 années	60 h. l'an	oblig. seulement pour garçons	professionnel	Etat et associations publiques et privées.

B. Pays de l'enseignement Post-scolaire facultatif

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'années ou âge d'élèves</i>	<i>Nombre d'heures</i>	<i>Observations</i>	<i>Programmes</i>	<i>Fondateur</i>
Belgique....	à partir de 14 ans.	100 par an dans les cours pour adultes	facultatif	élémentaire perfectionnaire, général et professionnel.	communes et associations privées.
Chine.....	1-2 années p. professionnels ; 16-50 ans p. illettrés	8 la semaine 12 la semaine pendant 3 mois.	idem idem	général et profess.	municipalités et associations publiques et privées.
Espagne....	à partir de 13 ans	2 par jour mai à octob.	idem	élémentaire et spécial.	Etat, communes. A suivre.

Grande-Bret Angleterre..	14-18 ans		obligat. de- puis loi de 1918 et 1921 mais pas ap- pliqué	général, avec ou sans pro- fess. domes- tique, artisti- que.	communes et asso- ciations privées.
Ecosse.....	à partir de 14 ans 4 années	6 la semaine pendant 25- 30 semaines	facultatif avec bourse	idem.	idem.
Japon.....	ordinaire 2 années profess. 4 années	158-172 l'an 280-420 l'an	facultatif idem	enseignem. ordinaire et profess.	localités et cham- bres de commerce et d'industrie.
Pays-Bas....	14-18 ans	150-300 l'an	idem	général et profess.	communes, associa- tions scolaires pr- vées subventionnées par Etat.

*C. Pays de l'enseignement post-scolaire mixte
avec l'enseignement primaire.*

Siam.....	les deux dernières années de l'enseignement primaire consacrées à la formation professionnelle.
Roumanie...	les 3 dernières classes de l'enseignement primaire consacrées à la formation professionnelle.

D. Pays sans enseignement post-scolaire

Egypte, Haïti, Delhi (Indes), Islande, Colombie, Paraguay, Panama.

E. Observations et considérations.

1) Sauf quelques cas exceptionnels, dans presque tous les pays, il existe un enseignement post-scolaire qui suit l'enseignement primaire.

Les pays qui n'ont pas encore établi cet enseignement sont ceux qui d'une façon générale, sont les moins avancés au point de vue économique ou culturel. Ils ont néanmoins une tendance aujourd'hui à réclamer dans un bref délai les bienfaits de cet enseignement.

2) L'enseignement post-scolaire, à la différence de l'enseignement primaire obligatoire, dans tous les pays peut être obligatoire pour les uns, facultatif pour les autres, ou obligatoire pour tous, ou obligatoire seulement pour certains métiers, dans certaines conditions, ou l'obligation est plus sérieuse pour le sexe masculin.

L'enseignement post-scolaire doit-il être obligatoire ? ou facultatif ? Cette obligation doit-elle établir une différence entre les métiers et les sexes ? Nous considérons que l'enseignement post-scolaire doit être obligatoire pour deux raisons : d'abord quand les adolescents ont quitté l'école primaire élémentaire, ils ne sont munis encore d'aucune capacité professionnelle qu'ils adaptent à la lutte pour la vie. Donc, un enseignement pratique ou un apprentissage serait tout à fait nécessaire, par conséquent, obligatoire pour tous ceux qui ne continuent pas leurs études secondaires. Si cet enseignement reste facultatif, il adviendrait très probablement, comme le Ministre de l'instruction publique de Roumanie l'a expliqué, que « malgré le grand effort que l'appareil administratif et les organes de contrôle déploient

pour intensifier les fréquentations des cours complémentaires, ceux-ci sont encore presque déserts. Cela provient du manque de bénéfices tangibles, que la fréquentation régulière de cet enseignement devrait offrir » (1). C'est pourquoi parmi les pays où l'enseignement post-scolaire est facultatif on a institué à cet effet des bourses ou d'autres mesures qui l'encouragent.

Quant aux pays où l'obligation n'existe que pour certains métiers et pour le sexe masculin, nous comprenons facilement que cette différence soit provisoire. Lorsque le temps et l'argent manquent, il serait raisonnable de rendre obligatoire les cours qui ont déjà fonctionné à titre facultatif, et cette obligation commencerait aux cours de commerce ou d'industrie, lorsqu'un enseignement de ce genre est davantage nécessaire aux jeunes gens qui sont destinés à ces métiers. Dès que cette obligation sera établie, sa généralisation suivra tout de suite.

3) Faisant suite aux études primaires, l'enseignement post-scolaire a une durée de 2 mois au moins jusqu'à 4 ans au plus. Sauf des cas exceptionnels, l'âge va très souvent de 13 à 18 ans.

Quelle durée doit avoir l'enseignement post-scolaire ? les élèves profitent-ils mieux d'une scolarité décentralisée ou centralisée ? Cela dépendra de la profession qu'ils veulent suivre. Mais d'une façon générale, il serait préférable d'étendre l'enseignement sur une durée plus longue avec une décentralisation. Car un enseignement inculqué de temps en temps aux adolescents serait sûrement utile pour

(1) B. I. E. : *op. cit.*, p. 18.

une formation de caractère ainsi que pour la profession. Encore serait-il souhaitable qu'il y ait une rééducation donnée plusieurs fois dans la vie même après 18 ans ; ce serait fréquemment une occasion de perfectionner la technique que les jeunes travailleurs ont reçue au cours du temps.

4) Le nombre d'heures de l'enseignement post-scolaire, si l'on met à part celui n'est pas fixé par la loi, varie entre 4 et 40 heures par semaine, ou 60 et 720 heures par année.

Si la déconcentration de la durée scolaire est profitable pour la scolarité de l'enseignement post-scolaire, c'est également le cas pour l'emploi du temps de cet enseignement. Par exemple, on ne devrait pas permettre, sauf des cas spéciaux, d'expédier une étude demandant 60 heures de travail en 2 ou 3 semaines à raison d'une vingtaine d'heures par semaine. Par contre, en raison du travail à la campagne, il serait encore juste d'obliger les jeunes cultivateurs d'entrer au cours post-scolaire seulement pendant la saison morte, d'octobre à mars par exemple, au lieu de les occuper toute l'année.

D'autre part, l'enseignement post-scolaire doit avoir lieu pendant les heures de travail payées à la solde par l'employeur. Il ne faut pas donner de leçons après la journée de travail alors que la fatigue enlève les moyens d'étude. C'est pourquoi tant de pays ont obligé les employeurs à libérer leurs employés pendant les heures de classe ; en Finlande, cet enseignement doit être donné pendant la journée.

5) Par la nature de programme, on voit que l'enseignement post-scolaire s'oriente d'une part vers les besoins

pratiques de la vie, et d'autre part, complète l'instruction générale reçue à l'école primaire, c'est ainsi que la grande souplesse des cours post-scolaires s'adapte aux besoins régionaux et aux différents métiers. Dans presque tous les pays, les programmes ne sont pas les mêmes pour la campagne et pour la ville, pas les mêmes pour le littoral et les milieux industriels. Ils varient aussi pour chaque métier ; ils doivent se plier aux traditions régionales. Les intérêts professionnels des élèves doivent être respectés de diverses façons et l'enseignement doit représenter une graduation continue. Celui-ci commence par des cours généraux pour tout le monde, auxquels peuvent s'ajouter des cours spéciaux facultatifs destinés aux différents métiers et professions. La graduation aboutit enfin à des programmes spéciaux pour chaque métier : la menuiserie, la serrurerie, etc. dans les grandes villes, et on se contente généralement, dans les centres de moindre importance, de réunir les élèves par groupe de métier ; en rapport avec la vie économique dans la région : métallurgie, travail du bois, etc.

Quant à la différence de sexes, les programmes sont souvent identiques pour l'instruction professionnelle et civique, mais les jeunes filles reçoivent des leçons d'économie domestique et d'enseignement ménager. Quelquefois, il y a, à côté des cours post-scolaires proprement dits, des cours pour adultes illettrés, demi illettrés ou arriérés, c'est le cas par exemple pour la France et la Chine.

6) Ceux qui organisent cet enseignement peuvent être l'Etat, la municipalité, les communes et les associations publiques et privées ou même des employeurs ou des employés. Dans une grande nation fédérale le gouvernement cen-

tral ne peut pas s'occuper spécialement de l'enseignement post-scolaire, il en laissera l'initiative aux municipalités, il donnera son approbation pour la création de nouveaux cours, versera des subventions et contrôlera l'enseignement. L'obligation d'assister à ces cours serait presque impossible si l'Etat n'intervenait pas.

III. — *L'enseignement post-scolaire en France.*

On peut diviser l'enseignement post-scolaire en France en quatre sections : 1° Cours commerciaux ou industriels obligatoires, 2° Cours post-scolaires agricole ou agricole ménager ; 3° Cours d'adultes ; 4° Cours spéciaux pour soldats.

Quant aux conférences, aux bibliothèques, à l'éducation physique, nous n'en tenons pas compte ici.

A. Cours commerciaux ou industriels obligatoires.

Les cours professionnels ou de perfectionnement doivent être organisés dans toutes les communes désignées par arrêté ministériel, sur avis des Comités départementaux d'enseignement technique. Ils peuvent être créés par les chefs d'entreprises industrielles ou commerciales, même à l'intérieur de leurs établissements. L'Etat peut les subventionner jusqu'à concurrence de la moitié des dépenses nécessaires au fonctionnement des cours. Un projet d'extension voté en 1925 avait établi une taxe d'apprentissage dont les cours professionnels devaient bénéficier. Mais en majeure partie, ils sont entretenus par les ressources propres des œuvres post-scolaires et les budgets communaux (1).

(1) Richard : *L'enseignement en France*, p. 97.

Ces cours sont gratuits et obligatoires pendant 3 ans pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de 18 ans qui sont employés dans le commerce ou l'industrie. L'enseignement est donné à raison de 4 heures par semaine et de 100 heures par an au moins jusqu'à 8 heures par semaine et 200 heures par an au plus. Les cours peuvent être entièrement donnés pendant les périodes de morte saison dans les industries saisonnières. Les chefs d'entreprises industrielles et commerciales sont tenus, sous peine d'amende, de laisser à leurs ouvriers et employés le temps et la liberté nécessaire pour suivre les cours obligatoires et de veiller à l'assiduité des élèves. Dans chaque commune, les cours obligatoires sont placés sous la surveillance d'une commission locale professionnelle qui comprend le Maire et les délégués de différents métiers. Elle peut provoquer la création de nouveaux cours, à la charge de la commune ou d'un groupe de communes, elle élabore des programmes, auxquels le Comité départemental doit donner son approbation. Le Maire prend l'avis de la Commission avant de nommer ou de révoquer les membres du personnel enseignant. Après 3 ans de fréquentation, les élèves peuvent obtenir, après examen, le certificat d'aptitude professionnelle qui les dispense à l'avenir de l'obligation de suivre des cours (1).

Après la guerre en 1919, on ne comptait que 250 cours obligatoires et 5.000 élèves ; au 1^{er} janvier 1924 il y avait environ 650 cours professionnels obligatoires répartis dans 82 départements et 322 communes, le nombre de leurs au-

(1) Richard, *op. cit.*, p. 98.

diteurs s'élevait à 250.000 (1). En 1933, on compte 1.254 cours professionnels et 200.000 élèves (2).

B. Cours post-scolaire agricole ou agricole ménager.

Tandis que les cours commerciaux ou industriels sont installés dans les villes, destinés aux apprentis et obligatoires pour tous les ouvriers et employés des deux sexes de moins de 18 ans, les cours post-scolaires agricole et agricole ménager sont installés dans les communes rurales, destinés facultativement aux jeunes cultivateurs et aux jeunes ménagères. La loi du 2 août 1918 a organisé sous le contrôle du Ministère de l'agriculture, un système complet d'enseignement professionnel en faveur de toute la jeunesse rurale, garçons et filles, adolescents et adultes. Sauf les écoles fixes et permanentes pour les élèves qui peuvent s'astreindre à une scolarité plus ou moins prolongée, il existe, pour l'enseignement post-scolaire proprement dit, des écoles ambulantes et des écoles d'hiver pour ceux qui ne peuvent jamais quitter leur village ou ne le peuvent que pendant la mauvaise saison. Son organisation est fixée comme suit :

1) Écoles saisonnières pour garçons.

a) Ecoles d'agriculture d'hiver fixes. — Ces écoles ont été organisées au nombre de 43 dans 35 départements. Elles sont annexées à des établissements d'enseignement dépendant soit du Ministère de l'instruction publique, soit du Ministère de l'agriculture. Les élèves doivent être âgés d'au moins 15 ans et avoir acquis une certaine pratique agricole.

(1) Richard, *op cit.*, p. 97.

(2) B. I. E. : *Annuaire international de l'éducation et de l'enseignement* 1934, p. 221.

La durée des études, est le plus souvent de deux hivers, à raison de 4 mois par l'hiver (du 1^{er} novembre au 1^{er} mars). L'enseignement porte sur l'agriculture, le français, l'arithmétique, la comptabilité, les notions de géométrie, des travaux manuels de fer et du bois (1).

b) Ecoles d'agriculture d'hiver ambulantes. — Elles fonctionnent dans 17 départements et tiennent des sessions successives dans les centres agricoles les plus importants d'un département. L'enseignement comprend un certain nombre de leçons données une ou deux fois par semaine, à jour fixe, pendant quelques mois. Il porte particulièrement sur l'agriculture, sur la zootechnie et sur l'hygiène du bétail (2).

2) *Cours d'enseignement post-scolaire agricole ou agricole ménager.*

Ils sont créés dans chaque commune soit sur la demande du conseil municipal, soit sur la demande de la Commission départementale d'agriculture et après l'avis favorable du Conseil Général. Ils sont entretenus aux frais de la commune. La subvention départementale ne peut être inférieure au quart de l'indemnité aux instituteurs qui donnent cet enseignement et ils peuvent être aussi agréés et subventionnés par le Ministère de l'agriculture. Il existait en 1925 en France plus de 700 cours d'enseignement post-scolaire agricole ou agricole ménager, donnés le plus souvent dans les écoles publiques par des instituteurs ayant fourni le brevet agricole ou agricole ménager (3).

(1) Richard : *op. cit.*, pp. 480-481.

(2) *Ibid.*, p. 481.

(3) Schwartz : *Nouveau code de l'instruction primaire*, pp. 259-260.

a) Cours d'enseignement post-scolaire agricole. — Ils s'adressent aux jeunes garçons de plus de 13 ans ; ils comportent une durée, d'après la loi du 2 août 1918, de 4 années au moins à raison de 150 heures de leçons par année, réparties entre les divers mois, selon les besoins de chaque région. Mais la circulaire du 1^{er} septembre 1930 a réduit, à titre transitoire, la durée de la scolarité de 4 ans à 2 ans, et l'horaire annuel de 150 heures à 50 heures de classes, complétées par des applications pratiques au jardin, à l'atelier, au champ de démonstrations dans les fermes et les industries agricoles. Les élèves peuvent obtenir à la fin des études, après examen, un certificat d'étude agricole. L'enseignement a un caractère essentiellement pratique et utilitaire, et il porte sur l'agriculture, la machine agricole, l'horticulture, l'étude des animaux domestiques, l'économie et la législation rurales, la physique, la chimie et la botanique élémentaires (1).

b) Cours d'enseignement post-scolaire agricole ménager. Organisés de la même façon, ils sont destinés aux jeunes filles âgées de plus de 12 ans. Ils ont pour objet l'économie domestique, la cuisine, la couture, l'hygiène et la puériculture, la laiterie, la fromagerie, l'agriculture, l'horticulture, etc... (2).

C) Cours d'adultes.

Tandis que les cours commerciaux, industriels et agricoles ou agricoles ménagers ont pour but principal l'enseignement professionnel, les cours d'adultes ont plutôt un

(1) Richard : *op. cit.*, pp. 481-482.

(2) *Ibid.*, p. 482.

caractère d'instruction générale. Leur origine est déjà ancienne. En 1709, J. B. de la Salle et le Curé de Saint-Sulpice, la Chétardie, créaient des cours d'adultes. M. de Chabrol, préfet de la Seine, en créa un à Paris en 1820, un autre en 1821, quatre en 1882 dont un pour les femmes. En 1837, on comptait en France 1800 cours d'adultes ayant 37.000 élèves ; en 1841, il y en avait 3.403 entretenus par 3.090 communes et possédant 68.500 élèves ; en 1848, 6913 cours et 117.000 élèves (1). Mais la loi de 1850 leur porta un coup sensible et l'Etat s'en désintéressa presque complètement. Depuis Mr. Duruy étant devenu ministre de l'instruction publique comprit que l'enseignement doit se prolonger pour s'affermir quand la scolarité est trop courte, et se mettre encore à la portée de ceux qui n'ont pu la recevoir en leur jeunesse ; il fit sienne l'initiative de l'école du soir. Il avait organisé dès 1864 les cours d'adultes qui furent subventionnés par l'Etat par la loi du 10 avril 1867. Ils furent accueillis avec enthousiasme ; on comptait en 1867, 28.586 cours d'adultes pour hommes et en 1869, 5.466 cours d'adultes pour femmes (2). Si le nombre en diminue par la suite (en 1889, 7.683 cours d'adultes hommes avec 55.781 auditeurs, et 1.324 cours d'adultes femmes avec 25.318 auditrices) ils n'en marquent pas moins un premier et large pas vers la voie de l'instruction populaire.

Après le décret organique du 18 février 1887, modifié par les décrets des 11 janvier 1895 et 3 août 1925, les cours d'adultes sont créés par le préfet et soumis aux mêmes inspections que les écoles primaires. Les dépenses sont à la charge des communes ou des associations d'enseignement

(1) Grande encyclopédie, Art, cours complémentaire.

(2) Al. Léaud et E.-Glaz : *L'école primaire en France*, p. 265.

créées en vue d'organiser les cours. La subvention de l'Etat ne dépassera pas 50 % des frais qu'entraînent les cours et des concessions de livres et de matière d'enseignement peuvent être allouées par l'Etat pour en assurer le fonctionnement.

Les cours d'adultes publics sont gratuits. Ils sont destinés aux enfants des deux sexes âgés d'au moins 13 ans. L'enseignement peut porter sur les matières de l'instruction de l'école élémentaire et l'école primaire supérieure, ou comprendre des cours théoriques et pratiques spécialement appropriés aux besoins de la région. Ils peuvent comporter plusieurs sections suivant l'âge et le degré d'instruction des élèves. En principe, ces cours ne sont pas mixtes⁽¹⁾. Là où c'est nécessaire, les cours d'adultes peuvent comporter une section pour les illettrés. Ils tendent à consolider et à compléter l'instruction reçue à l'école élémentaire. L'enseignement est adapté aux besoins locaux ; il réserve dans les écoles rurales une part aux connaissances théoriques et aux notions pratiques que doit posséder un agriculteur. Ces cours sont très souvent organisés dans les écoles publiques : on comptait, en 1923-24, plus de 37.000 instituteurs et institutrices qui ont donné près de 30.000 cours d'adultes, fréquentés assidûment par 345.000 auditeurs ⁽²⁾.

D. *Cours spéciaux pour soldats.*

Avant la Grande-guerre, le nombre des jeunes soldats illettrés atteignait en France 5 % contre 8 % en Allema-

(1) L'astatistique officielle relève néanmoins près de 5.000 cours d'adultes mixtes sur un total de 25.000 (Soleil : *Le livre des instituteurs*, p. 233).

(2) Richard : *L'enseignement en France*, p. 91.

gne. Dans un contingent total de 347.000 conscrits on compte 150.000 hommes possédant une instruction notoirement insuffisante, ce qui signifie que 45 % savent juste signer leur nom, lire avec peine l'écriture (1). C'est pourquoi la loi du 29 juillet 1910 prescrit à l'autorité militaire d'organiser des cours spéciaux à l'usage des jeunes soldats qui ne justifient pas d'une instruction élémentaire suffisante. D'après cette loi, les conscrits non pourvus de certificats d'instruction primaire doivent chaque année, dès leur arrivée au corps, subir un examen destiné à constater le degré d'instruction ; ceux qui ont obtenu une note inférieure à 5 à l'examen des recrues, sont obligés de suivre ces cours (1).

Ces cours peuvent comporter plusieurs sections, sections d'illettrés, de demi-illettrés, d'arriérés, etc. Ils ont lieu, en principe d'octobre à Pâques, 3 heures par semaine, dans un établissement scolaire désigné après entente entre l'autorité militaire et l'autorité académique (circulaires des 25 nov. 1926 et 18 nov. 1930).

Dans les villes où il existe une école normale, ces cours sont confiés aux élèves maîtres, sous le contrôle du Directeur d'Ecole normale. Ailleurs, d'après la circulaire du 30 octobre 1929, ils sont confiés exclusivement aux instituteurs en exercice, ou retraités, ou instituteurs incorporés à raison de 15 fr. l'heure. Les dépenses, personnel et matériel, sont à la charge du budget de l'instruction publique (circulaire du 19 octobre 1927).

(1) Larin : *L'école rurale et la profession agricole*, p. 68.

(2) Schwartz : *Nouveau code de l'instruction primaire*, pp. 526-527.

CHAPITRE XIV

L'enseignement obligatoire et l'école rurale

I. — L'IMPORTANCE DE L'ECOLE RURALE

Nous avons déjà montré que l'enseignement obligatoire est à la fois une question sociale, économique et politique et qu'il a autant d'importance pour l'individu que pour la famille, la société, l'Etat et même pour l'humanité tout entière. Il est obligatoire pour tous, pour le riche comme pour le pauvre, pour le citadin comme pour le campagnard. La révolution industrielle amène avec elle, d'une part le développement des grandes villes et l'accroissement de la population dans l'âge scolaire, d'autre part la dépopulation des campagnes commence et s'accroît de plus en plus de façon qu'actuellement l'école rurale est devenue un des problèmes les plus inquiétants. Nous exposerons par la suite les trois causes essentielles de la décadence de l'école rurale.

A) Causes d'ordre social.

Tout le monde est d'accord pour dire que la crise agricole est un mal de sociétés contemporaines et elle se confond dans son évolution, avec le mouvement général de la civilisation, surtout le développement industriel. L'Angleterre et l'Allemagne en ont souffert avant la France. La crise française a été précipitée par la baisse de la natalité et sur-

tout par l'amplitude croissante de l'exode rural. « Depuis 1850 la population rurale n'a cessé de décroître. Elle constituait 75,6 % de la population de la France en 1846 ; 67,6 % en 1876 ; 60,9 % en 1896 ; 59,1 % en 1901 ; 55,8 % en 1911 ; elle n'est plus que de 53,6 % en 1921 » (1). Bien entendu, les causes de l'exode rural sont multiples : le développement des industries à concentration de main-d'œuvre, la dure vie matérielle des ouvriers agricoles, l'absence de vie collective et l'ennui rural, l'attrait de la ville, de ses plaisirs, de ses comforts, le mépris des citadins pour les villageois, etc. (2). Mais la crise intérieure de l'école rurale est une des causes essentielles de l'exode rural, car elle ne développe pas chez les jeunes gens le sentiment de la haute dignité de la profession agricole et surtout l'amour des campagnes et elle ne devient pas ce qu'elle devait être : « le foyer intellectuel du village. » Puisque cet exode rural se produit dans les régions riches comme dans les régions déshéritées, c'est que sa cause est moins encore d'ordre économique que d'ordre moral. Selon P. Barrier, ce sont le « développement de l'égoïsme familiale, la crainte de l'effort, le dégoût de l'existence à la campagne considérée comme plus pénible et plus monotone... » (3). C'est justement dans l'ordre moral que l'école rurale pourrait et devrait rendre service.

En Grande-Bretagne résonne le cri : Retour à la terre ! A l'Institut de l'Education de l'Ecosse, M. A. N. Skelton, sous-secrétaire de l'Etat pour l'Ecosse, a invité les profes-

(1) Laurin : *L'école rurale et la profession agricole*, p. 11.

(2) Cf. E. Guillaumin : *Notes paysannes et villageoises*, et J. Vidal : *Le problème de l'école rurale* (*Revue pédagogique*, mars 1926, p. 196).

(3) Barrier : *L'éducation rurale française*, pour l'ère nouvelle, N° 79, juillet 1932, p. 175.

seurs à développer chez les élèves « l'esprit rural » (rural-mindedness). Il a souligné qu'en Angleterre et au Pays de Galles 83 % des gens travaillaient dans les villes. Il a ajouté qu'un héritage du xix^e siècle, dont on ferait bien de se débarrasser, est l'idée qu'il y a quelque chose de particulièrement avantageux dans les occupations, la vie et l'esprit urbains (1).

En Allemagne, par un décret du 1^{er} avril 1934, le ministre de l'instruction publique de Prusse a institué pour les écoliers « l'année à passer à la campagne ». Le 15 avril 1934, 22.000 enfants des provinces industrielles et limitrophes et de Berlin ont été distribués dans 500 foyers à la campagne, dans les provinces agricoles de la Prusse occidentale (2).

En Chine, depuis 1927, M. Tao a installé une école rurale à « Dawn village » près de Nankin, qui est devenue le foyer de la communauté. Sous la direction de cette école a été ouverte une école pour les fermiers, une espèce de Maison de thé, genre Maison de peuple moderne a été installée et on a créé un centre de vie sociale dans lequel toutes les activités les plus diverses, agricoles, récréatives et autres étaient transformées en influences éducatives, où tout convergeait vers l'éducation (3). Dans la même année l'Association générale de l'éducation des masses a choisi le district de Ting dans la province de Hopei comme centre expé-

(1) L'information universitaire, 17 mars 1933.

(2) B. I. E. : *La scolarité obligatoire et sa prolongation*, p. 51.

(3) V. W. H. Kilpatrick : *Expériences pédagogiques en Extrême-Orient* (pour l'ère nouvelle, N° 45, p. 44); Dr. H. Rugg : *L'œuvre de reconstruction sociale par l'éducation* (pour l'ère nouvelle, N° 86, p. 61), et Chia H. Chuang : *Trends of new education in China* (New education fellowship sixth world conference (Nice 1932, full report) pp. 355-360).

riméntale (1). A Tseu-ping dans la province de Shantung se trouve le centre expérimental de l'Institut provincial de réformes des villages de cette province. Des autres centres se trouvent dans une douzaine de villages près de Changhaï qui sont dirigés par l'Association de l'éducation professionnelle de Changhaï. Dans les autres provinces telles que Kouangsi, Honan, Kiangsou, etc., existent des mouvements pareils qui travaillent en faveur du développement de l'école rurale et qui ont pour but de reformer les villages chinois par l'influence de l'école rurale.

Comme l'exode rurale et la crise agraire s'amplifient de plus en plus, l'école rurale est plus que jamais nécessaire.

B) Causes d'ordre économique.

Proudon a déclaré que « l'agriculture est le centre et le pivot de toute industrie... » M. Watt, représentant agricole de Milwaukee au Congrès national de l'Education aux Etats-Unis, disait qu'un pourcentage $\frac{4}{3}$ des matières de fabrication est venu de production agricole (2). L'école rurale n'est pas sûrement l'école agricole où l'on enseigne l'agriculture. Puis, les enfants de l'école rurale ne se destinent pas obligatoirement aux carrières des futurs paysans. Cependant, l'école rurale doit, comme une instruction ministérielle française le rappelait récemment « emprunter aussi souvent que possible la matière des différents aspects

(1) V. Langevin, etc. : *La réorganisation de l'enseignement public en Chine*, pp. 230-233 et l'article de Jame Yen : *Coopération intellectuelle* III, 1933, p. 259.

(2) M. T. Wang : *Education aux Etats-Unis*, chap. VIII, p. 191.

de la vie rurale » et « provoquer les élèves à l'observation active du milieu dans lequel ils vivent » afin que le maître puisse « incorporer l'école à la vie réelle, et donner un enseignement concret, vivant » (1). D'ailleurs c'est un fait que l'écolier rural qui a commencé son apprentissage aussitôt qu'il prend connaissance de la vie, « ne ressemble pas du tout à l'écolier des villes, il a déjà une forte personnalité et il a choisi son métier ». En conséquence si l'école rurale pouvait munir le futur agriculteur, la future ménagère rurale, des connaissances théoriques plus développées que réclament les conditions modernes de l'existence à la campagne, ce serait le moyen le plus sûr pour amener l'augmentation de la production agricole et de la richesse économique. Ainsi qu'on l'a remarqué, la crise agraire est une conséquence directe de la désertion des campagnes et celle-ci a pour cause essentielle la crise de l'école rurale.

Après la crise économique, tandis que dans les villes on compte 1/6 ouvriers du monde en chômage d'une part, on voit des terres nombreuses et fertiles en friche sur lesquelles cependant tant de personnes pourraient vivre. En France on note que chaque année, près de deux cent mille jeunes paysans quittent la campagne pour la ville ; un million et demi d'hectares de bonne terre qui étaient cultivés en 1913 sont incultivés aujourd'hui (2). C'est pourquoi aux Etats-Unis un camp pour les chômeurs a été ouvert en 1933 dans les montagnes de l'Etat de New-York par Madame Roosevelt et Miss Perkins, secrétaire d'Etat au travail. Et les jeunes gens américains travaillent au programme de reboisement, on espérait en mettre 275.000 au travail avant le

(1) Barrier : *op. cit.*, p. 175.

(2) *L'ami du peuple*, 2 janvier 1934.

1^{er} juillet 1933 (1). A cause de la crise économique, le problème de l'éducation rurale présente une importance considérable.

C. Cause d'ordre politique.

Dans un Etat démocratique, le peuple élit ses représentants pour diriger le gouvernement et une révolution ou un parti politique est fondé sur la masse. Sauf deux pays, peut-être l'Angleterre ou l'Allemagne qui ont une population plus nombreuse travaillant dans les usines et dans les villes (2), la population de la plupart des pays réside encore à la campagne. Selon Roustan, la France compte en 1931 encore 52 % de personnes habitant la campagne et il y en a parmi les 37.992 communes, 21.000 de moins de 500 habitants (3). Pour la Chine, d'après la statistique de l'office postal, 70 % de la population totale habitent les petits villages, 25 % dans les grands villages ou bourgs, et seulement 6 % environ dans les villes. Donc si les paysans restent illettrés ou n'ont pas une formation politique suffisante et juste, des événements malheureux sont à craindre. Sur ce point, l'école rurale en U. R. S. S. est en même temps un centre politique et l'instituteur rural est membre de droit du soviet local, souvent c'est lui qui dirige la politique des villages. Quant à l'instituteur français, souvent même il est secrétaire des petites communes rurales. Nous voyons ici encore une fois l'importance de l'école rurale.

(1) *L'information universitaire*, 4 janvier 1933.

(2) En Angleterre, la population citadine s'élève à 83 % ; elle est en Allemagne 75 %.

(3) Roustan : 17 mois rue Grenelle (*L'école rurale et le Paysan*), p. 164.

II. — *L'état actuel de l'enseignement obligatoire dans les écoles rurales*

Après avoir montré l'importance de l'école rurale dans les cadres sociaux économiques et politiques de l'Etat moderne, notre tâche va se borner maintenant à constater l'état actuel de l'enseignement obligatoire dans l'école rurale et à examiner si elle peut mener à bonne fin la tâche qui lui est dévolue.

D'abord l'appauvrissement de la population jeune et normalement prolifique atteint directement les écoles qui se vident. Selon Laurin, les effectifs scolaires ont décréu de la moitié des deux tiers, des trois quarts et plus ailleurs dans les registres des écoles de campagne. Ainsi, Bois d'Amont passe en 1885 de 263 élèves à 111 en 1923, Prémecançon tombe aux mêmes dates de 87 à 32, Longchamois de 218 à 93(1). Dans son ouvrage « mon village se meurt » M^r. Gilles Normand raconte quelle impression douloureuse il a ressentie en voyant sortir de classe les dix garçons et les huit filles qui constituent la population scolaire de Leffonds (Plateau de Langres). « Où donc, écrit-il, est-elle mon école d'autrefois ? C'est bien le même bâtiment. Nous fûmes là sur ces bancs à écouter les simples mais utiles leçons du père Robin, plus de 70 autrefois (contre 10 aujourd'hui) » (2).

Dans la discussion parlementaire des chapitres du budget de l'instruction publique de 1922, Mr. Maurice se plaint qu'« une institutrice du midi, n'ayant pas d'élèves, habite la ville voisine » (3). *L'Ami du Peuple* du 11 mai 1933 publie

(1) Laurin : *op. cit.*, p. 36.

(2) Ibid., p. 34.

(3) *La quinzaine corporative*, 30 déc. 1922, p. 31.

la note suivante : « Le Ministère de l'éducation nationale l'avoue : dans les écoles des grandes villes, le surpeuplement de classes paralyse l'enseignement. Dans les campagnes, il y a près de 1.500 écoles comptant moins de 6 élèves et près de 1200 écoles sans élèves du tout ».

D'après le rapport de Mr. Robert sur les écoles rurales géménées à la Chambre en 1933, il y a en France 18.391 communes de moins de 400 habitants, et 4.300 communes de 400 à 500 habitants.

Supposons que le nombre des enfants de 6 à 13 ans représente en France environ 10 % de la population totale (1) il serait impossible pour les 18.391 communes rurales même à moins de 400 âmes d'avoir 2.700 écoles qui ne sont fréquentées que par six élèves ou pas du tout.

Il n'est pas rare de voir l'instituteur prendre note au commencement de l'année de tous les élèves qui se présentent pour suivre l'école, mais parmi ces inscrits le premier jour, combien y a-t-il dans les campagnes qui assistent à l'école pendant toute l'année scolaire ? Presque partout un grand nombre quittent l'école pendant les travaux des champs, la récolte : on constatait que les absences atteignaient au 3 juin suivant, dans les Hautes-Alpes, la Haute-Loire et la Lozère, des proportions de 45, 48 même 49 % (2). Le pourcentage des absences de 4 mois et au-dessus avait été de 20,29 % dans la Lozère, 30,87 % dans la Haute-Loire et même 45,90 % dans les Hautes-Pyrénées (3).

(1) En France, les enfants scolaires de 6 à 13 ans révolus rapportent à la population totale étant de 12,2 % en 1880, de 12,4 % en 1886. En 1926, la population s'élève 40.743.518 dont les enfants scolaires sont 4.266.025, c'est-à-dire 10,4 %.

(2) Bovit : *L'obligation scolaire*, p. 454 (pages libres, 24 oct. 1908).

(3) Ibid., p. 456.

Dans une école de 4 classes du département du Cher, d'après L. Roussel, sur 16.448 présences possibles par demi-journée, le cours élémentaire comptait dans l'année 4.996 absences, au cours moyen les absences sont plus nombreuses encore. Dans le Jura, sur une classe de 28 élèves, 8 ne la fréquente que trois mois (1). Tel est l'état actuel de l'école rurale française.

Quant aux écoles rurales aux Etats-Unis, la durée de l'année scolaire, d'après l'enquête de Boraas et Selke, est de 7 à 8 mois, ou même de 5 à 6 mois. Le nombre de jours scolaires est 115 jours, il y a même des écoles qui enseignent seulement pendant 85 ou 75 jours. La fréquentation est généralement 70-80 % même quelquefois de 45 à 50 %. Il y a, parmi 141 écoles, 26 écoles dont aucun élève pendant les dernières trois années n'a obtenu le certificat d'études, et dans 22 écoles la proportion de ceux qui l'ont obtenu n'est que de 3 % (2).

Nous avons pris ces deux pays comme exemple, nous pouvons dire que l'obligation scolaire est loin d'être réalisée dans l'école rurale, puisqu'il y a encore tant d'enfants d'âge scolaire qui n'y vont pas et que ceux qui y sont inscrits ne la fréquentent que pendant une très courte durée. Mais quelles sont les causes de cet état de choses ? C'est ce que nous allons essayer de préciser.

III. — *Causes de la difficulté de l'obligation scolaire dans l'école rurale*

Ces causes sont nombreuses, on peut les grouper sous quatre rubriques : morale, pédagogique, sociale et écono-

(1) Laurin : *op. cit.*, pp. 67-68.

(2) Boraas et G. A. Selke : *Rural schol administration and supervision*, trad. Parke, pp. 46-53.

mique. Les trois premières ne sont que le résultat inévitable de la dernière.

A. — *Causes morales.*

D'abord l'indifférence des parents ; on a souvent remarqué que les uns trouvent que leurs enfants en sauront toujours assez, ils pourront très bien cultiver la terre sans savoir lire et écrire ; les autres pensent que ceux-ci sont assez intelligents pour rattraper le temps perdu. Il y a aussi ceux qui, par négligence, par faiblesse, par mauvaise organisation domestique, font manquer l'école à leurs enfants pour le moindre prétexte (1). Mais c'est là un petit nombre de cas qui diminuera au fur et à mesure que les parents eux-mêmes seront instruits et que la société agricole aura besoin davantage d'ouvriers instruits.

Il y a encore l'indifférence de l'administration, car « l'école rurale souffre plus que l'école urbaine de l'abstention et du manque de surveillance (2). Par conséquent on se désintéresse de la mauvaise situation de l'obligation scolaire et on la laisse sans secours.

B. — *Causes sociales.*

L'éloignement des hameaux, le mauvais état des routes pendant l'hiver, constituent des obstacles naturels qui influent certes sur la mauvaise fréquentation. « Sortant de classe à 4 heures, les enfants s'en vont dans la neige et l'obscurité. » Par conséquent, les parents justement inquiets, ne

(1) Cf. Muret et Roton : *Enquête sur la fréquentation scolaire* ; E. J. Caudeville : *L'instruction obligatoire* ; et J. Simon : *L'école*, p. 223.

(2) W. H. Gamnitz : *Status of teachers and principals employed in the rural schools of the United States*, Bulletin of the office of education 1932, N° 3.

les enverront pas à l'école. C'est ce que la circulaire ministérielle du 19 janvier 1926 a bien remarqué en disant que souvent « dans les hameaux éloignés, les maisons isolées au fond de nos campagnes et de nos bois » font que les enfants délaissent les bienfaits de l'école, car à l'âge de 6 ou 7 ans, ils doivent parcourir quelquefois deux ou trois kilomètres. C'est surtout le cas des Etats-Unis et de la Chine, cette dernière ne possède pas même un réseau scolaire, tandis que les Etats-Unis n'ont pas une population rurale suffisamment dense pour qu'ils puissent établir une école près du domicile et dans des régions où la température est dure et qui sont souvent recouvertes par la neige.

C. — *Causes pédagogiques.*

Sur ce point, les prétextes sont encore nombreux ; d'abord on critique souvent que les programmes et les méthodes de l'école rurale ne soient pas adaptées suffisamment aux conditions de la vie et aux besoins de l'âme paysanne. Ainsi le député Roulleaux-Dugage se plaint à la Chambre que l'« éducation qu'on donne à l'école primaire rurale est peu appropriée à la vie paysanne. Les programmes trop spéculatifs et trop vastes... L'enseignement primaire est trop spécialisé, trop unifié... »(1). Aux Etats-Unis, « les programmes officiels sont trop fréquemment limités à la lecture rudimentaire et aux textes de géographie, d'histoire et d'hygiène. La plupart des écoles rurales, particulièrement les écoles rurales d'une salle de classe, sont inaptes de recourir aux demandes de bonheur des enfants, aux futurs

(1) *La quinzaine corporative*, 30 déc., N° 15, p. 31.

citoyens d'un Etat démocratique, et aux besoins d'une civilisation rurale » (1).

Ensuite on se lamente, par exemple M. T. Laurin, sur ce que l'organisation administrative de l'école rurale n'est point adaptée à la vie paysanne, puisque « le régime saisonnier de la production agricole, la prédominance de la petite propriété qui exige une main-d'œuvre auxiliaire importante » sont les traits caractéristiques des milieux ruraux français qui nécessitent par conséquent une réglementation de l'obligation scolaire d'une manière si souple que les enfants puissent aider leurs parents pendant les saisons de travail et fréquenter l'école pendant l'hiver (2).

En troisième lieu, on fait encore observer que les jeunes institutrices sont de plus en plus nombreuses même dans les écoles rurales, elles ne sont pas aptes à donner l'enseignement des questions agricoles. M. Laurin comptait que dans le département de l'Ain, il y avait en 1900, 1400 maîtres dont 816 instituteurs et 584 institutrices. En 1910, il n'y avait déjà plus que 750 instituteurs pour 633 institutrices ; en 1920, 695 et 894, et en 1922 le nombre des maîtres descend à 628 et celui des maîtresses monte à 920 pour 1.450 postes dans les écoles publiques, c'est-à-dire qu'en 35 ans, le nombre d'instituteurs est tombé de 60 à 35 % et celui des institutrices est monté de 40 à 65 %. « Comme les villes et les gros bourgs, ajoute-t-il, conservent à peu près leur effectif de maîtres, ce sont les villages et les hameaux qui sont les plus atteints. Dans un tel canton tous les postes étaient occupés il y a moins de 20 ans par des hommes ; maintenant on ne compte plus guère que des femmes »(3).

(1) Research Bulletin of the national education association : « The outlook for rural education », vol. IX, N° 4, sept. 1931.

(2) Laurin : *op. cit.*, p. 73.

(3) Laurin : *op. cit.*, p. 35.

Un bulletin récent du Bureau d'éducation aux Etats-Unis donne les informations suivantes concernant les instituteurs de l'école rurale. « Environ 40 % d'instituteurs appartiennent aux écoles rurales d'une seule salle d'étude dont le nombre est 153.306. Environ $1/4$ d'instituteurs de ce genre sont de l'âge de 20 ans ou même plus jeunes, dont la plupart sont institutrices, 4 % pas plus de 18 ans. Approximativement une moitié de ces institutrices ne reçoivent pas un enseignement plus élevé que dans l'école secondaire dont seulement $1/4$ dépasse de 2 ans de l'étude secondaire. De plus, le $1/4$ des maîtres sont sans expérience d'enseignement. La moyenne de cette expérience est 2 ans et demi à peu près. Il y a aux Etats-Unis environ 18.500 institutrices nègres dans l'école rurale d'une seule salle d'étude. En total, elles n'enseignent que pendant 123 jours et elles n'ont pas reçu une éducation de deux ans et 6 mois au-dessous de l'école élémentaire » (1).

Dans un pareil état de choses on conçoit que l'obligation scolaire soit très difficile à rendre efficace.

Enfin, pour l'installation, « l'école rurale, remarque M. Roger, meublée aux frais de la commune, est fort mal outillée » (2). Des locaux mal aérés et mal chauffés, malpropres, une classe sans décoration avec goût, quelquefois sans gymnases bien installés. On a indiqué que « l'école rurale des Etats-Unis dépense pour l'installation moins d'une moitié de celle des écoles urbaines. Au point de vue de sécurité, confort, hygiène et attraction, l'école rurale est très en arrière de l'école urbaine » (3). Tout cela est loin d'attirer les enfants et de les faire se diriger joyeusement vers l'école.

(1) W. H. Gaumnitz: *op. cit.*, 1932. N° 3.

(2) Roger: *op. cit.*, N° 83, p. 325.

(3) Research bulletin of the national education association, *op. cit.*, vol. IX, N° 4, sept. 1931.

Enfin on pleure « sur la détresse des petites écoles de village désaxées par les changements trop fréquents des jeunes instituteurs » qui, d'après l'expression consacrée par « l'arrivisme » « à peine installé au village, aperçoit les désavantages du pays et fait sa demande de changement. » « Une sensation terrible de l'isolement moral et intellectuel » la disharmonie ou « égocentrisme » entre l'instituteur et l'institutrice, les « tyranneaux de villages » et enfin « la malignité publique » (1) remplaçant trop souvent au village la collaboration de l'école et de la famille, et empêche ensuite l'école d'être « le foyer intellectuel du village, le centre d'études, le point de ralliement, des agriculteurs et du progrès » (2) ; et le maître cesse d'être « le conseiller permanent » ou « le guide », par conséquent on ne lui confie pas ses enfants et cela cause une grande difficulté à l'obligation scolaire.

D. — *Causes économiques.*

D'après un grand nombre d'enquêtes et rapports, les premières causes de la mauvaise fréquentation scolaire sont « la misère des parents qui rend nécessaire la présence de l'enfant à la maison pour surveiller les frères ou sœurs plus jeunes, ou encore l'oblige de très bonne heure à gagner les quelques sous nécessaires à sa nourriture » (3). Si les enfants des campagnes ne vont pas à l'école pendant la belle saison, c'est évidemment la cause économique qui joue le rôle décisif ; toutes les autres causes, selon Laurin ne sont

(1) Roger : *op. cit.*, p. 325.

(2) Rapport de M. Garnier au congrès de l'école rurale, compte rendu, p. 112.

(3) G. Mazeran : *Obligation et fréquentation*, p. 2 ; Muret et Roton : *op. cit.*, pp. 6-7 ; et E. J. Cardeville : *op. cit.*, pp. 10-11.

que des « causes secondaires et pour ainsi dire insignifiantes », ce sont les causes que les esprits optimistes « cherchent pour les grands maux les petits remèdes. »

On a remarqué que pendant la belle saison les enfants sont employés à la garde des troupeaux et aux travaux des champs. Ils sont gardés chez leurs parents, petits propriétaires ou fermiers, ou sont loués comme petits bergers dans les exploitations agricoles. Sur une classe de 28 élèves à partir du 1^{er} mars il n'y a plus que 16 présents, le 1^{er} avril il n'en reste que 10. Les enfants sont employés à la garde des troupeaux. Dans une école du Puy-de-Dôme, sur 84 inscrits en hiver, il y a seulement 35 présences en mai. Dès l'âge de 8 à 9 ans, les enfants sont loués 500 à 1.000 francs pour 6 mois et nourris. Dans une école du département du Cher, il y avait au cours élémentaire, 4.996 absences dont 1080 à l'époque des vendanges, et 1938 pour les autres travaux des champs. Dans le Cantal, les enfants de l'âge de huit ans sont en été occupés à garder les vaches et les moutons. On comptait une proportion d'absents de 40 % dans l'école. Ainsi « il semble, conclut Laurain, que l'obligation est le moins observée dans les contrées où l'on rencontre davantage des châteaux et des grandes propriétés, là où le paysan travaille la terre des autres. Ce sont les conditions d'exploitation qui expliquent surtout les différences de pourcentage dans les absences (1).

Pour assurer une fréquentation régulière à l'école et lutter contre toutes les causes d'absence, le ministre français, dans une circulaire ministérielle du 3 octobre 1927 a signalé aux préfets cet état de choses. « Un certain nombre d'enfants, dit-il, quittent définitivement leur classe avant

(1) Laurain : *op. cit.*, pp. 67-68.

la fin de l'année scolaire et parfois dès le mois de mars, pour participer aux travaux de culture ; récolte, vendanges ou garde des troupeaux. Les uns sont retenus par leurs parents, les autres, en assez grand nombre, sont loués à des propriétaires ou à des fermiers ; en certaines régions, c'est une pratique normale ; il y a même une louée publique de ces enfants. Cette situation ne doit pas durer » (1). C'est pourquoi l'organisation souple de l'obligation scolaire doit perfectionner les programmes et les méthodes de l'enseignement primaire qui doit être orienté vers la vie agricole et les moyens de retenir l'instituteur rural à son école. Cela amènerait sûrement une amélioration sensible de l'obligation scolaire de l'école rurale. Cependant il faut savoir limiter ses espoirs au niveau des possibilités raisonnables ; il faut encore compter avec les forces économiques, car ce n'est là qu'un aspect de la réforme sociale.

IV. — *Remèdes.*

Ici nous ne voulons pas traiter de tous les remèdes, puisque le problème de l'école rurale dépend de la réforme économique, pédagogique et est à la fois un problème moral et social. Une étude complète de la question est au-dessus de nos possibilités. Nous nous bornerons ci-dessous à démontrer exclusivement les moyens réalisés et proposés en France à cet effet, et ensuite à étudier brièvement le « Consolidated School » aux Etats-Unis.

C'est peut-être surtout depuis le Congrès national de l'école rurale à Rouen en 1925 que l'école rurale devint une question portée à l'ordre du jour. Il y eut un grand nombre de livres et d'articles de différents côtés, par exemple, M.

(1) Schwartz : *Nouveau code de l'instruction primaire*, p. 548.

T. Laurin, Emile Guillaumin et M. Vial et M. Roustan. Puis ce furent les circulaires ministérielles des 19 janvier 1926, 30 octobre 1927, 6 et 23 octobre 1930 et 22 septembre 1934 qui concernent le contrôle de la fréquentation de l'école rurale. Nous les précisons.

A) Remède moral.

Pour surveiller et encourager la fréquentation de l'école on a institué, comme nous avons noté par ailleurs, la commission scolaire dans toutes les communes en appréciant les motifs des absences et en prononçant certaines pénalités. Mais on a remarqué qu'il n'y a que dans 14.000 communes sur 36.000 où les commissions ont été établies et même parmi celles-ci il en existe beaucoup qui ne fonctionnent pas véritablement.

D'autre part, on invite les agents de police à rechercher les enfans vagabondant dans les rues aux heures de classe. Le ministre de l'instruction publique a admis, sur la demande de l'autorité militaire, les gendarmes pour assurer la fréquentation scolaire.

B. Remède social.

1) Cantine scolaire. — Pour rendre service aux enfans habitant loin de l'école et ne pouvant effectuer deux fois par jour le trajet, la cantine scolaire est organisée à l'intérieur des écoles rurales ; moyennant une petite redevance, on réchauffe les aliments que chaque enfant apporte le matin et une femme servira à midi une soupe chaude. Dans le département de l'Allier, le budget départemental subventionne les cantines scolaires des communes. En 1933 cette subven-

tion s'élevait à Frs 15.000. On compte 62 cantines en fonction dans ce département (1).

2) Des bourses. — Des bourses ont été établies par l'Etat, par les circulaires des 26 juin 1930 et 3 juillet 1931, pour les enfants qui fréquentent une école élémentaire publique et ne peuvent rentrer chez eux en raison de l'éloignement de leur domicile (2).

3) Transport gratuit. — Par une circulaire du 22 septembre 1934, le ministre de l'instruction publique vient de prescrire aux inspecteurs d'Académie une enquête en vue d'examiner les moyens de faciliter la fréquentation scolaire dans les localités lointaines. A défaut d'une organisation spéciale de transports par autobus, solution nécessairement onéreuse, la circulaire ministérielle suggère comme remède possible l'utilisation des services routiers actuellement existants.

C. Remède pédagogique.

« Le premier point à résoudre semble être à savoir ce que ce sera l'école publique, l'école type, celle que l'Etat entend mettre à la disposition et à la portée de toutes les familles. C'est évidemment l'école installée dans les meilleures conditions d'hygiène outillée le mieux possible au point de vue matériel, et par dessus tout pourvue d'un instituteur dévoué à sa tâche, aimant ses élèves, inspirant confiance et sympathie à la population par son obligeance, son urbanité, son amour du devoir » (3). La circulaire ministérielle du 19 janvier 1926 a rappelé que « l'instituteur est le

(1) *L'école rurale*, mars 1933.

(2) Soleil : *Les livres des instituteurs*, p. 160, § 270.

(3) Muret et Rojon : *op. cit.*, p. 13.

premier et principal ouvrier de la fréquentation scolaire ». L'appel doit être fait au début de chaque classe, la pratique des lettres d'absence sera généralisée, l'extrait du registre sera adressé chaque mois au maire et à l'inspecteur de l'enseignement primaire par les carnets de correspondance, l'instituteur doit obtenir qu'ils envoient leurs enfants régulièrement à l'école. La surveillance attentive des élèves qui viennent de loin, chaussures mouillées et celle des enfants dont la santé est chancelante... et enfin une classe décorée avec goût, un enseignement vivant et intéressant, une discipline ferme mais sans vigueur inutile, achèvent de faire de l'école un milieu attrayant que les petits fréquentent avec plaisir (1).

Selon Mr. Lapie, il s'agit du plan de l'école rurale, des méthodes et programmes spécialisés, de maîtres spécialisés formés dans des écoles normales régionales spécialisées pourvues d'un personnel lui-même spécialisé, étant entendu que les maîtres ruraux auraient le même statut, les mêmes traitements et les mêmes avantages que les maîtres urbains (2). A cet effet, le brevet d'enseignement agricole ou ménager-agricole est établi par les circulaires du 30 juillet 1929 et du 17 avril 1931 pour les instituteurs et institutrices en vue de se préparer à cet enseignement.

D. Remède économique.

Comme on l'a remarqué « la question de la fréquentation scolaire se double d'une question sociale. Que la loi prévoie et inflige des peines contre la mauvaise volonté ou

(1) *Nouveau Code de l'instruction primaire*, pp. 547-548.

(2) P. Lapie : *Un regard sur l'école d'après guerre* (Pédagogie française, pp. 171-197).

l'incurie des parents c'est justice, mais il faut frapper celui qui est dans la misère et parce qu'il est dans la misère on ne trouvera personne pour appliquer la loi » (1). Ainsi on a installé des moyens suivants :

1) *La Caisse des Ecoles*. — Instituée par la loi de 1867 et 1882, « elle a pour but de faciliter la fréquentation des classes par des secours aux élèves indigents ou peu aisés soit en leur donnant des livres et fournitures de classes qu'ils ne pourraient se procurer, soit en leur distribuant des vêtements et des chaussures et pendant l'hiver, des aliments chauds » (2).

2) *Appel au code du travail*. — D'un autre côté, on se sert d'un moyen négatif. En constatant qu'un certain nombre d'enfants quittant l'école dès le mois de mars pour participer aux travaux de la culture ou loués à des propriétaires, la circulaire du 3 octobre 1927 invite les préfets à rappeler aux maires et délégués cantonaux d'appliquer les lois de l'enseignement scolaire et les dispositions du code du travail.

3) *Réforme pédagogique*.

a) Réorganisation législative. — Après avoir consulté le maire l'instituteur « demandera à l'inspecteur primaire de modifier l'horaire ou la date des congés, afin de les adapter le plus possible aux nécessités agricoles, aux conditions du climat, aux besoins locaux. Il pourra même organiser des classes de demi-temps, changer les heures de classe en été, aux besoins faire deux demi-classes, l'une de grand matin, l'autre à la fin de l'après-midi ; ailleurs, au contraire, placer une seule séance au milieu de la journée, pour

(1) Muret et Roton : *op. cit.*, p. 7.

(2) *Nouveau Code de l'instruction primaire*, p. 515.

permettre aux enfants de continuer au moins une partie de leur instruction tout en vaquant aux travaux des champs suivant les besoins de la saison » (1).

b) Proposition de Laurin. — En adaptant les traits caractéristiques des milieux ruraux français, Mr. Laurin propose que « dans une première période, de 5 à 8 ans, par exemple, la scolarité devrait être absolue ou tout au moins de 8 à 9 mois. Dans une seconde période, de 8 à 10 ans, elle pourrait être réduite à 7 ou 8 mois ; puis de 10 à 12 ans, à 6 ou 7 mois ; de 12 à 14 ans, à 4 ou 5 mois ; il est possible de rendre obligatoire l'enseignement primaire de 13 à 15 ans pendant 2 à 3 mois l'hiver et même l'étendre jusqu'à 18 ans, à raison de 2 à 3 séances par semaine durant la période d'hiver (2).

c) Système suisse. — L'organisation de l'obligation scolaire en Suisse accorde d'assez larges dispenses pendant l'époque des grands travaux agricoles et fait commencer les vacances au 1^{er} ou au 14 juillet, avec des variations suivant les cantons et d'après les régions. Son grand avantage, c'est que l'enfant n'est jamais tout à fait détaché de l'école pendant l'année scolaire ; il y a interruption, à 2 ou 3 reprises, de 15 jours à 3 semaines, mais pas d'arrêt complet (3).

V. — Le système du « consolidated school » aux Etats-Unis

Après avoir traité les différents remèdes que l'école rurale française a réalisés ou proposés pour l'amélioration de

(1) Soleil : *Le livre des instituteurs*, pp. 47-48.

(2) Laurin : *op. cit.*, p. 73.

(3) Laurin : *op. cit.*, pp. 71-72.

l'obligation scolaire, il faut mentionner qu'il existe aux Etats-Unis un système spécial sur ce point, c'est le système du « consolidated school ». L'administration scolaire était autrefois l'autorité de district, « one-room school » ou « one teacher-school » existait partout. Dans une salle sombre et vieille, on ne voit d'autres matériels scolaires qu'un tableau scolaire noir accroché au mur. Un maître, mal payé, enseigne à quelques élèves les 3 R's (reading, writing, arithmetic) pendant une durée de quelques mois. Les enfants doivent parcourir quelques 2 ou 3 milles pour atteindre l'école qui serait très souvent sans classe pendant les mauvais temps. De décembre à mars, période sans culture agricole, où la fréquentation devrait être plus régulière, mais les familles riches sont rentrées avec leurs enfants à la ville, tandis que les enfants des familles pauvres ne peuvent pas fréquenter l'école à cause de la neige et de la tempête. On remarque que la fréquentation de l'école rurale ne dépasse pas souvent 68 % (1).

En 1869, Massachusetts vota le régime de « consolidated school », on pensait ainsi remanier les petites écoles rurales en réorganisant une école rurale combinée, et ramasser les élèves par l'autobus spécial. Mais, par un préjugé local, ce système ne peut être réalisé. En 1880, il était adopté et développé rapidement dans les Etats de New-England, aux Indes, en 1902, en Ohio et aux Etats du Sud (2). En 1917, on comptait des écoles de ce genre au nombre de 10.500 (mais il y a encore 212.380 de « one-room school ») (3).

Sous le système de « consolidated school » les avantages sont les suivants : 1) lorsqu'on centralise le budget, on peut

(1) M. T. Wang : *L'éducation aux Etats-Unis*, p. 197.

(2) M. Kou : *L'éducation rurale aux Etats-Unis*, p. 35.

(3) M. T. Wang : *op. cit.*, p. 200.

avoir une bonne localité, bien installée avec le matériel scolaire nécessaire. 2) Des maîtres spécialisés pour chaque branche de programmes, par conséquent l'enseignement serait plus efficace. 3) Lorsque les enfants sont plus nombreux, on peut les classer d'après leurs capacités ; ceux qui doivent doubler la classe trouveraient toujours une classe convenable. 4) En ramassant les élèves avec la voiture, l'absence diminue sûrement, même pendant le mauvais temps, cela prolonge la scolarité. 5) Pouvant trouver davantage des camarades les élèves s'en vont à l'école toujours avec intérêt, et les maîtres ne vivent plus dans l'isolement intellectuel et moral comme auparavant. 6) Enfin l'école rurale combinée avec les fonds nécessaires, du personnel enseignant plus nombreux, peut dès lors être plus facilement le centre intellectuel des villages, qui, par conséquent, peut être améliorée sous l'influence de l'école (1).

Ayant vu les nouveaux bâtiments et installations dans l'école rurale combinée, le peuple américain craignant d'avoir à supporter des taxes nouvelles, était hostile à ce régime. Cependant avec les économies réalisées sur les frais d'une direction du district on a pu augmenter déjà les traitements des maîtres et renouveler la fourniture scolaire. D'après le rapport de la ville (town) Guotavus (Ohio) il y avait auparavant 9 écoles rurales. Après les avoir réunies en une école combinée, on emploie 9 autobus pour conduire les élèves, les frais n'ont augmenté que de \$ 245, parmi lesquels les frais de transport sont déjà de 53 %. Jusqu'ici les Etats américains ont accordé une subvention à cet effet (2).

Cependnat on trouve d'autre part dans ce système des

(1) M. Kou, *op. cit.*, pp. 37-38.

(2) M. T. Wang : *op. cit.*, p. 199.

inconvenients. 1). Depuis qu'on a centralisé les petites écoles rurales, on laisse par conséquent davantage les petits villages loin de tout centre intellectuel. 2) Lorsque les élèves sont centralisés, ils doivent être habillés plus convenablement qu'auparavant, cela constitue une dépense de plus pour les parents. 3) Lorsque les enfants ne peuvent pas rentrer à midi, ils auront très souvent un déjeuner froid. 4) Le point principal du système est le transport des élèves avec la voiture, mais cela ne peut être réalisé dans les pays montagnards ; lorsque l'autobus ne s'arrête pas aux carrefours où les élèves se rendent à pied pour l'attendre, cela fait un grand avantage surtout pendant le mauvais temps et cela par la faute d'un chauffeur indiscipliné (1).

Nous pouvons donc pour résumer dire que ce système doit être limité dans sa centralisation, sinon il produira les résultats que l'industrie concentre dans les grandes villes et il amènera la désertion des villages. Depuis 1926, le gouvernement français avait supprimé des écoles rurales et des emplois en facilitant le moyen de la fréquentation par l'organisation des transports spéciaux, il serait prudent de prendre des précautions pour cette concentration.

En somme, nous hésitons à donner notre adhésion au principe de l'école combinée, car la fréquentation de l'école rurale ne doit pas être imposée par le changement de la forme extérieure de l'école, il s'agit d'un changement intérieur. Au lieu d'être seulement l'endroit où on enseigne à lire « notre école, comme M. Roustan l'a bien expliqué, devient le centre de la vie paysenna, elle est dans chaque commune, une sorte de petite université rurale, populaire, républicaine ». Au lieu d'avoir exclusivement une tâche

(1) M. Kou : *op. cit.*, pp. 38-39.

de pédagogue, « comme l'apôtre, comme M. Roustan l'a encore justement souligné, l'instituteur se fait tout à tous. Il est le conseiller permanent, éclairé, dévoué, aimé, respecté ; il est le guide au point de vue intellectuel, moral, professionnel, il enseigne à tous, aux plus grands comme aux plus petits, sans aucun pédantisme » (1). Il doit se mettre en rapport avec la famille, organiser toutes les œuvres complémentaires de l'école, bibliothèques, musée scolaire, coopérative rurale, cercle populaire, ou des associations tels que la société agricole, cercle de sports, association des familles, etc. En un mot, l'école rurale doit être le centre de la société paysanne et l'instituteur rural doit être le directeur du centre. Car « le rôle de l'école au village, comme le compte rendu des travaux du VII^e congrès de l'école rurale a bien dit, est beaucoup plus grand que dans les cités, c'est elle qui donne toute l'instruction et toute l'éducation nécessaire à l'homme de notre temps » (2). En ce faisant, non seulement les parents villageois enverront leurs enfants à l'école, mais même les adultes, ainsi que les enfants eux-mêmes désireront fréquenter l'école plus volontiers.

Cependant il n'est pas superflu de redire qu'il s'agit encore et surtout de changer l'attitude du gouvernement pour la campagne. Il faut combattre l'attrait des villes, rendre meilleure la vie rurale, vie économique, spirituelle autant que matérielle. Si M. Perschon a dit que « lorsque la vie du paysan sera devenue agréable, beaucoup plus agréable que celle du citadin, l'exode des ruraux cessera » (3), nous pouvons ajouter que lorsque l'exode des ruraux

(1) Roustan : 17 mois en Grenville (L'école et le paysan), p. 166.

(2) *Compte rendu des travaux du VII^e congrès de l'école rurale*, p. 146.

(3) *Les nouvelles littéraires*, 3 octobre 1925.

l'exode des ruraux cessera, l'école rurale aura une plus grande possibilité de s'améliorer. En revanche, aussi il faut noter que lorsque l'école rurale améliorée deviendra le centre de la société rurale, la vie paysanne pourra devenir agréable et ainsi il sera possible de lutter contre l'exode rurale. C'est dire que l'école rurale est encore un problème de la société moderne.

CONCLUSION

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de cette étude ? D'abord nous croyons avoir montré dans la première partie de notre travail qu'il existe une corrélation intime entre l'enseignement obligatoire et la force militaire, et la richesse nationale, auxquels il faut ajouter l'état social et politique. Depuis la Révolution Française, un Etat a besoin de citoyens instruits pour soutenir sa politique ; et depuis la Révolution industrielle, l'industrie demande des ouvriers instruits pour diriger ses machines ; l'enseignement obligatoire imposé à tous est devenu plus que jamais nécessaire. D'autre part cette corrélation nous amène à envisager dans l'application quatre aspects dont l'enseignement obligatoire doit tenir compte. L'obligation scolaire ne peut en effet être très efficacement réalisée que si les enfants, les parents, l'Etat, les contribuables remplissent chacun leurs obligations. C'est ainsi que si l'obligation scolaire n'est pas encore mise parfaitement en application en Chine, la faute n'en incombe ni aux parents, ni aux enfants, ni aux contribuables, mais exclusivement au gouvernement qui n'accomplit pas son devoir et qui ne dispense pas suffisamment les crédits à cet effet.

De notre exposé historique nous dégagerons un fait intéressant : c'est que le mouvement de l'enseignement obligatoire en France a toujours accompagné une révolution politique. Il commence avec la I^{re} République, est supprimé par le premier Empire, repris pendant la II^e République, est négligé, pendant le second Empire. Enfin, ce fut la défaite

de la guerre franco-allemande qui amena la III^e République, à prendre les mesures qui ont abouti à sa victoire. Pour la Chine son histoire nous montre que le principe de l'enseignement universel était réalisé depuis la dynastie des Tchéou (plus de 2000 ans avant J. C.) et qu'il avait été mis partiellement ou entièrement en pratique au fur et à mesure des changements de dynastie.

L'obligation scolaire dans la Chine moderne est également le résultat des défaites de guerres extérieures et plus justement un produit de la Révolution Républicaine. Malheureusement à cause de la guerre civile, de l'instabilité du gouvernement et de l'état social et économique, ce mouvement commencé depuis trente ans déjà, n'a pas encore donné de résultats décisifs. Par contre à cause de l'ignorance d'une immense population, cet état de choses est rendu plus difficile. Néanmoins considérant ces deux faits français et chinois, nous pouvons aisément en tirer encore une conclusion qui soutiendra notre thèse précédente, c'est-à-dire la corrélation de l'éducation d'un Etat avec ses facteurs social, politique et économique. L'instruction publique pourrait d'une part influencer et diriger la politique et la société qui pourraient également l'influencer et la diriger à leur tour.

Dans notre troisième partie, nous voyons par l'étude comparative qu'il existe une grande différence dans la législation de l'enseignement primaire obligatoire de la France et de la Chine. La France possède un système plus uniforme, plus centralisé, tandis que la Chine a une législation plus plastique et qu'elle laisse une initiative plus grande aux autorités de la province et du district.

Cette différence s'explique par la différence d'étendue des deux territoires, par l'histoire et par l'état social, poli-

tique et économique actuel, car aucun régime y compris la législation de l'instruction publique ne peut trouver de base solide que s'il s'appuie sur la tradition nationale et l'état existant dans une société déterminée.

Si l'étude de la troisième partie pouvait prouver que l'enseignement est en relation avec les conditions de lieu, l'exposé de notre quatrième et dernière partie pourrait, nous le souhaitons, montrer aussi quels rapports étroits lient cet enseignement avec les conditions de temps. Dès que l'obligation scolaire est établie et réalisée, se pose le problème de la prolongation de la scolarité obligatoire. Après l'enseignement primaire obligatoire vient l'obligation de l'enseignement post-scolaire. Dès que l'instruction obligatoire est parfaitement réalisée dans les villes, la nécessité d'une organisation plus efficace de l'obligation scolaire dans les écoles rurales s'en déduit. D'ailleurs le problème sera-t-il jamais résolu ? Lorsque la situation sociale évolue, les besoins humains changent aussi. Il s'agit donc d'une éducation progressive.

Or, nous pouvons mettre en valeur deux caractéristiques de notre étude sur l'éducation : celle-ci doit être corrélative et progressive. Sur le premier point, nous sommes heureux de suivre la pensée de M. le Professeur Fauconnet, lorsqu'il classe l'éducation sous la rubrique des « faits généraux »... « qui sont souvent coexistants à la vie sociale tout entière ». « L'éducation, dit-il, est-ce moral, est-ce juridique, est-ce religieux, est-ce économique, technique, linguistique ? C'est tout à la fois, puisque partout où une société recrute des adeptes, il faut bien qu'elle les éduque pour en faire des adeptes » (1). Le second point, comme tout le

(1) P. Fauconnet : *L'enseignement de la Sociologie*, p. 28.

monde le sait, est la pensée fondamentale du professeur John Dewey, lorsqu'il a défini « *éducation is growth* », c'est-à-dire « une reconstruction continuelle de l'expérience » (2). Car « l'éducation, comme l'Association de l'éducation progressive des Etats-Unis l'a bien remarqué, est partie intégrante de tous les mouvements social, économique, politique et religieux qui ont pour but de chercher le suprême bonheur humain... » (3) « Son processus est un processus constant de transmission de l'expérience actuelle de manière que les valeurs sociales, subsistants sourdement en elle, soient éclaircies et élargies » (4). D'une part dès que l'éducation est en corrélation avec les facteurs sociaux, nous trouvons également qu'elle est une question de lieu, c'est-à-dire qu'elle doit adopter une nationalité déterminée. D'autre part dès que l'éducation est progressive, nous comprenons qu'elle possède une nature de temps, c'est-à-dire qu'elle doit s'adapter à l'évolution historique.

Vu : le Doyen,

Vu : le Président de la Thèse,

A Delacroix

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

(2) Dewey : *Democracy and education*, pp. 89-90.

(3) *In brochure de Progressive éducation Association*, p. 3.

(4) Dewey : Article éducation dans Monroe : *Encyclopédie of education*, vol. II, p. 400.

BIBLIOGRAPHIE

Partie I

- B. I. E. — *L'organisation de l'instruction publique dans 54 pays* (Genève, 1932).
- D. P. A. — *Education en Allemagne* (Aperçu général pour les professeurs étrangers, Leipzig, 1934).
- A. RENDU. — *Code de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit* (Paris, 1883).
- CH. CLAIR. — *Six mois d'enseignement obligatoire en France* (résultat d'une enquête officielle en 1872).
- Benoît LEVY et BOCANDÉ. — *Manuel pratique pour l'application de la loi sur l'instruction obligatoire* (préface de Jean Macé) Paris, Cerf, 1883).
- J. FERRY. — *L'école obligatoire et laïque* (discours, Paris, 1881).
- I. POIRY. — *La réforme de l'éducation* (Bruxelles, 3^e édit., 1923).
- R. ALTAMIRA. — *Problèmes modernes d'enseignement en vue de la conciliation entre les peuples et de la paix morale*. Presse Univ., 1932.
- L. LOPIO. — *La révolution de l'école dans l'Espagne Républicaine* (Pour l'ère nouvelle, n° 84, janvier 1932).
- J. FOURNEL. — *Notions de pédagogie générale* (Nathan, 1931).

Partie II

- J. HOUDAY. — *L'instruction gratuite et obligatoire depuis le XVI^e siècle*. Lille, 1873.

- A. COURNOT. — *Des institutions d'instruction publique en France* (Paris, 1864).
- GRÉARD. — *La législation de l'instruction primaire depuis 1789 jusqu'à nos jours.*
- GRÉARD. — *Education et instruction* (t. III, Enseignement primaire, Paris, 1889).
- COMPAYRÉ. — *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France* (Paris, 1880).
- LAFARQUE. — *Le mal et le remède. Education primaire obligatoire* (Bordeaux, 1872).
- BUISSON. — *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* (Paris, 1882).
- F. GUEX. — *Histoire de l'instruction et de l'éducation* (Genève, 1913).
- A. ISABEL. — *L'école de la République, la grande œuvre de Jules Ferry* (Hachette, 1931).
- P. DUFRENNE. — *L'école unique* (Paris, 1932).
- P. FLOTTES. — *La révolution de l'école unique* (Paris, 1931).
- HUBERTBET GONCHER. — *Manuel élémentaire de pédagogie générale* (Delalain, 1930).
- LÉAND et GLAY. — *L'école primaire en France* (La Cité Française, 1934).
- E. BIOT. — *Essai sur l'histoire de l'instruction publique en Chine et de la corporation des lettrés depuis les anciens temps jusqu'à nos jours* (Dupart, 1847).
- G. PANTHIER. — *Confucius et mencius. Les 4 livres de philosophie morale et politique de la Chine* (Charpentier, 1841).
- M. GRANET. — *La civilisation chinoise, la vie publique et la vie privée* (Paris, 1929).
- LIN PAOCHIN. — *L'instruction féminine en Chine* (après la révolution de 1911, Paris, thèse, 1926).

- S. C. SU. — *Documents de l'éducation moderne en Chine* (4 vol. Choung Houa, Changhaï, 1928).
- B. W. KO. — *Histoire de l'instruction publique en Chine*. Commercial press, Changhaï, 1922.
- T. Y. TCHEN. — *Education en Chine antique* (C. P. 1931).
- P. K. TCHEN. — *L'enseignement obligatoire en Chine* (C. H. 1928).
- Dictionnaire de l'éducation* (C. P. 1932).

Partie III

En France.

- SCHWARTZ. — *Nouveau code de l'instruction primaire* (Hachette, 1934).
- P. BRIARD. — *Abrégé de législation* (Ecoles élémentaires publiques) (Nancy, 1934).
- S. SOLEIL. — *Le livre des instituteurs* (Soudier, 1934).
- A. LANTENOIS. — *Répartition mensuelle du travail administratif* (Nathan, 1930).
- *Ce que l'instituteur doit savoir* (Nathan, 1922).
- *Ce que l'instituteur doit faire* (Nathan).
- *Ce que le délégué cantonal doit savoir* (Nathan, 1931).
- F. BOUDON. — *Code de l'enseignement primaire supérieur*. Paris, 1934.
- L. DION. — *Recueil complet de la législation de l'enseignement secondaire*. Dastrande, 1923.
- WISSEMANS. — *Code de l'enseignement secondaire*. Hachette, 1920.
- RICHARD. — *L'enseignement en France*. Colin, 1925.
- BÉZARD. — *Le principe d'organisation de l'enseignement secondaire* (Vuibert, 1928).

MULOT. — *Le système éducatif français* (Nathan).

FOSTEMPS et LIVELEAR. — *Législation financière de l'instruction primaire publique*. Colin, 1906.

DOURE. — *Obligation et fréquentation scolaires, du rôle des délégations cantonales* (1911).

L. ROLLAND. — *Précis de droit administratif* (le régime de l'enseignement. Dalloz, 1932.

J. GRANDSIMON. — *Les manuels scolaires* (Loviton, 1934).

R. DOTRENS. — *Le problème de l'inspection et l'éducation nouvelle* (Delachoux, 1931).

Un tableau de comparaison des anciens et des nouveaux programmes (1882-1923, supplément au n° 36 de *l'Ecole et la Vie* du 26 mai 1923. Colin.

Plan d'étude et programmes des écoles primaires élémentaires (Vuibert, 1933).

Plan d'études et programmes des écoles primaires supérieures (Ibid. 1932).

Plan d'études et programmes des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices (Ibid. 1932).

Plan d'études et programmes de l'enseignement secondaire (arrêté du 30 avril 1931. Hachette).

Horaires et programmes de l'enseignement secondaire des garçons (8^e édition, 1933, Vuibert).

Instructions du 2 septembre 1925. Vuibert.

Organisation pédagogique et programmes des écoles maternelles et des classes enfantines (Vuibert).

Programmes de conditions d'admission aux écoles normales primaires. Vuibert, 1933.

Programmes des examens du brevet élémentaire de l'enseignement primaire (Ibid.).

Programmes des examens du brevet supérieur et certificat d'aptitude pédagogique (Ibid.).

Certificat d'aptitude à l'inspection primaire et à la direction des écoles normales.

S. D. N. — *The organisation of public education in France* (Rapport de M. Barrier pour mission chinoise, Manuscrit 1902).

En Chine.

Ministère de l'I. P. — *Recueil complet de la législation de l'enseignement public en Chine* (Nankin, 1933).

Ministère de l'I. P. — *Loi organique et les règlements de l'enseignement primaire* (Nankin 1933).

Programmes officiels des écoles maternelles et des écoles primaires (C. H. Co. Changhaï, 1932).

Statistiques des écoles primaires en 1929 (C. H. Co. 1932).

Statistiques de l'éducation sociale en Chine (C. H. Co. 1931).

Association pour la réforme de l'éducation en Chine. Statistiques de l'enseignement public en Chine (C. P. Changhaï, 1924).

S. F. TCHEN. — *L'administration de l'instruction publique en Chine*. C. P. 1930.

LANGEVIN. — *La réorganisation de l'enseignement public en Chine*. Paris 1932.

Les Etats-Unis et l'enseignement public en Chine (Opinions américaines sur le rapport de la Mission d'éducation de la S. D. N. en Chine). Coopération intellectuelle, mars-avril 1933.

Y. YEN. — *Opinions sur la réorganisation de l'enseignement public en Chine*. Coopération intel., mai-juin 1933.

Autres pays.

- B. I. E. — *Annuaire international de l'éducation et de l'enseignement* 1933 et 1934 (Genève).
- The year book of education* 1932 (Londres).
- J. KANDEL. — *Comparative education*.
- A. F. WEST. — *American general education* (Klincksieck 1932).
- WILSON. — *New education in Russia* (New-York, 1928).
- S. NERRING. — *Education in New Russia* (New-York, 1926).
- VOKS. — *L'école dans l'U. R. S. S.* 1933, 4^e année, vol. I et II).
- DÉVAUD. — *La pédagogie scolaire en Russie soviétique* (La doctrine, Paris, 1932).
- C. MUMONT. — *La question scolaire en U. R. S. S.* (La vie intellectuelle, éd. du Cerf, 25 novembre 1932).
- TRILLAT. — *Organisation et principes de l'enseignement en U. R. S. S.* Hermann, 1933.
- Programmes officiels de l'enseignement dans la République des Soviets* éd. de l'Intern. des travailleurs 1925).
- PRISTARK. — *Les problèmes fondamentaux de l'école du travail* (intern. des travaux de l'enseignement).
- Annuaire de l'instruction en Suisse* (Genève, Payot, 1932).
- H. GOY. — *La politique scolaire de la nouvelle Italie* (Paris, Roger, 1926).
- P. DIELMINKAITIES. — *La liberté scolaire et l'état* (régimes soviétique, français, belge et hollandais. Thèse, Alcan 1933).
- D. T. CHANG. — *Comparative education* (C. H. Changhaï, 1930).
- M. T. WONG. — *Education aux Etats-Unis* (C. H. 1922).
- K. K. Yu. — *Etude sur l'éducation en Grande-Bretagne*. (C. H. 1925).

Partie IV

- B. I. E. — *La scolarité obligatoire et sa prolongation*. Genève 1934.
- B. I. E. — *Le bureau international d'éducation en 1931, 1932* (Genève) .
- B. I. E. — *Les économies dans le domaine de l'instruction publique* (Genève, 1934).
- G. MAZERON. — *Obligation et fréquentation scolaire* (1911, Paris).
- MURET et ROTON. — *Enquête sur la fréquentation scolaire*. (Rapport du 24^e Congrès à Amiens, 1903).
- M. BONT. — *L'obligation scolaire* (pages libres du 24 octobre 1908).
- E. Y. VAUDEVILLE. — *L'instruction obligatoire, lacunes et remèdes* (Boulogne-sur-Mer, 1908).
- F. ALBERT. — *Projet de loi sur la fréquentation et sur la prolongation de la scolarité obligatoire* (Journal officiel, 13 nov. 1924).
- Journal Officiel* des 10 nov. 1921 et 30 mai 1933.
- Les compagnons*. L'Université Nouvelle (2 vol. Fischbacher, 1918).
- F. VIAL. — *Vues sur l'Ecole unique* (Delagrave, 1934).
- AL. AUTIN. — *L'Ecole unique* (Alcan, 1933).
- Ch. DE WARNEFFE. — *L'Ecole unique* (Bruxelles, 1932).
- H. DUCOS. — *Pourquoi l'Ecole unique* (1932).
- M. T. LAURIN. — *L'école rurale et la profession agricole* (Biblio d'éduc., 1925).
- E. GAUILLAUMIN. — *Notes paysannes et villageoises* (Ibid., 1925).
- P. BARRIER. — *L'éducation rurale française* (P. l'ère nouvelle n° 79).

- M. ROGER. — *Une révolution nécessaire à l'école rurale* (Ibid., n° 83).
- J. VIDAL. — *Le problème de l'école rurale* (Revue péd., mars 1926).
- VINCEANT. — *L'école rurale de demain*, 1920.
Compte rendu des travaux du VII^e Congrès de l'école rurale (C. N. A. A., Paris, 1925).
- ROUSTAN. — *17 mois rue de Grenelle* (Nathan, 1902).
- ROUSTAN. — *Problème de l'éducation nationale* (Mellottée, 1932).
- P. LAPIE. — *Pédagogie française* (Alcan, 1926).
- E. GIRAN. — *L'éducation de l'adolescent* (Union des libres penseurs, 1926).
- GUIN. — *La croissance pendant l'âge scolaire*. 1913.
- F. A. VALMER. — *Les classes dites faibles* (Delachoux, 1925).
- F. VIAL. — *Question de pédagogie inactuelle* (Delagrave, 1933).
- H. BUGG. — *L'œuvre de reconstruction sociale par l'éducation* (Pour l'Ere Nouvelle, n° 86).
- Ch. H. JUDD. — *Problems of education in the United States* (M. C. H. Co 1933).
- Ch. H. CHUANG. — *Trends of new education in China* (New education fellow-ship with world conference. Nice 1932, full report London).
- Kilpatrick DEMEY, etc. — *The educational frontier*. New-York, 3^e édit., 1933.
- J. BARAAS et G. A. SELKE. — *Rural school administration and supervision* (trad. Changhaï, 1929).
- M. KOU. — *L'éducation rurale aux Etats-Unis* (C. H. 1924).
- S. G. YOUNG. — *Ecole de « Dawn village », et l'éducation rurale en Chine* (Changhaï, 1928).

- John DEWEY. — *Democracy and education* (New-York, 1922).
- *The school and Society* (Chicago, 1899).
- *Les écoles de demain* (trad. Duthil Flam., 1930).
- *L'école et l'enfant* (trad. Pidoux, Delechoux, 1931).
- THOMDIKE. — *Human learning*. (Century Co N. Y. 5^e édit. 1928).
- GATES et THOMDIKE. — *Elementary principles of education* (Macmillan Co N. Y. 1930).
- G. S. COURTS. — *Dare the school build a new social order* (John day Pamp N. Y. 1934).
- WOELFELL. — *The molders of the american mind* (N. Y. 1934).
- PARKHURST. — *Education on the Dalton plan* (London, 1928).
- B. RUSSELL. — *Education and the social ordre* (Klincksick London, 1932).
- Education in a changing common wealth* (New edu. fellow ship London, 1929).
- P. FAUCONNET. — *L'enseignement de la Sociologie* (Bulletin de Institut français de Socio. 2^e année) fasc. I, Alcan, 1932).
- R. PAUCOT. — *Les fins générales de l'éducation et le progrès humain* (Nathan, 1928).
- ALAIN. — *Propos sur l'éducation* (8^e édit., 1932, Rieder).
- L'éducation et la solidarité*. Travail présenté au 3^e Congrès de l'éducation morale (Delachoux).
- JANET BONGLÉ, etc. — *L'individualité* (exposé et discussion) Alcan, 1933.
- E. DURKLEIN. — *Education et Sociologie* (Introduction de P. Fauconnet, Alcan, 1922).
- C. BOUGLÉ. — *Qu'est-ce que la Sociologie* (6^e édit., Alcan, 1932).

- PARISOT et HENRY. — *Les meilleures pages des écrivains pédagogiques* (Colin, 1926).
- A. PINLOCHE. — *Pestalozzi et l'éducation populaire modernes* (Alcan, 1923).
- A. BAIN. — *La science de l'éducation* (14^e édit., Alcan, 1930)
- DE MORR et JONCHÈRE. — *La science de l'éducation* (Alcan, 1920).
- CHARRIER. — *La pédagogie vécue à l'école des petits* (1921).
- L. BOPP. — *Principes généraux de pédagogie d'Ameil* (Alcan, 1925).
- THAMIN. — *Education et positivisme* (Alcan, 1892).
- A. MUROT. — *L'école nationale de demain* (Nathan, 1920).
- P. H. SIMON. — *L'école et la nation* (éd. Cerf, 1932).
- B. BOUCHÉ. — *L'éducation des tous petits* (Paris, Bruxelles, 1929).
- AL. BINET. — *Idées modernes sur les enfants* (Flam., nouvelle édit., 1929).
- Ed. CLAPARÈDE. — *Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale* (Genève 4^e, 1910).
- L'éducation fonctionnelle* (Genève, 1930).
- H. WALLON. — *Les origines du caractère* (Alcan, 1930).
- Ad. FERRIÈRE. — *L'école active* (4^e éd., Fovna, 1930).
- *La pratique de l'école active* (Forum Genève, 1929).
- AL. MILLOT. — *Psychologie et éducation* (Essai et Conférence. Philosophique 1931).
- H. BOUCHET. — *L'individualisation de l'enseignement* (Alcan, 1933).
- DAMAYE. — *Sociologie et éducation de demain* (Paris, 1932).
- H. HAMAIDE. — *La méthode Decroly* (Delachoux, 1925).
- Hommage au D^r Decroly* (éd. Bruxelles, 1934).
- E. HUGUENIN. — *La coéducation des sexes* (expériences et réflexions) Delachoux, 1929).

- FLAYOL. — *La méthode montéssori en action* (Nathan, 1926)
- E. HOERNLE. — *L'éducation bourgeoise et l'éducation prolétarienne* (édit. Soc. intern. 1933).
- F. de VASCONALLOS. — *Une école nouvelle en Belgique* (Coll. d'actualité 1915).
- J. F. ELSLANDER. — *L'école nouvelle* (S. Lebègue et Cie).
- V. PAUCHET. — *L'enfant, sa préparation à la vie* (Oliver, 1929).

Table des Matières

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

ETUDE PRELIMINAIRE

CHAPITRE I. — <i>Importance du problème.</i>	15
I. — L'ordre social.	17
II. — L'aspect politique.....	18
III. — Le point de vue économique.....	20
CHAPITRE II. — <i>Les quatre aspects de l'obligation scolaire.</i>	27
I. — Les enfants et l'obligation.....	27
II. — Les parents et l'obligation.....	27
III. — L'obligation et l'Etat.	28
IV. — L'obligation et les citoyens.....	29
CHAPITRE III. — <i>L'origine de l'obligation scolaire.</i>	31
L'historique de l'obligation scolaire en Allemagne.	

DEUXIEME PARTIE

ETUDE HISTORIQUE

CHAPITRE IV. — <i>En France.</i>	B 45
I. — Aperçu général de l'éducation du peuple avant la Révolution. . .	45
II. — Les projets de l'obligation avant 1882.....	52
A. — Sous la première République.....	52
B. — Sous le Premier Empire.....	55
C. — Sous la seconde République.....	57
D. — Sous le second Empire.....	57
E. — Sous la troisième République.....	60
III. — Considérations générales.....	63
A. — Traits caractéristiques.....	63
1. — Influence des régimes.....	63
2. — Influence des partis politiques.....	64
3. — Le point de vue régional.....	65
4. — Le point de vue professionnel.....	66

B. — Les raisons du mouvement.....	66
1. — Raisons politiques.....	66
2. — Raisons militaires.....	67
3. — Raisons industrielles.	67
4. — Raisons sociales ou pédagogiques.....	68
CHAPITRE V. — <i>En Chine</i>	69
I. — Aperçu général de l'éducation du peuple avant la République.	69
A. — Avant la dynastie de Tchéou, sous les dynasties des Tchéou, des Han, des Tang, des Song, Mongole, des Ming et des Mandchous.	
B. — Considérations générales.	
II. — Les projets depuis le commencement du siècle jusqu'en 1931.	78
A. — Depuis le commencement du siècle jusqu'à l'avènement de la République.....	78
B. — Décrets après l'établissement de la République mais avant Ynan Tchî Kai.....	82
C. — Les plans pendant le gouvernement siégeant à Pékin.	84
D. — Projets élaborés par le gouvernement siégeant à Pékin.	87
III. — Considérations générales.....	91.

TROISIEME PARTIE

ETUDE COMPARATIVE

CHAPITRE VI. — <i>Organisation de l'administration de l'obligation scolaire.</i>	99
I. — Administration.	99
A. — En France.	99
1. — Administration centrale.....	99
2. — Administration académique.....	100
3. — Administration départementale	101
a. — Préfet.	101
b. — Inspecteur d'académie.....	101
c. — Conseil départemental.....	102
d. — Délégation cantonale.....	103
4. — Administration municipale.....	103
a. — Maire.	103
b. — Conseil municipal.....	104

B. — En Chine.....	104
1. — Administration centrale.....	104
2. — Administration provinciale.....	105
3. — Administration du district.....	106
C. — Comparaison.....	107
II. Inspection.	112
A. — En France.....	112
B. — En Chine.....	115
C. — Comparaison.	117
CHAPITRE VII. — <i>Organisation scolaire</i>	121
I. — Age de l'obligation scolaire.....	121
A. — En France.....	121
B. — En Chine.	122
C. — Comparaison.	123
II. — Lieux de l'enseignement obligatoire.....	125
A. — En France.....	125
B. — En Chine.....	126
C. — Comparaison.	128
III. — Administration scolaire.....	129
A. — En France.	129
B. — En Chine.....	131
C. — Comparaison.	132
CHAPITRE VIII. — <i>Organisation pédagogique</i>	135
I. — Programmes.....	135
A. — En France.....	136
B. — En Chine.....	136
C. — Comparaison	137
II. — Emploi du temps.....	138
A. — En France.....	138
B. — En Chine.	140
C. — Comparaison	141
III. — Organisation pédagogique	144
A. — En France.....	144
B. — En Chine.	146
C. — Comparaison	147
CHAPITRE IX. — <i>Organisation financière</i>	149
I. — En France.	149
A. — Des voies et moyens.....	149
B. — Répartition des dépenses.....	150
C. — Création et suppressions.....	151
D. — Constructions et acquisitions.....	152

E. — Installation des écoles publiques.....	152
F. — Subvention de l'Etat.....	153
II. — En Chine.	154
A. — Voies et moyens.....	154
B. — Répartition des dépenses.....	156
C. — Création d'écoles.....	157
D. — Maison d'école.....	157
E. — Installation des écoles.....	158
III. — Comparaison	159
CHAPITRE X. — <i>Le personnel enseignant</i>	165
I — En France.	165
A. — Formation du personnel enseignant.....	165
B. — Nomination et mouvement du personnel.....	167
C. — Service	169
D. — Classement et avancement.....	169
E. — Traitement et indemnité	170
F. — Congés et retraites.....	170
G. — Discipline	171
II. — En Chine.....	172
A. — Formation du personnel enseignant	172
B. — Nomination.	175
C. — Service.	176
D. — Traitements et indemnités	177
E. — Retraites	177
F. — Discipline.	178
III. — Comparaison.	178
CHAPITRE XI. — <i>Contrôle de la fréquentation scolaire</i>	183
I. — En France.	183
A. — Inscription des enfants.....	183
B. — Pendant l'école.....	184
C. — Sanctions à l'égard des parents	185
D. — Mesures à l'égard des enfants vagabonds.....	186
E. — Dispenses.	186
F. — Commissions scolaires.....	187
G. — Caisse des écoles.....	190
H. — L'enseignement dans la famille.....	191
II. — En Chine.	192
A. — Obligation	192
B. — Dispenses	195
C. — Rétribution scolaire	196
III. — Comparaison	197

TROISIEME PARTIE

PROBLEMES ACTUELS DE L'OBLIGATION SCOLAIRE

CHAPITRE XII. — *La prolongation de la scolarité obligatoire* — 203

- I. — Etat actuel de la prolongation scolaire dans divers pays 203
 - A. — Pays dans lesquels la question de prolongation se pose. 204
 - B. — Pays où le problème ne se pose pas actuellement. 208
 - C. — Pays non favorables à la prolongation. 209
 - D. — Pays au stade d'application de la scolarité obligatoire première 210
 - E. — Observations. 212
- II. — Raisons en faveur de la prolongation. 214
 - A. — Raisons physiologiques. 214
 - B. — Raisons économiques. 215
 - C. — Raisons culturelles. 216
- III. — Problèmes de la prolongation scolaire 217
- IV. — Difficultés et remèdes. 221
- V. — La prolongation scolaire en France. 223

CHAPITRE XIII. — *L'enseignement primaire obligatoire et l'enseignement post-scolaire.* 229

- I. — Définition et nature de l'enseignement post-scolaire. . 229
- II. — Enseignement post-scolaire de divers pays. 232
 - A. — Pays de l'enseignement post-scolaire obligatoire 232
 - B. — Pays de l'enseignement post-scolaire facultatif. 235
 - C. — Pays de l'enseignement post-scolaire mixte avec l'enseignement primaire 236
 - D. — Pays sans enseignement post-scolaire. 236
 - E. — Observations et considérations. 237
- III. — L'enseignement post-scolaire en France. 241
 - A. — Cours commerciaux ou industriels obligatoires 241
 - B. — Cours post-scolaire agricole ou agricole ménager 243
 - C. — Cours d'adultes. 245
 - D. Cours spéciaux pour soldats. 247

CHAPITRE XIV. — *L'enseignement obligatoire et l'école rurale.* 249

- I. — Importance de l'école rurale. 249
 - A. — Causes d'ordre social. 249
 - B. — Causes d'ordre économique. 252
 - C. — Causes d'ordre politique. 254

II. — Etat actuel de l'enseignement obligatoire dans les écoles rurales.	255
III. — Causes de la difficulté de l'obligation scolaire dans l'école rurale.	257
A. — Causes morales.	258
B. — Causes sociales.	258
C. — Causes pédagogiques.	259
D. — Causes économiques.	262
IV. — Remèdes.	264
A. — Remède moral.	265
B. — Remède social.	265
C. — Remède pédagogique.	266
D. — Remède économique.	267
V. — Le système de « Consolidated School » aux Etats-Unis	269
CONCLUSION	275
BIBLIOGRAPHIE	279

